



RÉPUBLIQUE DU NIGER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA DÉCENTRALISATION  
ET DES AFFAIRES COUTUMIÈRES ET RELIGIEUSES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉCENTRALISATION ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Fraternité - Travail - Progrès

# CODE GÉNÉRAL

## DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

RECUEIL DES TEXTES SUR LA DÉCENTRALISATION

Mars 2018

# Table des Matières

<b>EXTRAIT DE LA CONSTITUTION DU 25 NOVEMBRE 2010</b>	<b>7</b>
<b>LOI N° 2008-42</b> du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger	<b>11</b>
<b>LOI N° 98-31</b> du 14 Septembre 1998, portant création des Régions et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux.	<b>16</b>
<b>LOI N° 98-30</b> du 14 Septembre 1998, portant création des départements et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux.	<b>19</b>
<b>LOI N° 2002-014</b> du 11 Juin 2002 Portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux	<b>30</b>
<b>LOI N° 2011-22</b> du 08 août 2011 érigeant les anciens postes Administratifs en Départements et fixant le nom de leurs chefs-lieux.	<b>37</b>
<b>LOI N° 98-35</b> du 14 Septembre 1998, relative à la limitation du cumul des mandats électifs et de certaines fonctions	<b>41</b>
<b>LOI N° 2008-38</b> du 10 juillet 2008 Portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé «Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales» (ANFICT)	<b>43</b>
<b>CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER</b>	<b>47</b>
<b>EXPOSÉ DES MOTIFS « ORDONNANCE PORTANT CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE LA REPUBLIQUE DU NIGER »</b>	<b>57</b>
<b>ORDONNANCE N° 2010-54</b> du 17 septembre 2010 portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger.	<b>64</b>

EXPOSÉ DES MOTIFS « ORDONNANCE PORTANT STATUT DES COMMUNES À STATUT PARTICULIER »	145
<b>ORDONNANCE N° 2010-55</b> du 17 septembre 2010 portant statut des communes à statut particulier ou villes.	148
EXPOSÉ DES MOTIFS « ORDONNANCE PORTANT ÉRECTION DES COMMUNAUTÉS URBAINES DE NIAMEY, MARADI, TAHOUA ET ZINDER EN COMMUNES À STATUT PARTICULIER OU VILLES »	161
<b>ORDONNANCE N° 2010-56</b> du 17 septembre 2010 portant érection des communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en communes à statut particulier ou villes et les communes les composant en arrondissements.	163
<b>ORDONNANCE N° 2009-002/PRN</b> du 18 août 2009 modifiant et complétant la loi 2002-14 du 11 juin 2002 portant création des Communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux.	165
<b>ORDONNANCE N° 2009-003/PRN</b> du 18 août 2009 modifiant et complétant la loi 2003-035 du 27 août 2003 portant composition et délimitation des Communes.	166
<b>ORDONNANCE N° 2009-016</b> du 22 septembre 2009 complétant l'ordonnance n° 2009-003 du 18 août 2009 modifiant et complétant la loi 2003-035 du 27 août 2003 portant composition et délimitation des Communes.	168
<b>DÉCRET N° 2003-178/PRN/MI/D</b> du 18 juillet 2003, déterminant les conditions dans lesquelles la région, le département, la commune ou la communauté urbaine peuvent contracter des emprunts.	175
<b>DÉCRET N° 2007-184/PRN/MI/D</b> du 25 mai 2007 fixant les modalités de répartition des recettes minières concédées par l'Etat aux communes des régions concernées.	180
<b>DÉCRET N° 2008-360/ PRN/MI/SP/D/ME/F</b> du 06 novembre 2008, portant approbation des statuts de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT).	183



<b>DÉCRET N° 2011-167/PRN/ MI/SP/D/AR</b> du 09 juillet 2011 portant modalités de détermination et de répartition de la dotation globale de fonctionnement des arrondissements communaux. _____	193
<b>RAPPORT DE PRESENTATION DU DÉCRET DÉTERMINANT LE RÉGIME INDEMNITAIRE ET LES AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES ORGANES EXÉCUTIFS DES COMMUNES ET DES RÉGIONS.</b> _____	196
<b>DÉCRET N° 2011-168/PRN/MISPD/AR</b> du 09 juillet 2011, déterminant le régime indemnitaire et les avantages accordés aux membres des organes délibérants et des organes exécutifs des régions et communes du Niger. _____	198
<b>DÉCRET N° 2011-364/PRN/MI/SP/D/AR</b> du 24 août 2011 fixant la nomenclature et les modalités de présentation et d'exécution du budget des collectivités territoriales. _____	205
<b>RAPPORT DE PRÉSENTATION DU DÉCRET FIXANT LES RÈGLES DE LA DÉCONCENTRATION AU NIGER</b> _____	229
<b>DÉCRET N° 2013-035/PRN/MI/SP/D/AR</b> du 1 <sup>er</sup> février 2013 fixant les règles relatives à la déconcentration au Niger _____	232
<b>DÉCRET N° 2015-244/ PRN/MISP/D/ACR</b> du 08 mai 2015, fixant les modalités de répartition des recettes pétrolières et de raffinage concédées par l'Etat aux Communes et Régions concernées. _____	249
<b>DÉCRET N° 2016-077/PRN/MISP/D/ACR</b> du 26 janvier 2016 fixant le nombre de sièges par Conseil Municipal _____	252
<b>DÉCRET N° 2016-078/PRN/MISP/D/ACR</b> du 26 janvier 2016 modifiant le décret n° 2010 678/PCSRD/MISD/AR du 07 octobre 2010, fixant le nombre de sièges par Conseil Régional _____	261
<b>DÉCRET N° 2016-079/PRN/MISP/D/ACR</b> du 26 janvier 2016 modifiant le décret n° 2010 679/PCSRD/MISD/AR du 07 octobre 2010, fixant le nombre de sièges par Conseil de ville et d'arrondissement communal _____	263



**DÉCRET N° 2016-301/PRN/MISP/D/ACR** du 29 juin 2016 fixant le régime juridique de la coopération entre les collectivités territoriales en République du Niger \_\_\_\_\_ 267

RAPPORT DE PRÉSENTATION DU DÉCRET FIXANT LE RÉGIME DE RÉMUNÉRATIONS, INDEMNITÉS ET AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS AUX PRÉSIDENTS ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS SPÉCIALES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES \_\_\_\_\_ 286

**DÉCRET N° 2018-104/PRN/MI/SP/D/ACR** du 09 février 2018 fixant le régime de rémunérations, indemnités et autres avantages accordés aux présidents et membres des délégations spéciales des collectivités territoriales du Niger \_\_\_\_\_ 288

## EXTRAIT DE LA CONSTITUTION DU 25 NOVEMBRE 2010

### TITRE IX : DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Art. 164** - L'administration territoriale repose sur les principes de la décentralisation et de la déconcentration.

Les collectivités territoriales sont créées par une loi organique.

Elles s'administrent librement par des conseils élus.

La loi détermine les principes fondamentaux de la libre administration des collectivités territoriales, leurs compétences et leurs ressources.

**Art. 165** - L'État veille au développement harmonieux de toutes les collectivités territoriales sur la base de la solidarité nationale, de la justice sociale, des potentialités régionales et de l'équilibre interrégional.

Le représentant de l'État veille au respect des intérêts nationaux.

**Art. 166** - Les tribunaux de grande instance, en formation spéciale, statuent sur l'éligibilité des candidats, contrôlent la régularité, la transparence et la sincérité des élections locales. Ils en proclament les résultats.

Les recours contre les décisions en matière électorale des tribunaux de grande instance sont introduits devant le Conseil d'État qui statue en dernier ressort.

**Art. 167** - L'État reconnaît la chefferie traditionnelle comme dépositaire de l'autorité coutumière. A ce titre, elle participe à l'administration du territoire de la République dans les conditions déterminées par la loi.

La chefferie traditionnelle est tenue à une stricte obligation de neutralité et de réserve. Elle est protégée contre tout abus de pouvoir tendant à la détourner du rôle que lui confère la loi.

EXPLANATION OF THE  
CIVIL SERVICE

THE CIVIL SERVICE is a system of public employment which is designed to provide a permanent and efficient body of officials to carry out the functions of the Government. It is a system which is based on the principle of merit and which is open to all citizens who are qualified by education, training, and experience to perform the duties of the service. The Civil Service is a system which is designed to provide a permanent and efficient body of officials to carry out the functions of the Government. It is a system which is based on the principle of merit and which is open to all citizens who are qualified by education, training, and experience to perform the duties of the service. The Civil Service is a system which is designed to provide a permanent and efficient body of officials to carry out the functions of the Government. It is a system which is based on the principle of merit and which is open to all citizens who are qualified by education, training, and experience to perform the duties of the service.



# LOIS

1012

VU la Constitution du 09 août 1999 ;  
VU l'arrêt n° 05/08/CC/MC du 30 juillet 2008 ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE,  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE  
LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**Article premier :** La présente loi d'orientation détermine le cadre général d'organisation et d'administration du territoire de la République.

#### **CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE**

**Article 2 :** Le territoire de la République du Niger est organisé en circonscriptions administratives et en collectivités territoriales.

Cette organisation s'effectue dans le respect du principe de la libre administration des collectivités territoriales et de la spécificité des communautés coutumières, de manière à mettre en œuvre l'aménagement du territoire et les politiques de développement, à garantir la démocratie locale et à favoriser la généralisation et la modernisation du service public.

**Article 3 :** Les circonscriptions administratives sont des divisions du territoire national dépourvues de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles sont des cadres de représentation territoriale de l'Etat. A ce titre, elles constituent la base de déconcentration des administrations centrales de l'Etat sous la coordination et la direction générale d'un représentant de l'Etat.

Elles reçoivent leurs moyens de fonctionnement de l'Etat.

Les communautés coutumières que sont les sultanats, les provinces, les cantons, les groupements, les villages, les tribus et les quartiers administratifs participent de l'organisation administrative des circonscriptions administratives dans lesquelles elles sont implantées et demeurent régies par les textes qui leur sont propres dans tous les cas où ceux-ci ne sont pas contraires à la législation en vigueur.



**Article 4** (ordonnance 2010-53) : Au sens de la présente loi, les circonscriptions administratives sont la région et le département.

La région est une division du territoire national. Elle constitue le premier niveau de déconcentration des services et de représentation territoriale de l'Etat.

Elle est le cadre d'organisation et de coordination du développement régional.

*Le département est une division territoriale de la région. Il constitue le deuxième niveau de déconcentration des services et de représentation territoriale de l'Etat. Il est à la fois l'échelon opérationnel de mise en œuvre des politiques nationales, d'encadrement des collectivités territoriales et un espace de coopération intercommunale à la base.*

**Article 5** : Les collectivités territoriales sont des groupements humains géographiquement localisés sur une portion du territoire national auxquelles l'Etat a conféré la personnalité juridique et le pouvoir de s'administrer librement par les autorités élues.

Elles jouissent de la personnalité morale de droit public, de l'autonomie financière et disposent d'un budget, d'un domaine et d'un personnel qui leur sont propres.

Elles exercent leurs compétences dans le respect de l'unité nationale, de l'intégrité du territoire de la République du Niger et de la primauté de l'Etat.

Elles concourent avec l'Etat à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel, ainsi qu'à la protection de l'environnement, la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie.

**Article 6** (Ordonnance 2010-53) : Les collectivités territoriales sont la commune et la région.

La commune est la collectivité territoriale de base. Elle est chargée des intérêts communaux et assure les services publics de proximité répondant aux besoins de la population et qui ne relèvent pas, de par leur nature et leur importance des compétences de l'Etat ou de la région. Pour l'exercice de ses missions et compétences, elle dispose d'un budget, d'un personnel et d'un patrimoine qui lui sont propres.

La région est une collectivité à vocation essentiellement économique, sociale et culturelle. Elle est chargée des missions et compétences spécifiques que lui confère la loi et qui ne relèvent pas, de par leur nature et leur importance des compétences de l'Etat ou de la commune.

Pour l'exercice de ses missions et compétences, elle dispose d'un budget, d'un personnel et d'un patrimoine qui lui sont propres.

Les limites des collectivités territoriales peuvent coïncider avec celles des circonscriptions administratives

**Article 7 :** Les limites de la région, collectivité territoriale coïncident avec celles de la région, circonscription administrative.

Les limites du département, collectivité territoriale coïncident avec celles du département, circonscription administrative.

La commune est une division territoriale du département. Ses limites coïncident avec tout ou partie de l'espace territorial des entités coutumières.

**Article 8 :** Il existe trois (03) types de communes : la commune rurale, la commune urbaine et la commune à statut particulier.

La commune rurale est un regroupement de villages, tribus ou quartiers administratifs autour d'une localité centre d'au moins deux mille (2000) habitants et coïncidant avec tout ou partie de l'espace territorial d'un canton ou d'un groupement selon la Zone socio-écologique considérée.

Toutefois, le critère démographique ci-dessus retenu ne s'applique pas aux communes rurales déjà existantes.

La commune urbaine est le regroupement de quartiers et de villages administratifs et/ou tribus autour d'une agglomération d'au moins cinq mille (5000) habitants.

La commune urbaine peut être érigée en commune à statut particulier lorsque l'agglomération principale a un chiffre de population au moins égal à cent mille (100.000) habitants. Elle porte ainsi le titre de ville.

L'arrondissement communal est un démembrement de la commune à statut particulier de laquelle il reçoit délégation de compétence et de moyens. Il est une structure administrative déconcentrée de la commune à statut particulier et est dépourvu de la personnalité morale.

Le statut des communes à statut particulier ainsi que le régime juridique de la coopération entre collectivités territoriales sont fixés par la loi.

**Article 9 :** La détermination des organes, le mode de leur élection, l'organisation, l'administration, les attributions et les ressources des collectivités territoriales sont fixés par la loi.

**Article 10 :** *(non-conforme à la Constitution).*

**Article 11 :** Les limites, le nom et le chef-lieu des régions, des départements, des arrondissements et des communes sont fixés par la loi.

Le changement de nom et le transfert de chef-lieu des régions, des départements et des communes sont prononcés par la loi sur demande motivée ou après avis de leurs organes délibérants respectifs.

**Article 12 :** Les circonscriptions administratives, les collectivités territoriales et les communautés coutumières concourent ensemble à l'organisation et à l'administration du territoire de la République.

## **CHAPITRE II : DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE**

**Article 13 :** L'administration civile concourt au fonctionnement régulier des pouvoirs publics et à la continuité de l'Etat.

Aux termes de la présente loi, il faut entendre par Administration civile de l'Etat, l'institution publique légalement investie de la mission d'intérêt général et dotée des prérogatives de puissance publique ainsi que des ressources nécessaires à la réalisation de cette mission sur tout ou partie du territoire national.

L'administration civile de l'Etat se compose de l'administration centrale et de services déconcentrés.

**Article 14 :** Le Président de la République est le Chef de l'Administration.

Le Gouvernement dispose de l'administration.

**Article 15 :** L'administration territoriale de la République du Niger est assurée par l'Etat à travers les services déconcentrés, les collectivités territoriales et les communautés coutumières.

**Article 16 :** La répartition des missions entre les administrations centrales et les services déconcentrés s'organise selon les principes fixés par la présente loi.

Sont confiées aux administrations centrales, les seules missions qui présentent un caractère national ou dont l'exécution, en vertu de la loi, ne peut être déléguée à un échelon territorial.

Les autres missions, notamment celles qui intéressent les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, sont confiées aux services déconcentrés sous la direction et l'autorité des représentants territoriaux de l'Etat que sont les Gouverneurs, les Préfets et les Sous-Préfets.

**Article 17 :** Les services déconcentrés de l'Etat concourent, par leur appui technique, aux programmes de développement économique, social et culturel des collectivités territoriales ou de leurs groupements qui en font la demande.

Cet appui est fourni dans les conditions définies par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 18 :** *(non-conforme à la Constitution).*



**Article 19** : Des structures et des mécanismes de consultation et de coordination des actions de l'Etat peuvent être créés au niveau de l'administration centrale de l'Etat et de chaque circonscription administrative.

La nature, les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces structures, ainsi que le mécanisme, qui les régissent sont déterminés par décret pris en conseil des ministres.

### **CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**Article 20** : Le dispositif institutionnel et juridique actuel et l'organisation municipale découlant de la loi n° 2001-023 du 10 août 2001 portant création des circonscriptions administratives et des collectivités territoriales restent en vigueur jusqu'à la fin du mandat en cours des organes délibérants et exécutifs des communes.

**Article 21** : Une loi portant code général des collectivités territoriales et un décret portant charte de la déconcentration complètent et précisent les dispositions de la présente loi.

**Article 22** : Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

**Article 23** : La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat

Fait à Niamey, le 31 juillet 2008

**Signé** : Le Président de la République

**MAMADOU TANDJA**

Le Premier Ministre  
**SEINI OUMAROU**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de  
la Sécurité Publique et de la Décentralisation

**ALBADE ABOUBA**

Pour Ampliation :  
Le Secrétaire Général du Gouvernement

**LARWANA IBRAHIM**

VU la Constitution ;

VU la loi n° 96-05 du 06 Février 1996, portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE A DÉLIBÉRÉ ET ADOPTÉ,  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**Article premier** : Il est créé les régions de :

- AGADEZ
- DIFFA
- DOSSO
- MARADI
- TAHOUA
- TILLABERI
- ZINDER

**Article 2** : le Chef-lieu et les limites de ces Régions sont fixés ainsi qu'il suit :

**1°) Région d'AGADEZ :**

**Chef-Lieu** : AGADEZ

**Limites** :

***A l'Ouest*** : la limite Ouest du département de Tchirozérine.

***Au Nord*** : les limites Nord des départements de Tchirozérine et d'Arlit

***A l'Est*** : la limite Est du département de Bilma.

***Au Sud*** : les limites Sud des départements de Bilma et de Tchirozérine.

**2°) Région de DIFFA**

**Chef-lieu** : DIFFA

**Limites** :

***A l'Ouest et au Nord*** : les limites Ouest et Nord des départements de Mainé-Soroa et de N'Guigmi.

***A l'Est*** : les limites Est des départements de Diffa et de N'Guigmi.

***Au Sud*** : les limites Sud des départements de Diffa et de Mainé-Soroa.

### **3°) Région de DOSSO**

**Chef-lieu** : DOSSO

**Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du département de Boboye.

*Au Nord* : les limites Nord des départements du Boboye, de Loga et de Dogondoutchi.

*A l'Est* : les limites Est des départements de Dogondoutchi et de Gaya.

*Au Sud* : les limites Sud des départements de Gaya, de Dosso et de Boboye.

### **4°) Région de MARADI**

**Chef-lieu** : MARADI

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des départements de Madarounfa, de Guidan-Roundji et de Dakoro

*Au Nord* : la limite Nord du département de Dakoro.

*A l'Est* : les limites Est des départements de Tessaoua, de Mayahi et de Dakoro.

*Au Sud* : les limites Sud des départements de Madarounfa et d'Aguié.

### **5°) Région de TAHOUA**

**Chef-lieu** : TAHOUA

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des départements de Birni N'konni, Illéla, Tahoua et Tchintabaraden.

*A l'Est* : les limites Est des départements de Keita, Bouza et Madaoua.

*Au Nord* : les limites Nord des départements de Tchintabaraden et d'Abalak.

*Au Sud* : les limites Sud des départements de Madaoua et de Birni N'Konni.

### **6°) Région de TILLABERI**

**Chef-lieu** : TILLABERI

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des départements de Tillabéri, Ouallam et Téra.

*A l'Est* : les limites des départements de Kollo, Say et Filingué.

*Au Nord* : les limites Nord des départements de Filingué et Ouallam.

*Au Sud* : les limites Sud des départements de Téra et Say.



**7°) Région de ZINDER**

**Chef-lieu** : ZINDER

**Limites** :

***A l'Ouest*** : les limites Ouest des départements de Matameye, de Tanout et de Mirriah.

***A l'Est*** : la limite Est du département de Gouré.

***Au Nord*** : les limites Nord des départements de Tanout et de Gouré.

***Au Sud*** : les limites Sud des départements de Gouré, Magaria et Matameye.

***Article 3*** : La présente loi sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le **14 Septembre 1998**

**Le Président de la République**

**IBRAHIM BARE MAINASSARA**

**VU** la Constitution ;

**VU** la Loi n° 96-05 du 06 Février 1996, portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE A DÉLIBÉRÉ ET ADOPTÉ,  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**Article premier** : Il est créé les départements dont les noms suivent :

- |                    |                    |
|--------------------|--------------------|
| 1. ABALAK          | 19. LOGA           |
| 2. AGUIE           | 20. MADAOUA        |
| 3. ARLIT           | 21. MADAROUNFA     |
| 4. BILMA           | 22. MAGARIA        |
| 5. BIRNI N'KONNI   | 23. MAINE-SOROA    |
| 6. BOBOYE          | 24. MATAMEYE       |
| 7. BOUZA           | 25. MAYAHI         |
| 8. DAKORO          | 26. MIRRIAH        |
| 9. DIFFA           | 27. N'GUIGMI       |
| 10. DOGONDOUTCHI   | 28. OUALLAM        |
| 11. DOSSO          | 29. SAY            |
| 12. FILINGUE       | 30. TAHOUA         |
| 13. GAYA           | 31. TANOUT         |
| 14. GOURE          | 32. TCHINTABARADEN |
| 15. GUIDAN-ROUMDJI | 33. TCHIROZERINE   |
| 16. ILLELA         | 34. TERA           |
| 17. KEITA          | 35. TESSAOUA       |
| 18. KOLLO          | 36. TILLABERI      |

**Article 2** : Le chef-lieu et les limites de ces départements sont fixés comme suit :

**DEPARTEMENT D'ABALAK**

**Chef-lieu** : Abalak

**Limites** :

***A l'Est*** : les limites des départements de Tchirozérine et Dakoro.

***A l'Ouest*** : les limites du département de Tahoua.

***Au Nord-Est*** : les limites du département de Tchirozérine.

***Au Nord*** : les limites du département de Tchintabaraden.

***Au Sud*** : les limites des départements de Keita et de Bouza.

## **DEPARTEMENT D'AGUIÉ**

**Chef-lieu** : Aguié

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest du canton d'Aguié.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons d'Aguié et de Gangara.

*A l'Est* : les limites Est du canton de Gangara.

*Au Sud* : la frontière Nigéro-Nigériane.

## **DEPARTEMENT D'ARLIT**

**Chef-lieu** : Arlit

### **Limites** :

*A l'Ouest* : une bande longeant à 100 mètres du côté Est de la route Agadez - In-Guezzam, d'un point situé à 17° 54' de latitude Nord et 6° 04' de longitude Est (point A) à un point situé à 19° 33' de latitude Nord et 5° 47' de longitude Est, sur la frontière nigéro-algérienne (point B).

*Au Nord* : la frontière nigéro-algérienne du point défini ci-dessus jusqu'à son point d'intersection avec le 11ème méridien (point C) situé à 22° 58' de latitude Nord et 11° de longitude Est.

*A l'Est* : la limite Ouest du département de Bilma, soit le 11ème méridien jusqu'à son point d'intersection avec le 18ème parallèle (point D) situé à 18° de latitude Nord et 11° de longitude Est.

*Au Sud* : une ligne droite partant du point D et rejoignant le point A.

## **DEPARTEMENT DE BILMA**

**Chef-lieu** : Bilma

### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Est du département de Tchirozérine.

*Au Nord* : les frontières nigéro-algérienne et nigéro-libyenne.

*A l'Est* : la frontière nigéro-tchadienne jusqu'au 18ème parallèle

*Au Sud* : la limite Nord des départements de N'Guigmi et de Gouré.

## **DEPARTEMENT DE BIRNI N'KONNI**

**Chef-lieu** : Birni N'Konni

### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du canton de Birni N'Konni.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Birni N'Konni et de Doguéraoua.

*A l'Est* : la limite Est du canton de Doguéraoua.

*Au Sud* : la frontière Nigero-Nigériane.

#### **DEPARTEMENT DE BOBOYE**

**Chef-lieu** : Birni-N'Gaouré

##### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest des cantons de Birni N'Gaouré, Harikanassou et Koygolo.

*A l'Est* : les limites Est des cantons de Koygolo, Harikanassou et Birni N'Gaouré.

*Au Sud* : la frontière Nigero-Béninoise jusqu'au confluent de la rivière Mékrou et du Niger : de ce point à la limite sud du canton de Birni N'Gaouré.

*Au Nord* : la limite Nord du canton de Koygolo.

#### **DEPARTEMENT DE BOUZA**

**Chef-lieu** : Bouza

##### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du canton de Bouza.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Bouza et de Déoulé.

*A l'Est* : la limite Est du canton de Bouza.

*Au Sud* : la limite Sud du canton de Bouza.

#### **DEPARTEMENT DE DAKORO**

**Chef-lieu** : Dakoro

##### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Est des départements de Madaoua, Bouza, Keita et Abalak jusqu'à un point situé au parallèle 15° 25'.

*Au Nord* : de ce point une ligne droite joignant le point d'intersection du méridien 7° 25' et du parallèle 15° 28'.

*A l'Est* : de ce point, une ligne brisée jusqu'au point de jonction des limites des cantons de Bader, Taguiris et Tarka, de ce point la limite Est du canton de Taguiris.

*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Taguiris, Bader et Kornaka.

## **DEPARTEMENT DE DIFFA**

**Chef-lieu** : Diffa

### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du canton de Chétimari.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Chétimari et de la Komadougou.

*A l'Est* : la frontière nigéro-tchadienne.

*Au Sud* : la frontière nigéro-nigériane.

## **DEPARTEMENT DE DOGONDOUTCHI**

**Chef-lieu** : Dogondoutchi

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Takassaba, Tibiri et Dogondoutchi.

*Au Nord* : la limite Nord du canton de Dogondoutchi.

*Au Sud* : la frontière Nigéro-Nigériane.

*A l'Est* : la limite Est du canton de Dogondoutchi.

## **DEPARTEMENT DE DOSSO**

**Chef-lieu** : Dosso

### **Limites** :

*A l'Ouest, au Nord et à l'Est* : les limites de la province de Dosso.

*Au Sud* : la frontière Nigéro-Béninoise.

## **DEPARTEMENT DE FILINGUE**

**Chef-lieu** : Filingué

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Tagazar, Tondikandia. et Kourfey

*Au Nord* : la frontière Nigéro-Malienne et la limite Nord du canton de Kourfey.

*A l'Est* : la limite Est du canton de Kourfey.

*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Kourfey, Imanan, Tondikandia, et Tagazar.



## **DEPARTEMENT DE GAYA**

**Chef-lieu** : Gaya

### **Limites** :

***A l'Ouest*** : les limites Ouest des cantons de Gaya, Yélou, Dioundiou, Zabori et Karakara.

***Au Nord*** : la limite Nord du canton de karakara.

***A l'Est*** : la frontière Nigéro-Nigériane.

***Au Sud*** : la frontière Nigéro-Béninoise.

## **DEPARTEMENT DE GOURE**

**Chef-lieu** : Gouré

### **Limites** :

***A l'Ouest*** : les limites Est des départements de Magaria, Mirriah et Tanout.

***Au Nord*** : du point d'intersection entre les limites Nord et Est du département de Tanout une droite joignant le point d'intersection du 11ème méridien et du parallèle 17° 06' ; de ce point, une ligne brisée joignant le point d'intersection du 12ème méridien et du parallèle 17°30'.

***A l'Est*** : le 12ème parallèle jusqu'à sa jonction avec la limite Nord du département de Mainé-Soroa.

***Au Sud*** : la limite du département de Mainé-Soroa jusqu'à son intersection avec la frontière nigéro-nigériane; cette frontière jusqu'à son intersection avec la limite Est du département de Magaria.

## **DEPARTEMENT DE GUIDAN-ROUMDJI**

**Chef-lieu** : Guidan-Roundji

### **Limites** :

***A l'Ouest*** : frontière nigéro-nigériane et limites Ouest du canton de Guidan-Roundji.

***Au Nord*** : Les limites Nord des cantons de Guidan-Roundji et de Chadakori.

***A l'Est*** : les limites Est des cantons de Chadakori et de Saé Saboua.

***Au Sud*** : les limites Sud des cantons de Saé Saboua et de Guidan Sori.

## **DEPARTEMENT D'ILLELA**

**Chef-lieu** : Illéla

### **Limites** :

*A l'Ouest, au Nord, à l'Est et au Sud* : les limites du canton d'Illéla.

## **DEPARTEMENT DE KEITA**

**Chef-lieu** : Keita

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Tamaské et Keita.

*Au Nord* : la limite Nord du canton de Keita.

*A l'Est* : les limites Est du canton de Keita.

*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Garhanga et Tamaské.

## **DEPARTEMENT DE KOLLO**

**Chef-lieu** : Kollo

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Kouré, Lamordé, Namaro et Kirtachi.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Namaro, Karma, Hamdallaye et Fakara.

*A l'Est* : les limites Est des cantons de Fakara, Kouré et Kirtachi.

*Au Sud* : les limites sud des cantons de Kouré et Kirtachi.

## **DEPARTEMENT DE LOGA**

**Chef-lieu** : Loga

### **Limites**:

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Sokorbé et de Loga.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Loga et Falwel.

*A l'Est* : la limite Est du canton de Falwel.

*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Falwel et Sokorbé.

## **DEPARTEMENT DE MADAOUA**

**Chef-lieu** : Madaoua

### **Limites** :

*A l'Ouest, au Nord, à l'Est et au Sud* : les limites du canton de Madaoua, la limite sud correspondant à la frontière nigéro-nigériane.

#### **DEPARTEMENT DE MADAROUNFA**

**Chef-lieu** : Madarounfa

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Safo et Serkin Yamma.  
*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Serkin Yamma et Djirataoua.  
*A l'Est* : les limites Est des cantons de Djirataoua et Madarounfa.  
*Au Sud* : la frontière Nigéro-Nigériane.

#### **DEPARTEMENT DE MAGARIA**

**Chef-lieu** : Magaria

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Magaria et Bandé.  
*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Bandé, Dungass, Ouacha et Gouchi.  
*A l'Est* : les limites Est des cantons de Gouchi et de Mallaoua.  
*Au Sud* : la frontière nigéro-nigériane.

#### **DEPARTEMENT DE MAINE-SOROA**

**Chef-lieu** : Mainé-Soroua

**Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du canton de Goudoumaria.  
*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Goudoumaria et de Mainé-Soroua.  
*A l'Est* : la limite Est du canton de Mainé-Soroua.  
*Au Sud* : la frontière nigéro-nigériane.

#### **DEPARTEMENT DE MATAMEYE**

**Chef-Lieu** : Matameye.

**Limites** :

*A l'Ouest, au Nord, à l'Est et au Sud*, les limites du canton de Kantché, la limite Sud correspondant à la frontière nigéro-nigériane.

#### **DEPARTEMENT DE MAYAHI**

**Chef-lieu** : Mayahi

**Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du canton de Mayahi.  
*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Mayahi et de Kanembakaché.

*A l'Est* : la limite Est du canton de Kanembakaché.

*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Kanembakaché et Mayahi.

#### **DEPARTEMENT DE MIRRIAH**

**Chef-lieu** : Mirriah

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Garagoumsa et de Tirmini.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Tirmini, Dakoussa, Ouamé, Damagaram Takaya et Moa.

*A l'Est* : les limites Est des cantons de Moa, Damagaram Takaya et Guidimouni.

*Au Sud* : les limites Nord des départements de Magaria et de Matameye.

#### **DEPARTEMENT DE N'GUIGMI**

**Chef-lieu** : N'Guigmi

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Est des départements de Mainé-Soroa et de Gouré jusqu'au point de jonction des limites Nord et Est du département de Gouré.

*Au Nord* : de ce point, une ligne brisée joignant le point d'intersection du 13ème méridien et du 18ème parallèle. De ce point, le 18ème parallèle jusqu'au point d'intersection avec la frontière nigéro-tchadienne.

*A l'Est* : la frontière nigéro-tchadienne.

*Au Sud* : la limite Nord du département de Diffa.

#### **DEPARTEMENT DE OUALLAM**

**Chef-lieu** : Ouallam

**Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Simiri, Ouallam et Tondikiwindi.

*Au Nord* : la frontière Nigéro-Malienne.

*A l'Est* : les limites Est des cantons de Tondikiwindi, Ouallam et Simiri.

*Au Sud* : la limite sud du canton de Simiri.

#### **DEPARTEMENT DE SAY**

**Chef-lieu** : Say

**Limites** :

*A l'Ouest* : la frontière Nigéro-Burkinabé, de la rivière Mékrou à la rivière Sirba.

*A l'Est* : la limite Est des cantons de Torodi, Guéladjo, Say et Tamou.

*Au Sud* : la frontière Nigéro-Béninoise.  
*Au Nord* : la limite Nord du canton de Torodi.

#### **DEPARTEMENT DE TAHOUA**

**Chef-lieu** : Tahoua

##### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Ouest du canton de Bambeye.  
*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Bambeye, Tahoua et Kalfou.  
*A l'Est* : la limite Est du canton de Kalfou.  
*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Kalfou et de Bambeye.

#### **DEPARTEMENT DE TANOUT**

**Chef-lieu** : Tanout

##### **Limites** :

*A l'Ouest* : la limite Est du département de Dakoro jusqu'à son point d'intersection avec la limite Nord du même département.  
*Au Nord* : de ce point, une ligne droite joignant le point d'intersection du méridien  $7^{\circ} 59'$  et du parallèle  $15^{\circ} 31'$  ; de ce point une ligne droite joignant le point d'intersection du 16ème parallèle et du méridien  $9^{\circ} 37'$ .  
*A l'Est* : le méridien  $9^{\circ} 37'$  jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle  $14^{\circ} 56'$ . De ce point, une ligne brisée jusqu'au point de jonction avec la limite Nord du département de Mirriah.  
*Au Sud* : de ce point, les limites Nord des départements de Mirriah, Tessaoua et Mayahi.

#### **DEPARTEMENT DE TCHINTABARADEN**

**Chef-lieu** : Tchintabaraden

##### **Limites** :

*A l'Ouest* : la frontière Nigéro-Malienne jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle  $18^{\circ} 40'$   
*Au Sud-Ouest* : les limites du département de Filingué.  
*Au Nord* : de ce point le parallèle  $18^{\circ} 40'$  jusqu'à son point d'intersection avec le méridien  $4^{\circ} 53'$ .  
*Au Nord et à l'Est* : les limites du département de Tchirozérine.  
*Au Sud* : les limites du département d'Abalak.



## **DEPARTEMENT DE TCHIROZERINE**

**Chef-lieu** : Tchirozérine

### **Limites** :

*A l'Ouest* : la frontière nigéro-malienne depuis son point d'intersection avec la limite Nord du département de Tchintabaraden.

*Au Nord* : la frontière nigéro-algérienne jusqu'à son point d'intersection avec la limite Ouest du département d'Arlit .

les limites Ouest et Sud du département d'Arlit .

*A l'Est* : la limite Ouest du département de Bilma, du 18ème parallèle à son point d'intersection avec la limite Nord du département de Gouré.

*Au Sud* : les limites Nord des départements de Gouré, Tanout, Dakoro, Tchintabaraden et Abalak.

## **DEPARTEMENT DE TERA**

**Chef-lieu** : Téra

### **Limites** :

*A l'Ouest* de la rivière Sirba, la frontière Nigéro-Burkinabé puis la frontière Nigéro-Malienne.

*Au Nord* : la frontière Nigéro-Malienne jusqu'au fleuve Niger.

*A l'Est* : les limites Est des cantons de Gorouol, Kokorou et Dargol.

*Au Sud* : les limites Sud des cantons de Dargol et de Diagourou.

## **DEPARTEMENT DE TESSAOUA**

**Chef-lieu** : Tessaoua

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Korgom et Tessaoua.

*Au Nord* : les limites Nord des cantons de Tessaoua et Ourafane.

*A l'Est* : les limites Est des cantons d'Ourafane, de Tessaoua et de Korgom.

*Au Sud* : la frontière nigéro-nigériane.

## **DEPARTEMENT DE TILLABERI**

**Chef-lieu** : Tillabéri

### **Limites** :

*A l'Ouest* : les limites Ouest des cantons de Kourtheye, Tillabéri, Sinder, Dessa et Ayorou.

*Au Nord* : la frontière Nigero-Malienne.

**A l'Est** : les limites Est des cantons d'Anzourou, Tillabéri et Kourtheye.

**Au Sud** : les limites Sud du canton de Kourtheye.

**Article 3** : Toutes dispositions antérieures contraires à la présente sont abrogées.

**Article 4** : La présente loi sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le **14 Septembre 1998**

Le Président de la République

**IBRAHIM BARE MAINASSARA**

- VU** la Constitution du 09 Août 1999;  
**VU** la Loi n°2001-023 du 10 Août 2001, portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE A DÉLIBÉRÉ ET ADOPTÉ,  
 LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**Article Premier :** Sont créées les communes urbaines dont les noms et chefs-lieux sont ainsi fixés :

Il s'agit de :

Numéro	Communes urbaines	Chefs-lieux
01	ABALAK	ABALAK
02	AGADEZ	AGADEZ
03	AGUIE	AGUIE
04	ARLIT	ARLIT
05	BILMA	BILMA
06	BIRNI N'GAOURE	BIRNI N'GAOURE
07	BIRNI N'KONNI	BIRNI N'KONNI
08	BOUZA	BOUZA
09	DAKORO	DAKORO
10	DIFFA	DIFFA
11	DOGONDOUTCHI	DOGONDOUTCHI
12	DOSSO	DOSSO
13	FILINGUE	FILINGUE
14	GAYA	GAYA
15	GUIDAN ROUMDJI	GUIDAN ROUMDJI
16	GOURE	GOURE
17	ILLELA	ILLELA
18	KEITA	KEITA
19	KOLLO	KOLLO
20	LOGA	LOGA
21	MADAOUA	MADAOUA
22	MADAROUNFA	MADAROUNFA

23	MAGARIA	MAGARIA
24	MAINE SOROA	MAINE SOROA
25	MARADI I	MARADI I
26	MARADI II	MARADI II
27	MARADI III	MARADI III
28	MATAMEY	MATAMEY
29	MAYAH	MAYAH
30	MIRRIAH	MIRRIAH
31	N'GUIGMI	N'GUIGMI
32	NIAMEY Commune I	NIAMEY Commune I
33	NIAMEY Commune II	NIAMEY Commune II
34	NIAMEY Commune III	NIAMEY Commune III
35	NIAMEY Commune IV	NIAMEY Commune IV
36	NIAMEY Commune V	NIAMEY Commune V
37	OUALLAM	OUALLAM
38	SAY	SAY
39	TAHOUA I	TAHOUA I
40	TAHOUA II	TAHOUA II
41	TANOUT	TANOUT
42	TCHINTABARADEN	TCHINTABARADEN
43	TCHIROZERINE	TCHIROZERINE
44	TESSAOUA	TESSAOUA
45	TERA	TERA
46	TIBIRI (MARADI)	TIBIRI (MARADI)
47	TILLABERI	TILLABERI
48	ZINDER I	ZINDER I
49	ZINDER II	ZINDER II
50	ZINDER III	ZINDER III
51	ZINDER IV	ZINDER IV
52	ZINDER V	BABBAN TAPKI

**Article 2** : Sont créés les communes rurales dont les noms et chefs-lieux sont ainsi fixés.

Il s'agit de :

Numéro	Communes Rurales	Chefs-Lieux
01	ABALA	ABALA
02	ADERBISSINAT	ADERBISSINAT
03	ADJEKORIA	ADJEKORIA
04	AFFALA	AFFALA
05	AKOUBOUNOU	AKOUBOUNOU

06	ALAKOSS	GARAZOU
07	ALBARKARAM	ALBARKARAM
08	ALLAKAYE	ALLAKAYE
09	ALLELA	ALLELA
10	ANZOUROU	SARAKOIRA
11	ATTANTANE	ATTANTANE
12	AYEROU	AYEROU
13	AZAGOR	AZAGOR
14	AZARORI	AZARORI
15	AZEYE	AZEYE
16	BABANKATAMI	BABANKATAMI
17	BADAGUICHIRI	BADAGUICHIRI
18	BADER GOULA	BADER GOULA
19	BAGAROUA	BAGAROUA
20	BAMBEYE	BAMBEYE
21	BANA	BANA
22	BANDE	BANDE
23	BANGUI	BANGUI
24	BANIBANGOU	BANIBANGOU
25	BANKILARE	BANKILARE
26	BAOUDETTA	BAOUDETTA
27	BARMOU	BARMOU
28	BAZAGA	BAZAGA
29	BENGOU	BENGOU
30	BERMO	BERMO
31	BIBIYERGOU	BIBIYERGOU
32	BIRNI LALLE	BIRNI LALLE
33	BITINKODJI	SAGA FONDO
34	BOSSO	BOSSO
35	BOUNE	BOUNE
36	CHADAKORI	CHADAKORI
37	CHETIMARI	CHETIMARI
38	DABAGA	DABAGA
39	DAKOUSSA	DAKOUSSA
40	DAMAGARAM TAKAYA	DAMAGARAM TAKAYA
41	DAN BARTO	DAN BARTO
42	DAN-GOULBI	DAN-GOULBI
43	DAN-ISSA	DAN-ISSA
44	DAN-KASSARI	DAN-KASSARI
45	DANNET	DANNET
46	DANTCHIAO	DANTCHIAO
47	DAOUCHE	DAOUCHE
48	DARGOL	DARGOL
49	DEOULE	DEOULE
50	DESSA	DESSA
51	DIAGOUROU	DIAGOUROU
52	DIANTCHANDOU	DIANTCHANDOU



53	DINGAZI	DINGAZI
54	DIOUNDIOU	DIOUNDIOU
55	DIRKOU	DIRKOU
56	DJADO	CHIRFA
57	DJIRATAWA	DJIRATAWA
58	DOGO	DOGO
59	DOGO-DOGO	DOGO-DOGO
60	DOGONKIRIA	DOGONKIRIA
61	DOGUERAWA	DOGUERAWA
62	DOUMEGA	DOUMEGA
63	DOUNGOU	DOUNGOU
64	DROUM	DROUM
65	DUNGASS	DUNGASS
66	EL ALLASSANE MAIREYREY	EL ALLASSANEMAIREYREY
67	FABIDJI	FABIDJI
68	FACHI	FACHI
69	FAKARA	KOBODEY
70	FALENKO	FALENKO
71	FALMEY	FALMEY
72	FALWEL	FALWEL
73	FAREY	FAREY
74	FOULATARI	FOULATARI
75	GABI	GABI
76	GADABEDJI	GADABEDJI
77	GAFFATI	GAFFATI
78	GALMA KOUDAWATCHE	GALMA KOUDAWATCHE
79	GAMOU	BIRNI KAZOE
80	GANGARA (AGUIE)	GANGARA (AGUIE)
81	GANGARA (TANOUT)	GANGARA (TANOUT)
82	GARAGOUMSA	TAKETTA
83	GARANKEDY	GARANKEDY
84	GARHANGA	GARHANGA
85	GAZAOUA	GAZAOUA
86	GOLLE	GOLLE
87	GOROUBANKASSAM	GOROUBANKASSAM
88	GOROUOL	KOLMANE
89	GOTHEYE	GOTHEYE
90	GOUCHI	GOUCHI
91	GOUDOUMARIA	GOUDOUMARIA
92	GOUGARAM	GOUGARAM
93	GOUNA	GOUNA
94	GUECHEME	GUECHEME
95	GUESKEROU	GUESKEROU
96	GUIDAN AMOUMOUNE	GUIDAN AMOUMOUNE
97	GUIDAN SORI	GUIDAN SORI
98	GUIDIGUIR	GUIDIGUIR
99	GUIDIMOUNI	GUIDIMOUNI

100	GUILADJE	GUILADJE
101	HAMDALLAYE	HAMDALLAYE
102	HAMDARA	HAMDARA
103	HARIKANASSOU	HARIKANASSOU
104	HAWANDAWAKI	HAWANDAWAKI
105	IBOHAMANE	IBOHAMANE
106	ICHIRNAWA	ICHIRNAWA
107	IFEROUANE	IFEROUANE
108	IMANAN	BONKOUKOU
109	INATES	INATES
110	INGALL	INGALL
111	ISSAWANE	ISSAWANE
112	KABLEWA	KABLEWA
113	KALFOU	KALFOU
114	KANAN-BAKACHE	KANAN-BAKACHE
115	KANKANDI	KANKANDI
116	KANTCHE	KANTCHE
117	KAO	KAO
118	KARAKARA	KARAKARA
119	KARGUIBANGOU	KARGUIBANGOU
120	KARMA	KARMA
121	KAROFANE	KAROFANE
122	KELLE	KELLE
123	KIECHE	KIECHE
124	KIOTA	KIOTA
125	KIRTACHI	KIRTACHI
126	KOKOROU	KOKOROU
127	KOLLERAM	KOLLERAM
128	KOONA	KOONA
129	KORAHANE	KORAHANE
130	KORE MAIROUA	KORE MAIROUA
131	KORGOM	KORGOM
132	KORNAKA	KORNAKA
133	KOURE	KOURE
134	KOURFEYE CENTRE	CHIKAL
135	KOURNI	KOURNI
136	KOURTEYE	SANSANI HAOUSSA
137	KOYGLO	KOYGLO
138	KWAYA	KWAYA
139	LIBORE	LIBORE DJERMA
140	MAIJIRGUI	MAIJIRGUI
141	MAIYARA	MAIYARA
142	MALAWA	MALAWA
143	MALBAZA	MALBAZA
144	MATANKARI	MATANKARI
145	MAZAMNI	MAZAMNI
146	MEHANA	MEHANA

147	MOA	MOA
148	MOKKO	MOKKO
149	N'DOUNGA	N'DOUNGA FONDOBON
150	N'GONGA	N'GONGA
151	N'GOURTI	N'GOURTI
152	N'GUELBELY	N'GUELBELY
153	NAMARO	NAMARO
154	OLLELEWA	OLLELEWA
155	OURAFANE	OURAFANE
156	OURNO	OURNO
157	OURO GUELADJO	GUELADJO
158	ROUMBOU I	ROUMBOU I
159	SABON GUIDA	SABON GUIDA
160	SABON MACHI	SABON MACHI
161	SAE SABOUA	SAE SABOUA
162	SAFO	SAFO
163	SAKOIRA	SAKOIRA
164	SAMBERA	SAMBERA
165	SANAM	SANAM
166	SARKIN HAOUSSA	SARKIN HAOUSSA
167	SARKIN YAMMA	SARKIN YAMMA
168	SASSOUMBROUM	SASSOUMBROUM
169	SIMIRI	SIMIRI
170	SINDER	SAWANI
171	SOKORBE	SOKORBE
172	SOUCOUCOUTANE	SOUCOUCOUTANE
173	TABALAK	TABALAK
174	TABELOT	TABELOT
175	TABOTAKI	TABOTAKI
176	TAGAZAR	BALLEYARA
177	TAGRISS	TAGRISS
178	TAJAE	TAJAE
179	TAKANAMAT	TAKANAMAT
180	TAMA	TAMA
181	TAMASKE	TAMASKE
182	TAMAYA	TAMAYA
183	TAMOU	TAMOU
184	TANDA	TANDA
185	TARKA	BELBEDJI
186	TASSARA	TASSARA
187	TCHADOUA	TCHADOUA
188	TCHAKE	TCHAKE
189	TEBARAM	TEBARAM
190	TENHYA	TENHYA
191	TESKER	TESKER
192	TESSA	TESSA
193	TIBIRI (DOUTCHI)	TIBIRI (DOUTCHI)

194	TILLIA	TILLIA
195	TIMIA	TIMIA
196	TIRMINI	TIRMINI
197	TOMBOKOIREY I	TOMBOKOIREY SAKADAMNA
198	TOMBOKOIREY II	DAMANA
199	TONDIKANDIA	TONDIKIWINDI
200	TONDIKIWINDI	TORODI
201	TORODI	TOUMOUR
202	TOUMOUR	TOUNOUGA
203	TOUNOUGA	TSAOUNI
204	TSAOUNI	TSERNAOUA
205	TSERNAOUA	WACHA
206	WACHA	WAME
207	WAME	YAOURI
208	YAOURI	YEKOUA
209	YEKOUA	YELOU
210	YELOU	YOURI
211	YOURI	ZABORI
212	ZABORI	ZERMOU
213	ZERMOU	

**Article 3 :** Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi notamment la loi 98- 29 du 14 septembre 1998 et la loi 98-51 du 29 décembre 1998 sont abrogées.

**Article 4 :** La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Niamey, le 11 Juin 2002

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**MAMADOU TANDJA**

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 2010-054 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger ;

**LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU  
L'ASSEMBLÉE NATIONALE A DÉLIBÉRÉ ET ADOPTÉ  
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE  
LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**Article premier :** Sont érigés en Départements dans leurs limites et composition actuelles, les anciens Postes Administratifs ci-après :

- **RÉGION D'AGADEZ :**
  - Aderbissinat ;
  - Iférouane ;
  - Ingall.
- **RÉGION DE DIFFA :**
  - Bosso ;
  - Goudoumaria ;
  - N'Gourti.
- **RÉGION DE DOSSO :**
  - Dioundiou ;
  - Falmey ;
  - Tibiri.
- **RÉGION DE MARADI :**
  - Bermo ;
  - Gazaoua.
- **RÉGION DE TAHOUA :**
  - Bagaroua ;
  - Malbaza ;



- Tassara ;
- Tillia.
- **RÉGION DE TILLABÉRI :**
  - Abala ;
  - Ayérou ;
  - Balleyara ;
  - Bankilaré ;
  - Banibangou ;
  - Gothey ;
  - Torodi.
- **RÉGION DE ZINDER :**
  - Belbédji ;
  - Damagaram Takaya ;
  - Dungass ;
  - Takiéta ;
  - Tesker.

**Article 2 :** Les Chefs-lieux de ces départements sont fixés comme suit :

- **DÉPARTEMENT D'ADERBISSINAT :**
  - Chef-lieu : Aderbissinat.
- **DÉPARTEMENT D'IFÉROUANE :**
  - Chef-lieu : Iférouane.
- **DÉPARTEMENT D'INGALL :**
  - Chef-lieu : Ingall.
- **DÉPARTEMENT DE BOSSO :**
  - Chef-lieu : Bosso.
- **DÉPARTEMENT DE GOUDOUMARIA :**
  - Chef-lieu : Goudoumaria.
- **DÉPARTEMENT DE N'GOURTI :**
  - Chef-lieu : N'Gourti.
- **DÉPARTEMENT DE DIOUNDIOU :**
  - Chef-lieu : Dioundiou.
- **DÉPARTEMENT DE FALMEY :**
  - Chef-lieu : Falmey.

- **DÉPARTEMENT DE TIBIRI :**  
- Chef-lieu : **Tibiri.**
- **DÉPARTEMENT DE BERMO :**  
- Chef-lieu : **Bermo.**
- **DÉPARTEMENT DE GAZAOUA :**  
- Chef-lieu : **Gazaoua.**
- **DÉPARTEMENT DE BAGAROUA :**  
- Chef-lieu : **Bagaroua.**
- **DÉPARTEMENT DE MALBAZA :**  
- Chef-lieu : **Malbaza.**
- **DÉPARTEMENT DE TASSARA :**  
- Chef-lieu : **Tassara.**
- **DÉPARTEMENT DE TILLIA :**  
- Chef-lieu : **Tillia.**
- **DÉPARTEMENT D'ABALA :**  
- Chef-lieu : **Abala.**
- **DÉPARTEMENT D'AYÉROU :**  
- Chef-lieu : **Ayérou.**
- **DÉPARTEMENT DE BALLAYARA :**  
- Chef-lieu : **Balleyara.**
- **DÉPARTEMENT DE BANIBANGOU :**  
- Chef-lieu : **Banibangou.**
- **DÉPARTEMENT DE BANKILARÉ :**  
- Chef-lieu : **Bankilaré.**
- **DÉPARTEMENT DE GOTHEY :**  
- Chef-lieu : **Gothey.**
- **DÉPARTEMENT DE TORODI :**  
- Chef-lieu : **Torodi.**
- **DÉPARTEMENT DE BELBÉDJI :**  
- Chef-lieu : **Belbédji.**
- **DÉPARTEMENT DE DAMAGARAM TAKAYA :**  
- Chef-lieu : **Damagaram Takaya.**

- **DÉPARTEMENT DE DUNGASS :**  
- Chef-lieu : **Dungass.**
- **DÉPARTEMENT DE TAKIÉTA :**  
- Chef-lieu : **Takiéta.**
- **DÉPARTEMENT DE TESKER :**  
- Chef-lieu : **Tesker.**

**Article 3 :** La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, est publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Niamey, le 08 août 2011

**Signé :** Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre

**BRIGI RAFINI**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses

**ABDOU LABO**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général du Gouvernement

**GANDOU ZAKARA**

- VU** la Constitution du 12 mai 1996 ;  
**VU** la loi 96-05 du 6 février 1996, portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;  
**VU** la loi 96-06 du 06 février 1996, déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs compétences et leurs ressources ;  
**VU** l'Ordonnance 96-014 du 16 avril 1996, portant code électoral et ses différents textes modificatifs subséquents ;

**L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE ;  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**Article 1er :** Nul ne peut cumuler plus de deux mandats électifs au sens défini par le Code Electoral.

Est considéré comme un seul mandat celui de Député National, de Sénateur, de Maire, de Président de Conseil Départemental, de Président de Conseil Régional ou de Conseiller Municipal, Départemental et/ou Régional de Délégué et de Président de Communauté Urbaine.

**Article 2 :** Ne peuvent être cumulées les fonctions de Président de Conseil Régional, de Président de Conseil Départemental, de Président de Conseil de Communauté Urbaine et de Maire.

Ne peuvent également être cumulées les fonctions de Député National et de Sénateur.

**Article 3 :** Les Fonctions de Présidents de Conseil Régional, de Conseil Départemental, et de Maire sont incompatibles avec celles de :

- Président de l'Assemblée Nationale ;
- Président du Sénat ;
- Président du Conseil Supérieur de la Communication
- Président du Conseil Economique, Social et Culturel ;
- Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme ;
- Membre du Gouvernement ;
- Membre de la Cour Suprême ;
- Gouverneur de Région ;
- Préfet de Département ;
- Sous-Préfet d'Arrondissement ;

- Chefs Traditionnels ;
- Président de Conseil de Communauté Urbaine ;
- Directeurs Généraux des Etablissements publics des Sociétés d'Etat et Sociétés d'économie mixte.
- Directeur d'Administration Centrale ; Chefs des services déconcentrés.
- Secrétaires Généraux de la Présidence, de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du Gouvernement, des Ministères et assimilés ;
- Ambassadeurs et Consuls ;
- Inspecteurs Généraux et Inspecteurs des services.

**Article 4** : Tout citoyen investi d'un mandat électif ou nommé à une fonction le plaçant dans un des cas d'incompatibilité visés par les articles 2 et 3 de la présente loi dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de validation de l'élection ou de la nomination pour démissionner du mandat ou de la fonction.

A défaut d'option dans le délai imparti, le mandat acquis ou la fonction exercée à la date la plus récente prend fin de plein droit.

**Article 5** : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le **14 Septembre 1998**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**IBRAHIM MAINASSARA BARE**

VU la Constitution du 09 Août 1999 ;

VU l'ordonnance n° 86-001 du 10 janvier 1986 portant régime général des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;

VU l'ordonnance n° 86-002 du 10 janvier 1986 déterminant la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;

VU la loi n° 2002-12 du 11 juin 2002 déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs ressources et ses textes modificatifs ;

VU la loi n° 2002-17 du 11 juin 2002 déterminant le régime financier des régions, des départements et des communes ;

SUR rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE ;**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE  
LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

**CHAPITRE PREMIER : DE LA CRÉATION DE L'AGENCE NATIONALE DE FINANCEMENT  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (ANFICT).**

**Article premier :** Il est créé en République du Niger, un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé «Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales» en abrégé ANFICT.

**Article 2 :** L'ANFICT reprend l'actif net de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) après la dissolution de celle-ci.



## **CHAPITRE II : DES MISSIONS DE L'ANFICT**

**Article 3 :** L'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales a pour mission de gérer et de répartir les ressources attribuées aux collectivités territoriales aux fins d'appui à leur fonctionnement et à la réalisation de leurs investissements sous leur maîtrise d'ouvrage.

A ce titre l'ANFICT est chargée :

- de recevoir et d'allouer des ressources aux collectivités territoriales, à titre de subventions, pour leur fonctionnement et la réalisation d'investissements sous leur maîtrise d'ouvrage, en tenant compte de leur niveau de développement et leur performance ;
- d'assurer une péréquation des ressources nationales et des financements extérieurs qui lui sont confiés et destinés aux collectivités territoriales ;
- de gérer les dotations indicatives financières (DIF) des collectivités territoriales conformément aux règles de répartition établies ;
- d'appuyer les collectivités territoriales à mobiliser et à accroître leurs ressources propres ;
- d'inciter les collectivités territoriales à promouvoir et à développer les services de proximité au profit des populations ;
- de contrôler l'utilisation des subventions allouées par son canal aux collectivités territoriales en vue d'en assurer la bonne gestion en conformité avec la réglementation en vigueur et leurs objectifs spécifiques de développement ;
- de faciliter le financement des collectivités.

**Article 4 :** La mission de l'ANFICT s'exerce dans le respect strict de la libre administration des collectivités territoriales, de la législation nationale, des politiques et stratégies définies par l'Etat en matière d'administration territoriale, de développement économique social et culturel et des conventions passées avec les partenaires techniques et financiers.

## **CHAPITRE III : DE LA DOTATION INITIALE DE L'AGENCE**

**Article 5 :** Au démarrage, pour son fonctionnement, l'ANFICT reçoit :

- les biens meubles et immeubles qui lui sont affectés et particulièrement ceux provenant de l'actif net de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) ;
- une dotation financière provenant du budget général de l'Etat ;
- des dotations provenant de toute autre personne physique et/ou morale.

#### **CHAPITRE IV : DES RESSOURCES FINANCIERES GEREES PAR L'AGENCE**

**Article 6 :** Les ressources financières gérées par l'ANFICT au profit des Collectivités Territoriales sont constituées par :

- les subventions de l'Etat aux collectivités territoriales au titre de fonds d'appui à la décentralisation et du fonds de péréquation ;
- la taxe spécifique sur l'électricité (**TSE**) créée par la loi 72-05 du 17 février 1972, dont les modalités de perception et de gestion sont déterminées par cette même loi et les textes modificatifs subséquents ;
- les produits des ventes des parcelles ;
- la rétrocession par l'Etat des financements apportés par les partenaires financiers faits sous forme d'aides budgétaires non remboursables ;
- les contributions directes des partenaires dans le cadre de conventions de financement ;
- les produits des placements des biens, fonds et valeurs ;
- les dons et legs ;
- toute autre ressource mise à la disposition de l'Agence par d'autres personnes physiques et/ou morales.

#### **CHAPITRE V : DES RESSOURCES FINANCIERES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE**

**Article 7 :** Les ressources financières affectées au fonctionnement de l'ANFICT sont constituées par :

- les contributions des collectivités territoriales au fonctionnement de l'Agence ;
- les frais d'agence prélevés sur les subventions accordées aux collectivités territoriales par l'Etat et les partenaires au développement et dont les taux et les modalités de prélèvement sont fixés par décret pris en Conseil des Ministres ou dans les conventions signées avec les partenaires ;
- les dons et legs octroyés spécifiquement pour le fonctionnement de l'Agence ;
- toute autre ressource mise à la disposition de l'Agence pour son fonctionnement par d'autres personnes physiques et/ou morales.

## **CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS PARTICULIERES**

**Article 8 :** Les collectivités territoriales contribuent au financement des investissements accordés par l'ANFICT dans le respect des dispositions prévues par les conventions signées avec les partenaires. Le taux et les modalités de mobilisation de cette contribution sont fixés soit par décret pris en Conseil des Ministres soit dans les conventions signées avec les partenaires.

**Article 9 :** Les Statuts de l'ANFICT sont approuvés par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 10 :** À compter de la promulgation de la présente loi, l'ANFICT se substitue à la CPCT dans toutes les dispositions de la loi 72-05 du 17 février 1972 et de ses textes modificatifs subséquents, relatives à la taxe spécifique sur l'électricité.

**Article 11 :** L'ANFICT est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé de la Décentralisation.

La tutelle financière est assurée par le Ministre chargé des Finances.

**Article 12 :** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

**Article 13 :** La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 10 juillet 2008

**Signé :** Le Président de la République  
**MAMADOU TANDJA**

Le Premier Ministre  
**SEINI OUMAROU**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de  
la Sécurité Publique et de la Décentralisation  
**ALBADE ABOUBA**

**Pour ampliation :**  
Le Secrétaire Général du Gouvernement  
**LARWANA IBRAHIM**

**CIRCONSCRIPTIONS  
ADMINISTRATIVES ET  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE  
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER**

**Liste des Regions-Departements et Communes**

REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
AGADEZ	ARLIT	CU ARLIT
		DANNET
		GOUGARAM
		TIMIA
	IFEROUANE	IFEROUANE
	BILMA	CU BILMA
		DIRKOU
		DJADO
		FACHI
	TCHIROZERINE	CU AGADEZ
		CU TCHIROZERINE
		TABELOT
		DABAGA
	ADERBISSANAT	<i>ADERBISSINAT</i>
	INGALL	<i>INGALL</i>
DIFFA	DIFFA	CU DIFFA
		CHETIMARI
		GUESKEROU
	BOSSO	<i>BOSSO</i>
		<i>TOUMOUR</i>
	MAINE-SOROA	CU MAINE-SOROA
		FOULATARI
		N'GUELBEYLI
	GOUDOUMARIA	GOUDOUMARIA
	N'GUIGMI	CU N'GUIGMI
		KABELEWA
	N'GOURTI	<i>N'GOURTI</i>
DOSSO	BOBOYE	CU BIRNI N'GAOURE
		FABIDJI
		FAKARA
		HARKANASSOU
		KANKANDI
		KIOTA
		KOYGLO
		N'GONGA

DOSSO (SUITE)	FALMEY	<i>FALMEY</i>
		<i>GUILLADJE</i>
	DOSSO	CU DOSSO
		FAREY
		GARANKEDEY
		GOLLE
		GOROUBANKASSAM
		KARGUI-BANGOU
		MOKKO
		SAMBERA
		TESSA
		TOMBOKOIREY I
		TOMBOKOIREY II
	DOGON -DOUTCHI	CU DOGON-DOUTCHI
		DAN KASSARI
		DOGONKIRIA
		KIECHE
		MATANKARI
		SOUCOUCOUTANE
	TIBIRI	<i>TIBIRI</i>
		<i>KORE MAIROUA</i>
		<i>GUECHEME</i>
		<i>DOUMEGA</i>
	GAYA	CU GAYA
		BANA
		BENGOU
		YELOU
		TANDA
		TOUNOUGA
	DIOUDIOU	<i>DIOUDIOU</i>
		<i>KARAKARA</i>
		<i>ZABORI</i>
	LOGA	CU LOGA
		FALWEL
		SOKORBE



MARADI	AGUIE	CU AGUIE
		GANGARA
		TCHADOUA
	GAZAOUA	<b>GAZAOUA</b>
	DAKORO	CU DAKORO
		ADJIEKORIA
		AZAGOR
		BADER GOULA
		BIRNI LALLE
		DAN GOULBI
		GADABEDJI
		KORAHANE
		KORNAKA
		MAIYARA
		ROUMBOU I
		SABON MACHI
		TAGRISS
	BERMO	<b>BERMO</b>
	GUIDAN ROUMDJI	CU GUIDAN ROUMDJI
		CHADAKORI
		GUIDAN SORTI
		SAE SABOUA
		CU TIBIRI
	MADAROUNFA	CU MADAROUNFA
		CU MARADI I
		CU MARADI II
		CU MARADI III
		DAN ISSA
		DJIRATAOUA
		GABI
		SAFO
		SERKIN YAMMA
		CU MAYAHI
	MAYAHI	ALHASSANE MAIREYREY
		ATTANTANE
		GUIDAN AMOUMOUNE
		ISSAWANE
		KANAMBAKACHE
		SARKIN HAOUSSA
		TCHAKE

TAHOUA	TESSAOUA	CU TESSAOUA
		BAOUDETTA
		HAWANDAWAKI
		KOONA
		KORGOM
		MAIJIRGUI
		OURAFANE
	ABALAK	CU ABALAK
		AKOUBOUNOU
		AZAYE
		TABALAK
		TAMAYA
	BOUZA	CU BOUZA
		ALLAKAYE
		BABAN KATAMI
		DEOULE
		KAROFANE
		TABOTAKI
	ILLELA	TAMA
		CU ILLELA
		BADAGUICHIRI
	BAGAROUA	TAJAE
		<b>BAGAROUA</b>
	KEITA	CU KEITA
		GARHANGA
		IBOHAMANE
		TAMASKE
	BIRNI N'KONNI	CU BIRNI N'KONNI
		ALLELA
		BAZAGA
		TSERNAOUA
	MALBAZA	<b>MALBAZA</b>
		<b>DOGUERAOUA</b>
	MADAOUA	CU MADAOUA
		ARZARORI
		BANGUI
		GALMA KOUDAWATCHE
		OURNO
		SABON GUIDA
	TAHOUA	CU TAHOUA I
		CU TAHOUA II
		AFFALA
		BAMBEYE
		BARMOU
		KALFOU
		TAKANAMAT
		TEBARAM
		CU TCHINTABARADEN
	TCHINTABARADEN	KAO
	TASSARA	<b>TASSARA</b>
	TILLIA	<b>TILLIA</b>

<b>TILLABERI</b>	<b>FILINGUE</b>	CU FILINGUE
		IMANAN
		KOURFEYE CENTRE
		TONDIKANDIA
	<b>ABALA</b>	<b>ABALA</b>
		<b>SANAM</b>
	<b>TAGAZAR</b>	<b>TAGAZAR</b>
	<b>KOLLO</b>	CU KOLLO
		BITINKODJI
		DANTCHANDOU
		HAMDALLAYE
		KARMA
		KIRTACHI
		KOURE
		LIBORE
		N'DOUNGA
		NAMARO
		YOURI
	<b>OUALLAM</b>	CU OUALLAM
		DINGAZI
		SIMIRI
		TONDIKIWINDI
	<b>BANIBANGOU</b>	<b>BANIBANGOU</b>
	<b>SAY</b>	CU SAY
		OURO GUELADJO
		TAMOU
	<b>TORODI</b>	<b>MAKALONDI</b>
		<b>TORODI</b>
	<b>TERA</b>	CU TERA
		KOKOROU
		MEHANA
		DIAGOUROU
		GOROUOL
	<b>BANKILARE</b>	<b>BANKILARE</b>
	<b>GOTHEYE</b>	<b>GOTHEYE</b>
		<b>DARGOL</b>
	<b>TILLABERI</b>	CU TILLABERI
		ANZOUROU
		BIBIYERGOU
		DESSA
		KOURTEYE
		SAKOIRA
		SINDER
	<b>AYEROU</b>	<b>AYEROU</b>
		<b>INATESS</b>

ZINDER	GOURE	CU GOURE
		ALAKOSS
		BOUNE
		GAMOU
		GUIDIGUIR
		KELLE
	TASKER	<i>TASKER</i>
	MAGARIA	CU MAGARIA
		BANDE
		DANTCHIAO
		KWAYA
		SASSOUMBROUM
		YEKOUA
	DUNGASS	WACHA
		<i>DUNGASS</i>
		<i>DOGO-DOGO</i>
		<i>GOUCHI</i>
		<i>MALLAOUA</i>
	KANTCHE	CU MATAMEY
		DAN BARTO
		DAOUCHE
		DOUNGOU
		ICHIRNAWA
		KANTCHE
		KOURNI
		TSAOUNI
		YAOURI
	MIRRIAH	CU MIRRIAH
		DOGO
		DROUM
		GAFFATI
		GOUNA
		GUIDIMOUNI
		HAMDARA
		KOLERAM
		MAZAMNI
		WAME
		ZERMOU
		CU ZINDER I
		CU ZINDER II
		CU ZINDER III
		CU ZINDER IV
		CU ZINDER V
	DAMAGARAM TAKAYA	<i>ALBARKARAM</i>
		<i>DAMAGARAM TAKAYA</i>
		<i>MOA</i>
	TAKEITA	<i>GARAGOUMSA</i>
		<i>DAKOUSSA</i>
		<i>TIRMINI</i>
	TANOUT	CU TANOUT
		FALANKO
		GANGARA
		OLLELEWA
	BELBEGI	TENHIA
		<i>TARKA</i>

NIAMEY	NEANT	CU NIAMEY I
		CU NIAMEY II
		CU NIAMEY III
		CU NIAMEY IV
		CU NIAMEY V

#### **RECAPITULATIF**

REGIONS	NOMBRE DEPARTEMENTS	NOMBRE COMMUNES	ARRONDIS COMMUNAUX
AGADEZ	6	15	-
DIFFA	6	12	-
DOSSO	8	43	-
MARADI	8	45	3
TAHOUA	12	43	2
TILLABERI	13	45	-
ZINDER	10	51	5
NIAMEY	-	1	5
	63	255	15

# **ORDONNANCES**



OF BONNAPARTS

**EXPOSE DES MOTIFS**  
**ORDONNANCE PORTANT CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER**

Dans le droit fil des recommandations de la Conférence nationale et des engagements pris par les pouvoirs publics, le Niger a amorcé un processus de réforme administrative et territoriale axé sur la décentralisation, afin de créer les conditions d'approfondissement et de consolidation du processus démocratique dans lequel le pays s'est engagé.

Cette option politique et institutionnelle proclamée par toutes les Constitutions nigériennes et régulièrement réaffirmée par les plus hautes autorités de l'Etat a également fait l'objet d'un large consensus au niveau du corps social et politique. Du reste, l'engouement suscité par les élections locales du 24 juillet 2004, montre à suffisance la forte adhésion des populations et la justesse de ce choix des pouvoirs publics.

Il faut rappeler à ce niveau que la volonté de l'Etat d'aller vers la décentralisation s'est traduite par la conception et l'adoption en 2002 d'un important corpus juridique devant encadrer la mise en œuvre de la réforme et le fonctionnement effectif des entités décentralisées.

Au nombre des principes de base que pose ce cadre juridique, on retiendra notamment : (1) la libre administration des collectivités territoriales, (2) le couplage décentralisation – déconcentration, (3) la communalisation intégrale du territoire national dans le respect des limites territoriales des entités coutumières, (4) l'élection comme mode de choix des organes dirigeants des collectivités territoriales, (5) le contrôle de légalité à posteriori comme mode de tutelle dans les rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales, (6) le principe d'autonomie et d'identité propre de chaque niveau de collectivité, (7) la clause générale de compétence reconnue aux collectivités territoriales à partir de la notion d'affaires propres, (8) l'obligation de lier les transferts spécifiques au double principe de subsidiarité et de concomitance du transfert de ressources en corrélation avec le niveau des charges transférées aux collectivités, et (9) la progressivité dans la mise en œuvre des différents paliers de décentralisation.

Au total, du point de vue des principes, le dispositif juridique adopté présente beaucoup d'atouts et d'acquis devant permettre un bon démarrage de la réforme et un fonctionnement raisonnable des nouvelles entités.

Cependant, à l'épreuve des premières années de gestion des communes, il est apparu que le cadre juridique de la décentralisation présente beaucoup d'insuffisances qui méritent d'être revues et corrigées.

Précisément, les principales lacunes relevées par la plupart des acteurs de terrain et confirmées par les nombreux rapports de missions et les constats des Conférences annuelles des Cadres de l'Administration Territoriales réfèrent à :

- la dispersion des principales dispositions à travers plusieurs textes épars notamment : (1) la loi 2001- 23 du 10 août 2001, (2) les lois 2002-12, 2002-13 et 2002-17 du 11 juin 2002, etc. ;
- les contradictions entre les dispositions des textes sur la décentralisation et les textes antérieurs régissant des domaines connexes comme l'ordonnance portant principes d'orientation du code rural, la loi portant régime de l'eau, l'ordonnance portant statut de la chefferie traditionnelle, la législation sur l'urbanisme, etc. ;
- le mutisme et ou l'imprécision entretenus par les lois sur la décentralisation sur certaines questions essentielles relatives aux domaines de gestion des collectivités territoriales comme : (1) la compétence planificatrice et la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, (2) la domanialité et les compétences foncières des collectivités territoriales, (3) le régime financier des collectivités territoriales (4) la participation citoyenne et le partenariat, (5) les rapports entre autorités élues, autorités administratives et les relations entre collectivités territoriales, etc.

Aussi, dans la perspective du renforcement et de l'harmonisation du cadre juridique de la décentralisation et dans le triple objectif de : (i) compléter les dispositions manquantes des textes de base, (ii) repréciser et approfondir certaines des dispositions et (iii) corriger les incohérences et contradictions relevées tant au niveau interne desdits textes que par rapport à ceux qui les ont précédés et régissant les mêmes matières, le présent projet d'ordonnance intervient pour proposer la fusion complète des textes régissant la décentralisation dans un document unique de portée législative qui prend la forme d'un Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

**1. Par rapport à son objet,** conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution et de la loi 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et à l'administration du territoire de la République, le projet de Code général des collectivités territoriales fixe le cadre juridique de la gestion des collectivités territoriales dans la perspective de la bonne gouvernance et la promotion du développement régional et local.

**2. Dans son contenu,** le projet de code général des collectivités territoriales capitalise les acquis de la législation antérieure et reprend l'essentiel des grands principes encadrant la décentralisation et la gestion des collectivités.

**3. Dans sa présentation**, il est un ensemble de 334 articles organisés en neuf (9) livres eux-mêmes décomposés en titres, chapitres, sections et paragraphes.

**Le Livre I qui traite des dispositions générales** communes à toutes les collectivités territoriales :

- reprecise le cadre dans lequel s'exerce la libre administration des communes et des régions,
- réaffirme le caractère complémentaire des missions des collectivités territoriales avec celles de l'Etat. Ainsi, les communes, et les régions concourent avec l'Etat à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel ainsi qu'à la protection de l'environnement, à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie.
- pose le principe de mise à disposition des services déconcentrés de l'Etat aux collectivités territoriales dans les conditions fixées par décret pris en conseil des Ministres ;
- institue un Observatoire National de la Décentralisation et des Collectivités Territoriales et laisse le soin au Gouvernement de déterminer par décret, ses attributions, son organisation, sa composition et son fonctionnement.
- institue un droit à l'information des citoyens sur la gestion des affaires locales. Ce droit s'exerce par : (i) l'organisation et l'animation de débats publics sur les projets et programmes locaux de développement et sur les grandes orientations du budget local ; (ii) l'accès des personnes physiques ou morales au budget et aux comptes des collectivités territoriales ; (iii) l'accès du public aux séances des organes délibérants des collectivités territoriales ; (iv) la publication, en l'occurrence par voie d'affichage, ou tout autre moyen, des délibérations des conseils et des actes des autorités locales.

**Le Livre II qui traite des collectivités territoriales et de leurs organes** détermine la composition, l'organisation, le mandat et les attributions des organes délibérants et exécutifs des communes et des régions. Le projet d'ordonnance introduit à ce niveau un certain nombre d'innovations par rapport à la législation antérieure. Au nombre de celles-ci, on retiendra notamment :

- l'obligation de résidence des présidents des organes exécutifs (maire et président de conseil régional) ainsi que leurs adjoints sur le territoire des collectivités qu'ils dirigent ;
- le recours à la formule de Délégation Spéciale dans des

- Les précisions apportées aux conditions dans lesquelles les maires et les présidents des conseils régionaux peuvent être révoqués pour faute grave, par décret pris en conseil des ministres ;
- La possibilité donnée au fonctionnaire ou agent de l'Etat élu maire d'être placé en position de mise à disposition auprès de la commune et conserver son traitement de base de la Fonction publique avec cumul des indemnités prévues par la législation en vigueur. Cette disposition prend en compte la situation du terrain caractérisée par la présence de plusieurs agents de l'Etat exerçant les fonctions de maire dans des conditions statutaires peu clarifiées. La même disposition est applicable au niveau des exécutifs régionaux.

**Le Livre III qui traite de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales**, définit les principes fondamentaux, les modalités et les domaines dans lesquels celles-ci peuvent bénéficier d'un transfert de compétences.

Ainsi dix-neuf (19) domaines ont été identifiés, dans lesquels l'Etat peut transférer ses compétences aux communes et régions dans le respect du double principe de la subsidiarité et de la concomitance du transfert des ressources.

Il est enfin précisé à ce niveau, les conditions et les modalités d'exercice par les collectivités territoriales, des compétences à elles transférées par la loi.

**Le Livre IV qui traite du fonctionnement des organes délibérants et exécutifs des collectivités territoriales**, précise les modalités de la tenue des réunions des conseils, de prise de décision, de votation, de constitution de commissions et traite enfin de la discipline lors de leurs sessions.

**Le Livre V qui traite du régime financier des collectivités territoriales**, corrige les contradictions et lacunes de la loi 2002-17 du 11 juin 2002 mises en évidence par l'expérience des cinq premières années de gestion municipale. Les corrections et approfondissements apportés s'inscrivent dans le cadre des réformes en cours dans le domaine des finances publiques en général. Les principales innovations à ce niveau portent notamment sur :

- le processus et le calendrier budgétaires des collectivités territoriales qui prennent en compte les contraintes liées à l'adoption de la loi de finances de



l'année. Ainsi, le budget de l'année (n) est établi et voté en équilibre réel avant le **31 Octobre** de l'année **(n-1)**.

- le contrôle budgétaire exercé par l'autorité de tutelle qui s'est vu, certes renforcé, mais encadré et reprecisé par la loi. Ainsi l'autorité de tutelle dispose d'un délai d'un mois pour statuer sur la légalité du budget de la collectivité. A l'expiration de ce délai et en cas de silence gardé par elle, le budget est considéré comme définitivement exécutoire. Nonobstant, la loi lui reconnaît la possibilité de demander une seconde lecture du budget dans des cas limitativement énumérés. Cette seconde lecture ne peut être refusée.
- la mise en conformité avec la Directive n°06 /97/CU/UEMOA du 16 décembre 1997 qui impose d'organiser la gestion financière des collectivités territoriales dans le respect intégral du principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables, ceux-ci ayant l'exclusivité de la gestion des deniers publics. Le projet d'ordonnance désigne ainsi comme acteurs de l'exécution du budget de la collectivité l'ordonnateur (maire, président du conseil régional) et le comptable public du Trésor qui assure les fonctions de receveur au niveau de la commune et de la région. Il peut être assisté de régisseur de recettes et d'avances.
- L'enrichissement apporté aux dispositions relatives à la gestion budgétaire et comptable des collectivités territoriales notamment par rapport aux opérations de recettes, aux opérations de dépenses, aux opérations de trésorerie, à la comptabilité matières et à la reddition des comptes.

**Le Livre VI qui traite du régime foncier et domanial des collectivités territoriales,** pose le principe d'une domanialité des collectivités territoriales et apporte d'importants enrichissements par rapport à la législation antérieure. Il en résulte ainsi que, les collectivités territoriales disposent d'un domaine immobilier et d'un domaine mobilier qui peuvent être public ou privé. Dans ses dispositions pertinentes, ce livre détermine les éléments constitutifs des domaines immobilier et mobilier des collectivités territoriales, les modalités de leur constitution ainsi que les procédures de leur gestion. Il précise enfin, la consistance des compétences foncières et domaniales des collectivités territoriales.

**Le Livre VII qui traite des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales,** propose des adaptations, améliorations et même des innovations en matière de tutelle. Au sens de ces dispositions, la tutelle doit être entendue comme comprenant l'accompagnement des collectivités territoriales (l'appui - conseil) et le contrôle. La légitimité de cette association tenant à ce que, mieux l'appui - conseil sera exercé, moins le contrôle aura des motifs à sanction. Il est important de noter à ce niveau que la fonction de l'Etat vis-à-vis des collectivités territoriales n'est pas seulement de contrôler et de sanctionner, mais aussi d'accompagner.



Relativement à la tutelle sur les actes des collectivités territoriales, le projet de code général propose des dispositions détaillées qui portent tant sur les principes que sur les modalités. Par rapport au principe, les nouvelles dispositions restent résolument dans la ligne du principe lié à la libre administration des collectivités territoriales, à savoir celui du contrôle a posteriori.

Mais dans un souci de réalisme inspiré par les difficultés du terrain, il est proposé des aménagements. Ainsi, afin d'éviter une inflation des textes à adresser aux préfets et aux gouverneurs, l'ordonnance dresse la liste des actes dont la transmission est obligatoire et constitue une condition du caractère exécutoire. Elle comprend les actes les plus importants des collectivités territoriales.

En outre, les leçons et les difficultés de l'expérience du premier mandat des communes ont montré de nombreuses illégalités de gestion, génératrices de précédents fâcheux et difficilement rattrapables. Ce qui a conduit à introduire une exception au principe de contrôle a posteriori, à travers une dose limitée de contrôle a priori.

Du reste, c'est dans le souci d'éviter le piège d'un contrôle virtuel, à tout le moins difficile de se matérialiser à l'étape actuelle de la réforme, que le présent projet de code intervient pour soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle, certains actes des collectivités territoriales limitativement énumérés qui, de par leur nature, leur importance et leur objet, ne peuvent être exécutoires du seul fait de leur simple transmission au représentant de l'Etat. Ces actes sont généralement pris dans des domaines qui, en dépit du transfert des compétences, impliquent l'Etat dans leur exécution ou dans la prise en charge des conséquences de cette exécution. Il s'agit notamment :

- du budget primitif et du budget remanié ;
- des opérations d'aménagement du territoire et d'urbanisme ;
- des opérations domaniales et foncières et toute intervention impliquant la cession de biens ou de ressources de la collectivité ;
- des conventions, dons, legs et subventions assortis de conditions ;
- des emprunts et garanties d'emprunts ;
- des actions de coopération entre collectivités.

Tous les autres actes en dehors de ceux énumérés ci-dessus, sont exécutoires de plein droit après leur transmission au représentant de l'Etat et leur publication ou notification aux intéressés.

L'objectif de cette nouvelle disposition n'est nullement de limiter ou d'entraver l'autonomie des collectivités territoriales, mais plutôt de s'inscrire dans une approche pédagogique, notamment dans un contexte de début de réforme et d'apprentissage

collectif, et surtout dans un contexte où ni l'infrastructure judiciaire encore moins l'expertise juridique n'est encore disponible au niveau local.

**Le livre VIII qui traite des relations entre les collectivités territoriales élargit d'avantage le champ des possibilités de celles-ci dans leurs rapports entre elles et avec l'extérieur.** Dans ce sens, le projet de code reconnaît de manière solennelle le droit d'association aux collectivités territoriales nigériennes qui peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération. De même, Les collectivités territoriales et leurs organismes peuvent conclure des conventions avec des collectivités territoriales étrangères et leurs organismes dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux du Niger.

Enfin, le projet de code donne aux collectivités territoriales d'importantes possibilités en matière de coopération transfrontalière à travers la mise en place de groupements d'intérêt publics ou toute autre structure appropriée, en vue de mettre en œuvre et gérer ensemble toutes les actions requises par les projets et programmes de coopération interrégionale intéressant des collectivités territoriales appartenant aux pays de la sous région.

**Le Livre IX traite essentiellement** des dispositions diverses et finales et abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment :

- loi 2002-012 du 11 juin 2002, déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs compétences et leurs ressources ainsi que les textes modificatifs subséquents;
- loi 2002-013 du 11 juin 2002, portant transfert des compétences aux régions, départements et communes ;
- loi 2002-017 du 11 juin 2002, déterminant le régime financier des régions, des départements et des communes ;

Telle est l'économie générale du présent projet de code.

Niamey, le \_\_\_\_\_

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité,  
de la Décentralisation et des Affaires  
Religieuses

**DR. CISSE OUSMANE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION  
DE LA DEMOCRATIE, CHEF DE L'ETAT,**

Vu la Proclamation du 18 février 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 2010-01 du 22 février 2010 portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition, modifiée par l'ordonnance n° 2010-05 du 30 mars 2010 ;

Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et à l'administration du territoire de la République du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17 septembre 2010 ;

Sur rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;

**Le Conseil des ministres entendu ;**

**ORDONNE :**

**LIVRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier** : La présente ordonnance institue un Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) en République du Niger.

Le Code Général des Collectivités Territoriales détermine les principes fondamentaux de la libre administration des collectivités territoriales, leurs compétences et leurs ressources.

Il fixe le cadre juridique de leur gestion.

**TITRE I : DE LA LIBRE ADMINISTRATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 2** : Les collectivités territoriales sont : la commune et la région.

Les limites de ces collectivités territoriales font l'objet de modification à la suite de leur suppression, scission ou fusion.

**Article 3:** Les Collectivités Territoriales s'administrent librement par des conseils élus. Elles sont dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Pour l'exercice des compétences que leur confère la loi, elles disposent d'un budget, d'un personnel et d'un domaine propres.

Elles peuvent disposer des services déconcentrés de l'État dans les conditions déterminées par décret pris en Conseil des Ministres.

Les communes et les régions constituent le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la vie locale.

La loi détermine le statut du personnel des collectivités territoriales.

**Article 4 :** La libre administration des collectivités territoriales s'exerce dans le strict respect du caractère unitaire de l'Etat, de l'intégrité du territoire national, de l'unité nationale, de l'identité et de l'autonomie de chaque collectivité territoriale.

**Article 5 :** La commune et la région règlent par délibérations les affaires relevant de leurs compétences.

Elles ont pour missions, la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel d'intérêt communal et régional.

Elles concourent avec l'Etat à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel ainsi qu'à la protection de l'environnement, à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie.

**Article 6 :** L'Etat exerce les missions de souveraineté, de définition des politiques sectorielles, de contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales dans les conditions fixées par la loi.

Il assure la coordination des actions de développement et garantit la cohésion et la solidarité nationales ainsi que l'intégrité du territoire.

**Article 7:** Les domaines de compétence transférés par l'Etat à la commune et à la région sont déterminés par la présente ordonnance.

Le transfert des compétences aux communes et aux régions s'opère selon un plan graduel, fixé par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 8 :** Aucune collectivité territoriale ne peut établir ou exercer de tutelle sur une autre, sous quelque forme que ce soit.



Toutefois, les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de compétences d'intérêt commun dans le respect des dispositions des lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les collectivités territoriales exercent leurs compétences sous le contrôle de l'Etat, dans le respect des lois et règlements ainsi que des conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés.

**Article 10 :** Les collectivités territoriales exercent également leurs compétences dans le respect des sujétions imposées pour les besoins de la défense nationale.

A ce titre, l'Etat dispose, en tant que de besoin, des services des communes et des régions, de leurs groupements et de leurs établissements publics.

**Article 11 :** Les actes pris par les autorités des collectivités territoriales sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif.

**Article 12:** Les actes des autorités des collectivités territoriales sont susceptibles d'engager la responsabilité de la collectivité.

Cette responsabilité peut notamment être engagée pour faute de service du président de l'organe exécutif ou des agents.

Les collectivités territoriales sont soumises au même régime de responsabilité que l'Etat.

**Article 13:** Les collectivités territoriales prennent en charge les dommages subis par les membres de leurs organes délibérants lorsqu'ils sont victimes d'accidents survenus à l'occasion des sessions des conseils, des réunions des commissions dont ils sont membres ou des missions effectuées pour le compte de la collectivité territoriale.

**Article 14 :** En cas de refus ou de négligence d'une collectivité territoriale de réparer les dommages engageant sa responsabilité, le représentant de l'Etat, saisi et après mise en demeure, dans un délai de deux (2) mois, procède à l'inscription d'office des frais de réparation au budget en cours d'exécution ou celui à venir de ladite collectivité.

**Article 15:** Les habitants des collectivités territoriales disposent du droit à l'information sur la gestion des affaires locales. Ce droit s'exerce par :

- l'organisation et l'animation de débats publics sur les projets et programmes locaux de développement et sur les grandes orientations du budget local ;
- l'accès des personnes physiques ou morales au budget et aux comptes des collectivités territoriales ;

- l'accès du public aux séances des organes délibérants des collectivités territoriales, à l'exception de celles tenues à huis clos ;
- la publication, en l'occurrence par voie d'affichage, ou tout autre moyen, des délibérations des conseils et des actes des autorités locales notamment ceux relatifs au budget, à la création des établissements publics locaux, aux emprunts, à la coopération décentralisée, aux accords passés avec l'Etat ou d'autres partenaires, à l'acceptation des dons et legs et à la prise de participation dans toute société.

Les personnes intéressées peuvent obtenir, à leurs frais, copies desdits documents, auprès des présidents des conseils municipal et régional, ou auprès de tout service public habilité de la collectivité.

Le droit à l'information des citoyens sur les affaires locales s'exerce dans le respect des dispositions en vigueur notamment en matière de publicité des actes de l'administration et à la liberté d'accès aux documents administratifs.

**Article 16:** Les conseils des collectivités territoriales peuvent créer des organes de concertation sur toute question d'intérêt local. Ces organes de concertation comprennent des personnes qui peuvent ne pas être membres des conseils, notamment des représentants des organisations de la société civile, des notabilités locales, des personnalités compétentes dans les domaines traités.

Les conseils fixent les missions et la composition de ces organes sur proposition du président du conseil municipal ou régional.

Ces organes ont un rôle essentiellement consultatif.

**Article 17 :** Les collectivités territoriales peuvent créer des services ou établissements publics locaux dont elles précisent les attributions.

Un décret pris en Conseil des ministres détermine les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des services et des établissements publics locaux.

**Article 18 :** Les collectivités territoriales peuvent par délibération de leur conseil, soit acquérir des actions ou obligations des sociétés chargées d'exploiter des services publics locaux, soit recevoir à titre de redevances, des actions d'apports ou parts des fondateurs émises par lesdites sociétés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

## **TITRE II : DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 19 :** Il est créé un Observatoire National de la décentralisation et des collectivités territoriales (ONDCT).

Un décret pris en Conseil des ministres détermine les attributions, l'organisation, la composition et le fonctionnement de l'Observatoire National de la décentralisation et des collectivités territoriales.

### **LIVRE II : DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS ORGANES**

#### **TITRE I : DE LA COMMUNE ET DE SES ORGANES**

**Article 20:** La commune est la collectivité territoriale de base.

La Commune assure les services publics répondant aux besoins de la population et qui ne relèvent pas, de par leur nature ou leur importance, de l'Etat ou de la Région.

Elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Pour l'exercice de ses compétences, elle dispose d'un budget, d'un personnel et d'un domaine propres.

**Article 21:** Il existe trois (3) types de communes :

- la commune rurale ;
- la commune urbaine ;
- la commune à statut particulier dénommée ville.

Le statut des villes est déterminé par la loi.

**Article 22 :** La commune dispose de deux (2) organes :

- un organe délibérant : le conseil municipal ;
- un organe exécutif : le maire, président du conseil municipal.

#### **CHAPITRE PREMIER : DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Article 23 (loi n°2016-31 du 8 octobre 2016) :** Le conseil municipal est l'organe délibérant de la commune.

La durée de son mandat est de cinq (5) ans.



En cas de nécessité, ce mandat peut être prorogé de six (6) mois renouvelable par décret pris en Conseil des Ministres.

Toutefois, la durée cumulée des prorogations ne saurait dépasser celle d'un mandat.

### **SECTION 1 : DE LA FORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Article 24 :** Le conseil municipal est composé de membres élus et de membres de droit. Les membres élus ont la qualité et portent le titre de conseiller municipal.

**Article 25 :** Les conseillers municipaux sont élus au suffrage universel direct, libre, égal et secret, conformément aux dispositions du code électoral.

Il est élu en même temps un nombre égal de conseillers suppléants.

**Article 26 :** Les députés non élus au conseil municipal, les sultans, les chefs de province, de canton ou de groupement sont membres de droit du conseil municipal avec voix consultative.

En cas d'empêchement, le sultan, le chef de province, de canton ou de groupement peut se faire représenter par un des membres de sa cour.

Pour le cas spécifique des communes urbaines et des communes à statut particulier, la représentation de la chefferie traditionnelle est étendue aux chefs de villages, de tribus ou de quartiers.

Leur nombre ne peut toutefois excéder le dixième (1/10<sup>ème</sup>) des conseillers élus.

Les chefs de villages, de tribus ou de quartiers concernés sont désignés par leurs structures en assemblée générale convoquée à cet effet.

Les membres de droit sont hors quota.

**Article 27 :** Le nombre des membres élus du conseil municipal est fixé comme suit :

- Communes dont la population est inférieure ou égale à vingt quatre mille (24.000) habitants, onze (11) membres;
- Communes dont la population est supérieure à vingt quatre mille (24.000) habitants, onze (11) membres pour la première tranche de vingt quatre mille (24.000) habitants et un (1) membre supplémentaire par tranche suivante de six mille (6.000) habitants ou fraction restante égale ou supérieure à trois mille

(3.000) habitants sans que le nombre total de conseillers ne dépasse vingt cinq (25).

**Article 28 :** Le chiffre de population pris en considération est celui du dernier recensement général publié avant la tenue des élections.

Le nombre de conseillers à élire est fixé par décret pris en Conseil des Ministres.

Ce nombre vaut pour la durée du mandat.

## **SECTION 2 : DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Article 29 :** Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. A cet effet, il décide des mesures à prendre pour assurer le développement économique, social et culturel de la commune.

Il exerce notamment des compétences propres et des compétences qui lui sont transférées par l'Etat.

Il peut, en outre, faire des propositions et émettre des avis sur les questions d'intérêt communal relevant de la compétence de l'Etat ou de toute autre personne morale de droit public.

Pour l'accomplissement des missions qui lui sont assignées, le conseil municipal peut bénéficier du concours de l'Etat et des autres personnes morales de droit public.

**Article 30 :** Le conseil municipal délibère notamment dans les domaines suivants :

1. Politique de développement de la commune notamment :

- Plan de développement communal et autres outils de planification ;
- Initiative, soutien et suivi de la mise en œuvre des actions de développement entreprises au sein de la commune : agriculture, élevage, pêche, pisciculture, chasse, artisanat;
- Initiative, soutien et suivi de la mise en œuvre des actions de secours et d'assistance sociale entreprises dans la commune ;
- Préservation et protection de l'environnement ;
- Gestion de ressources naturelles.

2. Création et gestion d'équipements collectifs notamment :

- Construction et entretien des écoles primaires et maternelles ;

- Construction et entretien de centres de formation de l'éducation non formelle ;
  - Construction et entretien courant des centres de soins de santé primaire ;
  - Construction, aménagement, entretien des fontaines et puits publics ;
  - Construction, entretien et gestion des abattoirs et séchoirs ;
  - Construction, entretien et gestion des marchés et gares routières ;
  - Réalisation, entretien et gestion de parcs publics, complexes sportifs et culturels, terrains de jeux de la commune ;
  - Construction, aménagement, entretien des voiries; notamment construction et entretien des pistes rurales ;
  - Construction, aménagement, entretien des collecteurs de drainage, d'égouts et de stations de traitement des eaux usées et d'usines de traitement des ordures ménagères ;
  - Installation et entretien de l'éclairage public ;
  - Construction et entretien de cimetières.
3. Création de services d'intérêt communal notamment :
- Organisation et gestion des transports urbains ;
  - Aménagement de parking et aires de stationnement sur la voie publique ;
  - Assistance sociale aux personnes âgées, aux handicapées, aux orphelins sans ressources et autres indigents ;
  - Organisation et gestion d'un service de pompes funèbres ;
  - Appui aux services financiers décentralisés ;
  - Appui à la création de mutuelles de santé.
4. Hygiène publique et assainissement notamment:
- Collecte, évacuation et traitement des eaux usées et des ordures ménagères ;
  - Collecte, évacuation et traitement des eaux pluviales.
5. Gestion domaniale et foncière, aménagement du territoire et urbanisme notamment :
- Disposition du domaine privé de la commune ;
  - Gestion du domaine public de la commune ;
  - Gestion des couloirs de passage, des aires de pâturages et des points d'eau pastoraux;
  - Élaboration et adoption des documents de planification, d'outils d'aménagement foncier et urbain.

6. Gestion administrative et financière de la commune notamment :

- Budgets et comptes ;
- Création d'impôts et taxes rémunératoires conformément aux dispositions de la loi des finances ;
- Fixation des taux des impôts et taxes communaux dans le cadre des bases et des maxima fixés par la loi des finances;
- Institution de redevances sur les prestations de services communaux ;
- Acceptation et refus des dons, subventions et legs ;
- Autorisation donnée au maire de présenter des demandes de financement auprès du ou des Fonds mis en place en application de la législation en vigueur, ainsi qu'auprès de partenaires nationaux et internationaux, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement de la commune ;
- Emprunts ;
- Prises de participation et toutes interventions impliquant la cession de biens et de ressources de la commune ;
- Marchés de travaux, de fournitures et de services, baux et autres conventions;
- Création et mode de gestion de services et établissements municipaux ;
- autorisation de recrutement du personnel ;
- Actions de coopération entre collectivités et organismes publics et privés.

**Article 31 :** Le conseil municipal délibère également dans les domaines de compétences qui lui sont transférés par l'Etat.

**Article 32 :** Le conseil municipal vote le budget, examine et adopte les comptes de la commune avant leur transmission pour le contrôle de légalité.

Il élabore et adopte son règlement intérieur.

**Article 33 :** Le conseil municipal donne son avis conformément aux obligations imposées par les lois et règlements ou à la demande de l'autorité de tutelle.

**Article 34:** Le conseil municipal est consulté sur toutes les décisions à prendre par d'autres organes et autorités sur des questions intéressant la commune ou engageant la responsabilité de celle-ci.

**Article 35 :** Le conseil municipal peut consulter les habitants de la commune sur les décisions qu'il est appelé à prendre pour régler les affaires relevant de ses compétences.



La consultation peut ne concerner que les habitants d'une partie du territoire de la commune pour les affaires qui les intéressent exclusivement.

Sur proposition de la majorité de ses membres, le conseil municipal délibère sur le principe et les modalités d'organisation de la consultation. La délibération qui décide de la consultation indique expressément que celle-ci n'est qu'une demande d'avis.

**Article 36 :** Le conseil municipal contrôle l'action du maire. Il contrôle également l'exécution du plan de développement communal et du budget et en assure l'évaluation périodique.

### **SECTION 3 : DU MANDAT DES CONSEILLERS MUNICIPAUX**

**Article 37 :** Le mandat de conseiller municipal est de cinq (5) ans renouvelable. Il prend effet à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs des élections par la Cour Constitutionnelle.

**Article 38 :** Le mandat de conseiller municipal prend fin en cas de :

- décès ;
- démission volontaire ;
- démission d'office ;
- révocation.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le titulaire est remplacé par son suppléant.

**Article 39 :** La fin du mandat pour cause de décès du conseiller municipal est constatée par le maire qui en informe immédiatement l'autorité de tutelle ainsi que le suppléant intéressé.

La fin du mandat est constatée et le remplacement entériné, de plein droit, par le conseil municipal à sa prochaine session.

**Article 40:** La démission volontaire du conseiller est donnée par écrit au maire.

La démission est effective dès accusé de réception par le maire et, à défaut, un (1) mois après son dépôt constaté par tout autre moyen.

Le maire en informe immédiatement l'autorité de tutelle ainsi que le suppléant intéressé. La démission volontaire est constatée et le remplacement entériné de plein droit par le conseil municipal à sa prochaine session.

**Article 41:** Sont constitutives de démission d'office :

- l'incapacité physique ou mentale dûment constatée ;
- l'absence non motivée à trois (3) sessions successives ;
- la perte de la capacité électorale ;
- l'acquisition d'une qualité entraînant l'une ou l'autre des cas d'incompatibilités ou d'inéligibilités prévues par les textes en vigueur.

La démission d'office du conseiller est constatée par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales à la demande du maire ou d'un des membres du conseil municipal intéressé sur rapport du représentant de l'Etat.

Elle est notifiée à l'intéressé qui en accuse réception.

Le représentant de l'Etat avise le maire qui en informe le conseil à sa prochaine session.

Le conseiller municipal déclaré démissionnaire d'office peut intenter un recours devant la juridiction compétente.

La même faculté est reconnue au maire, aux conseillers pris individuellement, à l'encontre du refus de l'autorité de tutelle de déclarer la démission d'office.

**Article 42:** La révocation du conseiller municipal intervient de plein droit lorsqu'il est condamné pour crime.

Lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation pour délit ou lorsque son comportement met gravement en cause les intérêts de la collectivité sur la base des faits précis qualifiés comme tels par le conseil et après rapport circonstancié du représentant de l'Etat, il peut être révoqué par décret pris en Conseil des ministres.

A titre conservatoire et en cas d'urgence, il peut être suspendu par arrêté du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

La durée de la suspension ne peut excéder un (1) mois.

**Article 43 :** Sans que la liste ne soit limitative, les faits énumérés à l'article 63 de la présente ordonnance s'appliquent à l'ensemble des conseillers municipaux élus.

**Article 44:** Les fonctions de conseiller municipal sont gratuites.

Toutefois, les conseillers perçoivent des indemnités de session et de déplacement.

Cette disposition vaut également pour les membres de droit.

Un décret pris en Conseil des Ministres détermine les conditions d'octroi et le taux de ces indemnités.

**Article 45 :** Les fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics exerçant un mandat électif au niveau des communes bénéficient de plein droit de congés exceptionnels ou permissions d'absence, à plein traitement, sans entrer en ligne de compte dans le calcul des congés annuels, dans la limite de la durée effective des sessions des conseils et des commissions permanentes dont ils sont membres.

**Article 46 :** Les employeurs sont tenus, au vu de la convocation régulière, de libérer leurs salariés membres des conseils municipaux, le temps nécessaire pour participer aux sessions des conseils ou aux réunions des commissions spécialisées.

Le temps passé par les salariés aux différentes sessions du conseil et de réunions des commissions spécialisées est considéré par l'employeur comme temps de travail payé, sur présentation d'une attestation de présence dûment signée par le président du conseil.

**Article 47:** Il est interdit aux conseillers municipaux, en dehors des maires et leurs adjoints, d'exercer au-delà de leur rôle délibérant au sein du conseil ou des commissions qui en dépendent, des fonctions administratives de la commune, de signer des actes administratifs, de gérer ou de s'immiscer dans la gestion des services publics municipaux, sous peine de poursuites judiciaires pour exercice de fait de fonctions réglementées.

**Article 48 :** Tout membre de conseil municipal, reconnu responsable d'actes ou de faits graves contraires à la loi et à l'éthique du service public peut, après avoir été invité à fournir des explications écrites sur les faits qui lui sont reprochés, être suspendu pour une période qui ne peut excéder trois (3) mois, par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales sur rapport du représentant de l'Etat.

Selon la gravité de l'acte ou du fait, il peut être révoqué dans les conditions déterminées à l'article 42.

**Article 49:** Il est interdit, sous peine de révocation prononcée par arrêté du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales, sans préjudice de poursuites judiciaires, à tout conseiller municipal d'entretenir des intérêts privés avec la commune dont il est membre, de conclure des actes ou des contrats de location, d'acquisition, d'échange ou toute transaction portant sur des biens de la commune, ou de passer avec elle des marchés de travaux, de fournitures ou de services, ou de contrats de concession, de gérance et toutes autres formes de gestion des services publics municipaux, soit à titre personnel, soit comme actionnaire ou mandataire, soit au bénéfice de son conjoint, ses ascendants et ses descendants directs.

Cette disposition est également valable pour les membres de droit.



## **CHAPITRE II : DU MAIRE ET DE SES ADJOINTS**

**Article 50:** Le maire, président du conseil municipal est l'organe exécutif de la commune. Il est assisté d'un (1) ou de deux (2) adjoints.

Le nombre d'adjoints au maire est fixé à un (1) pour les communes dont la taille du conseil varie de onze (11) à quinze (15) sièges inclus et à deux (2) adjoints pour les communes de seize (16) sièges et plus.

### **SECTION 1 : DE L'ELECTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS**

**Article 51 :** Le maire et le ou les adjoint (s) sont élus par le conseil municipal en son sein.

**Article 52 :** Le maire ainsi que le ou les adjoint (s) sont élus parmi les conseillers élus titulaires d'au moins le Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou d'un diplôme équivalent.

**Article 53 :** L'élection du maire a lieu lors de la première réunion du conseil municipal. La réunion est convoquée par le représentant de l'Etat dans les quinze (15) jours qui suivent la proclamation officielle des résultats des élections par la Cour Constitutionnelle.

Le représentant de l'Etat dresse procès verbal de l'installation du conseil municipal.

La réunion est présidée par le conseiller le plus âgé assisté du plus jeune conseiller sachant lire et écrire. Ce dernier assure le rôle de rapporteur.

L'élection s'opère au scrutin majoritaire à deux (2) tours et à bulletin secret.

Est élu au premier tour, le candidat qui obtient la majorité absolue des voix.

En cas de second tour, sont seuls autorisés à se présenter les deux (2) candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour.

Est élu au second tour, le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix.

En cas de partage de voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

En cas d'égalité de voix et d'âge, il est procédé au tirage au sort.

En cas de décès, de désistement ou d'empêchement de l'un des deux (2) candidats, le candidat resté en lice est déclaré élu.

**Article 54:** Aussitôt après son élection, le maire prend fonction et assure la présidence de la séance du conseil municipal pour l'élection du ou des adjoint (s).

L'élection du ou des adjoint (s) s'opère selon les mêmes modalités que celle du maire.

L'ordre d'élection des adjoints détermine la préséance.

**Article 55 :** L'élection du maire est constatée par un procès verbal dûment signé du président de séance et du rapporteur.

Le procès verbal d'élection du Maire et celui de ses adjoints sont transmis au représentant de l'Etat dans un délai de sept (7) jours au plus tard après la tenue de la réunion.

## **SECTION 2 : DU MANDAT DU MAIRE ET DE SES ADJOINTS**

**Article 56 :** Le maire et le ou les adjoint (s) sont élus pour la même durée que le conseil.

Une fois élus, ils doivent avoir leur domicile dans la commune.

Leur mandat est renouvelable.

**Article 57:** Le maire est astreint au port d'une écharpe aux couleurs nationales dans les cérémonies officielles et toutes les fois que l'exercice de ses fonctions rend nécessaire **le port du** signe distinctif de son autorité.

L'écharpe est à franges d'or avec bouts dorés frisés.

**Article 58 :** Outre les cas prévus à l'article 38 ci-dessus qui mettent fin à leur mandat de conseiller, le mandat du maire ou celui de ses adjoints prend fin en cas de :

- démission volontaire ;
- démission d'office ;
- révocation de leurs fonctions.

**Article 59 :** La fin du mandat du maire pour cause de décès est constatée par un adjoint dans l'ordre de préséance, qui en informe immédiatement l'autorité de tutelle.

La fin de mandat d'adjoint pour cause de décès obéit aux mêmes formes que la fin de mandat pour décès du conseiller municipal.

**Article 60 :** La démission volontaire du maire est adressée par écrit à l'autorité de tutelle.

Elle est effective dès accusé de réception par le représentant de l'Etat et, à défaut, soixante douze (72) heures après son dépôt constaté par tout autre moyen.

La démission volontaire de l'adjoint obéit aux mêmes formes que la démission volontaire du conseiller municipal.

**Article 61 :** Le maire ou l'adjoint nommé à une fonction incompatible avec son mandat municipal est tenu de faire une déclaration d'option dans un délai d'un (1) mois. Passé ce délai, il est démis d'office de son mandat de maire ou d'adjoint par le ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales sur saisine d'un membre du conseil ou du représentant de l'Etat.

Sont considérés comme cas d'incompatibilité avec le mandat de maire et d'adjoint du maire, les fonctions de :

- président et secrétaire général des institutions de la République ;
- membre des Cours et tribunaux ;
- membre du gouvernement ;
- préfet et gouverneur ;
- consul et ambassadeur ;
- membre d'un corps d'inspection et de contrôle de l'Etat et des collectivités ;
- directeur d'une société nationale ou d'une société anonyme à participation publique majoritaire ;
- directeur d'un établissement public à caractère administratif (EPA) et à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- secrétaire général et directeur d'administration centrale ;
- secrétaire général de région et de département ;
- agent des forces de défense et de sécurité ;
- chef traditionnel ;
- employé de la commune où il exerce.

**Article 62 :** Sur saisine d'au moins un membre du conseil et après rapport circonstancié du représentant de l'Etat, le maire et le ou les adjoint (s) peuvent être suspendus par arrêté motivé du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales pour une durée qui n'excède pas un (1) mois.

**Article 63 :** Sans préjudice des sanctions pénales, le maire et le ou les adjoint(s) peuvent, en cas de faute grave, être révoqués par décret pris en Conseil des ministres sur rapport du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

Sont considérées comme graves pouvant entraîner la révocation prévue à l'alinéa premier, les fautes ci-après :

- détournement des biens et/ ou des deniers publics dûment constaté par les services compétents ;
- concussion et/ ou corruption ;
- prêts irréguliers d'argent sur les fonds de la commune ;
- faux en écriture publique et usage de faux ;
- endettement de la commune résultant d'une faute de gestion ;
- refus de signer et/ ou de transmettre à l'autorité de tutelle une délibération du conseil municipal ;
- refus de convoquer et de réunir le conseil municipal conformément aux textes en vigueur ;
- spéculation sur l'affectation des terrains publics, les lotissements, les attributions de parcelles, les permis de construire ;
- absence de plus de trois (3) mois consécutifs pour des raisons autres que celles relatives à l'intérêt de la commune ou de santé ;
- condamnation pour des faits et actes punis par la loi, à l'exception des contraventions de simple police ou des délits d'imprudence, hormis les cas de délit de fuite concomitant.

En tout état de cause, le maire et ou l'adjoint prévenus des fautes graves ci-dessus énumérées peuvent faire l'objet de suspension préalable prononcée par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales.

Ils sont admis préalablement à fournir des explications écrites.

La révocation emporte la qualité de conseiller municipal.

**Article 64:** Le maire ou l'adjoint qui, pour une cause antérieure à son élection ou découverte après celle-ci ne remplit plus les conditions requises pour être maire ou adjoint ou qui se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévus par le code électoral doit cesser immédiatement ses fonctions. Si le maire ou l'adjoint refuse de démissionner, il est procédé à sa révocation d'office.

**Article 65 :** Il peut également être mis fin aux fonctions du maire et/ou de ses adjoints en cas de maladie prolongée de plus d'un (1) an dûment constatée par les autorités médicales compétentes et les rendant inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

**Article 66 :** En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligence grave, il peut être introduit à l'encontre du maire une motion de défiance.

La motion de défiance est constatée par le dépôt d'un document écrit daté comportant : le titre « motion de défiance » accompagné de la ou des motivations et de la signature d'au moins un tiers (1/3) des membres du conseil municipal.

Pour être recevable, la motion est déposée auprès du secrétariat général de la mairie qui doit en donner accusé de réception dans un délai de deux (2) jours ouvrables. Une copie de la motion de défiance est adressée au représentant de l'Etat dans le même délai.

**Article 67 :** Lorsqu'elle est déposée, la motion de défiance donne obligatoirement lieu à la tenue d'une session extraordinaire dans les quinze (15) jours qui suivent la date de dépôt. En cas de refus du maire, le conseil est convoqué par le représentant de l'Etat. Dans ce cas, la session est présidée par l'adjoint par ordre de préséance.

**Article 68 :** La motion de défiance ne peut être adoptée qu'au terme d'un débat contradictoire suivi de vote. Elle est acquise à la majorité des trois quart (3/4) du conseil municipal.

En cas de rejet, une nouvelle motion de défiance ne peut être déposée pour les mêmes motifs avant un délai d'un (1) an.

**Article 69 :** Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle la motion de défiance a été adoptée est transmis par le représentant de l'Etat dans la circonscription administrative au ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de clôture de la session.

**Article 70:** La démission du maire à la suite d'une motion de défiance est constatée par arrêté du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

Il est procédé, dans un délai maximum de quarante cinq (45) jours, à l'élection d'un nouveau maire.

**Article 71 :** La suspension comme la révocation, doivent être notifiées à l'intéressé. Elles prennent effet à compter de la date de leur notification.

Elles sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir.

**Article 72 :** En cas d'absence, de démission, de suspension, de révocation, de décès ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé par un adjoint dans l'ordre de préséance et à défaut, par le conseiller municipal le plus âgé sachant lire et écrire.



Pour les cas de démission, de suspension, de révocation et de décès, le remplaçant exerce la plénitude des attributions du maire jusqu'à la reprise par celui-ci de ses fonctions ou jusqu'à l'élection d'un nouveau maire.

En cas de cessation définitive des fonctions du maire le conseil municipal est convoqué par le représentant de l'Etat dans un délai de quarante cinq (45) jours, à compter de la cessation effective des fonctions, afin de procéder à l'élection d'un nouveau maire.

Dans tous les cas l'élection doit se tenir dans un délai n'excédant pas celui prévu à l'article 70 ci-dessus.

Toutefois, lorsque la cessation définitive des fonctions du maire est constatée six (6) mois au plus avant l'expiration du mandat, le remplaçant désigné demeure en place pour le restant du mandat.

**Article 73 :** Le maire n'a pas de salaire. Il perçoit cependant, une indemnité de fonction basée sur le chiffre de la population de la commune dont le montant est déterminé par décret pris en Conseil des ministres.

Il perçoit également une indemnité de représentation déterminée par le conseil municipal dans les limites fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Par dérogation aux dispositions de l'article 93 du statut général de la fonction publique de l'Etat, le fonctionnaire de l'Etat devenu maire est placé en position de mise à disposition auprès de la commune et conserve son traitement de base de la Fonction publique avec cumul des indemnités de fonction et de représentation prévues aux alinéas 1 et 2 du présent article.

Les dispositions de l'alinéa précédant s'étendent aux fonctionnaires de l'Etat élus adjoint (s) au maire.

Le régime indemnitaire du maire ou des adjoint (s) est déterminé par décret pris en Conseil des ministres.

**Article 74 :** Les fonctions de maire et d'adjoint donnent droit à la prise en charge et ou au remboursement par la commune des frais généraux que nécessite l'exécution de certaines missions.

Un arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales détermine la nature et les limites de ces missions.

**Article 75:** Le maire et ses adjoints bénéficient de la prise en charge médicale par la commune dans les mêmes conditions que le fonctionnaire de la catégorie A de la fonction publique de l'Etat.

**Article 76 :** Le maire et ses adjoints sont protégés par le code pénal et les lois spéciales contre les menaces, outrages, violences, injures ou diffamations dont ils peuvent être l'objet dans l'exercice de leur fonction.

Les conseillers municipaux bénéficient de la même protection lorsqu'ils sont chargés de l'exécution d'un mandat spécial de la commune.

### **SECTION 3 : DES ATTRIBUTIONS DU MAIRE ET DE SES ADJOINTS**

**Article 77:** Le maire est à la fois autorité communale et représentant de l'Etat dans la commune conformément aux dispositions des articles 78, 79, 81, 91, 92 et 93 du présent Code.

**Article 78 :** Le maire préside le conseil municipal.

A ce titre il a la charge de :

- la convocation de celui-ci ;
- la bonne tenue de ses sessions ;
- l'exécution de ses délibérations, de leur publication et de leur transmission au représentant de l'Etat.

**Article 79 :** En sa qualité d'organe exécutif de la commune, le maire est chargé de :

- élaborer et mettre en œuvre le plan de développement communal;
- préparer et exécuter le budget de la commune dont il est l'ordonnateur;
- tenir les comptes de la commune;
- établir les rôles des impôts, taxes et redevances communaux;
- recevoir les dons et legs acceptés par le conseil municipal;
- passer les marchés publics communaux de travaux, fournitures et services conformément à la réglementation en vigueur et veiller à leur bonne exécution;
- conserver et administrer les biens du domaine public et du domaine privé de la commune;
- procéder aux actes de location, vente, partage, transaction et acquisition autorisés par la réglementation;
- mettre en œuvre les outils d'urbanisme;
- surveiller les établissements communaux;
- gérer le personnel de la commune;
- faire tenir et conserver les archives communales;
- négocier et signer les contrats plans Etat- Commune ;
- négocier et signer les accords de coopération de la commune avec d'autres collectivités et/ ou organismes nationaux ou étrangers.

Il rend compte au conseil municipal.



**Article 80 :** Au cours du premier trimestre de chaque année, le maire rend compte au conseil municipal par un rapport général de :

- l'état général de la commune ;
- l'activité et du fonctionnement des différents services de la commune et des organismes relevant d'elle ;
- l'état d'exécution des délibérations du conseil ;
- la situation économique et financière de la commune ;
- la mise en œuvre du plan de développement communal et de l'exécution du budget.

La présentation de ce rapport donne lieu à débats, mais n'est pas suivie de vote.

La séance est publique et le rapport est transmis pour information au représentant de l'Etat.

Nonobstant les dispositions du présent article, le maire est tenu de rendre compte au moins deux (2) fois par an aux populations des activités du conseil municipal et de la vie de la commune en général.

**Article 81:** En vue d'assurer le bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques, le maire prend toutes mesures de réglementation en matière de police municipale.

Il les communique sans délai au représentant de l'Etat en fournissant les motifs.

La police municipale comprend notamment tout ce qui concerne :

- la sécurité et la commodité de la circulation dans les rues, places, voies publiques, quais ;
- la réparation ou la démolition des édifices menaçant ruine ;
- l'interdiction de jeter ou d'exposer des objets qui peuvent, par leur chute, causer des dommages aux passants ou provoquer des exhalaisons nuisibles ;
- la répression des atteintes à la tranquillité publique telles que disputes, émeutes, tumultes dans les lieux de rassemblement, attroupements, bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants ;
- le maintien du bon ordre dans les lieux et endroits de rassemblement tels que foires, marchés, lieux de fêtes et de cérémonies publiques, de spectacles, de jeux, débits de boissons, édifices de culte et tous autres lieux publics ;
- le mode de transport des personnes décédées, les inhumations, exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières ;
- le contrôle de la conformité des instruments de mesure et de la qualité des produits consommables exposés à la vente ;

- la prévention des calamités telles que les incendies, les inondations, les éboulements et autres accidents naturels, épidémies, épizooties ;
- la pollution, l'atteinte à l'environnement et au cadre de vie.
- les dispositions à prendre à l'endroit des malades mentaux qui pourraient porter atteinte à la sécurité des personnes, des biens et des mœurs ;
- la prévention ou la réparation des dommages qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux ;
- l'ordre aux propriétaires et occupants de parcelles comportant des puits ou des excavations présentant un danger pour la sécurité publique, de les entourer d'une clôture appropriée.

Dans ces cas, le maire doit apporter les secours nécessaires et s'il y a lieu solliciter l'intervention de l'autorité de tutelle. Il doit dans tous les cas l'en informer d'urgence et lui faire connaître les mesures qu'il a prises.

Le maire est également chargé de :

- la délivrance des autorisations, approbation des tarifs dont les autorisations et fixation de tarifs à l'exploitation des taxis, des engins, les embarcations et animaux à monture ;
- la délivrance des autorisations de stationnement sur la voirie et la perception des redevances y afférentes.

**Article 82 (loi n°2014-17 du 4 juin 2014) :** Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de police administrative, le maire sous l'autorité et le contrôle du représentant de l'Etat peut disposer des forces nécessaires pour le maintien de l'ordre et la tranquillité publics. L'Etat met à sa disposition les forces et moyens nécessaires à cette fin dans les conditions prévues par la loi.

**Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus, les conseils municipaux peuvent, dans la limite de leurs compétences et lorsque leur capacité financière le permet, créer leurs propres services de police sur demande motivée adressée au Ministre en charge de la sécurité publique.**

**Article 83:** En cas de troubles graves ou lorsque les circonstances l'exigent, le représentant de l'Etat peut se substituer à une ou plusieurs communes en vue d'assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité publics dans le strict respect de la loi.

**Article 84:** Lorsque l'ordre public est menacé dans une ou plusieurs communes du même département, l'autorité de tutelle, saisie par le ou les maires concernés peut se substituer à ceux-ci pour exercer les pouvoirs de police administrative.

Elle a le même pouvoir de substitution en cas de mise en demeure restée sans effet.

**Article 85 :** Le maire représente la commune en justice et dans les actes de la vie civile et administrative.

Toutefois, dans le cas où les intérêts du maire se trouvent en opposition avec ceux de la commune, le conseil municipal désigne un adjoint dans l'ordre de préséance ou à défaut un autre de ses membres sachant lire et écrire, pour représenter la commune.

**Article 86 :** Le maire crée et organise, par arrêté, les services propres de la commune après délibération du conseil municipal.

**Article 87 :** Le maire est le chef hiérarchique du personnel municipal. Il nomme aux différents emplois de la commune conformément aux lois et règlements en vigueur.

Toute création de poste d'emploi doit être autorisée par le conseil municipal et inscrite au budget.

Le maire dispose du pouvoir de sanction.

**Article 88 :** Pour la conduite de toute action d'intérêt communal, le maire dispose, conformément à l'article 3 alinéa 4 de la présente ordonnance, des services techniques de l'Etat dont la compétence territoriale s'étend à la commune.

**Article 89 :** Le maire assure la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement réalisées par la commune ou réalisées à son nom et pour son compte.

La maîtrise d'ouvrage peut faire l'objet de délégation dans les conditions déterminées par décret pris en conseil des ministres.

**Article 90 :** Outre le cas prévu aux articles 47 et 49 du présent code, il est interdit au maire de :

- prendre part directement ou indirectement à toute perception de droits et ou à toute soumission de marché de la commune;
- prendre part directement ou indirectement aux enchères publiques concernant le matériel de la commune;
- plaider ou témoigner contre la commune.

**Article 91 :** En sa qualité de représentant de l'Etat, le maire est chargé, sous l'autorité hiérarchique du préfet ou du gouverneur selon le cas de :

- publier les lois et règlements de la République ;
- veiller à leur application ;
- assurer l'ordre et la salubrité publique.

Il est également chargé de la notification des actes administratifs et de la légalisation des signatures.

Les actes accomplis par le maire en cette qualité sont susceptibles d'engager la responsabilité de l'Etat.

**Article 92 :** Le maire et ses adjoints ont la qualité d'officier de police judiciaire.

**Article 93 :** Le maire et ses adjoints sont officiers d'état civil.

A ce titre, ils assurent notamment la transcription et l'authentification des actes d'état civil.

Le maire est responsable du service de l'état civil de la commune.

Il assure à ce titre, le fonctionnement normal et régulier de ce service.

**Article 94 :** Dans l'exercice de ses fonctions, le maire est assisté par son ou ses adjoint(s). Sous sa surveillance et sa responsabilité, il peut leur déléguer par arrêté une partie de ses attributions.

**Article 95 :** Dans l'exercice de ses fonctions administratives, le maire est assisté d'un secrétaire général.

Le secrétaire général assure la préparation matérielle des sessions du conseil municipal, y assiste avec voix consultative et en dresse les procès-verbaux.

Il exerce ses attributions sous l'autorité du maire.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, le maire désigne un agent de la commune chargé d'assurer l'intérim.

Les conditions de nomination, les attributions et les avantages du secrétaire général sont fixés par décret pris en Conseil des ministres.

## **TITRE II : DE LA REGION ET DE SES ORGANES**

**Article 96 :** La région est une collectivité territoriale à vocation essentiellement économique, sociale et culturelle.



Elle est chargée des missions et compétences spécifiques que lui confère la loi et qui ne relèvent pas, de par leur nature et de leur importance des compétences de l'Etat ou de la commune.

Elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Pour l'exercice de ses compétences elle dispose d'un budget, d'un personnel et d'un domaine propres.

**Article 97 :** La région dispose de deux (2) organes :

- un organe délibérant : le conseil régional ;
- un organe exécutif : le président du conseil assisté d'un ou de deux vice-présidents.

### **CHAPITRE PREMIER : DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 98 (loi n°2016-31 du 8 octobre 2016):** L'organe délibérant de la région est le conseil régional.

La durée de son mandat est de cinq (05) ans.

**En cas de nécessité, ce mandat peut être prorogé de six (6) mois renouvelable par décret pris en Conseil des Ministres.**

**Toutefois, la durée cumulée des prorogations ne saurait dépasser celle d'un mandat.**

### **SECTION 1 : DE LA FORMATION DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 99 :** Le conseil régional est composé de membres élus et de membres de droit.

Les membres élus ont la qualité et portent le titre de conseiller régional.

**Article 100:** Les conseillers régionaux sont élus au suffrage universel direct, libre, égal et secret, conformément aux dispositions du code électoral.

Il est élu en même temps un nombre égal de conseillers suppléants.

**Article 101 :** Les députés non élus au conseil régional sont membres de droit du conseil régional avec voix consultative.

Les sultans, les chefs de province, de canton ou de groupement sont membres de droit du conseil régional avec voix consultative. Toutefois leur nombre ne peut excéder le cinquième (1/5) du nombre des conseillers élus.

Les sultans, les chefs de province, de canton ou de groupement concernés sont désignés par la structure régionale de l'Association des chefs traditionnels du Niger.

Les membres de droit sont hors quota.

**Article 102 :** Le nombre des membres élus du conseil régional est fixé comme suit :

- région dont la population est inférieure ou égale à quatre vingt quatre mille (84.000) habitants, quinze (15) membres ;
- région dont la population est supérieure à quatre vingt quatre mille (84.000) habitants, quinze (15) membres pour la première tranche de quatre vingt quatre mille (84.000) habitants et un (1) membre supplémentaire par tranche suivante de vingt mille (20.000) habitants ou fraction restante égale ou supérieure à dix mille (10.000) habitants sans que le nombre total de conseillers ne dépasse quarante un (41).

**Article 103 :** Le chiffre de population pris en considération est celui du dernier recensement général publié avant la tenue des élections.

Le nombre de conseillers à élire est fixé par décret pris en Conseil des ministres.

Ce nombre vaut pour la durée du mandat.

## **SECTION 2 : DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 104:** Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région dans le respect des compétences des autres collectivités territoriales.

A cet effet, il prend des mesures nécessaires pour promouvoir le développement économique, social, éducatif, sanitaire, scientifique, culturel et sportif de la région.

Il exerce notamment les compétences qui lui sont transférées par l'Etat.

Il peut, en outre, faire des propositions et émettre des avis sur les questions d'intérêt régional relevant de la compétence de l'Etat ou de toute autre personne morale de droit public.

Pour l'accomplissement des missions qui lui sont assignées, le conseil régional peut bénéficier du concours de l'Etat et des autres personnes morales de droit public.



**Article 105:** Le conseil régional délibère notamment dans les domaines suivants:

1. Politique de développement de la région notamment :
  - Plan et programme de développement régional;
  - Initiative, soutien et suivi de la mise en œuvre des actions de développement entreprises au sein de la région: notamment transports, santé animale, tourisme, actions culturelles et sportives.;
  - Préservation et protection de l'environnement: mobilisation et de préservation des ressources en eau, protection des forêts et de la faune, conservation, défense et restauration des sols.
2. Création et gestion d'équipements collectifs notamment:
  - Construction et entretien des lycées régionaux et autres dépenses y afférentes;
  - Construction et entretien d'établissements de formation professionnelle et autres dépenses y afférentes;
  - Construction et entretien des hôpitaux régionaux;
  - Construction et entretien d'infrastructures routières et de communication classées dans le domaine régional.
3. Création de services d'intérêt régional notamment :
  - Conservation des archives régionales ;
  - Création et entretien des musées régionaux.
4. Aménagement du territoire notamment:
  - Actes d'acquisition ou de disposition de biens du domaine régional, conformément aux lois et règlements en vigueur;
  - Opérations d'aménagement de l'espace régional;
  - Gestion des couloirs de passage, des aires de pâturages et des points d'eau pastoraux.
5. Gestion administrative et financière de la région notamment :
  - Budgets et comptes ;
  - Création d'impôts et taxes rémunératoires conformément aux dispositions de la loi des finances ;
  - Fixation des taux des impôts et taxes régionaux dans le cadre des maxima fixés par la loi de finances;

- Acceptation et refus des dons, subventions et legs;
- Autorisation donnée au président du conseil régional de présenter des demandes de financement auprès du ou des Fonds mis en place en application de la législation en vigueur, ainsi qu'auprès de partenaires nationaux et internationaux, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement de la région;
- Emprunts, dans les limites et conditions déterminées par la réglementation en vigueur;
- Prises de participation et toutes interventions impliquant la cession de biens et de ressources de la région;
- Marchés de travaux, de fournitures et de services, baux et autres conventions ;
- Création et mode de gestion de services et établissements régionaux ;
- autorisation de recrutement du personnel de la collectivité régionale ;
- Actions de coopération entre collectivités et organismes publics et privés.

**Article 106 :** Le conseil régional délibère dans les domaines des compétences qui lui sont transférées par l'Etat.

**Article 107 :** Le conseil régional vote le budget et examine les comptes de la région avant leur transmission pour le contrôle de légalité.

Il élabore et adopte son règlement intérieur.

**Article 108:** Le conseil régional donne son avis conformément aux obligations imposées par les lois et règlements ou à la demande de l'autorité de tutelle.

**Article 109 :** Le conseil régional est consulté sur toutes les décisions à prendre par d'autres organes et autorités sur des questions intéressant la région ou engageant sa responsabilité.

**Article 110 :** Le conseil régional peut consulter les habitants de la région sur les décisions qu'il est appelé à prendre pour régler les affaires relevant de ses compétences.

La consultation peut ne concerner que les habitants d'une partie du territoire de la région pour les affaires qui les intéressent exclusivement.

Sur proposition de la majorité de ses membres, le conseil régional délibère sur le principe et les modalités d'organisation de la consultation. La délibération qui décide de la consultation indique expressément que celle-ci n'est qu'une demande d'avis.

**Article 111 :** Le conseil régional contrôle l'action du Président. Il contrôle l'exécution des plans de développement régional et du budget et en assure l'évaluation périodique.

### **SECTION 3 : DU MANDAT DES CONSEILLERS REGIONAUX**

**Article 112:** Le mandat du conseil régional est de cinq (5) ans renouvelable. Il prend effet à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs des élections par la Cour Constitutionnelle.

**Article 113:** Le mandat du conseiller régional prend fin en cas de :

- décès ;
- démission volontaire ;
- démission d'office ;
- révocation.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le titulaire est remplacé par son suppléant.

**Article 114 :** La fin du mandat pour cause de décès du conseiller régional est constatée par le président du conseil régional, qui en informe immédiatement l'autorité de tutelle, ainsi que le suppléant intéressé.

La fin du mandat est constatée et le remplacement entériné, de plein droit, par le conseil régional à sa prochaine session.

**Article 115:** La démission volontaire du conseiller régional est donnée par écrit au président du conseil régional.

La démission est effective dès accusé de réception par le président du conseil régional et, à défaut, un (1) mois après son dépôt constaté par tout autre moyen.

Le président du conseil régional en informe immédiatement l'autorité de tutelle ainsi que le suppléant intéressé.

La démission est constatée et le remplacement entériné, de plein droit, par le conseil régional à sa prochaine session.

**Article 116:** Sont constitutives de démission d'office :

- l'incapacité physique ou mentale dûment constatée ;

- l'absence non motivée à trois (3) sessions successives ;
- la perte de la capacité électorale ;
- l'acquisition d'une qualité constituant un des cas d'incompatibilités ou d'inéligibilités prévue par les textes en vigueur.

La démission d'office du conseiller est constatée par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales à la demande du président du conseil régional ou d'un des membres du conseil régional intéressé sur rapport du représentant de l'Etat.

Elle est notifiée à l'intéressé qui en accuse réception.

Le représentant de l'Etat avise le président du conseil régional qui en informe le conseil à sa prochaine session.

Le conseiller régional déclaré démissionnaire d'office peut intenter un recours devant les juridictions compétentes.

La même faculté est reconnue au président du conseil régional, aux conseillers pris individuellement, à l'encontre du refus de l'autorité de tutelle de déclarer la démission d'office.

**Article 117:** La révocation du conseiller régional intervient de plein droit lorsqu'il est condamné pour crime.

Lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation pour délit ou lorsque son comportement met gravement en cause les intérêts de la collectivité sur la base des faits précis qualifiés comme tels par le conseil et après rapport circonstancié du représentant de l'Etat, il peut être révoqué par décret pris en Conseil des ministres.

A titre conservatoire et en cas d'urgence, il peut être suspendu par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales.

La durée de la suspension ne peut excéder un (1) mois.

**Article 118:** Sans que la liste soit limitative, les faits énumérés à l'article 136 du présent code s'applique à l'ensemble des conseillers régionaux élus.

**Article 119 :** Les fonctions de conseiller régional sont gratuites.

Toutefois les conseillers perçoivent des indemnités de sessions et de déplacement.

Cette disposition vaut également pour les membres de droit.

Un décret pris en Conseil des ministres détermine les conditions d'octroi et le taux de ces indemnités.



**Article 120 :** Les fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics exerçant un mandat électif au niveau des régions bénéficient de plein droit de congés exceptionnels ou permissions d'absence, à plein traitement, sans entrer en ligne de compte dans le calcul des congés annuels, dans la limite de la durée effective des sessions des conseils et des commissions permanentes dont ils sont membres.

Le temps passé par les salariés aux différentes sessions et des réunions des commissions est considéré par l'employeur comme temps de travail payé, sur présentation d'une attestation de présence dûment signée par le président du conseil.

**Article 121 :** Il est interdit aux conseillers régionaux, en dehors des présidents de conseil et des vice-présidents, d'exercer au-delà de leur rôle délibérant au sein du conseil ou des commissions qui en dépendent, des fonctions administratives de la région, de signer des actes administratifs, de gérer ou de s'immiscer dans la gestion des services publics régionaux, sous peine de poursuites judiciaires pour exercice de fait de fonctions réglementées.

**Article 122 :** Tout membre de conseil régional, reconnu responsable d'actes ou de faits graves contraires à la loi et à l'éthique du service public peut, après avoir été invité à fournir des explications écrites sur les faits qui lui sont reprochés, être suspendu pour une période qui ne peut excéder trois (3) mois, par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales sur rapport du représentant de l'Etat.

Selon la gravité de l'acte ou du fait, il peut être révoqué dans les conditions déterminées à l'article 117 ci-dessus.

**Article 123 :** Il est interdit, à peine de révocation prononcée par arrêté du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales, sans préjudice de poursuites judiciaires, à tout conseiller régional d'entretenir des intérêts privés avec la collectivité dont il est membre, de conclure des actes ou des contrats de location, d'acquisition, d'échange ou toute transaction portant sur des biens de la collectivité, ou de passer avec elle des marchés de travaux, de fournitures ou de services, ou de contrats de concession, de gérance et toutes autres formes de gestion des services publics régionaux, soit à titre personnel, soit comme actionnaire ou mandataire, soit au bénéfice de son conjoint, ses ascendants et ses descendants directs.

Cette disposition est valable pour les membres de droit.

## **CHAPITRE II : DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 124** : L'organe exécutif de la région est le président du conseil régional assisté de deux (2) vice-présidents.

### **SECTION 1 : DE L'ELECTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 125**: Le président et les vice-présidents sont élus par le conseil régional en son sein.

Le Président et les vice-présidents sont élus parmi les conseillers titulaires d'au moins le Baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

**Article 126** : L'élection du président du conseil régional a lieu lors de la première réunion du conseil régional. La réunion est convoquée par le représentant de l'Etat dans les quinze (15) jours qui suivent la proclamation officielle des résultats des élections par la Cour Constitutionnelle.

Le représentant de l'Etat dresse procès verbal de l'installation du conseil régional.

La réunion est présidée par le conseiller le plus âgé assisté du plus jeune conseiller sachant lire et écrire. Ce dernier assure le rôle de rapporteur.

L'élection s'opère au scrutin majoritaire à deux (2) tours et à bulletins secrets.

Est élu au premier tour, le candidat qui obtient la majorité absolue des voix.

En cas de second tour, seuls sont autorisés à se présenter les deux (2) candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour.

Est élu au second tour, le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix.

En cas de partage de voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

En cas d'égalité de voix et d'âge, il est procédé au tirage au sort.

En cas de décès, d'empêchement ou de désistement de l'un des deux candidats, le candidat resté en lice est déclaré élu.

**Article 127** : Aussitôt après son élection, le président du conseil régional prend fonction et assure la présidence de la séance du conseil régional pour l'élection des vice-présidents.



L'élection des vice-présidents s'opère selon les mêmes modalités que celle du président.  
L'ordre d'élection des vice-présidents détermine la préséance.

**Article 128 :** L'élection du président est constatée par un procès verbal dûment signé du président de séance et du rapporteur.

Les procès verbaux d'élection du président et des vice présidents sont transmis au représentant de l'Etat dans les vingt quatre (24) heures au plus tard après la tenue de la réunion.

## **SECTION 2 : DU MANDAT DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 129 :** Le président et les vice-présidents sont élus pour la même durée que le conseil.

Une fois élus, ils doivent avoir leur domicile dans la région.

Leur mandat est renouvelable.

**Article 130 :** Outre les cas prévus à l'article 113 du présent code qui mettent fin à son mandat de conseiller, le mandat du président du conseil régional et des vice-présidents prend fin en cas de :

- démission volontaire ;
- démission d'office ;
- révocation de leurs fonctions.

**Article 131:** La fin du mandat du président du conseil régional pour cause de décès est constatée par un vice-président dans l'ordre de préséance, qui en informe immédiatement l'autorité de tutelle.

La fin de mandat de vice-président pour cause de décès obéit aux mêmes formes que la fin de mandat pour décès du conseiller régional.

**Article 132:** La démission volontaire du président du conseil régional est adressée par écrit à l'autorité de tutelle.

Elle est effective dès accusé de réception par le représentant de l'Etat et, à défaut, soixante douze (72) heures après son dépôt constaté par tout autre moyen.

La démission volontaire du vice-président obéit aux mêmes formes que la démission volontaire du conseiller régional.

**Article 133 :** Le président du conseil régional ou le vice-président nommé à une fonction incompatible avec son mandat régional est tenu de faire une déclaration d'option dans un délai d'un mois. Passé ce délai, il est démis d'office de son mandat de président du conseil régional ou de vice-président par l'autorité de tutelle.

Sont considérés comme cas d'incompatibilité avec le mandat de président et vice-présidents, les fonctions de :

- président et secrétaire général des institutions de la République ;
- membre des Cours et tribunaux ;
- membre du gouvernement ;
- préfet et gouverneur ;
- consul et ambassadeur ;
- membre d'un corps d'inspection et de contrôle de l'Etat et des collectivités ;
- directeur d'une société nationale ou d'une société anonyme à participation publique majoritaire ;
- directeur d'un établissement public à caractère administratif (EPA) et à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- secrétaire général et directeur d'administration centrale ;
- secrétaire général de région et de département ;
- agent des forces de défense et de sécurité ;
- chef traditionnel ;
- employé de la région où il exerce.

**Article 134 :** Sur saisine d'au moins un membre du conseil et après rapport du représentant de l'Etat, le président du conseil régional et les vice-présidents peuvent être suspendus par arrêté du Ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales pour une durée n'excédant pas un (1) mois.

Ils doivent au préalable être entendus ou invités à fournir des explications écrites sur les faits qui leur sont reprochés.

**Article 135 :** Le président du conseil régional ou le vice-président qui, pour une cause antérieure à son élection ou découverte après celle-ci ne remplit plus les conditions requises pour être président du conseil ou vice-président ou qui se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévus par le code électoral doit cesser immédiatement ses fonctions.

Si le président du conseil ou le vice-président refuse de démissionner, il est procédé à sa révocation.

**Article 136 :** Sans préjudice des sanctions pénales, le président du conseil régional et les vice présidents peuvent, en cas de faute grave, être révoqués par décret pris en Conseil des ministres sur rapport du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

Sont considérées comme graves pouvant entraîner la révocation prévue à l'alinéa premier, les fautes ci-après :

- détournement des biens et/ ou des deniers publics dûment constaté par les services compétents ;
- concussion et/ ou corruption ;
- prêts irréguliers d'argent sur les fonds de la région,
- faux en écriture publique et usage de faux ;
- endettement de la région résultant d'une faute de gestion ;
- refus de signer et/ou de transmettre à l'autorité de tutelle une délibération du conseil régional ;
- refus de convoquer et de réunir le conseil régional conformément aux textes en vigueur ;
- absence de plus de six (6) mois pour des raisons autres que celles relatives à l'intérêt de la région ou de santé ;
- condamnation pour des faits et actes punis par la loi, à l'exception des contraventions de simple police ou des délits d'imprudence, hormis les cas de délit de fuite concomitant.

En tout état de cause, le président du conseil régional ou le vice-président prévenu des fautes graves ci-dessus énumérées peut faire l'objet de suspension préalable prononcée par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales.

Ils sont admis préalablement à fournir des explications écrites.

La révocation emporte la qualité de conseiller régional.

**Article 137 :** Il peut également être mis fin aux fonctions du président du conseil régional et/ou de ses vice-présidents en cas de maladie prolongée de plus d'un (1) an dûment constatée par les autorités médicales compétentes et les rendant inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

**Article 138:** En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligence grave il peut être introduit à l'encontre du président du conseil régional une motion de défiance.

La motion de défiance est constatée par le dépôt d'un document écrit daté comportant : le titre «motion de défiance» suivi de la ou des motivation (s), et la signature d'au moins un tiers (1/3) des membres du conseil régional.

Pour être recevable, la motion est déposée auprès du secrétariat général du conseil régional qui doit en donner accusé de réception dans un délai de deux (2) jours ouvrables. Une copie de la motion de défiance est adressée au représentant de l'Etat dans le même délai.

La motion de défiance doit être obligatoirement motivée.

**Article 139 :** Lorsqu'elle est déposée, la motion de défiance donne obligatoirement lieu à la tenue d'une session extraordinaire dans les quinze (15) jours qui suivent la date de dépôt. En cas de refus du président du conseil régional, le conseil est convoqué par le gouverneur. Dans ce cas, la session est présidée par le vice - président par ordre de préséance.

**Article 140 :** La motion de défiance ne peut être adoptée qu'au terme d'un débat contradictoire suivi de vote. Elle est acquise à la majorité des trois quart (3/4) du conseil régional.

En cas de rejet, une nouvelle motion de défiance ne peut être déposée pour les mêmes motifs avant un délai d'un an.

**Article 141 :** Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle la motion de défiance a été adoptée est transmis par le représentant de l'Etat dans la circonscription administrative au ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la clôture de la session.

**Article 142:** La démission du président du conseil régional à la suite d'une motion de défiance est constatée par arrêté du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

Il est procédé, dans un délai maximum de quarante cinq (45) jours, à l'élection d'un nouveau président de conseil régional.

**Article 143 :** La suspension comme la révocation doivent être notifiées à l'intéressé.

Elles prennent effet à compter de la date de notification.

Elles sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir.



**Article 144:** En cas d'absence, de démission, de suspension, de révocation, de décès ou de tout autre empêchement, le président du conseil régional est provisoirement remplacé par un vice-président dans l'ordre de préséance et à défaut, par le conseiller régional le plus âgé sachant lire et écrire.

Pour les cas de démission, de suspension, de révocation et de décès, le remplaçant exerce la plénitude des attributions du président du conseil régional jusqu'à la reprise par celui-ci de ses fonctions ou jusqu'à l'élection du nouveau président du conseil régional.

En cas de cessation définitive des fonctions du président, le conseil régional est convoqué par le gouverneur dans un délai de quarante cinq (45) jours, à compter de la cessation effective des fonctions, afin de procéder à l'élection d'un nouveau président du conseil régional.

Dans tous les cas, l'élection doit se tenir dans un délai n'excédant pas celui prévu à l'article 142 ci-dessus.

Toutefois, lorsque la cessation définitive des fonctions du Président est constatée six (6) mois au plus avant l'expiration du mandat, le remplaçant désigné demeure en place pour le restant du mandat.

**Article 145 :** Le président du conseil régional n'a pas de salaire. Toutefois, il perçoit une indemnité de fonction basée sur le chiffre de la population de la région, dont le montant est déterminé par décret pris en Conseil des ministres.

Il perçoit également une indemnité de représentation déterminée par le conseil régional dans les limites fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Par dérogation aux dispositions de l'article 93 du statut général de la fonction publique de l'Etat, le fonctionnaire de l'Etat devenu président du conseil régional est placé en position de mise à disposition auprès de la région et conserve son traitement de base de la Fonction publique avec cumul des indemnités de fonction et de représentation prévues aux alinéas 1 et 2 du présent article.

Les dispositions de l'alinéa précédant s'étendent aux fonctionnaires de l'Etat élus vice-présidents des conseils régionaux.

Le régime indemnitaire du président du conseil régional et des vice-présidents est déterminé par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 146:** Les fonctions de président du conseil régional et de vice-président donnent droit à la prise en charge et ou au remboursement par la région des frais généraux que nécessite l'exécution de certaines missions.

Un arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales détermine la nature et les limites de ces missions.

**Article 147:** le président du conseil régional et ses vice présidents sont protégés par le code pénal et les lois spéciales contre les menaces, outrages, violences, injures ou diffamations dont ils peuvent être l'objet dans l'exercice de leur fonction.

Les conseillers régionaux bénéficient de la même protection lorsqu'ils sont chargés de l'exécution d'un mandat spécial de la région.

### **SECTION 3 : DES ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL REGIONAL**

**Article 148 :** Le président du conseil régional préside le conseil régional.

A ce titre il a la charge de :

- la convocation de celui-ci ;
- la bonne tenue de ses sessions ;
- l'exécution de ses délibérations, de leur publication et de leur transmission au représentant de l'Etat.

**Article 149:** En sa qualité d'organe exécutif de la collectivité régionale, le président du conseil régional est chargé de :

- élaborer et mettre en œuvre le plan de développement régional;
- préparer et exécuter le budget de la région dont il est l'ordonnateur;
- tenir les comptes de la région;
- établir les rôles des impôts, taxes et redevances régionaux;
- recevoir les dons et legs acceptés par le conseil régional;
- passer les marchés publics régionaux de travaux, fournitures et services conformément à la réglementation en vigueur et veiller à leur bonne exécution;
- conserver et administrer les biens du domaine public et du domaine privé de la région;
- procéder aux actes de location, vente, partage, transaction et acquisition autorisés par la réglementation;
- surveiller les établissements régionaux;
- assurer l'exercice des pouvoirs de police administrative spéciale au niveau de la région;



- gérer le personnel de la collectivité régionale;
- faire tenir et conserver les archives de la collectivité régionale;
- négocier et signer les contrats plans Etat-région;
- négocier et signer les accords de coopération de la région avec d'autres collectivités nationales ou étrangères et autres organismes publics ou privés dans les conditions prévues par la loi.

Il rend compte au conseil régional.

**Article 150 :** Au cours du premier trimestre de chaque année, le président rend compte au conseil régional par un rapport général de :

- l'état général de la région ;
- l'activité et du fonctionnement des différents services de la région et des organismes en dépendant ;
- l'état d'exécution des délibérations du conseil ;
- la situation économique et financière de la région ;
- la mise en œuvre du plan de développement régional et de l'exécution du budget.

La présentation de ce rapport donne lieu à débats, mais n'est pas suivie de vote. La séance est publique et le rapport est transmis pour information au représentant de l'Etat.

Nonobstant les dispositions du présent article, le président du conseil régional est tenu de rendre compte au moins deux (2) fois par an aux populations des activités du conseil régional et de la vie de la région en général.

**Article 151:** Le président du conseil régional représente la région en justice et dans les actes de la vie civile et administrative.

Toutefois, dans le cas où les intérêts du président du conseil régional se trouvent en opposition avec ceux de la région, le conseil régional désigne un vice-président dans l'ordre de préséance ou à défaut un autre de ses membres sachant lire et écrire, pour représenter la région.

**Article 152 :** Le président du conseil régional crée et organise par arrêté les services propres de la région après délibération du conseil régional.

**Article 153 :** Le président du conseil régional est le chef hiérarchique du personnel de la collectivité régionale. Il nomme aux différents emplois conformément aux lois et règlements en vigueur.

Toute création de poste d'emploi doit être prévue et autorisée par le conseil régional et inscrite au budget.

Le président du conseil régional dispose du pouvoir de sanction.

**Article 154:** Pour la conduite de toute action d'intérêt régional, le président du conseil dispose, conformément à l'article 3 alinéa 4 du présent code, des services techniques de l'Etat dans la région.

**Article 155:** Outre le cas prévu aux articles 121 et 122 du présent code, il est interdit au président du conseil régional de :

- prendre part directement ou indirectement à toute perception des droits ou à toute soumission de marché de la région;
- prendre part directement ou indirectement aux enchères publiques concernant le matériel de la région;
- plaider ou témoigner contre la région.

**Article 156 :** Dans l'exercice de ses fonctions, le président du conseil régional est assisté par les vice-présidents.

Sous sa surveillance et sa responsabilité, il peut leur déléguer par arrêté une partie de ses attributions.

En cas d'absence ou d'empêchement des vice-présidents, la délégation peut être donnée au conseiller le plus âgé sachant lire et écrire.

**Article 157:** Dans l'exercice de ses fonctions administratives, le président du conseil régional est assisté d'un secrétaire général de région.

Le secrétaire général assure la préparation matérielle des sessions du conseil régional, y assiste avec voix consultative et en dresse les procès-verbaux.

Il exerce ses attributions sous l'autorité du président du conseil régional.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, le président du conseil régional désigne un agent de la région chargé d'assurer l'intérim.

Les conditions de nomination, les attributions et les avantages accordés au secrétaire général sont fixés par décret pris en Conseil des ministres.

### **LIVRE III : DES TRANSFERTS DE COMPETENCES DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES**

#### **TITRE I : DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DES TRANSFERTS**

**Article 158 :** La répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'opère par blocs de compétences et selon le principe de subsidiarité.

**Article 159 :** Les transferts de compétences doivent être accompagnés de transfert concomitant de ressources et de mise à disposition de tout ou partie des services correspondants à la date de leur prise d'effet.

Toute charge nouvelle incombant aux collectivités territoriales du fait de la modification par l'Etat des règles relatives à l'exercice des compétences transférées doit être compensée par un transfert approprié de moyens.

**Article 160 :** Le transfert de services prévu à l'article précédent peut être définitif ou temporaire. Dans ce dernier cas, les conditions d'utilisation de chaque service de l'Etat par les collectivités territoriales sont déterminées par une convention passée entre le représentant de l'Etat et le président du conseil de la collectivité.

Les conventions sont établies suivant des modèles-types fixés par décret pris en conseil des ministres.

**Article 161 :** Le transfert d'une compétence entraîne, de plein droit, la mise à la disposition de la collectivité territoriale bénéficiaire de l'ensemble des biens meubles et immeubles utilisés à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence, lorsque lesdits biens ne font pas partie du domaine public.

Ce transfert est constaté par un décret de dévolution pris en Conseil des ministres au vu d'un inventaire sanctionné par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de l'Etat et ceux des organes exécutifs des collectivités territoriales.

**Article 162:** L'Etat et les collectivités territoriales peuvent s'associer, sous forme contractuelle, pour la réalisation d'objectifs et de projets d'utilité publique.

Pour les projets ou opérations qu'il initie sur son propre domaine, soit au titre d'actions de souveraineté, soit pour la promotion du développement économique et social, l'Etat consulte la collectivité sur le territoire de laquelle se situe le projet ou l'opération.

## **TITRE II : DES DOMAINES DANS LESQUELS L'ETAT PEUT TRANSFERER DES COMPETENCES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 163 :** Les collectivités territoriales peuvent bénéficier de l'Etat le transfert des compétences dans les domaines suivants :

- foncier et domaine;
- développement économique ;
- planification et aménagement du territoire ;
- urbanisme et habitat ;
- éducation et alphabétisation;
- formation professionnelle et technique ;
- santé, hygiène et assainissement ;
- développement social ;
- élevage;
- agriculture ;
- pêche ;
- hydraulique ;
- environnement et gestion des ressources naturelles ;
- fiscalité et finances;
- équipement, infrastructures transport ;
- communication et culture ;
- jeunesse, sports et loisirs ;
- tourisme et artisanat ;
- tout autre domaine que l'Etat juge utile de transférer aux collectivités territoriales.

**Article 164 :** Chaque domaine de compétence cité à l'article précédent fait l'objet de décret de transfert pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales en rapport avec les ministères sectoriels.

**Article 165 :** Les collectivités territoriales exercent leurs compétences en conformité avec les stratégies nationales et sectorielles, les réglementations et normes nationales en vigueur. Elles peuvent dans ce cadre solliciter en cas de besoin, le concours des services techniques de l'Etat. Les collectivités territoriales peuvent créer leurs propres services techniques.

Dans l'exécution des opérations découlant de l'exercice de leurs compétences, sous leur maîtrise d'ouvrage, elles peuvent déléguer, se faire assister, concéder, affermer, sous traiter ou passer contrat.



A cet effet, elles ont recours notamment aux services de l'Etat, aux sociétés ou organismes d'Etat, aux établissements publics, aux sociétés d'économie mixte ou agences d'exécution, aux organismes non gouvernementaux, aux associations, aux organisations communautaires de base, aux partenaires au développement, aux sociétés privées, conformément à la réglementation en vigueur.

#### **LIVRE IV : DU FONCTIONNEMENT DES ORGANES DELIBERANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

##### **CHAPITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 166:** Les sessions du Conseil municipal ou régional se tiennent au chef lieu de la collectivité territoriale.

Toutefois lorsque les nécessités le justifient, le conseil municipal ou régional peut décider de se réunir en tout autre lieu du territoire de la collectivité.

**Article 167 :** Le conseil municipal ou régional se réunit sur convocation de son président.

Toutefois, il se réunit de plein droit sur convocation du représentant de l'Etat dans les conditions déterminées aux articles 53 et 126 ainsi que dans celles définies aux articles 67 et 139 du présent code.

**Article 168 :** Au début de chaque mandat, il est établi une liste des membres du conseil de chaque collectivité territoriale faisant la distinction entre les membres élus ayant voix délibérative et les membres de droit avec voix consultative.

Cette liste est établie pour toute la durée du mandat sauf les cas dûment prévus par les textes en vigueur.

**Article 169:** Durant leur mandat, les membres des conseils municipaux et régionaux portent un insigne distinctif.

Un décret pris en conseil de ministres fixe les formes et les couleurs de l'insigne.

##### **CHAPITRE II : DES REUNIONS DES ORGANES DELIBERANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 170 :** Le conseil municipal ou régional se réunit tous les trois (3) mois en session ordinaire.



La durée de chaque session ne doit pas excéder quatre (4) jours, sauf circonstances exceptionnelles dont le procès-verbal de la session fera expressément mention.

Elles se tiennent au chef-lieu de la collectivité concernée ou tout autre lieu conformément aux dispositions de l'article 166 ci-dessus.

**Article 171 :** Le conseil municipal ou régional est convoqué par son Président au moins dix (10) jours francs avant la date de la réunion.

En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être abrégé à trois (3) jours francs.

La convocation écrite et précisant l'ordre du jour doit être accompagnée des documents à examiner. Copie en est adressée au représentant de l'Etat dans la circonscription administrative concernée.

**Article 172:** Des sessions extraordinaires peuvent être convoquées en cas de besoin. La durée des sessions extraordinaires ne peut excéder deux (2) jours.

**Article 173:** Le président du conseil municipal ou régional est tenu, sur demande d'au moins deux tiers (2/3) des membres élus, de convoquer une session extraordinaire du conseil au jour indiqué. La demande doit lui parvenir quinze (15) jours francs au moins avant la date souhaitée pour la tenue de la réunion.

L'ordre du jour doit comporter les questions proposées par deux tiers (2/3) au moins des membres du Conseil municipal ou régional ayant voix délibérative.

**Article 174:** Toute question non inscrite à l'ordre du jour des sessions ordinaires et extraordinaires ne peut être mise en discussion sauf dans les cas d'urgence.

L'urgence est constatée par deux tiers (2/3) au moins des membres du conseil présents ayant voix délibérative.

**Article 175 :** En cas d'urgence et lorsque son fonctionnement est bloqué, le conseil municipal ou régional peut être suspendu par arrêté du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales sur rapport du représentant de l'Etat aux fins de chercher une solution à la crise.

La durée de la suspension ne peut excéder un (1) mois.

**Article 176 :** Pendant la période de suspension, le président du conseil municipal ou régional, sous le contrôle du représentant de l'Etat, assure l'expédition des affaires courantes de la collectivité concernée.

**Article 177 :** Lorsque son fonctionnement se révèle impossible, le conseil municipal ou régional peut être dissous.

La dissolution est prononcée par décret pris en Conseil des ministres, sur rapport du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

Pendant la période de dissolution et en attendant la mise en place d'une Délégation Spéciale, le secrétaire général de la collectivité sous le contrôle du représentant de l'Etat, assure l'expédition des affaires courantes.

**Article 178 (ordonnance n°2018-01 du 09 février 2018):** En cas de dissolution du conseil municipal ou régional, de démission de tous ses membres, d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, lorsque le conseil municipal ou régional ne peut être constitué ou lorsque les élections n'ont pu se tenir après expiration de la période de prolongation du mandat du conseil municipal ou régional tel que prévu aux articles 23 et 98 ci-dessus, une Délégation Spéciale est désignée pour en remplir les fonctions pour une période de six (6) mois.

La Délégation Spéciale a les mêmes attributions que le conseil municipal ou régional. Toutefois, elle ne peut :

- aliéner ou échanger les biens meubles et immeubles des collectivités;
- créer des services publics ;
- contracter des emprunts ;
- autoriser le recrutement du personnel.

**Les membres de la Délégation Spéciale sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.**

**Article 179:** Le nombre des membres de la Délégation Spéciale, y compris le président qui remplit les fonctions de maire ou de président du conseil régional est fixé comme suit :

**1. Pour les communes :**

- trois (3) pour les communes dont le chiffre de population est inférieur ou égal à vingt quatre mille (24 000) habitants ;
- cinq (5) pour les communes de vingt quatre mille un (24 001) à cent mille (100 000) habitants ;
- sept (7) pour les communes de plus de cent mille (100 000) habitants.

## **2. Pour les régions:**

- trois (3) pour les régions de moins de deux cent mille (200 000) habitants;
- cinq (5) pour les régions de deux cent mille un (200 001) à un million (1 000 000) d'habitants ;
- sept (7) pour les régions de plus d'un million (1000 000) d'habitants.

En cas de dissolution du conseil, aucun membre du conseil dissous ne peut faire partie de la Délégation Spéciale.

Le président peut déléguer une partie de ses attributions à d'autres membres.

Les pouvoirs de la Délégation Spéciale expirent de plein droit dès que le conseil de la collectivité territoriale considérée est reconstitué et installé.

**Article 180 (ordonnance n°2018-01 du 09 février 2018):** Dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la dissolution du conseil municipal ou régional, de la démission collective de ses membres ou de l'annulation devenue définitive de leur élection, il est procédé à de nouvelles élections, à moins que l'on ne se trouve dans les six (6) mois précédant le renouvellement général des conseils.

**Lorsque les circonstances ne permettent pas l'organisation de la consultation électorale en vue du renouvellement du conseil dissous, démissionnaire, ou dont l'élection est annulée, la durée des pouvoirs de la Délégation Spéciale est prorogée de six (6) mois renouvelable par décret pris en Conseil des Ministres, sans que le total cumulé des prorogations ne dépasse la durée du mandat du conseil municipal ou régional.**

**Dans ces conditions les limitations prévues à l'alinéa 2 de l'article 178 ci-dessus ne s'appliquent pas, la Délégation Spéciale exerce la plénitude des attributions du conseil municipal ou régional.**

**Article 181 :** Lorsque le conseil municipal ou régional perd le quart (1/4) de ses membres pour quelque raison que ce soit, il est, dans le délai de six (6) mois, à compter de la date de la dernière vacance, procédé à des élections complémentaires, conformément aux dispositions du code électoral.

Les suppléants interviennent dans le décompte.

Toutefois, dans l'année qui précède le renouvellement général des conseils, les dispositions du premier alinéa ci dessus ne s'appliquent que si le conseil a perdu plus de la moitié de ses membres.

### **CHAPITRE III : DES DELIBERATIONS DES CONSEILS**

**Article 182:** Le conseil municipal ou régional ne peut valablement siéger que si la majorité absolue des membres élus est constituée.

Sauf cas expressément prévu par les textes, les décisions sont prises à la majorité simple des membres élus présents ou représentés.

Un conseiller municipal ou régional empêché peut donner mandat écrit à un collègue élu de son choix pour voter en son nom. Cette délégation est notifiée au président du conseil avant l'ouverture de la session.

Un même Conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable par le mandant. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de deux (2) sessions successives.

**Article 183:** Lorsque le quorum n'est pas atteint au cours d'une session, une nouvelle session est convoquée dans un délai minimum de soixante douze (72) heures. Le quorum n'est pas exigé à cette nouvelle session pour les questions qui figuraient à l'ordre du jour de la première convocation.

**Article 184 :** Le président du conseil municipal ou régional prononce l'ouverture et la clôture des séances du Conseil.

**Article 185:** Les séances du conseil municipal ou régional sont publiques à moins que deux tiers (2/3) au moins des membres présents n'en décident autrement.

Les séances sont toutefois obligatoirement publiques lorsque les délibérations ont pour objet :

- le budget ;
- les impôts et taxes ;
- les emprunts ;
- les comptes ;
- la création d'organisme d'intérêt commun ;
- l'urbanisme ;
- les règlements de police municipale.

**Article 186:** Les séances ne sont en aucun cas publiques lorsque les délibérations portent sur des questions de personnes. Le Président du Conseil prononce le huis clos pour la durée des délibérations afférentes à ces questions.

**Article 187 :** Le maire, le président du conseil régional, ainsi que les conseillers municipaux et régionaux ne doivent ni assister, ni prendre part aux votes des délibérations du conseil auxquelles ils ont un intérêt personnel.

**Article 188 :** Le président du conseil municipal ou régional assure la police des débats. Il peut, après avertissement, faire évacuer à l'instant toute personne étrangère au conseil qui trouble l'ordre de quelque manière que ce soit ou qui donne des marques d'approbation ou de désapprobation.

En cas de trouble dûment constaté dans la salle, le président du conseil invite la ou les personnes qui en sont les auteurs à évacuer la salle.

En cas de refus d'obtempérer ou de persistance des troubles, le président du conseil peut demander l'intervention des forces de l'ordre pour faire évacuer la salle.

**Article 189:** Le secrétariat des réunions des conseils est assuré par le secrétaire général de la collectivité territoriale concernée qui en est le rapporteur.

**Article 190:** Le rapporteur établit le procès-verbal de chaque séance conformément aux dispositions de l'article 192 du présent code.

Le procès-verbal est établi même au cas où le quorum n'aurait pas été atteint.

Il est signé par le Président et le rapporteur.

**Article 191 :** A l'ouverture de chaque session, il est donné lecture du procès-verbal de la séance précédente.

Tout membre a le droit de porter des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le rapporteur de séance est tenu de présenter séance tenante une nouvelle rédaction conforme à la décision du conseil.

Le procès-verbal est alors considéré comme définitivement approuvé. Il en est de même lorsqu'aucune réclamation n'est intervenue au cours d'une séance au sujet du procès-verbal de la séance précédente.

Toutes les fois que le Conseil le juge opportun, le procès-verbal est rédigé séance tenante en tout ou partie et est adopté.

Le procès-verbal définitivement approuvé est enregistré dans un registre dont le modèle est fixé par Arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales. Une copie est transmise au représentant de l'Etat pour information.



Toute personne intéressée peut prendre connaissance du procès-verbal sur place. Elle peut en avoir copie de tout ou partie à ses frais et sans déplacement du document. Cependant, lorsqu'une séance n'a pas été publique, seules les décisions peuvent être communiquées.

Le procès-verbal du conseil des séances publiques et les conclusions des séances à huis clos doivent être affichés dans les locaux de la collectivité immédiatement après leur adoption.

**Article 192 :** Le procès-verbal de la session du conseil municipal ou régional porte obligatoirement les mentions suivantes :

- 1°) la date de la séance ;
- 2°) la date de la convocation avec indication éventuelle de la nature de la convocation lorsqu'elle est effectuée à la demande des deux tiers (2/3) au moins des membres du conseil ;
- 3°) la présidence du conseil ;
- 4°) l'identité des membres présents et des membres absents ;
- 5°) l'ordre du jour, avec éventuellement, la spécification sans équivoque des questions qui figuraient à l'ordre du jour de la ou des deux (2) sessions précédentes successives et qui n'ont pas été traitées faute de quorum ;
- 6°) la publicité ou le huis clos et, dans le dernier cas, le motif est indiqué ;
- 7°) l'ouverture, les suspensions ainsi que la clôture de la session ;
- 8°) la lecture et l'approbation du procès-verbal de la séance précédente avec indication éventuelle des rectifications apportées ;
- 9°) les points de l'ordre du jour qui ont été examinés avec indication, pour chacun :
  - de la référence des documents préparatoires éventuels ;
  - du résumé des délibérations ;
  - de la répartition du vote ;
  - de l'intervention éventuelle d'un scrutin secret avec indication des résultats ;
- 10°) éventuellement, des interventions du Président en vue d'assurer la police de la séance.

**Article 193:** Dans les huit (8) jours qui suivent la clôture de la session du Conseil, le maire ou le président du conseil régional transmet les délibérations et les actes au représentant de l'Etat.

**Article 194:** Les délibérations du conseil sont signées par l'ensemble des membres présents au conseil.

Ces délibérations sont traduites en actes numérotés et signés par le président. Il est tenu un registre des délibérations dont le modèle est fixé par arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

#### **CHAPITRE IV: DU MODE DE VOTATION**

**Article 195 :** Le droit de vote des conseillers municipaux ou régionaux est personnel. Il est toutefois permis une délégation dans les conditions déterminées à l'article 182 du présent code.

**Article 196:** Le conseil municipal ou régional vote sur les questions qui lui sont soumises, soit à main levée, soit au scrutin secret.

**Article 197:** Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire. Toutefois, pour le choix des personnes et pour toute matière à la demande d'un tiers (1/3) au moins des conseillers élus présents, le vote doit se faire par scrutin secret.

**Article 198:** En cas de scrutin secret, il est distribué à chaque conseiller une enveloppe et trois sortes de bulletins : vert, orange et blanc.

Le conseiller dépose dans l'urne l'enveloppe contenant le bulletin vert s'il est pour l'adoption ; le bulletin orange s'il est contre, le bulletin blanc s'il désire s'abstenir.

Après dépouillement, le président du conseil proclame le résultat.

En cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

#### **CHAPITRE V : DES COMMISSIONS SPECIALISEES**

**Article 199 :** Le conseil municipal ou régional crée des commissions chargées d'étudier les affaires soumises à sa délibération. Il désigne les membres qui composent ces commissions.

**Article 200 :** Il est créé au moins deux (2) commissions au sein de chaque conseil devant connaître les domaines ci-après :

- les affaires financières ;
- les affaires sociales, culturelles et sportives ;
- le développement rural et l'environnement ;
- les affaires économiques ;
- les affaires foncières ;
- les affaires générales, institutionnelles et de coopération.

Le conseil procède en tant que de besoin à des regroupements de domaines au sein desdites commissions.

Chaque commission désigne en son sein son président et son rapporteur.

**Article 201:** Le président du conseil peut siéger aux travaux de chacune des commissions. Les commissions peuvent associer à leurs travaux toute personne qu'elles jugent utile de consulter.

**Article 202:** Les commissions ainsi créées n'ont aucun pouvoir de décision et ne peuvent exercer aucune des attributions dévolues au conseil municipal ou régional ainsi qu'à leurs présidents.

Leurs séances ne sont pas publiques.

Toutefois, elles peuvent associer à leurs travaux toute personne qu'elles jugent utile d'entendre. A ce titre, elles peuvent associer à leurs travaux, à titre consultatif, le personnel en fonction dans les services de la commune ou de la région.

Aux mêmes fins, elles peuvent faire appel, par l'intermédiaire des présidents de conseil, aux fonctionnaires et agents de l'Etat ou des établissements publics, dont la compétence couvre le ressort territorial de la commune ou de la région.

Les commissions peuvent siéger dans l'intervalle de deux (2) sessions pour une durée ne pouvant excéder quinze (15 jours).

La nature, le nombre et les modalités de fonctionnement des commissions sont fixés par décret pris en Conseil des ministres.

**Article 203:** Le conseil municipal ou régional peut en cas de besoin, créer des commissions ad hoc pour des questions précises et spécifiques.

Les modalités de fonctionnement de ces commissions sont fixées par délibérations du conseil.

**Article 204 :** Dans chaque commune ou région, il peut être institué des structures infra communales ou régionales chargées, en rapport avec les différents conseils de :

- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement communal (PDC) ou régional;
- contribuer à l'élaboration du budget municipal ou régional ;
- contribuer à la promotion du développement de la commune ou de la région ;

- servir de canaux à l'information du public et à la participation des citoyens à la gestion des affaires municipales ou régionales.

La création, la dénomination et les règles de fonctionnement des structures infra communales ou régionales sont déterminées par arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

## **CHAPITRE VI: DE LA DISCIPLINE**

**Article 205 :** Toute attaque personnelle, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre, toute interpellation de collègue à collègue est interdite au cours des sessions du Conseil.

Si le conseil est tumultueux, le Président annonce son intention de suspendre la séance. Si le calme ne se rétablit pas, il la suspend.

Lorsque la séance est reprise et si les circonstances l'exigent à nouveau, le Président lève la séance.

**Article 206 :** Les sanctions disciplinaires applicables aux membres des conseils sont :

- le rappel à l'ordre ;
- le rappel à l'ordre avec inscription au procès verbal ;
- la censure ;
- l'exclusion temporaire du conseil et ou des commissions.

**Article 207:** Est rappelé à l'ordre par le Président de séance, tout conseiller qui cause un trouble quelconque dans le conseil en séance plénière ou au cours des commissions. Lorsqu'un conseiller a été rappelé trois (3) fois à l'ordre au cours de la même séance, le Président, après lui avoir accordé la parole pour se justifier s'il la demande, consulte le conseil, à main levée et sans débats, pour savoir si la sanction du rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal lui sera appliquée.

**Article 208:** La censure est prononcée contre tout conseiller qui, après un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal, a adressé à un ou plusieurs de ses collègues des injures, provocations ou menaces particulièrement graves.

La sanction est prononcée après consultation du conseil, à la majorité des membres présents, à main levée et sans débats.

Elle peut concerner la séance, plusieurs séances ou toute la durée de la session.



**Article 209:** L'exclusion temporaire peut être prononcée à l'encontre de tout conseiller qui, en séance publique, fait appel à la violence verbale ou se rend coupable d'outrages envers le président du conseil ou ses collègues.

La sanction est prononcée à la majorité des membres présents et au scrutin secret.

L'exclusion temporaire est prononcée par le président en cas de violence physique à l'endroit du président ou de ses collègues.

Elle peut concerner la séance, plusieurs séances ou toute la durée de la session.

Elle comporte de droit la privation des indemnités journalières de session au prorata de la durée de l'exclusion, exception faite des frais de transport dus dans leur intégralité.

## **LIVRE V : DU REGIME FINANCIER DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **TITRE I : DU BUDGET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 210:** La collectivité territoriale dispose d'un budget propre.

Le budget est l'acte par lequel est prévu et autorisé pour chaque année l'ensemble des ressources et des charges de la collectivité territoriale.

#### **CHAPITRE PREMIER : DE L'ÉLABORATION, DE L'ADOPTION ET DU CONTRÔLE DU BUDGET**

**Article 211:** Le budget est élaboré, adopté et géré conformément aux principes budgétaires et règles de comptabilité publique applicables à l'Etat.

#### **SECTION 1 : DE L'ÉLABORATION ET DE L'ADOPTION DU BUDGET**

**Article 212:** Le budget de l'année (n) est établi et voté en équilibre réel avant le 31 octobre de l'année (n-1). Le budget est présenté dans un document unique retraçant l'ensemble des ressources et des charges.

La nomenclature et les modalités de présentation du budget sont fixées par décret pris en Conseil des ministres.

**Article 213:** L'année budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Toutefois, une période complémentaire ne pouvant excéder deux (02) mois est prévue afin de permettre le paiement des dépenses ordonnancées avant la clôture de l'exercice et non payées.



**Article 214:** Le budget général est établi en deux (2) titres :

Le Titre I appelé «Budget de fonctionnement» décrit les opérations de fonctionnement.

Le Titre II appelé «Budget d'investissement» est relatif aux opérations annuelles de réalisation du programme et /ou pluriannuelles de développement de la collectivité.

Les opérations de fonctionnement et d'investissement sont obligatoirement spécifiées par voie réglementaire.

Le budget comprend en outre, des Comptes Hors Budgets (CHB) et éventuellement des budgets annexes.

**Article 215:** Un prélèvement obligatoire d'au moins 45% sur les recettes ordinaires du budget de fonctionnement est affecté aux dépenses d'investissement.

En aucun cas les ressources d'investissement ne peuvent couvrir les charges de fonctionnement.

**Article 216 :** Les collectivités territoriales établissent en cours d'année et lorsque les comptes de l'exercice précédent sont connus, un budget supplémentaire. Ce budget est destiné à corriger et à ajuster les prévisions du budget primitif.

Il comporte deux (2) titres :

**Le titre I : La partie "Fonctionnement" du budget supplémentaire comprend :**

a) en recettes:

- l'excédent de fonctionnement reporté;
- les produits constatés d'avance.

b) en dépenses :

le déficit de fonctionnement reporté ;

- le montant des titres de recettes annulés;
- les admissions en non valeur;
- le montant des dégrèvements;
- les charges constatées d'avance;
- les dépenses engagées, mais non mandatées.

**Le titre II : La partie "Investissement" du budget supplémentaire comporte:**

a) en recettes:

- l'excédent d'investissement reporté;
- les produits constatés d'avance.

b) en dépenses :

- le déficit d'investissement reporté;
- les charges constatées d'avance;
- les crédits de paiement reportés.

Le budget supplémentaire est établi et voté dans les mêmes formes que le budget primitif.

Il est appuyé du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice clos le 31 décembre précédent.

**Article 217 :** Le projet de budget est préparé par le président du conseil de la collectivité territoriale qui en est l'ordonnateur.

**Article 218 :** Le projet de budget est soumis au vote du conseil municipal ou régional lors de la dernière session ordinaire de l'année.

Le vote est précédé d'un débat en séance obligatoirement publique.

Le budget est voté conformément aux dispositions législatives en vigueur.

## **SECTION 2 : DU CONTRÔLE**

**Article 219 :** Le budget de chaque collectivité territoriale est soumis au contrôle de légalité de l'autorité de tutelle (représentant de l'Etat).

La délibération adoptant le budget est transmise à l'autorité de tutelle dans le délai prévu à l'article 193 du présent code.

Il est accompagné :

- d'un rapport de présentation expliquant toutes les caractéristiques du nouveau budget ;
- d'un commentaire détaillé en recettes et en dépenses et ;
- de toutes les pièces justificatives nécessaires.

**Article 220 :** Sans préjudice des dispositions des articles 278 à 280 ci-dessus, l'autorité de tutelle statue sur la légalité du budget dans le délai d'un (1) mois à compter de l'accusé de réception prévu à l'article 312 du présent code.

A l'expiration de ce délai et en cas de silence gardé par l'autorité de tutelle, le budget est considéré comme définitivement exécutoire.

**Article 221 :** L'autorité de tutelle demande une seconde lecture du budget dans les cas suivants :

- omission ou inscription insuffisante des dépenses obligatoires ;
- non inscription ou minoration de l'autofinancement brut local ;
- non respect de l'équilibre budgétaire.

Cette seconde lecture ne peut être refusée.

L'autorité de tutelle retourne le budget à l'ordonnateur de la collectivité dans le délai de quinze (15) jours à compter de l'accusé de réception prévu à l'article 312 du présent code.

L'ordonnateur le soumet dans les dix (10) jours de sa réception à une seconde lecture de l'organe délibérant. Celui-ci doit statuer dans les huit (8) jours. Le budget relu est transmis à l'autorité de tutelle dans les conditions prévues par l'article 312 du présent code.

L'autorité de tutelle statue sur le budget relu dans les quinze (15) jours de sa transmission.

Après nouvelle délibération, s'il n'est pas procédé aux corrections demandées ou si le budget n'est pas retourné dans le délai d'un (1) mois à compter de son renvoi à l'ordonnateur, l'autorité de tutelle, après mise en demeure adressée à la collectivité restée infructueuse pendant quinze (15) jours, apporte les modifications nécessaires et arrête le budget dans les quinze (15) jours suivants.

**Article 222 :** Lorsque le budget n'est pas approuvé par le conseil avant le début de l'année budgétaire, les dépenses de fonctionnement continuent d'être exécutées au plus tard à la fin du premier trimestre dans la limite, chaque mois, d'un douzième du dernier budget de l'année précédente, ainsi que la perception des impôts, taxes et redevances aux taux fixés par la loi de finances en cours.

Passé ce délai, l'autorité de tutelle, après mise en demeure adressée à la collectivité restée infructueuse pendant quinze (15) jours, arrête le budget dans les quinze (15) jours suivants. Elle en adresse notification à l'ordonnateur et au receveur.

Le système des douzièmes provisoires continue d'être appliqué jusqu'à la notification du budget arrêté par l'autorité de tutelle.

**Article 223:** Les remaniements budgétaires et les budgets annexes des collectivités territoriales sont soumis aux mêmes procédures d'élaboration, d'adoption et de contrôle que le budget primitif.

## **Chapitre II. Des ressources et des charges des collectivités territoriales**

### **SECTION 1: Des ressources**

**Article 224 :** Sans préjudice des dispositions des articles 225 et 226 du présent code, les ressources des collectivités territoriales sont constituées par:

**1- les ressources fiscales :**

- la fiscalité propre aux collectivités territoriales;
- la fiscalité d'Etat concédée aux collectivités territoriales ;

**2- les ressources non fiscales :**

- les produits par nature;
- les ressources exceptionnelles ;
- les produits divers.

**Article 225 :** Il est créé un fonds d'appui à la décentralisation. Ce fonds est alimenté par le budget de l'Etat.

Les modalités de fonctionnement de ce fonds sont fixées par décret pris en conseil des ministres.

**Article 226:** Il est créé, au niveau national, un fonds de péréquation pour servir d'appoint aux budgets des collectivités territoriales en vue de veiller à leur développement harmonieux sur la base de la solidarité nationale.

Les modalités d'alimentation et de gestion de ce fonds sont fixées par décret pris en conseil des ministres.

**Article 227:** La loi définit les matières sur lesquelles peuvent porter les impôts et taxes fiscales propres aux collectivités territoriales.

La loi de finances fixe leurs taux maxima.

Dans ces limites, le conseil municipal ou le conseil régional peut créer tout impôt ou toute taxe fiscale.

**Article 228:** La loi de finances détermine les impôts et taxes fiscales de l'Etat perçus sur les territoires des communes ou des régions qui font l'objet de rétrocession à ces collectivités en tout ou en partie.

**Article 229:** Dans les limites et conditions déterminées par la loi de finances, l'Etat rétrocède à la commune ou à la région, tout ou partie des taxes et droits rémunérateurs perçus sur le territoire de la collectivité.

**Article 230 :** Le conseil municipal ou le conseil régional peut instituer des centimes additionnels sur les impôts et taxes de l'Etat dont la liste et le taux maxima sont déterminés par la loi de finances.

Le recouvrement des centimes additionnels sur les impôts et taxes de l'Etat est effectué par le receveur des impôts du lieu de rattachement.

Leur montant est directement versé à la commune ou à la région par le comptable public.

**Article 231 :** Le conseil municipal ou régional peut créer des taxes rémunérateurs rétribuant un service rendu par la commune ou la région, à l'avantage personnel et exclusif des contribuables.

Le service peut être imposé ou facultatif.

**Article 232:** Les ressources fiscales de la commune comprennent les impôts directs propres aux collectivités, les impôts directs rétrocédés, les taxes indirectes locales et les taxes rémunérateurs.

#### **A. Les impôts directs :**

- a) Les impôts directs propres à la commune sont:
  - 1. la taxe de voirie pour les populations urbaines ;
  - 2. la taxe municipale pour les imposables des communes rurales, et ceux résidant dans les villages et tribus composant les communes urbaines ;
  - 3. la taxe sur les embarcations ;
  - 4. la taxe sur les artistes ;
  - 5. la taxe sur les charrettes exploitées à des fins lucratives ;
  - 6. la taxe sur les cycles ;
  - 7. la taxe sur le commerce du bétail ;
  - 8. la taxe sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes ;
  - 9. la taxe d'exploitation de taxi de ville ;
  - 10. la taxe d'exploitation de taxi-moto ;
  - 11. la taxe hôtelière ;
  - 12. la taxe sur les pompes d'hydrocarbure et dépôts colis d'hydrocarbure ;
  - 13. la taxe sur les appareils de jeux installés dans les lieux publics ;



14. la taxe sur les établissements de nuit, dancing, discothèques et restaurants avec orchestre ;
  15. la taxe sur l'exploitation des débits de boissons ;
  16. la taxe sur l'exploitation de vidéo cassette ;
  17. la taxe sur l'exploitation des moulins à grains ;
  18. la taxe sur la publicité extérieure (support fixe).
- b) Les impôts directs rétrocédés en tout ou en partie :
1. la taxe immobilière ;
  2. la contribution des patentes ;
  3. la contribution des licences ;
  4. la patente synthétique ;
  5. la taxe sur la publicité commerciale extérieure ;

**B. Les taxes indirectes locales sont :**

1. la taxe sur les colporteurs et marchands ambulants ;
2. la taxe de stationnement et vente sur les marchés aménagés ou non ;
3. la taxe de stationnement et vente sur les trottoirs et places autres que les marchés ;
4. la taxe d'abattage des animaux de boucherie ;
5. la taxe sur les spectacles et divertissements ;
6. la taxe sur la publicité extérieure (support mobile)
7. la taxe de stationnement sur la voie publique des véhicules d'occasion destinés à la vente ;
8. la taxe sur la production agricole marchande ;
9. la taxe sur le droit de sortie des véhicules de transport public de personnes ou de marchandises sortant du territoire de la commune lorsqu'ils ont été chargés dans la commune.

**C. Les taxes rémunératoires sont:**

1. les redevances des campements ;
2. la taxe d'identification des animaux ;
3. les frais de gardiennage fourrière pour animaux et véhicules ;
4. la taxe de la gare routière ;
5. la taxe de parking ;
6. le produit de cessions des services de santé ;
7. le produit de cessions des services d'agriculture ;
8. le produit de cessions des services des ressources animales ;

9. les produits de cessions de services de l'environnement,
10. les frais d'établissement des actes de cession de terrain non bâtis ;
11. la taxe sur les constats de mise en valeur ;
12. la taxe de mutation du titre provisoire de propriété ;
13. la taxe sur l'autorisation de construire ;
14. les frais de signature ;
15. les frais d'établissement de titre de propriété provisoire rural.

**Article 233:** Les ressources de la région comprennent, outre la dotation globale de fonctionnement et d'équipement :

1. un prélèvement sur la taxe immobilière ;
2. un prélèvement sur la contribution des patentes ;
3. un prélèvement sur la contribution des licences ;
4. un prélèvement sur la patente synthétique ;
5. un prélèvement sur les redevances minières.

**Article 234:** Les impôts et taxes propres à la région sont constitués de :

1. taxes rémunératoires pour services rendus conformément aux taux applicables dans la commune ;
2. taxe sur la délivrance du permis de conduire ;
3. taxe sur les zoos privés ;
4. taxe sur les concessions de chasse.

## **SECTION 2 : DES RESSOURCES NON FISCALES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 235 :** Les ressources non fiscales des collectivités territoriales comprennent :

- les produits par nature ;
- les produits divers.
- les ressources exceptionnelles.

**Article 236 :** Les ressources par nature sont constituées de :

- les produits d'exploitation du domaine et du patrimoine;
- les produits financiers;
- les produits d'aliénation des biens du domaine et du patrimoine;
- les redevances.

**Article 237:** L'Etat peut allouer aux collectivités territoriales des subventions pour leur permettre d'équilibrer leur budget de fonctionnement et des subventions spécifiques pour les aider à réaliser certaines opérations de leurs programmes de développement.

**Article 238:** Les collectivités territoriales peuvent contracter des emprunts dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

**Article 239 :** Les collectivités territoriales peuvent recevoir des dons et legs dans les conditions fixées par les lois et règlements en la matière.

**Article 240:** Les ressources non fiscales de la commune comprennent :

1. les produits par nature ;
2. les produits divers ;
3. les ressources exceptionnelles.

**A. les produits par nature sont constitués:**

- des revenus d'exploitation du domaine et du patrimoine ;
- des produits d'aliénation des biens du domaine et du patrimoine.

a. les revenus d'exploitation du domaine et du patrimoine sont :

1. la location de matériel ;
2. la location de véhicule ;
3. la location d'immeubles ;
4. les retenues pour logement ;
5. l'exploitation des carrières ;
6. les revenus des participations ;
7. les revenus des valeurs de porte feuille ;
8. le bénéfice des exploitations à caractère industriel et commercial ;
9. les intérêts sur les comptes de dépôt ;
10. les produits des services concédés ou affermés ;
11. la taxe d'occupation du domaine public de la commune.

b. Les produits d'aliénation des biens du domaine et du patrimoine sont :

1. la vente des biens patrimoniaux ;
2. la vente de terrains urbains ;
3. l'aliénation des valeurs de portefeuille et des participations ;
4. la liquidation des exploitations à caractère industriel ou commercial.

**B. les produits divers sont constitués de :**

1. tout ou partie des produits des amendes de police prononcées pour des contraventions et des délits commis sur le territoire communal ;
2. tout ou partie des amendes forestières prononcées pour des délits commis sur le territoire communal ;
3. la taxe spécifique d'électricité ;
4. la dotation du fonds d'appui à la décentralisation ;
5. les emprunts ;
6. la dotation du fonds de péréquation ;
7. le produit de la vente des animaux ou matériels mis en fourrière et non réclamés dans les délais réglementaires.

**C. les ressources exceptionnelles sont constituées des :**

1. subventions ;
2. dommages et intérêts versés à la commune ;
3. dons et legs ;
4. fonds de concours ;
5. produits des quêtes et des contributions volontaires.

**Article 241:** Les ressources non fiscales de la région comprennent :

1. la dotation du fonds d'appui à la décentralisation ;
2. la dotation du fonds de péréquation ;
3. les emprunts ;
4. les dons et legs ;
5. les concours financiers ;
6. les revenus du domaine et du patrimoine.

**SECTION 3 : DES CHARGES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 242:** Les charges financières des communes et des régions comprennent des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement.

Les dépenses de fonctionnement ont un caractère permanent et permettent à la commune et à la région de faire face à leurs charges et obligations courantes.

Les dépenses d'investissement permettent la réalisation des équipements, des infrastructures, des projets de développement et l'acquisition de matériels relatifs à ces travaux.

**Article 243:** Les dépenses de fonctionnement sont soit obligatoires, soit facultatives.

**Article 244:** Les dépenses obligatoires des communes et des régions sont :

1. les intérêts et l'amortissement des emprunts, ainsi que les charges résultant des condamnations judiciaires ;
2. les frais des conseils et commissions et les rémunérations du personnel régulièrement engagé ainsi que toutes les charges contractuelles se rapportant à ce personnel;
3. le loyer et les frais d'entretien des bâtiments pris en location par la commune ou la région;
4. les frais d'entretien du patrimoine de la commune ou de la région;
5. les dépenses relatives à l'hygiène et à la salubrité publique;
6. les dépenses relatives à la protection civile ;
7. les autres dettes de la commune ou de la région ;
8. les prélèvements et transferts établis par les lois sur les biens et revenus de la collectivité territoriale ;
9. en général, toutes les dépenses que la loi met à la charge de la commune ou de la région, sous réserve et dans les limites de leur intérêt conformément à leurs compétences et avec le transfert concomitant des ressources.

**Article 245:** Toutes les dépenses n'entrant pas dans les catégories ci-dessus sont facultatives.

Une dépense facultative ne peut être inscrite au budget que lorsqu'elle présente un caractère d'intérêt local.

## **TITRE II : DE L'EXECUTION ET DU CONTROLE DU BUDGET**

### **CHAPITRE PREMIER : DE L'EXECUTION DU BUDGET**

#### **SECTION 1 : DES AGENTS CHARGES DE L'EXECUTION DU BUDGET**

**Article 246 :** Les agents chargés de l'exécution du budget de la collectivité territoriale sont :

- le président du conseil municipal ou régional, qui assure les fonctions d'ordonnateur;
- le comptable public du Trésor qui assure les fonctions de receveur au niveau communal ou régional. Il est comptable principal du budget des collectivités territoriales. Il peut être assisté de régisseurs de recettes et d'avances.



**Article 247:** L'ordonnateur prescrit l'exécution des recettes, liquide les dépenses et en ordonne le paiement.

Il est assisté dans ses tâches par un secrétaire municipal ou régional.

Le secrétaire municipal ou régional assure le travail matériel de l'ordonnateur.

Le secrétaire municipal ou régional est nommé par arrêté du président du conseil municipal ou régional après avis du conseil.

Un arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales détermine les conditions et les modalités de sa nomination.

**Article 248:** Le receveur est un comptable direct du trésor. Il est comptable en deniers, valeurs et titres appartenant ou confiés à la collectivité territoriale. A ce titre, il est personnellement et pécuniairement responsable de toutes les opérations dont il a la charge.

## **SECTION 2 : DES OPERATIONS BUDGETAIRES**

**Article 249 :** Le budget approuvé ne peut être modifié en cours d'exercice que dans les cas suivants:

a) lorsque des recettes supplémentaires significatives sont réalisées en cours d'année, des crédits supplémentaires correspondants peuvent être ouverts sous réserve d'approbation du conseil et du contrôle de conformité de l'autorité de tutelle;

b) lorsqu'il y a insuffisance de crédits budgétaires, des virements de crédits peuvent être effectués en fonction du niveau de vote du budget :

- en cas de vote au niveau du chapitre, l'ordonnateur peut procéder seul au virement de crédit d'article à article à l'intérieur du même chapitre; le virement de crédit de chapitre à chapitre à l'intérieur d'un même sous-titre n'est possible qu'après délibération du conseil;
- aucun virement de crédit ne peut avoir pour objet d'augmenter de plus de vingt pour cent (20 %) le crédit initial d'un article à l'exception des crédits des fonds d'intervention et des crédits des fêtes et réceptions dont les modalités de gestion sont déterminées par voie réglementaire.
- tout virement de crédit ne devient exécutoire qu'après transmission pour contrôle de conformité à l'autorité de tutelle.

**Article 250 :** Les autorisations de programmes constituent la limite supérieure des dépenses que l'ordonnateur peut engager pour l'exécution des investissements prévus par l'organe délibérant. Elles peuvent être révisées pour tenir compte soit de modifications techniques, soit de variations de prix.

Les crédits de paiement sont des autorisations annuelles inscrites au budget qui permettent le mandatement des dépenses d'investissement engagées dans le cadre des autorisations de programmes.

**Article 251 :** Les travaux financés sur le produit de la taxe spécifique d'électricité doivent faire l'objet de programmes établis par le président du conseil, en rapport avec les services administratifs compétents et les sociétés concessionnaires ou gérantes.

**Article 252:** Les crédits de fonctionnement ouverts au titre d'un budget et non consommés à la clôture de la gestion tombent en annulation.

Sous réserve des dispositions relatives aux autorisations de programmes, les crédits ouverts au titre d'un budget en cours ne créent aucun droit au titre du budget de l'exercice suivant.

**Article 253:** Les crédits de paiement non consommés, relatifs aux dépenses d'investissement sont reportés sur le budget de l'année suivante. Ces crédits viennent en sus des dotations de l'année nouvelle.

Le report d'une dépense d'investissement d'un budget à un autre est réalisé par un acte pris par l'ordonnateur sur la base d'un état détaillé et visé par le receveur.

Un exemplaire de cet état est adressé à l'autorité de tutelle.

## **CHAPITRE II : DE LA GESTION COMPTABLE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **SECTION 1 : DES OPERATIONS DE RECETTES**

**Article 254:** Les recettes sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont encaissées par le receveur. Il est fait recette du montant intégral des produits sans contraction ni compensation entre les recettes et les dépenses.

**Article 255 :** La perception des impôts, taxes, produits et revenus est autorisée annuellement par le budget.

**Article 256:** Les recettes de la commune ou de la région sont perçues par voie de rôle ou sur ordre de recettes.

Les rôles relatifs aux impôts et taxes des communes et des régions sont rendus exécutoires par le président du conseil communal ou régional, après approbation de leur conseil respectif.

La perception est effectuée par le receveur et sous sa seule responsabilité.

Toutes les recettes non perçues par voie de rôle doivent être couvertes par un ordre de recettes.

Les ordres de recettes arrêtés en toutes lettres, datés et signés par l'ordonnateur, ont force exécutoire.

Les restes à recouvrer des recettes perçues par voie de rôle de l'exercice clos sont reportés à la gestion suivante jusqu'à la date de leur prescription qui est quadriennale conformément aux textes en vigueur.

Toutefois, les côtes irrécouvrables peuvent faire l'objet d'une admission en non valeur par arrêté des présidents des conseils respectifs après avis du conseil et conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 257:** Les impôts rétrocédés par l'Etat aux collectivités territoriales sont perçus par les services déconcentrés de la Direction Générale des Impôts et reversés aux comptes des collectivités territoriales bénéficiaires.

**Article 258:** Les taxes et créances autres que celles comprises dans les rôles d'impôts sont exigibles en totalité dès la mise en recouvrement des ordres de recettes ou à l'échéance fixée, sauf dispositions contraires prévues par les textes propres à chacune d'elles.

**Article 259:** Tout ordre de recette doit indiquer les bases de liquidation, les éléments permettant l'identification des débiteurs ainsi que tous renseignements de nature à permettre le contrôle par le receveur de la régularité de la perception, de l'imputation, de l'exactitude des calculs et de la vérification des pièces justificatives.

**Article 260 :** Le recouvrement peut être confié à un régisseur de recettes agissant pour le compte du receveur.

## **SECTION 2 : DES OPERATIONS DE DEPENSES**

**Article 261:** Les dépenses sont prévues au budget de la collectivité territoriale conformément aux lois et règlements en vigueur.

Elles sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle les mandats sont visés par le receveur et payés sur les crédits de ladite année, quelle que soit la date de la créance.

L'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses sont effectués par l'ordonnateur.

**Article 262 :** Les dépenses d'investissement sur autorisation de programme sont engagées dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

**Article 263 :** Aucun paiement ne peut être effectué ni comptabilisé sans émission préalable d'un mandat daté et signé par l'ordonnateur.

**Article 264:** La passation, l'exécution et le contrôle de marchés et commandes publics conclus par l'organe exécutif local pour travaux, fournitures ou services se font conformément au code des marchés publics.

## **SECTION 3 : DES OPERATIONS DE TRESORERIE**

**Article 265:** Sont définis comme opérations de trésorerie, tous les mouvements de numéraires, de valeurs mobilisables, de comptes courants ainsi que ceux des comptes de créances et de dettes à court terme.

**Article 266 :** Les fonds des collectivités territoriales sont des fonds publics obligatoirement déposés auprès du Trésor public.

Toutefois, à la demande d'une collectivité territoriale, le Ministre chargé des finances peut, par arrêté, autoriser le placement des fonds d'une collectivité dans un établissement bancaire, sur un compte courant s'il s'agit des ressources soumises à cette condition, sur un compte portant intérêts si la collectivité territoriale dispose d'excédents de recettes qui peuvent être employés à la réduction de la fiscalité de la collectivité territoriale.

Peuvent faire l'objet de placement dans les établissements bancaires les ressources extérieures suivantes :

- les dons et legs non grevés de charge;
- les emprunts dont l'emploi est différé pour des motifs indépendants de la

- volonté de la collectivité territoriale;
- les produits d'aliénation d'éléments du patrimoine permettant d'alléger la fiscalité.

**Article 267 :** Les opérations de trésorerie sont exécutées par le receveur sous l'autorité de l'ordonnateur.

#### **SECTION 4 : DE LA COMPTABILITÉ MATIÈRES**

**Article 268:** La comptabilité matières est la description et le contrôle des opérations relatives aux matières appartenant à la collectivité territoriale. Elle permet de suivre et de contrôler la constitution et les transformations des valeurs et matières.

**Article 269 :** La comptabilité matières des collectivités territoriales est tenue par un comptable-matières qui exerce ses attributions sous l'autorité administrative et la surveillance directe de l'ordonnateur.

Le comptable-matières est désigné par l'ordonnateur parmi les agents de la collectivité territoriale. Il exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

#### **CHAPITRE III : DE LA REDDITION DES COMPTES ET DU CONTROLE**

##### **SECTION 1 : DE LA REDDITION DES COMPTES**

**Article 270:** La comptabilité des collectivités territoriales donne lieu à l'élaboration d'un compte administratif par l'ordonnateur et d'un compte de gestion par le receveur.

**Article 271:** Le compte administratif décrit les opérations suivantes :

- la constatation des droits acquis contre les débiteurs;
- l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses budgétaires.

**Article 272 :** le compte administratif est établi par l'ordonnateur suivant la nomenclature des comptes en vigueur.

Il est adopté par délibération du conseil de la collectivité après clôture de l'exercice auquel il se rapporte.

**Article 273 :** Une copie du compte administratif est transmise à l'autorité de tutelle pour information. Elle est accompagnée:



1. de la délibération y relative ;
2. du compte de gestion du receveur ;
3. du budget de l'exercice auquel le compte se rapporte.

**Article 274 :** En cas de rejet du compte administratif par l'organe délibérant, l'autorité de tutelle saisie, si elle le juge nécessaire, peut demander une vérification de l'exécution du budget de la collectivité territoriale par les corps de contrôle habilités.

**Article 275:** Après la clôture des opérations de l'année, le receveur établit le compte de gestion qui fait ressortir :

- la situation en début de gestion sous la forme de balance d'entrée;
- les opérations de débit et de crédit de la balance générale des comptes;
- le développement des opérations effectuées au titre du budget;
- le résultat de l'exercice.

Le compte de gestion doit être sincère, exhaustif et fiable, tant en recettes qu'en dépenses, daté et signé du receveur.

**Article 276:** En cas de cessation de fonction d'un receveur, le compte de gestion est produit par le receveur en fonction au dernier jour de l'exercice.

**Article 277:** L'organe délibérant vérifie la concordance du compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du receveur.

Il ne peut apporter aucune modification aux chiffres des comptes présentés.

Une copie du compte de gestion sur chiffres est envoyée à l'autorité de tutelle pour information.

## **SECTION 2 : DU CONTROLE DE LA GESTION**

**Article 278 :** Outre le contrôle administratif interne prévu par les textes en vigueur, l'exécution du budget des collectivités territoriales est soumise, à un contrôle administratif et un contrôle juridictionnel.

Le contrôle administratif est exercé par les corps de contrôle habilités.

Le contrôle juridictionnel est assuré par le juge des comptes.

**Article 279:** Le contrôle sur la gestion de l'ordonnateur et sur celle du receveur s'exerce conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 280:** Les comptes administratifs et les comptes de gestion sont jugés par le juge des comptes, conformément aux textes en vigueur.

Un décret pris en conseil des ministres détermine les modalités d'exécution des opérations de recettes, des opérations de dépenses, des opérations de trésorerie, d'établissement des comptes et de la comptabilité matières.

## **LIVRE VI : DU REGIME FONCIER ET DOMANIAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **TITRE I - DU DOMAINE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

#### **CHAPITRE PREMIER: DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 281:** Les collectivités territoriales disposent d'un domaine immobilier et d'un domaine mobilier propres.

Ces domaines peuvent être publics ou privés.

#### **CHAPITRE II : DU DOMAINE PUBLIC IMMOBILIER DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 282 :** Le domaine public immobilier des collectivités territoriales se compose d'un domaine public naturel et d'un domaine public artificiel.

Le domaine public immobilier des collectivités territoriales est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

Il s'acquiert par l'effet de la loi.

**Article 283 :** Le domaine public naturel des collectivités territoriales comprend les sites naturels déterminés par la loi ayant un caractère d'intérêt communal ou régional.

En font partie :

- les cours d'eau navigables ou flottables ;
- les cours d'eau non navigables ni flottables ;
- les lacs et les étangs ;
- les nappes d'eaux souterraines ;
- les sources thermales et minérales ;
- les forêts ;
- et généralement les biens de toute nature cédés par l'Etat aux collectivités.

**Article 284:** Le domaine public artificiel des collectivités territoriales comprend :

- les emprises des routes communales et régionales ainsi que les dépendances nécessaires à leur exploitation ;
- les emprises des équipements administratifs, scolaires, sanitaires, marchands, sportifs, culturels et culturels relevant de la compétence des communes et des régions, ainsi que les infrastructures connexes ;
- les ouvrages réalisés pour le compte des collectivités publiques et à l'usage de celles-ci en vue de faciliter la retenue, la régulation, l'écoulement et la navigabilité des cours d'eau, la production d'énergie, l'irrigation et le drainage, la distribution de l'eau potable et l'évacuation des eaux usées ou de ruissellement dans la limite des terrains occupés par les dépendances immédiates nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien ;
- les points d'eau aménagés à l'usage du public ;
- les stations de pompage et les parcs à vaccination ;
- les terres de restauration et de récupération ;
- les bois et plantations créés par les collectivités territoriales ;
- les servitudes d'utilité publique;
- les pistes de transhumance et les couloirs de passage,
- les espaces pastoraux aménagés;
- et généralement les biens de toute nature cédés par l'Etat aux collectivités territoriales.

**Article 285 :** Toutes les propriétés privées sont susceptibles d'être assujetties aux servitudes d'hygiène, d'esthétique, d'alignement et de sécurité publique, qui peuvent être imposées par un plan d'aménagement et/ou d'extension régulièrement établi.

**Article 286 :** Les servitudes d'utilité publique ne peuvent ouvrir au profit du propriétaire ou détenteur de l'immeuble qui en est frappé un droit à indemnité que lorsqu'elles entraînent lors de leur établissement, une modification à l'état des lieux déterminant un dommage actuel, direct, matériel et certain.

**Article 287 :** Le domaine public immobilier des collectivités territoriales ne peut faire que l'objet d'occupation temporaire à titre précaire et révocable à tout moment, moyennant paiement d'une redevance. Toutefois les collectivités peuvent transférer leurs pouvoirs de gestion à des concessionnaires dûment agréés.

**Article 288:** Les parties du domaine public immobilier reconnues sans intérêt pour les services publics ou l'intérêt général peuvent être déclassées au profit du domaine privé conformément à la réglementation en vigueur.

### **CHAPITRE III : DU DOMAINE PRIVE IMMOBILIER DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 289 :** Le domaine privé immobilier des collectivités territoriales se compose d'un domaine privé naturel et d'un domaine privé artificiel.

**Article 290 :** Le domaine privé naturel des collectivités territoriales comprend :

- les biens du domaine privé naturel transférés par l'Etat;
- les forêts acquises par voie de concessions octroyées sur le domaine forestier protégé de l'État.

**Article 291:** Le domaine privé immobilier artificiel des collectivités territoriales s'acquiert par :

- transfert par l'Etat d'une partie de son domaine privé;
- acquisition à titre onéreux ou gratuit par la collectivité territoriale de biens;
- cession faite à elle par l'État de tout ou partie de ses biens immeubles relevant de son domaine privé;
- expropriation pour cause d'utilité publique;
- préemption;
- opérations d'aménagement;
- dons et legs.

**Article 292:** Le domaine privé immobilier artificiel des collectivités territoriales comprend :

- les biens immobiliers de l'État cédés à elles dans le cadre du transfert des compétences et des ressources ;
- les parcelles produites lors des opérations d'aménagement ;
- les terres acquises à la suite d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les terres acquises à la suite d'une préemption ;
- les terres vacantes ;
- les terres qui ont fait l'objet d'une acquisition à titre onéreux ou gratuit selon des procédures contractuelles de droit commun.

**Article 293 :** Les collectivités territoriales propriétaires de leurs domaines en assurent la mise en valeur et la gestion conformément à la réglementation en vigueur.

Elles peuvent concéder à des particuliers l'usage des biens domaniaux et veillent à ce que cet usage soit conforme à la destination initiale de ces biens.



**Article 294 :** Les collectivités territoriales disposent comme tout autre propriétaire de leur domaine privé immobilier. Les terrains à usage d'habitation y relevant peuvent être attribués sous forme de cession.

## **TITRE II : DU DOMAINE MOBILIER DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **CHAPITRE PREMIER : DU DOMAINE PUBLIC MOBILIER DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 295:** Les collectivités territoriales disposent d'un domaine public mobilier comme l'Etat, présentant un intérêt communal ou régional.

Il est constitué par les biens meubles détenus par les services à vocations culturelle et scientifique tels que :

- a) les archives publiques des collectivités territoriales;
- b) les manuels et ouvrages des bibliothèques des collectivités territoriales;
- c) les œuvres d'art des musées des collectivités territoriales;
- d) le matériel sportif et culturel des collectivités territoriales.

Rentrent également dans cette catégorie, les biens archéologiques, historiques, ethnographiques, les œuvres d'art, les collections spécimens rares de géologie, de botanique, de minéralogie et les objets présentant un intérêt paléontologique.

**Article 296:** Le domaine public mobilier des collectivités est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

### **CHAPITRE II: DU DOMAINE PRIVE MOBILIER DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 297 :** Les collectivités territoriales disposent d'un domaine privé mobilier comme l'Etat, présentant un intérêt communal ou régional.

**Article 298 :** Fait partie du domaine privé mobilier des collectivités, tout bien meuble acquis ou transféré au nom des collectivités territoriales pour quelque motif que ce soit, à la suite d'une acquisition, à titre gratuit ou onéreux, d'une confiscation ou de tout autre mode de transfert.

**Article 299 :** Les services utilisateurs des biens meubles des collectivités territoriales en assurent la gestion technique.



Les collectivités territoriales doivent recourir au service d'un huissier pour la cession ou la destruction de leurs biens reformés après accord du conseil.

En cas de cession de biens des collectivités territoriales, les produits sont encaissés au profit des dites collectivités territoriales après déduction des frais exposés.

### **TITRE III: DES COMPETENCES FONCIERES ET DOMANIALES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

#### **CHAPITRE PREMIER : DES COMPETENCES FONCIERES**

**Article 300:** Dans l'exercice de leurs fonctions et dans la limite des compétences dévolues, les collectivités territoriales contribuent à la mise en valeur du patrimoine naturel. A cet effet elles :

- identifient et recensent les terres vacantes en vue de leur intégration éventuelle dans leur domaine privé ;
- recensent et protègent les pistes de transhumance et les couloirs de passage ;
- assurent le pouvoir de police rurale, la gestion et le contrôle des richesses agro- sylvo-pastorales, la création des commissions foncières et secrétariats permanents du code rural ;
- participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des schémas d'aménagement foncier ;
- participent à l'élaboration et à la tenue du dossier rural ;
- assurent la promotion et l'accès équitable au foncier et aux ressources naturelles ;
- assurent la surveillance des cours d'eau, rivières, lacs, mares, nappes d'eau relevant du domaine public ;
- assurent l'évaluation de la mise en œuvre de la politique de gestion foncière décentralisée ;
- assurent la maîtrise d'ouvrage des actions de renforcement des capacités de gestion foncière au niveau local ;
- assurent la mise en place et le fonctionnement d'un cadastre communal.

**Article 301:** Les collectivités territoriales contribuent :

- au développement du crédit agricole ;
- à la gestion des ressources transfrontalières ;
- à la prévention des conflits fonciers ;
- et en général toute autre action tendant à améliorer la qualité de la gestion foncière de leurs localités.

## **CHAPITRE II : COMPETENCES DOMANIALES**

**Article 302:** Dans la limite des compétences domaniales qui leur sont dévolues, les collectivités territoriales gèrent et mettent en valeur leurs domaines dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Elles veillent particulièrement à la production des terrains à bâtir et concourent à l'identification des biens susceptibles de constituer le domaine foncier de l'Etat d'une part, et le domaine foncier propre des collectivités, d'autre part.

**Article 303:** Les collectivités territoriales assurent la sécurisation, l'aménagement et la mise en valeur de leur domaine foncier propre.

## **LIVRE VII : DES RELATIONS ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **TITRE I : DE LA TUTELLE**

**Article 304:** Les pouvoirs de tutelle conférés aux représentants de l'Etat par la présente loi ont pour but de :

- veiller au respect des lois et règlements en vigueur par les organes délibérants et exécutifs des collectivités territoriales,
- assurer l'assistance et le concours de l'Etat aux collectivités territoriales ;
- garantir la protection de l'intérêt général.

**Article 305:** La tutelle comporte deux (2) fonctions :

- l'appui conseil et l'assistance ;
- le contrôle de légalité sur les actes et sur les organes des collectivités territoriales

### **CHAPITRE PREMIER : DES AUTORITES DE TUTELLE**

**Article 306 :** Le gouverneur, le préfet, représentants de l'Etat dans la région et le département, assurent la tutelle des collectivités territoriales.

**Article 307:** Le gouverneur assure dans la région, le contrôle de légalité sur les actes des organes délibérant et exécutif de la région, conformément aux dispositions des articles 312 à 319 du présent code.

Sous l'autorité du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales, il assure l'exercice du contrôle sur les organes de la région.

Il exerce les fonctions d'appui conseil et d'assistance auprès des autorités régionales décentralisées.

Il est seul habilité à se prononcer au nom de l'Etat devant le conseil régional.

**Article 308 :** Le préfet, représentant de l'Etat dans le département, assure le contrôle de légalité sur les actes des organes délibérant et exécutif de la commune conformément aux dispositions des articles 312 à 319 du présent code.

Sous l'autorité du représentant de l'Etat dans la région, il assure l'exercice du contrôle sur les organes de la commune.

Il exerce les fonctions d'appui conseil et d'assistance auprès des autorités communales décentralisées.

Il est seul habilité à se prononcer au nom de l'Etat devant les conseils cités à l'alinéa premier du présent article.

**Article 309:** Le contrôle porte sur la conformité de l'acte aux lois et règlements en vigueur.

Il s'applique aux aspects et éléments de légalité interne et de légalité externe de l'acte.

Il ne doit en aucun cas porter sur une appréciation d'opportunité à l'exception des cas prévus à l'article 316 du présent code.

**Article 310:** Dans le contrôle de légalité interne de l'acte le représentant de l'Etat vérifie s'il n'y a pas eu violation de la loi ou détournement de pouvoir et si la règle sur laquelle la décision a été fondée est bien applicable.

Pour la légalité externe de l'acte, le représentant de l'Etat vérifie si l'acte n'est pas entaché d'incompétence ou de vice de forme.

**Article 311:** Les décisions des autorités de tutelle, tant en matière de contrôle sur les actes que de contrôle sur les organes, sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir.

Elles sont aussi de nature à engager la responsabilité de l'Etat, y compris en cas de carence à agir dommageable pour la collectivité concernée ou pour les tiers.

## **CHAPITRE II : DU CONTROLE DE LEGALITE**

### **SECTION 1 : DU CONTROLE SUR LES ACTES DES AUTORITES DECENTRALISEES**

**Article 312:** Les actes pris par les autorités des collectivités territoriales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission à l'autorité de tutelle.

Le maire ou le président du conseil régional certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire des actes.

La transmission s'effectue dans le délai de huit (8) jours à compter de la fin de la session ou de la signature de la décision.

L'autorité de tutelle en délivre immédiatement accusé de réception. A défaut, la preuve de la réception de l'acte peut être apportée par tous moyens.

**Article 313:** Sont soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat, les actes des collectivités territoriales ci-après :

- les budgets primitifs, les actes modificatifs et les comptes ;
- les délibérations du conseil ou les décisions prises par délégation du conseil ;
- les actes à caractère réglementaire pris dans tous les domaines qui relèvent de leurs compétences en application de la loi ;
- les conventions relatives aux marchés publics ainsi que les conventions de concession ou d'affermage des services publics locaux et les contrats de partenariat ;
- les décisions relatives au personnel (nomination, avancement et sanction) ;
- les outils de planification et d'urbanisme ;
- le règlement intérieur.

**Article 314:** L'autorité de tutelle a compétence pour demander dans les deux (2) mois à dater de l'accusé de réception prévu à l'article 312 du présent code, à la collectivité territoriale concernée le retrait ou la modification de l'acte transmis pour contrôle et qu'elle estime entaché d'illégalité.

S'il n'est pas fait droit à sa demande dans un délai de deux (2) mois, elle défère l'acte devant la juridiction administrative dans les deux (2) mois qui suivent le refus écrit de la collectivité ou le silence gardé par elle durant deux (2) mois.

Elle en informe sans délai la collectivité concernée et lui communique toutes précisions sur les illégalités invoquées à l'endroit de l'acte concerné.

Elle peut assortir son recours d'une demande de sursis à exécution. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués dans la requête paraît en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

**Article 315:** Lorsque l'acte attaqué est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle ou lorsque les conséquences qui découleraient de son exécution peuvent s'avérer irréparables, les juridictions compétentes prononcent le sursis.

Cette même disposition s'applique aux délibérations du conseil municipal et du conseil régional.

**Article 316:** Par dérogation au caractère exécutoire des actes prévus à l'article 312 du présent code, restent soumises à l'approbation préalable du représentant de l'Etat les délibérations portant sur :

- les outils d'aménagement du territoire et d'urbanisme ;
- les opérations domaniales et foncières et toute intervention impliquant la cession de biens ou de ressources de la collectivité ;
- les conventions, dons, legs et subventions assortis de conditions ;
- les emprunts et garanties d'emprunts ;
- les actions de coopération entre collectivités.

**Article 317 :** Dans le cas prévu à l'article 314 du présent code, l'autorité de tutelle défère l'acte devant la juridiction administrative dans un délai de deux (2) mois à compter du refus écrit de la collectivité de procéder au retrait ou à la modification de l'acte contesté ou de son silence gardé durant deux (2) mois.

En cas de silence gardé par l'autorité de tutelle pendant deux (2) mois, l'acte acquiert force exécutoire.

**Article 318:** Aucune collectivité territoriale ne peut délibérer en dehors de ses réunions légales ni sur un objet étranger à ses compétences.

Sont nulles de plein droit les délibérations portant sur un objet étranger aux attributions des organes délibérants des collectivités territoriales ou prises en violation de la législation et la réglementation en vigueur.

La nullité de droit est constatée par l'autorité de tutelle. Elle peut être prononcée à tout moment d'office ou à la demande des parties intéressées.

**Article 319:** Est annulable la délibération à laquelle a pris part un conseiller intéressé soit à titre personnel, soit comme mandataire, ou comme conjoint, ascendant ou descendant direct, à l'affaire qui a fait l'objet de la délibération.



L'annulation est prononcée dans un délai de deux (2) mois à partir de la réception de la délibération, par arrêté motivé de l'autorité de tutelle, soit d'office, soit à la demande de toute personne intéressée, sous réserve que ladite demande ait été adressée à l'autorité de tutelle compétente dans les trente (30) jours suivant la clôture de la session concernée. Il est délivré récépissé de la demande.

**Article 320:** Le contrôle des budgets et actes budgétaires des collectivités est exercé conformément aux dispositions des articles 271, 272, 276, 277, 279 et 281 du présent code.

## **SECTION 2 : DU CONTROLE SUR LES ORGANES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 321 :** Lorsqu'il porte sur les organes, le contrôle de légalité s'exerce par voie de suspension, de déclaration de démission d'office, de révocation ou de dissolution.

La suspension, la déclaration de démission d'office, la révocation ou la dissolution sont prononcées dans les conditions prévues au livre II de la présente loi.

## **CHAPITRE III : DE L'APPUI-CONSEIL ET DE L'ASSISTANCE**

**Article 322:** Les fonctions d'appui conseil et d'assistance s'exercent dans les conditions définies par décret pris en Conseil des ministres.

## **TITRE II : DES INSPECTIONS**

**Article 323 :** Les collectivités territoriales sont soumises aux inspections des corps de contrôle suivants :

- inspection générale de l'administration territoriale;
- inspection des finances;
- inspection générale d'Etat.

Ces contrôles s'exercent conformément aux textes en vigueur.

## **TITRE III : DU CONTROLE DES COMPTES DES COLLECTIVITES**

**Article 324:** Sans préjudice des dispositions de l'article 278 du présent code, les comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont soumis au contrôle de la Cour des Comptes, conformément aux textes en vigueur.

**TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 325 :** Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération.

Cette coopération peut se traduire par la création de structures appropriées de promotion et de coordination d'actions intercommunales ou interrégionales entrant dans leurs domaines de compétence.

Les organismes créés conformément à l'alinéa ci-dessus peuvent être dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces structures sont déterminées par décret pris en Conseil des ministres.

**Article 326:** Les collectivités territoriales peuvent conclure entre elles des conventions par lesquelles, l'une d'entre elles s'engage à mettre à la disposition d'une autre collectivité ses services et moyens afin de lui faciliter l'exercice de ses compétences.

L'organisation et le fonctionnement des formes de coopération entre collectivités territoriales, sont déterminés par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 327:** Les collectivités territoriales et leurs organismes peuvent conclure des conventions avec des collectivités territoriales étrangères et leurs organismes dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux du Niger.

Ces conventions entrent en vigueur après approbation du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

**Article 328:** Des groupements d'intérêt public ou toute autre structure appropriée peuvent être créés pour mettre en œuvre et gérer ensemble pendant une durée déterminée toutes les actions requises par les projets et programmes de coopération interrégionale et transfrontalière intéressant des collectivités territoriales appartenant aux pays de la sous région.

Dans tous les cas, aucune convention de quelque nature que ce soit ne peut être passée entre une collectivité territoriale et un Etat étranger.

**Article 329:** Il est institué une commission nationale de la coopération décentralisée. Un décret pris en conseil des ministres détermine ses attributions, sa composition, son organisation et son fonctionnement.

## **TITRE II : DE LA GESTION DES BIENS ET DES DROITS INDIVIS ENTRE COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 330 :** Lorsque deux (2) ou plusieurs collectivités territoriales possèdent des biens ou droits indivis, il est institué une commission spéciale paritaire.

Le mode de désignation des membres de la commission spéciale paritaire, ses attributions et les modalités de son fonctionnement sont déterminés par un décret pris en Conseil des ministres.

## **LIVRE IX : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 331:** Les modalités d'application de la présente ordonnance sont définies par décrets pris en Conseil des ministres.

**Article 332 :** La présente ordonnance abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de :

- la loi n° 2002-012 du 11 juin 2002, déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, départements et communes et ses textes modificatifs subséquents ;
- la loi n° 2002-013 du 11 juin 2002, portant transfert de compétences aux régions, départements et communes ;
- la loi n° 2002-017 du 11 juin 2002, déterminant le régime financier des régions, des départements et des communes ;

**Article 333 :** La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey le 17 septembre 2010

**Signé** : Le Président du Conseil Suprême pour  
la Restauration de la Démocratie, Chef de  
l'Etat,

Le Général de Corps d'Armée **DJIBO SALOU**

**Pour ampliation :**

La Secrétaire Générale du Gouvernement

**Mme SALIAH ADAMA GAZIBO**

### **EXPOSE DES MOTIFS**

#### **Ordonnance portant statut des communes à statut particulier**

La loi 2008 - 42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger pose à son article 8, le principe de l'érection en commune à statut particulier avec titre de ville, la commune urbaine dont l'agglomération principale a un chiffre de population au moins égal à cent mille (100 000) habitants. Par la même disposition, ladite loi prévoit l'organisation des communes à statut particulier en arrondissements communaux en tant que simples structures administratives déconcentrées dépourvues de personnalité juridique.

Dans le prolongement de cette prévision légale, le présent projet de loi intervient pour fixer les règles spécifiques applicables aux communes à statut particulier et à leurs démembrements. Il se caractérise particulièrement par l'introduction et l'application des règles de la déconcentration dans l'organisation et le fonctionnement de cette catégorie de communes en ce sens qu'il institue une hiérarchie entre les organes de gestion, dans la perspective d'une administration plus cohérente des grandes agglomérations urbaines.

Dans ses dispositions majeures le projet de loi prévoit;

##### **1. Au niveau de la ville :**

- ❖ un organe central "le Conseil de Ville" comme organe délibérant et dépositaire des compétences transférées par l'Etat à la commune à statut particulier. Conformément au code général des collectivités territoriales, le conseil de ville est composé de membre élus et de membres de droit. Les membres élus le sont au suffrage universel direct dans le ressort territorial de la ville, dans les conditions définies par le code électoral pour les élections municipales,
- ❖ un maire central élu au sein du conseil de ville comme organe exécutif de la ville et assisté d'adjoints dont le nombre varie selon la taille du conseil de ville,



## **2. Au niveau de l'arrondissement communal :**

- ❖ un conseil d'arrondissement qui jouit d'une relative autonomie de gestion administrative et financière. Il délibère exclusivement dans la limite des attributions qui lui sont dévolues par la présente ordonnance et de celles qui lui sont expressément déléguées par le conseil de ville. Il assure essentiellement une mission de proximité auprès des populations.

Le conseil d'arrondissement exerce ses attributions pour le compte et sous la responsabilité et le contrôle du conseil de ville. Ses délibérations sont adressées au maire de la ville qui les transmet au représentant de l'Etat pour contrôle de légalité.

Dans sa composition, le conseil d'arrondissement est constitué à la fois de conseillers municipaux qui siègent au conseil de ville et de conseillers d'arrondissement, tous élus en même temps au scrutin de liste à la représentation proportionnelle dans les conditions définies par le code électoral.

- ❖ Un maire d'arrondissement élu au sein du conseil d'arrondissement parmi les conseillers municipaux siégeant au conseil de ville. Il est assisté de deux à trois adjoints élus indistinctement parmi les conseillers municipaux siégeant au conseil de ville et les conseillers d'arrondissement. Les fonctions de maire de la ville et de maire d'arrondissement sont incompatibles.

Le maire d'arrondissement dispose de pouvoirs propres à l'arrondissement et de pouvoirs délégués par le maire de la ville.

**3. Relativement aux dispositions financières,** l'arrondissement ne dispose pas d'un budget propre. Le montant total des recettes et des dépenses de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement est inscrit dans le budget de la ville. Les propositions d'investissements approuvées par les conseils d'arrondissements sont examinées par le conseil de ville qui arrête par arrondissement le programme d'investissement et les projets d'équipements. Les ressources et les charges y afférentes sont détaillées dans un document unique annexé au budget de la ville.

Néanmoins l'autonomie de gestion de l'arrondissement s'exerce dans la limite de la dotation globale de fonctionnement attribuée par le conseil de ville pour l'exercice des compétences qui lui sont conférées.

Par ces importantes innovations, le gouvernement entend apporter une réponse aux nombreuses difficultés de gestion et de fonctionnement mises en évidence par les

cinq années d'expérimentation de la formule de communauté urbaine au niveau des principales agglomérations urbaines du pays.

**4. Dans ses dispositions transitoires et finales**, le projet d'ordonnance met fin, à compter de son entrée en vigueur, à l'organisation des administrations municipales en communautés urbaines et abroge la loi portant statut des communautés urbaines et les lois portant création des communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder.

Tels sont l'objet et l'économie du présent projet d'ordonnance.

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la  
Décentralisation et des Affaires Religieuses

**DR. CISSE OUSMANE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION  
DE LA DEMOCRATIE, CHEF DE L'ETAT,**

Vu la Proclamation du 18 février 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 2010-01 du 22 février 2010 portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition, modifiée par l'ordonnance n° 2010-05 du 30 mars 2010 ;

Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17 septembre 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant code général des collectivités territoriales de la République du Niger ;

Sur rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**ORDONNE :**

**Chapitre premier : Des dispositions générales**

**Article premier :** La présente ordonnance détermine le statut des communes à statut particulier prévues par l'article 8 de la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008.

**Article 2 :** La commune urbaine dont l'agglomération principale a une population au moins égale à cent mille (100 000) habitants peut être érigée en commune à statut particulier ou ville.

**Article 3 :** La commune à statut particulier est soumise aux règles applicables aux communes, sous réserve des dispositions de la présente ordonnance.

**Article 4:** La commune à statut particulier est organisée en arrondissements communaux.

## **Chapitre II : Des organes de gestion de la commune à statut particulier**

**Article 5** La commune à statut particulier dispose de deux organes :

- un (1) organe délibérant : le conseil municipal dénommé «Conseil de Ville» ;
- un (1) organe exécutif : le maire, président du conseil de ville.

### **Section 1 : Du conseil de ville**

**Article 6** : Le conseil de ville est l'organe délibérant de la commune à statut particulier. La durée de son mandat est de cinq (5) ans.

**Article 7**: Le conseil de ville est composé de membres élus et de membres de droit.

Les membres élus ont la qualité et portent le titre de conseillers municipaux.

Les membres de droit sont les représentants de la chefferie traditionnelle et les députés non élus au conseil. Les modalités de leur désignation et de participation au conseil de ville sont celles applicables aux conseils municipaux conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

**Article 8** : Les conseillers municipaux au titre du conseil de ville sont élus au suffrage universel direct, libre, égal et secret et exercent leur mandat dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.

**Article 9** : Le nombre des membres élus au conseil de ville est fixé comme suit :

- ville dont la population est au moins égale à cent mille (100.000) habitants : dix sept (17) membres;
- ville dont la population est supérieure à cent mille (100.000) habitants, dix sept (17) membres pour la première tranche de cent mille (100.000) habitants et un (1) membre supplémentaire par tranche suivante de vingt mille (20.000) habitants ou fraction restante égale ou supérieure à dix mille (10.000) habitants sans que le nombre total de conseillers ne dépasse quarante cinq (45).

**Article 10** : Les conseillers municipaux au titre du conseil de ville sont élus dans le ressort territorial de la ville. Le nombre de sièges défini à l'article précédent est réparti proportionnellement à la taille démographique de chaque arrondissement communal.

**Article 11** : La répartition des sièges de conseillers municipaux par arrondissement est donnée par le résultat de l'opération suivante :

Population de l'Arrondissement multipliée par le Nombre de sièges du conseil de ville divisé par le nombre de la Population totale de la ville =  $P.A. \times N. S.C.V.N.P.T.V.$

Lorsque l'opération le nécessite, la répartition des sièges par arrondissement prend obligatoirement en compte les chiffres décimaux. Dans ce cas, le siège restant après répartition est affecté à l'arrondissement dont le chiffre décimal est le plus élevé.

**Article 12** : Les affaires de la commune à statut particulier sont réglées par le conseil de ville.

**Article 13** Les attributions du conseil de ville sont les mêmes que celles dévolues par le code général des collectivités territoriales aux conseils municipaux.

Outre ces attributions, la ville peut recevoir de l'Etat des compétences spécifiques.

## **Section 2 : Du maire de la commune à statut particulier**

**Article 14** : Le maire assisté de ses adjoints est l'organe exécutif de la commune à statut particulier. Il est assisté de deux (2) à trois (3) adjoints en fonction de la taille du conseil municipal.

Les fonctions de maire d'arrondissement ne sont pas cumulables avec celles d'adjoint au maire de la ville.

**Article 15** : Les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives au mode d'élection, aux mandats ainsi qu'aux attributions du maire et de ses adjoints sont applicables aux communes à statut particulier en ce qu'elles n'ont rien de contraire à la présente ordonnance.

## **Chapitre III : De l'arrondissement communal**

**Article 16** : L'arrondissement communal est un démembrement de la commune à statut particulier de laquelle il reçoit délégation de compétences et de moyens. Il est une structure administrative déconcentrée de la commune à statut particulier et est dépourvu de la personnalité morale.

**Article 17** : L'arrondissement communal est constitué de quartiers, villages et/ou tribus administratifs. Il est créé par la loi qui détermine son nom, sa composition et ses limites géographiques.



**Article 18** : L'arrondissement communal dispose de deux organes :

- un (1) organe délibérant : le conseil d'arrondissement communal ;
- un (1) organe exécutif : le maire d'arrondissement communal.

### **Section 1 : Le conseil d'arrondissement communal**

**Article 19** Le conseil d'arrondissement communal est l'organe délibérant de l'arrondissement communal dans la limite des attributions à lui dévolues par la présente ordonnance et de celles qui lui sont déléguées par le conseil de ville. La durée de son mandat est de cinq (5) ans.

**Article 20** : Le conseil d'arrondissement communal est composé de conseillers municipaux au titre du conseil de ville et de conseillers d'arrondissement élus dans le ressort de l'arrondissement communal.

Le nombre de conseillers d'arrondissement élus dans le ressort de l'arrondissement communal est fixé comme suit :

- dans l'arrondissement communal dont la population est inférieure ou égale à vingt quatre mille (24 000) habitants, neuf (9) membres ;
- dans l'arrondissement communal dont la population est supérieure à vingt quatre mille (24 000) habitants, neuf (9) membres pour la première tranche de vingt quatre mille (24 000) habitants et un (1) membre supplémentaire par tranche suivante de dix mille (10 000) habitants ou fraction restante égale ou supérieure à cinq mille (5 000) habitants sans que le nombre total de conseillers ne dépasse quatorze (14).

Par dérogation au code électoral, l'arrondissement communal constitue la circonscription électorale pour l'élection des conseillers d'arrondissements et municipaux siégeant au conseil de ville.

Les conseillers d'arrondissement sont élus en même temps que les conseillers municipaux. Les représentants de la chefferie traditionnelle et les députés non élus participent au conseil d'arrondissement dans les conditions définies par le code général des collectivités territoriales.

**Article 21** : Le conseil d'arrondissement communal se réunit en session ordinaire tous les trois (3) mois sur convocation de son président au siège de la mairie d'arrondissement. Lorsque les circonstances l'exigent, le conseil d'arrondissement se réunit en session extraordinaire sur convocation du président, à son initiative, ou à la demande du maire de la ville, ou au moins du tiers des membres du conseil d'arrondissement.

**Article 22** : Les règles d'établissement de l'ordre du jour, de convocation, du quorum, de vote, d'établissement des procès-verbaux des séances, de tenue du registre des délibérations et de publicité des délibérations, de suppléance et de tutelle applicables aux communes sont également applicables dans les mêmes conditions et formes, aux arrondissements communaux sous réserve des dispositions spéciales qui leur sont applicables.

**Article 23** : Les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives à l'exercice du mandat des conseillers municipaux sont applicables aux conseillers d'arrondissement, sous réserve des dispositions particulières qui leur sont propres.

**Article 24** : En cas de suspension ou de dissolution d'un conseil d'arrondissement communal ou lorsqu'un conseil ne peut être constitué, la gestion des affaires de l'arrondissement communal est assurée par le conseil municipal et par son exécutif jusqu'à ce que la situation du conseil d'arrondissement communal redevienne normale.

**Article 25** : La dissolution du conseil municipal entraîne de plein droit la suspension des conseils d'arrondissements jusqu'au renouvellement du premier. Dans ce cas, la délégation spéciale prévue par le code général des collectivités territoriales pour remplacer le conseil municipal dissous, remplit parallèlement les fonctions des conseils d'arrondissements.

**Article 26** : Le conseil d'arrondissement peut instituer en son sein des commissions chargées d'étudier les questions relevant de sa compétence.

**Article 27** : Le conseil d'arrondissement communal peut créer des organes de concertation sur toute question d'intérêt au niveau de l'arrondissement communal. Ces organes de concertation comprennent des personnes qui peuvent ne pas être membres du conseil notamment des représentants des organisations de la société civile, des notabilités et des personnalités compétentes dans les domaines traités.

Le conseil fixe les missions et la composition de ces organes sur proposition du maire d'arrondissement.

Ces organes ont un rôle essentiellement consultatif.

## **Section 2 : Des attributions du conseil d'arrondissement communal**

**Article 28** : Le conseil d'arrondissement règle par ses délibérations les affaires de proximité dont la connaissance lui est dévolue par la présente ordonnance.

Il donne son avis sur toutes les questions qui concernent, en tout ou en partie, le ressort territorial de l'arrondissement communal et toutes les fois que cet avis est requis par la législation ou la réglementation en vigueur ou par le conseil de ville.

Le conseil d'arrondissement communal peut, de sa propre initiative, émettre des suggestions et des propositions sur toute question intéressant l'arrondissement communal et formuler des vœux adressés au conseil de ville.

**Article 29 :** Les délibérations du conseil d'arrondissement communal sont adressées au maire de la ville qui les soumet à l'approbation du conseil de ville.

**Article 30 :** Le conseil d'arrondissement communal exerce pour le compte et sous la responsabilité et le contrôle du conseil de ville, les attributions suivantes :

- examiner et voter la proposition du budget de l'arrondissement communal ;
- examiner et voter les propositions d'investissements à soumettre à la décision du conseil de ville ;
- décider de l'affectation des crédits qui lui sont attribués par le conseil de ville dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement ;
- veiller à la gestion, la conservation et l'entretien des biens du domaine public et privé rattachés à l'exercice de ses compétences ;
- mener, en accord et avec le soutien du conseil de ville, à titre propre ou en association avec toute partie intéressée, toutes actions de nature à promouvoir le sport, la culture, les arts, les loisirs et les programmes destinés à l'enfance, à la femme, aux jeunes, aux personnes handicapés ou en difficulté;
- participer à la mobilisation sociale et à l'initiation de projets de développement participatif ;
- décider du programme d'aménagement, d'entretien et des modes de gestion des équipements et infrastructures sociaux de base, lorsque ceux-ci sont principalement destinés à l'usage des habitants de l'arrondissement communal. Il s'agit notamment : des halls et marchés de quartiers, de places et voies publiques, de parcs, de squares, de jardins publics et espaces verts, des jardins d'enfants, des maisons de jeunes, des foyers féminins, des bibliothèques, des centres culturels, des infrastructures sportives notamment les terrains de sport.

**Article 31 :** Le conseil de ville exerce les compétences reconnues par les dispositions précédentes au conseil d'arrondissement communal lorsque l'implantation des équipements intéresse le territoire de deux (2) ou plusieurs arrondissements ou lorsque leur destination dépasse le besoin propre d'un arrondissement.

Certains équipements propres à l'arrondissement peuvent aussi en raison de leur nature ou de leurs modalités de gestion, relever de la compétence du conseil de ville lorsqu'il en décide ainsi par délibération.

**Article 32 :** Le conseil de ville peut, en outre, déléguer au conseil d'arrondissement, avec l'accord de celui-ci, la gestion de tout équipement ou service de la commune. Ces délégations prennent fin de plein droit au prochain renouvellement du conseil de ville. Lorsqu'une telle délégation a été faite à un conseil d'arrondissement, celle-ci est accordée de droit aux autres conseils d'arrondissements qui le demandent.

**Article 33 :** L'inventaire des équipements et infrastructures de base dont les conseils d'arrondissements ont la charge, en application des dispositions qui précèdent, est dressé pour chaque arrondissement communal et, le cas échéant, modifié par délibérations concordantes du conseil de ville et du conseil d'arrondissement intéressé.

En cas de désaccord entre le conseil de ville et le conseil d'arrondissement sur l'inscription à l'inventaire d'un équipement, il est statué par arrêté du représentant de l'Etat.

**Article 34 :** Le conseil d'arrondissement peut faire des propositions, des suggestions et émettre des avis sur toutes les questions intéressant l'arrondissement.

A ce titre :

- il est consulté sur l'établissement, la révision ou la modification des documents d'urbanisme et de tout projet d'aménagement urbain, lorsque ces documents ou projets concernent en tout ou en partie le ressort territorial de l'arrondissement ;
- il est consulté sur les projets d'aménagement et de développement urbains de la commune, pour la partie dont l'exécution est prévue en tout ou en partie dans les limites de l'arrondissement ;
- il propose toutes actions propres à favoriser et à promouvoir le développement économique et social de l'arrondissement ;
- il propose toutes actions de nature à promouvoir l'habitat, à améliorer le cadre de vie et à protéger l'environnement et donne son avis sur tous les programmes de restructuration urbaine, de résorption de l'habitat précaire, de sauvegarde et de réhabilitation des quartiers et de rénovation du tissu urbain en dégradation ;
- il donne préalablement son avis sur les projets de règlements communaux de construction et des plans de circulation pour la partie concernant le territoire de l'arrondissement ;
- il propose les mesures à prendre pour préserver l'hygiène et la salubrité publiques ;
- il donne préalablement son avis pour toutes les opérations portant sur la gestion



- des biens publics et privés de la commune, lorsque ces biens sont totalement situés sur le territoire de l'arrondissement ;
- il propose les dénominations des voies et places publiques situées sur le territoire de l'arrondissement ;
  - il est consulté sur le montant des subventions que le conseil de ville propose d'attribuer aux associations dont l'activité s'exerce dans le seul arrondissement ou au profit des seuls habitants de l'arrondissement, quel que soit le siège de ces associations. L'avis du conseil d'arrondissement ne peut avoir pour effet de majorer le montant global des crédits consacrés par le budget de la commune aux associations visées ci-dessus ;
  - il propose au conseil de ville les actions de mobilisation de citoyens, d'encouragement de développement participatif et les opérations de solidarité ou à caractère humanitaire intéressant les habitants de l'arrondissement.

**Article 35 :** Le conseil d'arrondissement peut adresser des questions écrites au maire de la ville sur toute affaire intéressant l'arrondissement. Il y est répondu par écrit dans un délai n'excédant pas un (1) mois.

A défaut de réponse dans ce délai, la question est inscrite de droit, à la demande du maire d'arrondissement, à l'ordre du jour de la prochaine session du conseil de ville.

A la demande du conseil d'arrondissement communal, le conseil de ville débat de toute affaire intéressant l'arrondissement. Les questions soumises à son examen sont adressées au maire de la ville huit (8) jours au moins avant la tenue de la session du conseil de ville.

**Article 36 :** Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance, les règles relatives aux délibérations et au fonctionnement des conseils municipaux ainsi que les règles qui s'imposent aux conseils municipaux dans l'exercice de leurs compétences s'appliquent aux conseils d'arrondissements pour l'exercice de leurs attributions définies ci-dessus.

### **Section 3 : Du maire d'arrondissement communal**

**Article 37 :** Le conseil d'arrondissement communal élit en son sein un (1) maire et un (1) à deux (2) adjoints selon la taille du conseil d'arrondissement communal.

Le maire est élu parmi les conseillers municipaux au titre de l'arrondissement communal. Les fonctions de maire de la ville et de maire d'arrondissement communal sont incompatibles.

L'élection du maire d'arrondissement communal qui suit le renouvellement général du conseil municipal a lieu dans les huit (8) jours qui suivent celle du maire de la ville. Le



conseil d'arrondissement est, à cette occasion, exceptionnellement convoqué et présidé par le maire de la ville en présence du représentant de l'Etat.

Les adjoints au maire sont élus indistinctement, parmi les conseillers municipaux au conseil de ville et les conseillers d'arrondissement communal.

L'élection du maire d'arrondissement et des adjoints a lieu dans les conditions et formes prévues par le code général des collectivités territoriales.

**Article 38 :** L'élection du maire d'arrondissement communal et de ses adjoints peut être frappée de nullité dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre les élections au conseil municipal par le code électoral. Lorsque l'élection est annulée ou que, pour toute autre cause, le maire d'arrondissement communal ou ses adjoints ont cessé leurs fonctions, le conseil d'arrondissement communal est convoqué pour procéder au remplacement dans un délai de quinze (15) jours.

**Article 39 :** Le maire d'arrondissement assisté de ses adjoints, est l'organe exécutif de l'arrondissement.

A ce titre, il exécute les délibérations du conseil d'arrondissement communal, prend les mesures nécessaires à cet effet et en assure le contrôle.

Il prend, conformément à la législation et la réglementation en vigueur et aux arrêtés réglementaires du maire de la ville, les mesures de police administrative dans les domaines de l'ordre public, de l'hygiène, de la salubrité, de la tranquillité publiques et de la sûreté des passages.

**Article 40 :** En matière d'urbanisme et de construction, le maire d'arrondissement communal, peut recevoir délégation de pouvoirs du maire de la ville pour délivrer, conformément à la législation et la réglementation en vigueur et aux règlements d'urbanisme de la commune, les autorisations individuelles de construction, d'extension et de rénovation, les certificats de conformité et les permis d'habiter.

Lorsque lesdites actions concernent des projets d'habitat collectif, d'équipements publics, des projets à caractère industriel, commercial ou de service, des opérations de morcellement et de lotissement, elles relèvent de la compétence du maire de la ville.

Les demandes y afférentes sont déposées auprès des services de l'arrondissement communal et transmises, sous la responsabilité du maire d'arrondissement, pour attributions ou directement auprès des services compétents de la commune. Une copie des autorisations délivrées par le maire de la ville est transmise pour information, au maire d'arrondissement.

**Article 41** : Le maire d'arrondissement communal émet un avis sur toute autorisation d'utilisation du sol dans l'arrondissement délivrée par le maire de la ville et au nom de celle-ci ainsi que sur toute permission de voirie sur le domaine public dans l'arrondissement délivrée par le maire de la ville.

Le maire d'arrondissement communal donne également son avis sur toute acquisition ou aliénation d'immeubles ou sur la constitution de droits immobiliers réalisés par la commune dans l'arrondissement, ainsi que sur tout changement d'affectation d'un immeuble communal situé sur le territoire de l'arrondissement communal.

**Article 42** : Le maire de la ville informe le maire d'arrondissement communal des conditions générales de réalisation des projets d'équipement dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement communal.

**Article 43** : Les maires d'arrondissement et leurs adjoints exercent les fonctions d'officier de police judiciaire et d'officier d'état civil dans le ressort de leur arrondissement communal.

**Article 44** : Le maire d'arrondissement peut déléguer par arrêté à ses adjoints certaines de ses attributions dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales

**Article 45** : Lorsque le maire d'arrondissement communal refuse ou s'abstient de prendre les actes relevant légalement de sa compétence, le maire de la ville peut, quinze (15) jours après une mise en demeure devenue infructueuse, se substituer à lui et prendre lesdits actes.

**Article 46** : Le maire d'arrondissement communal dirige l'administration de l'arrondissement communal et gère le personnel de la commune affecté auprès de l'arrondissement communal.

**Article 47** : Les actes du maire d'arrondissement communal agissant par délégation du maire de la ville comme autorité de l'Etat sont soumis aux mêmes règles que les actes du maire de la ville agissant en la même qualité.

Les actes du maire d'arrondissement communal agissant au nom de la commune sont soumis aux mêmes règles que les actes du maire de la ville agissant en la même qualité.

Dans tous les cas, ces actes doivent respecter la procédure prévue à l'article 28 de la présente ordonnance.

## **Chapitre IV : Des dispositions financières**

**Article 48 :** Les ressources de fonctionnement dont dispose le conseil d'arrondissement communal sont constituées, à titre exclusif, d'une dotation globale attribuée pour l'exercice des compétences conférées à l'arrondissement par la présente ordonnance. La dotation globale est une dépense obligatoire pour la ville. Le montant total de la dotation globale destinée aux arrondissements communaux est fixé par le conseil de ville.

**Article 49 :** La dotation des arrondissements communaux comprend deux (2) parts  
La première part, qui ne peut être inférieure à 60% du montant de la dotation globale est répartie entre les arrondissements proportionnellement à leur nombre d'habitants.

La seconde part est fixée en fonction de l'importance relative des dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des dépenses de personnel et des frais financiers qui sont à la charge du budget de la ville, estimées en tenant compte des équipements et des services qui relèvent des attributions des conseils d'arrondissement, en application des dispositions de la présente ordonnance.

L'évaluation de ces dépenses est arrêtée par le conseil de ville sur la base des données fournies par les arrondissements communaux. Ces données doivent faire l'objet d'une approbation concordante entre les conseils d'arrondissement et le conseil de ville.

La part de ces dépenses est modifiée chaque année pour tenir compte des changements intervenus dans les données.

Un décret pris en Conseil des ministres détermine les modalités d'application des dispositions du présent article.

**Article 50 :** Le montant total des ressources et des charges de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement est inscrit dans le budget de la ville.

Ces ressources et charges sont détaillées dans un document unique annexé au budget de la ville.

**Article 51 :** Le conseil de ville examine les propositions d'investissements approuvées par les conseils d'arrondissements.

Il arrête par arrondissement le programme d'investissements et les projets d'équipements. Les dépenses y afférentes sont inscrites au budget d'investissement de la ville.

DANSQU



**Article 52** : Le conseil de ville arrête chaque année, en application des dispositions de l'article 48 ci-dessus, la répartition de la dotation globale de fonctionnement destinée aux arrondissements et délibère sur le montant total des crédits qu'il se propose d'inscrire à ce titre au budget de la ville pour l'exercice suivant.

Le montant de la dotation attribuée sur cette base à chaque arrondissement communal est notifié, avant le premier octobre, au maire d'arrondissement par le maire de la ville.

Le maire d'arrondissement adresse au maire de la ville au cours du mois suivant la notification prévue à l'alinéa précédent, les propositions de dotation de fonctionnement et d'investissement approuvées par le conseil d'arrondissement.

Lorsque le maire d'arrondissement n'a pas adressé au maire de la ville ses propositions avant le premier décembre, le conseil de ville les arrête d'office.

**Article 53** : Lorsque le conseil de ville estime que les dépenses prévues pour un équipement ou un service dont la gestion relève de la compétence du conseil d'arrondissement sont manifestement insuffisantes pour assurer le fonctionnement de cet équipement ou de ce service, il procède à un redressement.

**Article 54** : Les procédures de contrôle prévues pour le budget de la commune par les lois et règlements en vigueur s'appliquent dans les mêmes formes aux dotations de fonctionnement des arrondissements.

**Article 55** : Le maire d'arrondissement est l'ordonnateur délégué de la dotation de fonctionnement de son arrondissement. A ce titre, il engage et ordonne les dépenses inscrites à la dotation de fonctionnement conformément aux règles de la comptabilité publique.

#### **Chapitre V : Des dispositions diverses, transitoires et finales**

**Article 56** : Dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, il est mis fin à l'organisation municipale en communauté urbaine et à la division des agglomérations urbaines en deux ou plusieurs communes urbaines.

**Article 57** : Les villes qui sont créées se substituent aux anciennes communautés urbaines.

Les arrondissements communaux qui sont créés se substituent aux anciennes communes composant les anciennes communautés urbaines.

**Article 58** : Les biens du domaine public et privé des anciennes communautés urbaines et des anciennes communes membres tombent de plein de droit dans le domaine public et privé des nouvelles villes.

**Article 59** : Le conseil de ville met à la disposition du conseil d'arrondissement les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des compétences à lui déléguées.

**Article 60** : Les villes se substituent aux anciennes communautés urbaines et anciennes communes membres dans tous les droits et obligations à l'égard des tiers, dans tous les actes et conventions qu'elles ont régulièrement conclus, ainsi que dans les litiges réglés ou en instance devant les tribunaux.

**Article 61** : La présente ordonnance qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment la loi n° 98-32 du 14 septembre 1998 portant statut des communautés urbaines, sera publiée au Journal officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 17 septembre 2010

**Signé** : Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, Chef de l'Etat,

Le Général de Corps d'Armée DJIBO SALOU

**Pour ampliation :**

La Secrétaire Générale du Gouvernement

Mme SALIAH ADAMA GAZIBO



### EXPOSE DES MOTIFS

#### **« Ordonnance portant érection des communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en communes à statut particulier ou villes ».**

La loi organique 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger pose le principe de l'érection de certaines communes urbaines à forte concentration humaine et socio économique, en communes à statut particulier qui porteront le titre de ville, et laisse le soin au législateur de préciser les règles spécifiques qui leur sont applicables.

Pour sa part, l'ordonnance portant statut des communes à statut particulier met fin à l'organisation municipale en communautés urbaines et abroge, dans ses dispositions transitoires et finales, les lois portant création des communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder.

C'est dans le prolongement de ces premiers textes qu'intervient le présent projet d'ordonnance pour ériger les communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en villes.

En effet, tirant les leçons du fonctionnement de ces quatre agglomérations urbaines organisées en communautés urbaines regroupant des communes urbaines autonomes, le gouvernement entend apporter une réforme dans la gestion des grandes villes par l'institution d'un organe délibérant central, *"le conseil de ville"* et d'organes déconcentrés, *"les conseils d'arrondissement"*, comme démembrements de la ville. Il résulte de cette réforme que le conseil de ville que préside le maire central est désormais le seul dépositaire du pouvoir municipal et des compétences transférées à la ville, mais dont certaines sont obligatoirement déléguées aux arrondissements dans le respect de la règle de la subsidiarité.

L'érection des agglomérations urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en villes qui capitalise les acquis de l'organisation municipale existante, transforme les anciennes communes urbaines des localités respectives, dans leur territorialité actuelle, en arrondissements communaux dépourvus de toute personnalité juridique.

Ainsi, l'organisation interne des nouvelles villes se présente comme suit :

- Niamey, cinq (5) arrondissements communaux ;
- Maradi, trois (3) arrondissements communaux ;
- Tahoua, deux (2) arrondissements communaux ;
- Zinder, cinq (5) arrondissements communaux.

Dans toutes ces villes, les gouverneurs de régions assurent la représentation de l'Etat. A ce titre, ils ont la charge de la défense de l'intérêt général, de l'appui conseil aux organes municipaux et du contrôle de légalité des actes des autorités des villes de leurs ressorts.

Telle est l'économie du présent projet d'ordonnance.

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de  
la Décentralisation et des Affaires Religieuses

**DR. CISSE OUSMANE**

ORDONNANCE n° 2010-56  
du 17 septembre 2010 portant érection  
des communautés urbaines de Niamey,  
Maradi, Tahoua et Zinder en communes à  
statut particulier ou villes et les communes  
les composant en arrondissements.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION  
DE LA DEMOCRATIE, CHEF DE L'ETAT,**

- Vu la Proclamation du 18 février 2010 ;  
Vu l'ordonnance n° 2010-01 du 22 février 2010 portant organisation des pouvoirs  
publics pendant la période de transition, modifiée par l'ordonnance n° 2010-05 du  
30 mars 2010 ;  
Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du  
territoire de la République du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17  
septembre 2010 ;  
Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant code général des collectivités  
territoriales de la République du Niger ;  
Vu l'ordonnance n° 2010-55 du 17 septembre 2010, portant statut des communes à  
statut particulier ou villes ;  
Sur rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires  
Religieuses ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**ORDONNE :**

**Article premier :** Les communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder  
sont, dans leur composition et délimitation actuelles, érigées en communes à statut  
particulier ou villes.

**Article 2 :** Les Communes urbaines de Niamey I, Niamey II, Niamey III, Niamey  
IV et Niamey V sont, dans leur composition et délimitation actuelles, érigées en  
arrondissements communaux de Niamey I, Niamey II, Niamey III, Niamey IV et Niamey  
V.

**Article 3 :** Les communes urbaines de Maradi I, Maradi II et Maradi III sont, dans leur composition et délimitation actuelles, érigées en arrondissements communaux de Maradi I, Maradi II et Maradi III.

**Article 4 :** Les communes urbaines de Tahoua I et Tahoua II sont, dans leur composition et délimitation actuelles, érigées en arrondissements communaux de Tahoua I et Tahoua II.

**Article 5 :** Les communes urbaines de Zinder I, Zinder II, Zinder III, Zinder IV et Zinder V sont, dans leur composition et leur délimitation actuelles, érigées en arrondissements communaux de Zinder I, Zinder II, Zinder III, Zinder IV et Zinder V.

**Article 6 :** Les Gouverneurs des Régions de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder assurent la représentation de l'État au niveau des villes de leur ressort territorial et sont seuls habilités à s'exprimer au nom de l'État, chacun devant le conseil de ville de son ressort.

**Article 7 :** Les dispositions actuelles applicables aux communes et aux communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder restent en vigueur jusqu'à l'installation des conseils élus.

**Article 8 :** La présente ordonnance qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles de la loi n° 2002-015 du 11 juin 2002 portant création de la Communauté urbaine de Niamey et de la loi n° 2002-016 du 11 juin 2002 portant création des Communautés urbaines de Maradi, Tahoua et Zinder, sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Niamey, le 17 septembre 2010

**Signé :** Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, Chef de l'État,

Le Général de Corps d'Armée DJIBO SALOU

**Pour ampliation :**

La Secrétaire Générale du Gouvernement

Mme SALIAH ADAMA GAZIBO

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

VU La Constitution du 18 août 2009 ;  
VU La loi 2001-23 du 10 août 2001, portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;  
VU La loi 2002-14 du 11 juin 2002, portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux ;  
SUR Rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation ;

**Le Conseil des Ministres entendu :**

**ORDONNE :**

**Article Premier :** Est créée la commune rurale dont le nom et le chef-lieu sont ainsi fixés :

**Département de Say**

**Nom : Commune Rurale de Makalondi**

**Chef-lieu : Makalondi**

**Article 2 :** En attendant la mise en place de cette commune, son administration et sa gestion sont cumulativement et distinctement assurées par le conseil élu de Torodi.

**Article 3 :** La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 18 Août 2009

Signé : Le Président de la République

**MAMADOU TANDJA**



**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

VU La Constitution du 18 août 2009 ;  
VU La loi 2001-23 du 10 août 2001, portant création de circonscriptions administratives  
et de collectivités territoriales ;  
VU La loi 2002-14 du 11 juin 2002, portant création des communes et fixant le nom de  
leurs chefs-lieux ;  
VU La loi 2003-035 du 27 août 2003, portant composition et délimitation des com-  
munes ;  
SUR Rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la  
Décentralisation ;

**Le Conseil des Ministres entendu :**

**ORDONNE :**

**Article premier :** La Commune Rurale de Makalondi est composée comme suit :

1. Makalondi	17. Lilingou
2. Koubendegou Gougoube	18. Bomanga
3. Diandian Diori	19. Niakatire
4. Guessedoundou I	20. Fayra Gourmantche
5. Guessedoundou II	21. Fayra Mamadou
6. Bankata Gourmantche	22. Gassira
7. Banteri	23. Baoule Foulbe
8. Tepe	24. Foumbangou
9. Koulbou	25. Koubendegou Hamadio
10. Mossipaga	26. Latti
11. Lambounti	27. Patti
12. Baoule II	28. Garbangou
13. Niambiti	29. Labiti Terindjéba
14. Gabikane	30. Goandjou Djagounda
15. Boborgou Mamoudou	31. Goandi Tchouaga
16. Kodieri	

**Article 2 :** La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 18 Août 2009

Signé : Le Président de la République

**MAMADOU TANDJA**

du 22 septembre 2009 complétant  
l'ordonnance n° 2009-003 du 18 août  
2009 modifiant et complétant la loi  
2003-035 du 27 août 2003 portant  
composition et délimitation des  
Communes.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

VU la Constitution du 18 août 2009 ;

VU la loi n° 2001-23 du 10 août 2001, portant création de circonscriptions  
administratives et de collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2002-14 du 11 juin 2002, portant création des communes et fixant le  
nom de leurs chefs-lieux ;

VU la loi n° 2003-035 du 27 août 2003, portant composition et délimitation des  
communes ;

SUR rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de  
la Décentralisation ;

**Le Conseil des Ministres entendu :**

**ORDONNE :**

**Article premier :** L'article premier de l'ordonnance n° 2009-003 du 18 août 2009  
est complété ainsi qu'il suit :

- Ajouter après le n° 28 Garbangou, les villages suivants :
  - Baoulé I (Kirboy) ;
  - Tampéna Gourmantché (Boni) ;
  - Tampéna Bakanou (Koguel).

**Article 2.** La Commune rurale de Torodi est recomposée comme suit :

REGION	DEPART.	COMMUNES	Villages, Tribus rattachés ou repères
TILLABERI	SAY	TORODI	
			ADARE FOULBE
			ADARE RIMAÏBE
			ALFASSI
			ALLARENI
			BANI KOUBEY
			BIRIN PENI TOLBA
			BOBORGOU SABA (DOGONA)
			BOGODIOTOU
			BOLOLADJE
			BOLSI I
			BOLSI II
			BOSSEY BANGOU
			BONTCHOULOU
			DEBBA
			DAOUDO
			DIANKONDI
			DIANYEWEY
			DIAYA
			DIEBANE
			DIOGA
			DIOGOGA
			DJAYEL
			IBOYE I
			IBOYE II
			DOUTOUWEL
			FADA
			FERMANI
			FINFETOU
			GABAGARE
			GAMKALA
			GNALARE
			GOLOGUE
			GORIA
			GUILLIKI
			HEDA
			HEDA FOULBE
			KAKOU
			KANKANTOUTI
			KELLLOL
			KELEL (TAGUEL)
			KOBADIE
			KOBALOURI (NABAMBOURI)

REGION	DEPART.	COMMUNES	Villages, Tribus rattachés ou repères
TILLABERI	SAY	TORODI	
			KOBIO
			KODJAGA
			KOGOROU KOUARA-TEGUI
			KOGOROU KOUARA ZENO
			KOKA
			KORANTANGA
			KORO GOUSSOU
			KOURMOUA
			MAGOU
			MANDERE
			MARNA
			KOBA LOURI (NABAMBOURI)
			NIKOYE
			OURO DJORIBE
			OURO SAWABE
			PANGONA
			PANOMA
			PERINPENI TOLBA (Trpadje)
			PILLIKI
			POBALOURI (Tombole)
			SAOURA
			SAWA
			SIRIMBANA
			SOURA
			TABOURA
			KELEL
			TCHAMBOUL I
			TIAMBANGA RIMAÏBE
			TIAMBANGA FOULBE
			TIEHEGUEL
			TIKKO
			TIOURIDI MAOUDI
			TIOURIDI YADIGARE
			TOLBA
			TONDOBON
			TORODI
			TOUTOURE
			ZONGO



**Article 3** : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 22 septembre 2009

***Signé** : Le Président de la République*

**MAMADOU TANDJA**

**Pour ampliation** :

Le Secrétaire Général du Gouvernement

**LARWANA IBRAHIM**



# DÉCRETS

SECRET

**Décret n° 2003-178/PRN/MI/D**  
du 18 juillet 2003, déterminant les conditions  
dans lesquelles la région, le département, la  
commune ou la communauté urbaine peuvent  
contracter des emprunts.

**Le Président de la République,**

Vu la Constitution ;  
Vu la loi n° 98-30 du 14 septembre 1998, portant création des départements et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux ;  
Vu la loi n° 98-31 du 14 septembre 1998, portant création des régions et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux ;  
Vu la loi n° 98-32 du 14 septembre 1998, déterminant le statut des Communautés urbaines ;  
Vu la loi n° 2001-23 du 10 août 2001, portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2002-12 du 11 juin 2002, déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs compétences et leurs ressources ;  
Vu la loi n° 2002-13 du 11 juin 2002, portant transfert de compétences aux régions, départements et communes ;  
Vu la loi n° 2002-14 du 11 juin 2002, portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux ;  
Vu la loi n° 2002-15 du 11 juin 2002, portant création de la Communauté urbaine de Niamey ;  
Vu la loi n° 2002-16 du 11 juin 2002, portant création des Communautés urbaines de Maradi, Tahoua et Zinder ;  
Vu le décret n° 05-99/PRN du 31 décembre 1999, portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le décret n° 2001-206/PRN/MI/D du 2 novembre 2001, déterminant les attributions du ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;  
Vu le décret n° 2002-263/PRN du 8 novembre 2002, portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

**Le Conseil des ministres entendu ;**



## Décrète :

**Article premier** – En application des articles 37, 71, 103 et 167 de la loi n° 2002-012 du 11 juin 2002, les limites et les conditions dans lesquelles la région, le département, la commune et la Communauté urbaine peuvent contracter des emprunts sont fixées par les dispositions du présent décret.

**Art. 2** – La région, le département, la commune et la Communauté urbaine peuvent contracter des emprunts pour les motifs suivants :

1. la couverture des dépenses inscrites à leur budget d'investissement ;
2. le financement de leur quote-part en cas d'association avec d'autres régions, départements ou communes pour réaliser des œuvres ou services d'intérêts communs ;
3. le financement de leurs engagements dans l'exécution d'un contrat-plan avec l'Etat ;
4. le financement de leurs engagements dans l'exécution de contrats, arrangements et/ou conventions d'intérêts communs qui les lient avec des personnes morales de droit public autres que l'Etat, les régions, les départements et les communes ;
5. le financement de leurs engagements dans le cadre de la coopération décentralisée.

**Art. 3** – La région, le département, la commune et la Communauté urbaine peuvent contracter les trois types d'emprunts ci-après :

1. les crédits bancaires ou emprunts octroyés par d'autres organismes financiers ;
2. les emprunts publics par émission d'obligations ;
3. les emprunts inter-collectivités.

**Art. 4** – Hormis les emprunts publics par émission d'obligations, la région, le département, la commune et la Communauté urbaine sont tenus de contracter auprès de l'établissement bancaire spécialisé dans le financement des investissements des collectivités territoriales à l'exclusion de tous les autres organismes financiers et collectivités prêteurs.

**Art. 5** – Les emprunts à contracter par la région, le département, la commune ou la Communauté urbaine font l'objet d'une délibération des conseils respectifs.

**Art. 6** – Les délibérations du conseil régional, départemental, communal et de Communauté urbaine en vue de statuer sur l'opportunité de l'emprunt portent sur l'appréciation des points ci-après :

1. la situation financière générale de la région, du département, de la commune ou de la Communauté urbaine ;
2. la situation de la collectivité territoriale en matière d'endettement avant et après l'emprunt envisagé ;
3. le montant total des investissements prévus ;
4. l'objet précis de l'emprunt, sa nature, son montant maximum, la participation financière propre de la collectivité et de la population le cas échéant, le montant et l'origine éventuels d'une aide extérieure à la collectivité ;
5. l'organisme prêteur sollicité, la durée de remboursement de l'emprunt, le montant des annuités d'amortissement du capital, le taux d'intérêt et les charges annuelles d'intérêt et de frais ;
6. l'examen des documents prescrits à l'article 8 du présent décret et destinés à appuyer la demande de l'emprunt.

**Art. 7** – Les emprunts destinés à la couverture de dépenses d'équipements ou extraordinaires ne peuvent être contractés qu'à moyen ou long terme en vue :

1. du financement des travaux d'équipements ;
2. de l'acquisition d'immeubles ;
3. de la dotation de fonds de démarrage aux exploitations à caractère industriel ou commercial ;
4. du financement d'investissements rentables effectués par ces mêmes exploitations.

Ces emprunts ne peuvent en aucun cas avoir la garantie de l'Etat.

**Art. 8** – Dans tous les cas repris à l'article 7 précité, la demande d'emprunt est appuyée d'un dossier technique comprenant un programme d'activités ainsi que, selon le cas :

1. un devis détaillé des travaux d'équipements établi ou vérifié par un agent qualifié des travaux publics ou un bureau d'études ;
2. une description, un état des lieux détaillé et une estimation de la valeur réelle des immeubles, établis ou vérifiés par un agent qualifié des travaux publics ou un bureau d'études ;
3. le bilan de départ ou le bilan comptable, le programme d'activités de l'exploitation à caractère industriel ou commercial ainsi que le devis détaillé des investissements prévus et le plan de leur rentabilité, le devis des investissements étant établi ou vérifié par un agent qualifié des travaux publics ou un bureau d'études.

**Art. 9** – Les emprunts destinés à la dotation de fonds de démarrage aux exploitations à caractère industriel ou commercial ainsi qu'au financement de leurs investissements ne peuvent en aucun cas dépasser un montant dont les charges annuelles de remboursement de capital, d'intérêt et de frais éventuels ne seraient pas susceptibles d'être supportées normalement par les exploitations intéressées.

**Art. 10** – Les prêts font l'objet d'une convention entre l'organisme prêteur et le bénéficiaire. Chaque convention d'emprunt doit prévoir sa durée son taux d'intérêt et son plan d'amortissement. Elle doit détailler :

1. les annuités d'amortissement du capital ;
2. les charges annuelles de l'emprunt (intérêt et frais).

**Art. 11** – Le temps de remboursement ne peut dépasser la durée utile des dépenses ou la durée normale des biens ou services ayant justifié le recours à l'emprunt. Il ne peut être supérieur à vingt cinq (25) ans.

**Art. 12** – Le montant de l'amortissement annuel du capital emprunté doit être inscrit comme dépense obligatoire chaque année au niveau du budget d'investissement.

**Art. 13** – Le montant de la charge annuelle de l'emprunt (intérêt et frais) doit être inscrit chaque année, soit au budget de fonctionnement ou ordinaire de la collectivité territoriale, soit au compte des profits et pertes de l'exploitation à caractère industriel ou commercial selon le cas.

**Art. 14** – La région, le département, la commune ou la Communauté urbaine peuvent procéder à l'amortissement anticipé des emprunts contractés.

Toutefois, le remboursement anticipé des emprunts contractés en vue de la dotation de fonds de démarrage aux exploitations à caractère industriel ou commercial ou du financement d'investissements rentables de ces exploitations, ne peut être effectué que dans les limites des bénéfices de ces exploitations. Il est obligatoire en cas de liquidation partielle ou totale de celles-ci.

**Art. 15** – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret notamment celles du décret n° 68-006/MI du 17 janvier 1968.

**Art. 16** – Le ministre en charge de l'administration territoriale, le ministre chargé des finances, les gouverneurs de région, les préfets de département, les sous-préfets, les présidents des conseils régionaux, départementaux, municipaux, les présidents des conseils de Communauté urbaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 18 juillet 2003

Le Président de la République

**Mamadou Tandja**

Le Premier ministre

**Hama Amadou**

Le ministre de l'intérieur et de la  
décentralisation

**Albadé Abouba**

**Décret n° 2007-184/PRN/MI/D**

du 25 mai 2007 fixant les modalités de répartition des recettes minières concédées par l'Etat aux communes des régions concernées.

**Le Président de la République**

Vu la Constitution du 09 août 1999 ;  
Vu l'ordonnance n° 93-16 du 2 mars 1993 portant loi minière, et les textes modificatifs subséquents dont la loi n° 2006-26 du 9 août 2006 ;  
Vu la loi n° 2001-023 du 10 août 2001 portant création de circonscriptions administratives et de collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2002-012 du 11 juin 2002 déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs compétences et leurs ressources ;  
Vu la loi n° 2002-013 du 11 juin 2002 portant transfert de compétences aux régions, départements et communes ;  
Vu la loi n° 2002-014 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux ;  
Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le décret n° 2005-036/PRN/MI/D du 18 février 2005 déterminant les attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;  
Vu le décret n° 2005-103/PRN/MI/D du 22 avril 2005 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;  
Vu le décret n° 2007-048/PRN du 1er mars 2007 portant nomination des membres du Gouvernement modifié par le décret n° 2007-081/PRN du 26 mars 2007 ;  
Sur rapport du ministre d'Etat chargé de l'intérieur et de la décentralisation ;

**Le Conseil des ministres entendu :**

**Décète:**

***Article premier (nouveau) (Décret n° 2015-245/PRN/MISP/D/ACR du 08 mai 2015)***

- En application des dispositions de l'article 95 (nouveau) de l'ordonnance n° 93-16 du 2 mars 1993 portant loi minière, modifiée et complétée par la loi n° 2006-26 du 9 août



2006 et la loi n° 2014-08 du 16 Avril 2014, la part des recettes minières constituées par la redevance superficière, les droits fixes, le produit de la taxe d'exploitation artisanale et le produit de la vente des cartes d'artisans miniers attribuées par l'Etat aux Collectivités Territoriales des régions minières est affectée au financement des actions suivantes :

- 85 % des fonds sont destinés au financement des investissements des collectivités territoriales;
- 10 % des fonds sont destinés au fonctionnement des collectivités territoriales des régions minières ;
- 5 % des fonds constituent une dotation dans le cadre de l'appui technique aux collectivités territoriales et du suivi-évaluation des actions de développement par les services techniques de l'Etat.

**Art. 2 (nouveau) (Décret n° 2015-245/PRN/MISP/D/ACR du 08 mai 2015)** - Les Fonds affectés au développement des collectivités territoriales des régions minières sont répartis pour 85 % au profit des communes et 15 % au profit de la région collectivité territoriale.

Ces fonds destinés au financement des investissements et au fonctionnement des collectivités bénéficiaires sont répartis selon les critères de pondération ci-dessous :

- le poids démographique - 25 % ;
- l'impact environnemental - 25 % ;
- l'effort de mobilisation des ressources locales propres - 15 % ;
- le niveau de sous-équipement - 25 % ;
- la superficie - 10%.

**Art. 3 (nouveau) (Décret n° 2015-245/PRN/MISP/D/ACR du 08 mai 2015)** - Les fonds affectés à chaque collectivité territoriale sont déterminés proportionnellement à la note chiffrée qui lui est attribuée conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 2 (nouveau).

**Art. 4** – Le fonds alloué au fonctionnement est réparti équitablement entre les communes bénéficiaires.

**Art. 5 (nouveau) (Décret n° 2015-245/PRN/MISP/D/ACR du 08 mai 2015)** - Sont bénéficiaires de la part des recettes minières concédées par l'Etat toutes les communes et la région collectivité territoriale situées sur le territoire de la région d'exploitation minière concernée.

**Art. 6** – Un arrêté conjoint du ministre chargé de la décentralisation, du ministre chargé des mines et du ministre chargé des finances déterminera les modalités d'application du présent décret.

**Art. 7** – Le ministre d'Etat chargé de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'économie et des finances et le ministre des mines et de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 25 mai 2007

Le Président de la République

**Mamadou Tandja**

Le Premier ministre  
**Hama Amadou**

Le ministre d'Etat chargé de l'intérieur  
et de la décentralisation

**Albadé Abouba**

**Décret n° 2008-360/ PRN/MI/SP/D/ ME/F** du 06 novembre 2008, portant approbation des statuts de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT).

### **Le Président de la République**

- Vu la Constitution du 9 août 1999 ;
- Vu l'ordonnance n° 86-001 du 10 janvier 1986 portant régime général des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;
- Vu l'ordonnance n° 86-02 du 10 janvier 1986 déterminant la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;
- Vu la loi n° 2002-12 du 11 juin 2002 déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs compétences et leurs ressources et ses textes modificatifs ;
- Vu la loi n° 2002-17 du 11 juin 2002 déterminant le régime financier des régions, des départements et des communes ;
- Vu la loi n° 2008-38 du 10 juillet 2008 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé « Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT) » ;
- Vu le décret n° 86-120/PCMS/MTEP/SEM du 10 janvier 1986 portant approbation des statuts types des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;
- Vu le décret n° 2007-214/PRN du 3 juin 2007 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2007-216/PRN du 9 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 2008-320/PRN du 14 septembre 2008 ;
- Vu le décret n° 2007-251/PRN/ME/F du 19 juillet 2007 déterminant les attributions du ministre de l'économie et des finances ;
- Vu le décret n° 2007-253/PRN/MI/SP/D du 19 juillet 2007 déterminant les attributions du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation ;
- Sur rapport conjoint du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation et du ministre de l'économie et des finances ;

### **Le Conseil des ministres entendu ;**

**Décrète :**

**Article premier.-** Sont approuvés tels qu'annexés au présent décret, les statuts de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT).

**Art. 2 -** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Art. 3 -** Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 06 novembre 2008

Le Président de la République

**Mamadou Tandja**

Le Premier ministre

**Seini Oumarou**

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation

**Albade Abouba**

Le ministre de l'économie et des finances

**Ali Mahaman Lamine Zeine**



# STATUTS DE L'AGENCE NATIONALE DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (ANFICT)

## TITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES

**Article premier :** L'Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT) est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est créée par la loi n° 2008-38 du 10 juillet 2008.

**Art. 2** - L'organisation et les règles de fonctionnement de l'ANFICT sont définies conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 86-01 du 10 janvier 1986, portant régime général des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte, de l'ordonnance n° 86-02 du 10 janvier 1986, déterminant la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte et du décret n° 86-120/PCMS/MTEP/SEM du 10 janvier 1986 portant approbation des statuts types des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte.

**Art. 3** - Le siège de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales est fixé à Niamey. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire de la République du Niger sur délibération du conseil d'administration.

**Art. 4** - La tutelle administrative de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales est assurée par le ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales. La tutelle financière est assurée par le ministre chargé des finances.

## TITRE II : DES OBJECTIFS DE L'ANFICT

**Art. 5** - L'Agence nationale de financement des collectivités territoriales est investie d'une mission de service public. A ce titre, elle est chargée de :

- recevoir et allouer des ressources aux collectivités territoriales, à titre de subventions, pour leur fonctionnement et la réalisation d'investissements sous leur maîtrise d'ouvrage en tenant compte de leur niveau de développement et de leur performance;
- assurer une péréquation des ressources nationales et des financements extérieurs qui lui sont confiés et destinés aux collectivités territoriales ;
- gérer les dotations indicatives financières (D.I.F.) des collectivités territoriales conformément aux règles de répartition établies ;
- appuyer les collectivités territoriales à promouvoir et à développer les services de proximité au profit des populations et inciter ces dernières à mobiliser et à accroître leurs ressources propres ;



- contrôler l'utilisation des subventions allouées par son canal aux collectivités territoriales en vue d'en assurer la bonne gestion en conformité avec leurs objectifs spécifiques de développement ;
- gérer toutes autres ressources affectées au profit des collectivités territoriales.

### **TITRE III : DES RESSOURCES DE L'ANFICT**

#### **Chapitre 1 : Des ressources gérées par l'Agence.**

**Art. 6** - Les ressources financières gérées par l'ANFICT au profit des collectivités territoriales sont constituées par :

- les subventions de l'Etat aux collectivités territoriales au titre de fonds d'appui à la décentralisation et du fonds de péréquation ;
- la Taxe spécifique sur l'électricité (TSE), créée par la loi n° 72-05 du 17 février 1972 dont les modalités de perception et de gestion sont déterminées par cette même loi et les textes modificatifs subséquents ;
- la rétrocession par l'Etat des financements apportés par les partenaires financiers faits sous forme d'aides budgétaires non remboursables ;
- les contributions directes des partenaires dans le cadre de conventions de financement ;
- les produits de la vente des parcelles ;
- les produits des placements des biens, fonds et valeurs ;
- les dons et legs ;
- toute autre ressource mise à la disposition de l'agence par d'autres personnes physiques et/ou morales.

#### **Chapitre 2 : Des ressources financières affectées au fonctionnement de l'ANFICT**

**Art. 7** - Les ressources financières affectées au fonctionnement de l'ANFICT sont constituées par :

- les contributions des collectivités territoriales au fonctionnement de l'agence ;
- les frais d'agence prélevés sur les subventions accordées aux collectivités territoriales par l'Etat et les partenaires au développement et dont les taux et les modalités de prélèvement sont fixés par décret pris en Conseil des ministres ou dans les conventions signées avec les partenaires ;
- les dons et legs octroyés spécifiquement pour le fonctionnement de l'agence ;
- toute autre ressource mise à la disposition de l'Agence pour son fonctionnement par d'autres personnes physiques et/ou morales.

## **TITRE IV : DES ORGANES DELIBERANTS DE L'ANFICT**

### **Chapitre 1 : Le conseil d'administration**

**Art. 8** - Le conseil d'administration de l'ANFICT est investi de pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de l'Agence dans les limites des lois et règlements en vigueur et sous réserve des pouvoirs expressément dévolus aux autorités de tutelle.

Le conseil d'administration exerce les attributions suivantes :

- déterminer les axes d'interventions prioritaires de l'agence et en assurer le respect par la direction générale ;
- examiner et approuver les programmes pluriannuels ainsi que les programmes d'activités annuels et les budgets correspondants ;
- fixer l'organisation interne, le cadre organique et les règles particulières relatives au fonctionnement et à l'administration de l'ANFICT ;
- examiner et approuver les modalités d'attribution des fonds aux collectivités territoriales en tenant compte de leur budget, de leur capacité de mobilisation des ressources propres et des potentialités particulières dont elles disposent ;
- examiner et approuver les critères d'éligibilité aux fonds ;
- délibérer sur les acquisitions, mise à disposition ou aliénation des biens meubles et immeubles de l'agence ;
- approuver les actes, contrats et marchés relatifs à l'exécution de l'objet de l'ANFICT y compris les projets d'acquisition des baux et location d'immeubles qui excèdent les pouvoirs du directeur général ;
- déterminer le régime général des recrutements, d'emploi et de rémunération du personnel dans le respect des lois et règlements en la matière ;
- délibérer sur l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
- proposer les modifications des statuts de l'Agence.

**Art. 9** - Outre le président, le conseil d'administration de l'ANFICT est composé de onze (11) membres représentant les structures ci-après :

- un (1) représentant du ministre chargé des finances ;
- un (1) représentant du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales ;
- un (1) représentant du ministre de l'aménagement du territoire et du développement communautaire ;
- un (1) représentant de l'Association des municipalités du Niger (AMN) ;
- deux (2) représentants des associations régionales des municipalités du Niger ;
- deux (2) représentants des conseils régionaux ;
- deux (2) représentants des conseils départementaux ;
- un (1) représentant du personnel de l'Agence.

Les représentants des partenaires au développement peuvent participer aux réunions du conseil avec voix consultative.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par le directeur général de l'ANFICT.

Les délibérations du conseil d'administration ne sont exécutoires qu'après approbation par les autorités de tutelle et dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 86-002 du 10 janvier 1986 déterminant la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte.

**Art. 10** - Les représentants de l'AMN et des associations régionales des municipalités du Niger sont désignés en assemblée générale de leurs organisations respectives.

Le représentant du personnel est désigné à la majorité simple en assemblée générale des travailleurs de l'agence.

Ceux des conseils régionaux, départementaux sont désignés par rotation par leurs organes délibérants.

**Art. 11** - Les administrateurs sont nommés pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois par arrêté de l'autorité de tutelle sur proposition de leurs structures respectives. La fin de leur mission résulte de l'expiration du mandat, de la démission, du décès, de la déclaration d'incapacité ou de la révocation individuelle ou collective par l'autorité de tutelle.

Le remplacement du ou des administrateurs dans les cas susvisés doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter de la vacance du siège et pour le reste de la durée du mandat.

**Art. 12** - Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de l'établissement l'exige et au moins trois (3) fois par an, sur convocation de son président. L'autorité de tutelle peut également convoquer le conseil d'administration en cas de défaillance dûment constatée. Dans tous les cas, la convocation doit être accompagnée d'un ordre du jour détaillé et de tous les documents nécessaires et parvenir aux administrateurs quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Le délai de convocation du conseil peut être ramené à sept (7) jours en cas d'urgence

Le conseil peut entendre, à titre consultatif, toute personne dont il juge le ou les avis utiles pour ses délibérations.

**Art. 13** - La présence effective des deux tiers (2/3) des membres du conseil d'administration est nécessaire à la tenue de ses sessions. Les décisions du conseil sont prises à la majorité simple de ses membres présents. En cas de partage des voix, celle du

président est prépondérante. Les délibérations du conseil ne sont exécutoires qu'après approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise trente (30) jours après réception desdites délibérations par l'autorité de tutelle si celle-ci n'a pas notifié son opposition au président du conseil d'administration avant l'expiration des délais sauf en ce qui concerne le budget. Dans ce cas, le dernier budget s'applique par douzième (12ème) provisoire jusqu'à l'approbation du nouveau.

**Art. 14** - Les administrateurs reçoivent des indemnités de session dont le montant est fixé par le conseil d'administration.

**Art. 15** - Le conseil d'administration élabore son règlement intérieur et procède à son adoption lors de la première session.

## **Chapitre 2 : Le comité d'établissement**

**Art. 16** - Le conseil d'administration procède à la création d'un comité d'établissement. Il en détermine la composition, les attributions, l'organisation et les règles de fonctionnement conformément aux dispositions du décret n° 86-120/PCMS/MTEP/SEM du 10 janvier 1986 portant approbation des statuts types des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte.

**Art. 17** - Le comité d'établissement a une compétence consultative. Il est associé par le conseil d'administration à l'accomplissement de la mission de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales. Le comité d'établissement désigne un représentant au conseil d'administration avec voix consultative.

## **Chapitre 3 : Les comités consultatifs régionaux**

**Art. 18** - Les comités consultatifs régionaux (CCR) sont des instances répliques du conseil d'administration au niveau des régions. Ils sont un relais entre les collectivités territoriales et le niveau central de l'agence et entre ce dernier et les collectivités territoriales. Ce sont des instances intégrées dans l'organisation de l'agence. Les CCR apportent un appui au conseil d'administration dans l'accomplissement de sa mission. Les comités consultatifs régionaux se réunissent sous la présidence du représentant de l'Etat dans la région.

**Art. 19** - Les comités consultatifs régionaux sont chargés :

- d'informer le niveau central de l'agence des priorités dégagées au niveau régional, départemental et communal ;
- d'émettre leurs avis sur les priorités dégagées au niveau des collectivités territoriales ;



- d'informer les collectivités territoriales de leur dotation indicative financière (dif) ; d'arrêter, publier, diffuser la liste des investissements éligibles aux financements de l'Agence.

**Art. 20** - Les comités consultatifs régionaux sont composés comme suit :

Président : Le gouverneur de la région ;

Membres :

- huit (8) représentants de collectivités territoriales (une collectivité ne peut avoir plus d'un représentant) ;
- un (1) représentant du Haut conseil des collectivités territoriales élu dans la région ;
- un (1) représentant du Conseil économique social et culturel (CESOC) élu dans la région ;
- quatre (4) représentants des services déconcentrés de l'Etat dont notamment ceux du ministère en charge des finances et du ministère en charge du développement communautaire ;
- le trésorier régional ;
- le délégué de l'Agence dans la région.

## **TITRE V : DES ORGANES EXECUTIFS DE L'ANFICT**

### **Chapitre 1 : Le président du conseil d'administration**

**Art. 21** - Le conseil d'administration est dirigé par un président nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales, pour une durée n'excédant pas celle de son mandat d'administrateur. Il peut être reconduit une fois dans ses fonctions. Il est révocable dans les mêmes formes que sa nomination.

En cas d'empêchement du président, le conseil d'administration peut déléguer à un administrateur les fonctions de président pour la durée de la session.

**Art. 22** - Le président représente l'agence dans ses rapports avec les autorités de tutelle et des tiers. Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il reçoit une rémunération incluant les indemnités de session, dont le montant est fixé par le conseil d'administration.

### **Chapitre 2 : Le directeur général**

**Art. 23** - L'Agence nationale de financement des collectivités territoriales est dirigée par un directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.



**Art. 24** - Le directeur général est investi des pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion et la direction de l'établissement dans la limite des pouvoirs délégués par le conseil d'administration. A ce titre, le directeur général :

- assure les fonctions de gestion et d'administration de l'Agence ;
- exécute les décisions du conseil d'administration et soumet, à ce dernier, toutes propositions utiles à l'accomplissement des missions assignées à l'Agence ;
- contrôle tous les services de l'Agence ;
- coordonne les activités des différentes directions ;
- peut recruter du personnel sur autorisation du conseil d'administration ; ce personnel doit répondre aux profils et qualifications déterminés dans l'organigramme de l'Agence et validés par le conseil d'administration ;
- peut déléguer au personnel placé sous son autorité une partie des pouvoirs qui lui sont conférés ainsi que la signature des documents et correspondances qu'il détermine ;
- prépare le budget ainsi que le compte administratif annuel de gestion qu'il soumet au conseil d'administration ;
- veille, en tant qu'ordonnateur, à l'exécution du budget de l'Agence ;
- gère le patrimoine de l'ANFICT ;
- représente l'Agence à l'extérieur.

Le directeur général rend compte de sa gestion au conseil d'administration auquel il dresse un rapport trimestriel et un rapport annuel.

### **Chapitre 3 : Les délégués régionaux**

**Art. 25** - Les délégués régionaux sont les correspondants du directeur général de l'Agence dans les régions. Un délégué par région est nommé par le conseil d'administration sur proposition du directeur général de l'Agence.

Le délégué régional :

- est l'interlocuteur permanent des collectivités territoriales ; il les accompagne dans la préparation des dossiers à soumettre à l'Agence ;
- accompagne le comité consultatif régional ;
- assure le suivi et le contrôle des opérations avec les collectivités territoriales ;
- instruit les dossiers de demande de financements des collectivités de la région.

**Art. 26** - L'organisation et les attributions des services de l'Agence sont fixées par un arrêté de l'autorité de tutelle sur proposition du président du conseil d'administration.

## **TITRE VI : DES DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

**Art. 27** - Le comptable et le contrôleur financier de l'établissement sont nommés par arrêté du ministre chargé des finances. Ils exercent leurs attributions respectives conformément à la réglementation sur la comptabilité publique.

**Art. 28** - Le directeur général de l'ANFICT, après avis favorable du contrôleur financier, peut procéder à des virements de chapitre à chapitre, dans le cadre de l'exécution du budget.

La décision de virement de crédit, revêtue de l'avis favorable du contrôleur financier, est immédiatement transmise à l'autorité de tutelle.

## **TITRE VII : DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

**Art. 29** - Les fournitures et services acquis par l'établissement et les travaux réalisés pour son compte donnent lieu à l'établissement de marchés passés dans les conditions fixées par le Code des marchés publics.

## **TITRE VIII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

**Art. 30** - Pour le démarrage de ses activités, l'ANFICT reçoit les biens meubles et immeubles de la CPCT dissoute.

Le personnel de la CPCT dissoute pourra faire l'objet d'un transfert à l'Agence sur la base d'un protocole d'accord négocié entre le personnel et un mandataire désigné par l'Etat.

## **TITRE IX : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Art. 31** - La dissolution de l'Agence est consacrée dans les mêmes formes que sa création.

A la clôture des opérations de liquidation, les biens meubles et immeubles restant à l'actif de l'Agence sont retournés au domaine public de l'Etat et les deniers et valeurs versés au trésor public. L'apurement du passif est assuré par l'Etat.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et l'administration du territoire de la république du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17 septembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant code général des collectivités territoriales du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-76 du 09 décembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-55 du 17 septembre 2010, portant statut des communes à statut particulier ou villes ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-56 du 17 septembre 2010, portant érection des Communautés Urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en villes ;
- Vu le décret n° 2011-001/PRN du 7 avril 2011, portant nomination du Premier Ministre;
- Vu le décret n° 2011-015/PRN du 21 avril 2011, portant nomination des membres du Gouvernement modifié par le décret n° 2011-129/PRN du 16 juin 2011;
- Vu le décret n° 2011-169/PRN/MISPD/AR du 09 juillet 2011, déterminant les attributions du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;
- Vu le décret n° 2011-170/PRN/MISPD/AR du 09 juillet 2011, portant organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;
- Surrapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**DECRETE :**

**Article premier :** Le présent décret fixe les modalités de détermination et de répartition de la dotation globale de fonctionnement accordée par les villes aux arrondissements communaux.

**Article 2 :** La dotation globale de fonctionnement des arrondissements communaux est une dépense obligatoire pour la ville. Elle est déterminée sur la base du budget de la ville après déduction de la dotation aux investissements, du remboursement des emprunts et des charges du personnel.

**Article 3 :** La dotation globale est déterminée et répartie par arrondissement communal selon les critères ci-après :

- le chiffre de la population de l'arrondissement communal issu des statistiques officielles les plus récentes de l'Institut National des Statistiques (INS);
- le niveau des ressources financières mobilisées sur le territoire de l'arrondissement communal ;
- le niveau des charges de fonctionnement de l'arrondissement communal notamment les frais de fonctionnement du conseil et des commissions, les indemnités diverses liées à l'exécutif, l'eau, l'électricité, la communication, les fournitures de bureau, les consommables et le carburant ;
- la nature et l'importance des équipements et infrastructures à entretenir sur le territoire de l'arrondissement communal.

Le conseil de ville peut, en fonction de certaines spécificités locales, déterminer d'autres critères supplémentaires.

**Article 4 :** Le conseil de ville détermine un coefficient de péréquation dans l'application de certains des critères ci-dessus énumérés à l'article 3.

**Article 5 :** Pour la détermination de la dotation globale par arrondissement communal, un comité composé du maire de la ville et des maires d'arrondissements communaux examine à la demande du conseil de ville, les évaluations faites par les arrondissements communaux.

Ce comité soumet à l'appréciation du conseil de ville les conclusions de ses travaux.

Ces conclusions font apparaître les propositions du montant de la dotation globale à répartir entre les arrondissements communaux.

**Article 6 :** Un inventaire des infrastructures, équipements de l'arrondissement communal et des ressources humaines est dressé et mis à jour chaque année avant la préparation du budget.

Cet inventaire précise notamment la nature, la localisation, l'affectation et l'état de fonctionnement de ces infrastructures et équipements.

A ce titre, le conseil de ville peut au besoin requérir l'expertise des services techniques déconcentrés de l'Etat conformément aux textes en vigueur.



**Article 7 :** L'ensemble des infrastructures et équipements inventoriés constituent le patrimoine de la ville.

Le conseil de ville met à la disposition du conseil d'arrondissement communal les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des compétences à lui déléguées.

**Article 8 :** A titre transitoire pour l'année 2011, les ressources de fonctionnement des anciennes communes des ex-communautés urbaines représentent la dotation de fonctionnement affectée aux arrondissements communaux, à l'exception des dépenses de personnel et des frais financiers qui sont à la charge du budget de la ville.

L'inventaire initial prévu à l'article 6 doit intervenir dans les trois (3) mois qui suivent l'installation des nouveaux organes de gestion.

**Article 9 :** Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 09 juillet 2011

**Signé :** Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre

**BRIGI RAFINI**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation et des Affaires Religieuses

**ABDOU LABO**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général du Gouvernement

**GANDOU ZAKARA**



## **RAPPORT DE PRESENTATION**

### **du décret déterminant le régime indemnitaire et les avantages alloués aux membres des organes délibérants et des organes exécutifs des communes et des régions.**

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales et de la loi relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République, les collectivités territoriales sont gérées par des organes élus au suffrage universel. Les organes délibérants que sont les conseils municipaux et régionaux élisent en leur sein des organes exécutifs.

La fonction d'élu local qui tire sa motivation du don de soi et dans l'expression d'un fort sentiment d'appartenance à la collectivité locale, est normalement gratuite. Dans la conception traditionnelle et originelle du mandat local, « cette charge est d'autant plus belle qu'elle n'a ni loyer ni gain autre que l'honneur de son exécution ».

C'est fort de cette idée d'engagement volontaire et désintéressé des élus locaux que le code général des collectivités territoriales, en ses articles 44 et 119, pose le principe de la gratuité de la fonction de conseiller municipal et régional.

Toutefois, tenant compte des limites objectives du bénévolat notamment dans le contexte particulier de notre pays, la loi admet également que « si les élus ne doivent pas tirer profit de leurs fonctions, ils ne doivent pas non plus supporter sur leurs deniers personnels des charges qui incombent normalement à la collectivité ».

Ce principe est d'autant plus pertinent que certains élus de par la nature de leurs missions (présidence des conseils, missions pour le compte de la collectivité dans le cadre de certains mandats spéciaux) assurent des responsabilités dans l'exécution des délibérations des conseils et exercent d'importantes attributions en matière de gestion administrative, financière et domaniale.

C'est pourquoi, afin de garantir la disponibilité des membres des organes délibérants et des organes exécutifs, la loi atténue le principe de gratuité des fonctions en prévoyant

l'octroi des frais de session, d'indemnités diverses et le remboursement de certains frais **engendrés** dans l'exercice des fonctions ou missions à eux confiées par la collectivité.

Le présent projet de décret qui abroge les dispositions du décret 2005-270/PRN/MI/D du 14 octobre 2005 intervient pour fixer les indemnités et avantages attribués aux conseillers régionaux, municipaux et d'arrondissement communaux ainsi qu'aux présidents et vice-présidents des conseils régionaux, aux maires des villes et communes et d'arrondissements communaux.

Ces **indemnités diverses** sont pour l'essentiel relatives aux frais de session et de transport, aux indemnités de fonction et de représentation, et les autres avantages dus en compensation de certaines charges tels que l'eau, l'électricité, le téléphone et le logement.

Le présent projet de décret est un des produits résultant des travaux du comité interministériel mis en place à cet effet et ayant regroupé les cadres du Ministère en charge de la décentralisation et ceux du Ministère des finances.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Fait à Niamey le

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur de  
la Sécurité Publique, de la Décentralisation et  
des Affaires Religieuses

**ABDOU LABO**

**Décret n° 2011-168/PRN/MISPD/AR**

du 09 juillet 2011, déterminant le régime indemnitaire et les avantages accordés aux membres des organes délibérants et des organes exécutifs des régions et communes du Niger.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi n° 98-31 du 14 septembre 1998, portant création des régions et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux ;

Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17 septembre 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code général des collectivités territoriales du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-76 du 09 décembre 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 2010-55 du 17 septembre 2010, portant statut des communes à statut particulier ou villes ;

Vu le décret n° 2011-001/PRN du 07 avril 2011, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2011-015/PRN du 21 avril 2011, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 2011-129/PRN du 16 juin 2011 ;

Vu le décret n° 2011-169/PRN/MISPD/AR du 09 juillet 2011, déterminant les attributions du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses ;

Vu le décret n° 2011-170/PRN/MISPD/AR du 09 juillet 2011, portant organisation du ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses ;

Sur rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses ;

**Le Conseil des ministres entendu ;**

**Décète :**

**Article premier :** Le présent décret détermine le régime indemnitaire et les avantages attribués aux conseillers régionaux, municipaux et d'arrondissements communaux ainsi

qu'aux présidents et vices présidents des conseils de région, de ville, de commune et d'arrondissement communal.

### **Chapitre premier : Indemnités de sessions et frais de transport des conseillers.**

**Art 2.-** Le conseiller bénéficie des indemnités de session et du remboursement des frais de transport de sa résidence au chef - lieu de la collectivité territoriale.

Par résidence, il faut entendre la localité de la circonscription électorale du conseiller.

**Art 3.-** Les taux maxima applicables au titre des indemnités de session et de remboursement des frais de transport aller et retour sont ceux indiqués dans le tableau ci-après :

Collectivité/ Arrondissement Communal	Indemnités Session/jour	Frais de transport Aller et Retour	
		Résidence hors chef lieu	Résidence au chef lieu
Région	20.000	4.000 à 50.000	2.000
Ville	20.000	4.000	2.000
Commune urbaine	10.000	5.000	2.000
Commune rurale	5.000	5.000	1.000
Arrondissement	10.000	4.000	2.000

**Art 4.-** Pour le cas spécifique des frais de transport aller-retour des conseillers régionaux, le conseil régional détermine le taux sur la base du coût réel de transport dans la région et sur présentation des pièces justificatives.

### **Chapitre II : Indemnités de fonction et indemnités de représentation**

**Art 5.-** Le président et les vice-présidents des conseils régionaux, le maire et les adjoints au maire bénéficient des indemnités de fonction déterminées sur la base du chiffre de la population donné par les statistiques officielles les plus récentes de l'Institut national des statistiques (INS).

Le président du conseil régional et le maire bénéficient d'une indemnité de représentation.

#### **Section I : Du président du conseil régional**

**Art 6.-** L'indemnité mensuelle de fonction allouée au président du conseil régional est fixée ainsi qu'il suit :

Catégorie	Population totale région	Montant indemnités (FCFA)
1	Inférieure ou égale à 500.000 habitants	250.000
2	De 500.001 à 1.600.000 habitants	300.000
3	De 1.600.001 à 2. 000.000 habitants	350.000
4	De 2.000.001 habitants à plus	400.000

**Art 7.-** L'indemnité forfaitaire mensuelle de fonction allouée au vice président du conseil régional est déterminée par délibération du conseil.

Toutefois, elle ne peut dépasser 75 % de l'indemnité de fonction du président du conseil régional.

**Art 8.-** L'indemnité mensuelle de représentation allouée au président du conseil régional est fixée par délibération du conseil.

Toutefois, elle ne peut dépasser 30% du montant de son indemnité de fonction.

**Art 9.-** L'indemnité de fonction et celle de représentation ainsi que l'indemnité de sujétion ne sont pas dues en cas de suspension du président du conseil régional ou de ses vice-présidents.

### ***Section 2 : Du président du conseil de ville***

**Art 10.-** L'indemnité mensuelle de fonction allouée au président du conseil de ville est fixée ainsi qu'il suit :

Catégorie	Population totale de la ville	Montant indemnités (FCFA)
1	Inférieure ou égale à 150.000 habitants	200.000
2	De 150.001 à 200.000 habitants	250.000
3	De 200.001 à 500.000 habitants	300.000
4	De 500.001 à plus de 1000.000 habitants	350.000

**Art 11.-** L'indemnité forfaitaire mensuelle de fonction allouée aux adjoints au maire de ville est déterminée par délibération du conseil.

Elle ne peut dépasser 75 % de l'indemnité de fonction du président du conseil.



**Art 12.-** L'indemnité mensuelle de représentation allouée au président du conseil de ville est fixée par délibération du conseil.

Elle ne peut dépasser 30% du montant mensuel de son indemnité de fonction.

**Art 13.-** L'indemnité mensuelle de fonction et celle de représentation ne sont pas dues en cas de suspension du président du conseil de ville ou de ses adjoints.

### ***Section 3 : Du président du conseil d'arrondissement communal***

**Art 14.-** L'indemnité mensuelle de fonction allouée au président du conseil d'arrondissement communal est fixée ainsi qu'il suit :

Catégorie	Population totale arrondissement communal	Montant indemnités (FCFA)
1	Inférieure ou égale à 20.000 habitants	100.000
2	De 20.001 à 40.000 habitants	125.000
3	De 40.001 à 50.000 habitants	150.000
4	De 50.001 à 75.000 habitants	175.000
5	De 75.001 à 100.000 habitants	200.000
6	De 100.001 habitants	225.000
7	De 150.001 habitants à plus	250.000

**Art 15.-** L'indemnité forfaitaire mensuelle de fonction allouée aux adjoints au maire d'arrondissement communal est déterminée par délibération du conseil d'arrondissement communal.

Elle ne peut dépasser 75% de l'indemnité de fonction du président du conseil.

**Art 16.-** L'indemnité mensuelle de représentation allouée au président du conseil d'arrondissement communal est fixée par délibération du conseil d'arrondissement communal.

Elle ne peut dépasser 30 % du montant de son indemnité de fonction.

**Art 17.-** L'indemnité de fonction celle de représentation ne sont pas dues en cas de suspension du maire d'arrondissement communal ou de ses adjoints.

### ***Section 4 : Du président du conseil municipal***

**Art 18 –** L'indemnité mensuelle de fonction allouée au président du conseil municipal est fixée ainsi qu'il suit :

Catégorie	Population totale de la commune	Montant indemnités (FCFA)
1	Inférieure ou égale à 5.000 habitants	50.000
2	De 5.001 à 30. 000 habitants	60.000
3	De 30.001 à 70.000 habitants	75.000
4	De 70.001 à 100.000 habitants	90.000
5	De 100.001 à 150.000 habitants	100.000
6	De 150.001 habitants à plus	120.000

**Art 19.-** L'indemnité forfaitaire mensuelle de fonction allouée aux adjoints au maire est déterminée par délibération du conseil municipal.

Elle ne peut dépasser 75 % de l'indemnité de fonction du président.

**Art 20.-** L'indemnité mensuelle de représentation allouée au président du conseil municipal est fixée par délibération du conseil municipal. Toutefois, elle ne peut dépasser 30 % du montant de son indemnité de fonction.

**Art 21.-** L'indemnité de fonction et celle de représentation ne sont pas dues en cas de suspension du maire ou de ses adjoints.

### Chapitre III : Autres avantages

**Art. 22 -** Les présidents des conseils régionaux, municipaux, de villes et d'arrondissements communaux ainsi que leurs adjoints, bénéficient des avantages suivants :

- un logement non meublé ou à défaut une indemnité compensatrice ;
- une indemnité compensatrice de téléphone ;
- une indemnité compensatrice de consommation d'électricité à domicile ;
- une indemnité compensatrice de consommation d'eau à domicile.

**Art 23.-** Les taux des indemnités mensuelles compensatrices de logement, d'électricité, d'eau et de communication à domicile sont fixés par délibération du conseil dans la limite des taux ci-après :

Bénéficiaires	Téléphone	Electricité	Eau	Logement
Président/vice-présidents Conseil régional	40.000	45.000	25.000	fourni ou 75.000

Président/vice-présidents Conseil de ville	50.000	75.000	50.000	Fourni ou 100.000
Maire/adjoint(s) com- mune urbaine	20.000	30.000	20.000	Fourni ou 60.000
Maire/adjoint (s) com- mune rurale	15.000	15.000	10.000	Fourni ou 30.000
Maire/adjoint (s) arron- dissement communal	20.000	30.000	20.000	Fourni ou 60.000.

**Art 24.-** Le président de conseil et les conseillers en mission hors de leurs collectivités perçoivent des frais de mission dont les taux sont fixés par délibération du conseil dans la limite des taux en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat.

Toutefois, le cumul des frais de mission est interdit notamment lorsque ces missions sont prises en charge par d'autres structures ou partenaires de la collectivité ou de l'arrondissement communal.

**Art 25.-** Les frais engagés par les présidents des conseils et les conseillers liés à l'exécution des mandats spéciaux sont remboursés après délibération du conseil sur présentation des pièces justificatives dans la limite des crédits prévus préalablement par le conseil pour cette mission.

Le président du conseil régional et ses vice-présidents, le maire et ses adjoints bénéficient de la prise en charge médicale par la région, la commune ou l'arrondissement communal dans les mêmes conditions que le fonctionnaire de la catégorie A de la fonction publique de l'Etat.

**Art 26.-** Le fonctionnaire de l'Etat devenu président du conseil régional ou maire est placé en position de mise à disposition et conserve en traitement de base de la fonction publique avec cumul des indemnités de fonction et de représentation prévues au présent décret.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'étendent aux fonctionnaires de l'Etat élus vice présidents de conseil régional ou adjoints au maire des communes ou d'arrondissement communal.

Lorsqu'il n'est pas fonctionnaire de l'Etat, le président du conseil régional bénéficie à titre spécifique, d'une indemnité mensuelle forfaitaire de sujétion fixée par délibération du conseil régional. Le montant de ladite indemnité ne peut dépasser 75 000 CFA.

Le vice-président du conseil régional, lorsqu'il n'est pas fonctionnaire de l'Etat, bénéficie de l'indemnité forfaitaire mensuelle dont le montant est égal à 50 % de l'indemnité accordée au président du Conseil régional non fonctionnaire de l'Etat.

**Art 27.-** Les présidents des conseils, les conseillers des communes et d'arrondissements communaux ne peuvent, sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit, jouir à la charge de la collectivité, d'autres avantages que ceux prévus par le présent décret.

**Art 28.-** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles du décret 2005-270/PRN/MI/D du 14 octobre 2005, déterminant les taux maxima des indemnités et avantages attribués aux maires, aux présidents des conseils des communautés urbaines et aux délégués de communes.

**Art 29.-** Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses, les présidents des conseils régionaux, maires des villes, des communes urbaines et rurales et les maires d'arrondissements communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 09 juillet 2011

Le président de la République

**Issoufou Mahamadou**

Le premier ministre

**Brigi Rafini**

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses

**Abdou Labo**



**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 98-31 du 14 septembre 1998, portant création des régions et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux ;
- Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et l'administration du territoire de la république du Niger, modifiée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17 septembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant code général des collectivités Territoriales du Niger, modifié par l'ordonnance n° 2010-76 du 9 décembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-55 du 17 septembre 2010, portant Statut des communes à statut particulier ou villes ;
- Vu le décret n° 2011-15/PCSRD/MIS/D/AR du 6 janvier 2011, portant organisation des directions générales, des directions nationales et des services centraux du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses et déterminant les attributions de leurs responsables ;
- Vu le décret n° 2011-001/PRN du 7 avril 2011, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 2011-015/PRN du 21 avril 2011, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 2011-129/PRN du 16 juin 2011 ;
- Vu le décret n° 2011-169/PRN/MISP/D/AR du 9 juillet 2011, déterminant les attributions du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;
- Vu le décret n° 2011-170/PRN/MISP/D/AR du 9 juillet 2011, portant organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;
- Surrapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;



**DECRETE :**

**Article premier :** Le présent décret fixe la nomenclature, les modalités de présentation et d'exécution du budget des collectivités territoriales.

**TITRE I : DE LA NOMENCLATURE DU BUDGET  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 2 :** Le budget de la région et de la commune comporte les prévisions de recettes et de dépenses des titres I et II.

Il comprend en outre les prévisions de recettes et de dépenses des comptes hors budget et éventuellement des budgets annexes.

Les montants prévisionnels inscrits aux comptes hors budget sont indicatifs.

**Article 3 :** La nomenclature du budget et des comptes hors budget des collectivités territoriales est présentée telle qu'annexée au présent décret.

Le détail de la nomenclature du budget est fixé par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales.

**TITRE II : DES MODALITES DE PRESENTATION  
DU BUDGET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 4 :** Le budget des collectivités territoriales est présenté conformément à la nomenclature fixée en annexe du présent décret.

**Article 5 :** Le budget est appuyé d'un commentaire détaillé et de tableaux particuliers explicatifs des recettes et des dépenses.

Les augmentations et les diminutions par rapport aux prévisions de l'exercice précédent y sont justifiées ou expliquées.

**Article 6 :** L'élaboration du projet de budget obéit à la procédure suivante :

- identification du potentiel des ressources mobilisables ;
- identification des programmes ;
- mise en forme de l'avant projet de budget ;
- vérification de l'équilibre des titres ;
- adoption du projet de budget.

Le budget est voté article par article.

Une mesure administrative du Ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales précise le processus budgétaire.

**Article 7 :** Le budget est en outre appuyé d'un tableau général récapitulatif des prévisions par chapitre des Titres I et II et des comptes hors budget.

Ce tableau reprend également la situation du fonds de réserve ordinaire, du fonds d'investissement et du fonds d'édilité.

### **Chapitre premier : Fonds de réserve ordinaire**

**Article 8 :** Un fonds de réserve ordinaire est constitué par la collectivité territoriale.

Ce fonds est alimenté par des versements portés spécialement à cet effet en dépenses au Titre I du budget ainsi qu'en fin d'exercice budgétaire, par versement, avant clôture, de l'excédent effectif éventuel des recettes sur les dépenses du Titre I du budget.

**Article 9 :** Le fonds de réserve ordinaire est destiné à :

1. assurer par priorité l'équilibre du Titre I du budget ;
2. contribuer aux dépenses du Titre II du budget.

Toutefois, le fonds de réserve ordinaire ne peut être affecté aux dépenses du Titre II que pour la partie dépassant l'équivalent du cinquième des recettes du Titre I, compte non tenu des subventions d'équilibre et des prélèvements sur la réserve ordinaire.

**Article 10 :** Lorsqu'au moment de son établissement, le Titre I du budget de la collectivité territoriale présente un excédent des recettes sur les dépenses, cet excédent est inscrit en dépenses au chapitre versement au fonds de réserve.

En cas d'excédent des dépenses et lorsque les disponibilités du fonds de réserve ordinaire sont suffisantes, le Titre I du budget est équilibré par inscription équivalente en recettes au chapitre prélèvement sur fonds de réserve.

En cas d'insuffisance du fonds de réserve, la collectivité territoriale peut faire appel au concours financier de l'Etat.

## **Chapitre II : Fonds d'investissement**

**Article 11 :** Un fonds d'investissement est constitué par la collectivité territoriale.

Le fonds d'investissement est alimenté :

1. par des versements spécialement portés à cet effet en dépenses au Titre I du budget ;
2. par versement, en fin d'exercice budgétaire, de l'excédent effectif éventuel des recettes sur les dépenses du Titre II du budget.

Le fonds d'investissement est destiné exclusivement à contribuer aux dépenses du titre II du budget, autres que celles effectuées pour les travaux d'urbanisme et d'édilité et pour le remboursement des emprunts pour travaux d'édilité.

L'excédent éventuel du titre II du budget des autres recettes sur les autres dépenses est inscrit comme versement au fonds d'investissement.

## **Chapitre III : Fonds d'édilité**

**Article 12 :** Un fonds d'édilité est constitué par la commune.

Ce fonds est alimenté par versement en fin d'exercice budgétaire de l'excédent effectif éventuel des recettes provenant de :

- la vente des terrains urbains ;
- la taxe spécifique d'édilité ;
- la subvention pour travaux d'édilité ;
- le prélèvement sur emprunt contracté pour le financement des travaux d'urbanisme et d'édilité ;

sur les dépenses effectuées pour :

- les travaux d'urbanisme et d'édilité ;
- le remboursement des emprunts pour travaux d'édilité.

**Article 13 :** Le fonds d'édilité est destiné exclusivement à contribuer au financement des travaux d'équipement en matière d'urbanisme et d'édilité et au remboursement des emprunts d'édilité.

**Article 14 :** Lorsqu'au moment de l'établissement du budget, les recettes provenant de la vente des terrains urbains, de la taxe spécifique d'édilité, des subventions pour travaux d'édilité et des prélèvements sur emprunt d'édilité présentent un excédent sur les dépenses prévues pour le financement des équipements en matière d'urbanisme et

d'édilité et pour le remboursement des emprunts d'édilité, cet excédent est inscrit en dépenses comme versement au fonds d'édilité.

### **TITRE III : DES MODALITES D'EXECUTION DU BUDGET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Article 15 :** Conformément au principe de l'annualité du budget, aucun engagement de dépenses, pour acquisition de fournitures ou de prestation de services quelconques payables à terme, ne peut être effectué après le 30 novembre.

Les crédits de fonctionnement ouverts au titre d'un budget et non consommés à la clôture de la gestion tombent en annulation.

Sous réserve des dispositions relatives aux autorisations de programmes, les crédits ouverts au titre d'un budget en cours ne créent aucun droit au titre du budget de l'exercice suivant.

Les crédits de paiement non consommés, relatifs aux dépenses d'investissement sont reportés sur le budget de l'année suivante. Ces crédits viennent en sus des dotations de l'année nouvelle.

Le report d'une dépense d'investissement d'un budget à un autre est réalisé par un acte pris par l'ordonnateur sur la base d'un état détaillé et visé par le receveur.

Un exemplaire de cet état est adressé à l'autorité de tutelle.

Pour les comptes hors budget, aucune dépense ne peut cependant être engagée que dans la limite où elle est couverte par des recettes effectivement réalisées au même compte. A la clôture de l'exercice, le solde disponible de chaque compte hors budget est reporté en entrée sur l'exercice suivant.

**Article 16 :** Conformément aux dispositions de l'article 246 du code général des collectivités territoriales, les agents chargés de l'exécution du budget sont :

- le président du conseil régional ou municipal qui assure les fonctions d'ordonnateur ;
- le trésorier régional, départemental ou le percepteur qui exerce les fonctions de receveur régional ou municipal. Il est comptable principal du budget de la région ou de la commune. Il peut être assisté de régisseurs de recettes et d'avances.

## **Chapitre premier : Documents tenus par l'ordonnateur**

**Article 17 :** L'ordonnateur tient les documents ci-après destinés à suivre les diverses opérations d'exécution du budget :

**a) pour les recettes :**

- le Livre de comptes des droits constatés ;
- un répertoire ou bordereau journalier des recettes.

**b) pour les dépenses :**

- les fiches des crédits ouverts et des dépenses engagées ;
- le Livre de compte par nature de dépenses ;
- le répertoire ou bordereau journalier des dépenses.

**Article 18 :** Les fiches de Livres de comptes des droits constatés sont ouvertes en raison d'une fiche par chapitre budgétaire. Sur ces fiches seront consignés tous les ordres de recettes en fonction de leur imputation budgétaire et selon un ordre chronologique. Ces fiches du Livre de comptes des droits constatés sont arrêtées mensuellement par l'ordonnateur et les montants dégagés reversés dans la situation mensuelle qui constitue la comptabilité du mois.

**Article 19 :** L'ordonnateur tient un registre ou répertoire où sont consignés et numérotés tous les ordres de recettes, de façon chronologique, en mentionnant l'adresse du débiteur, la nature et l'imputation budgétaire de l'impôt ou de la taxe et le montant.

**Article 20 :** Les fiches des crédits ouverts et des dépenses engagées permettent de suivre les inscriptions budgétaires par ligne budgétaire en matière de dépenses – prévisions et différentes modifications d'une part et leur consommation d'autre part. Elles sont tenues à raison d'une fiche par article budgétaire.

Elles mentionnent :

1. les crédits ouverts ;
2. le numéro de l'engagement ;
3. la date de l'engagement ;
4. le montant des engagements et éventuellement des engagements successifs ;
5. le montant cumulé des engagements ;
6. les reliquats de crédits de comptes.

**Article 21 :** Le Livre de compte par nature de dépense est destiné à l'enregistrement, par titre, chapitre et éventuellement article du budget, des mandats de paiement établis par l'ordonnateur.



**Article 22 :** L'ordonnateur tient un registre ou répertoire où sont consignés et numérotés tous les ordres de paiements, de façon chronologique, en mentionnant l'adresse du créancier, la nature et l'imputation budgétaire de la dépense.

**Article 23 :** Les documents tenus par l'ordonnateur sont arrêtés mensuellement. Les totaux des mois antérieurs sont reportés pour être cumulés avec les résultats du mois. Les résultats sont reproduits sur des états mensuels déterminés par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales.

**Article 24 :** Les résultats mensuels sont certifiés exacts et signés par l'ordonnateur avant d'être transmis au ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales. Un exemplaire est remis au receveur de la collectivité territoriale. Les états mensuels correspondant aux fins de trimestres sont soumis, en outre, à la session ordinaire du conseil de la collectivité territoriale.

## **Chapitre II : Documents tenus par le comptable**

**Article 25 :** Le receveur de la collectivité territoriale enregistre les faits de sa gestion sur les documents ci-après :

- a) **pour les recettes :**
  - 1. les fiches de prise en charge,
  - 2. les fiches de ventilation des recouvrements ;
- b) **pour les dépenses :**
  - 1. les fiches des émissions des mandats ;
  - 2. les fiches de ventilation des paiements ;
- c) **pour les recettes et les dépenses :**
  - 1. le Livre journal des recouvrements et des paiements ;
  - 2. le carnet de compte courant bancaire.

**Article 26 :** Le Livre journal des recouvrements et des paiements comporte, pour chaque opération, les indications suivantes :

- 1. Date ;
- 2. Numéro d'ordre ;
- 3. Référence du ou des documents comptables justificatifs ;
- 4. Libellé succinct ;
- 5. Imputation ;
- 6. Montant global de l'entrée ou de la sortie de fonds ;
- 7. Ventilation de l'entrée ou de la sortie par caisse ou compte courant bancaire.

**Article 27 :** Le Livre journal de recouvrements et de paiements est tenu par ordre de dates, sans blancs, ratures, surcharges ni transport en marge. Il indique, jour par jour et dans leur ordre chronologique, toutes les opérations de recettes, de dépenses et de mouvements de fonds effectués par la collectivité territoriale.

Les opérations sont totalisées au bas de chaque page et les totaux reportés au début de la page suivante.

**Article 28 :** Aucun montant inscrit au Livre journal des recouvrements et des paiements ne peut comporter rature ou surcharge. Si des erreurs sont commises, elles sont rectifiées par l'inscription d'une opération de sens inverse en annulation totale de l'écriture erronée. Le libellé de cette inscription donne la référence du numéro d'ordre et de la date de l'opération annulée.

Les erreurs dont les inscriptions, autres que les montants des opérations, sont rectifiées par rature et réinscription claire, paraphées par le receveur.

**Article 29 :** Outre les documents d'enregistrement comptable, le receveur tient les registres ci-après :

1. Registre des emprunts ;
2. Registre des dépôts à termes ;
3. Registre des prises de participation et des valeurs de portefeuille ;
4. Registre du fonds de réserve ordinaire et du fonds d'investissement ;
5. Registre des carnets infalsifiables.

**Article 30 :** Les documents d'enregistrement comptable, les quittanciers à souches, les carnets de perception des taxes, les pièces justificatives ainsi que tous les autres registres ou documents prévus au présent décret ou déterminés par arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales, sont la propriété de la collectivité territoriale. Le receveur est responsable de leur conservation.

Ils sont déposés aux archives de la collectivité territoriale après que les comptes d'exercice s'y rapportant ont été définitivement approuvés.

Ils sont conservés durant les dix années qui suivent l'exercice auquel ils se rapportent. Après ce délai, leur destruction donne lieu à l'établissement d'un procès verbal administratif de destruction dressé par le receveur et contresigné par le président du conseil de la collectivité territoriale concernée.

**Article 31 :** Tout receveur qui détruit ou supprime des documents et pièces comptables dont il est dépositaire en raison de sa charge, est passible des peines prévues par le code pénal.

#### **TITRE IV : Dispositions particulières relatives aux communes à statut particulier ou villes**

**Article 32 :** Le processus budgétaire de la commune à statut particulier ou ville obéit aux mêmes règles d'élaboration, de présentation, d'exécution et de contrôle applicables au budget des autres collectivités territoriales.

**Article 33 :** Le budget de la commune à statut particulier ou ville prévoit une dotation globale affectée au fonctionnement des arrondissements communaux qui la composent pour l'exercice des compétences à eux conférées.

La dotation globale est une dépense obligatoire pour la ville.

Les arrondissements communaux exécutent les dépenses de la dotation globale dans les mêmes conditions que celles prévues pour le budget des collectivités territoriales.

#### **TITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 34 :** Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 24 août 2011

**Signé :** Le Président de la République  
**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre  
**BRIGI RAFINI**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses  
**ABDOU LABO**

**Pour ampliation :**  
Le Secrétaire Général du Gouvernement  
**GANDOU ZAKARA**

**NOMECLATURE DU BUDGET DE LA REGION COLLECTIVITE TERRITORIALE**

**BUDGET GENERAL  
RECETTES**

**SECTION 1: LES RESSOURCES FISCALES**

**Chapitre I: La fiscalité d'Etat concédée à la région**

TOTAL DU CHAPITRE I

**Chapitre II: Impôts et taxes propres à la région**

TOTAL DU CHAPITRE II

TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : LES RESSOURCES NON FISCALES**

**Chapitre III: Les produits par nature : les revenus d'exploitation du domaine et du patrimoine.**

TOTAL DU CHAPITRE III

**Chapitre IV : Les produits divers**

TOTAL DU CHAPITRE IV

**Chapitre V : les ressources exceptionnelles**

TOTAL DU CHAPITRE V

TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT**

**Chapitre VI : Dotation de fonctionnement**

TOTAL DU CHAPITRE VI

TOTAL DE LA SECTION 3

TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL

**BUDGET GENERAL  
DEPENSES**

**SECTION 1: DETTE**

**Chapitre I : Remboursement des emprunts d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE I  
TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : SERVICES GENERAUX**

**Chapitre II : Conseil et commissions**

TOTAL DU CHAPITRE II

**Chapitre III : Personnel**

TOTAL DU CHAPITRE III

**Chapitre IV : Fonctionnement**

TOTAL DU CHAPITRE IV

**Chapitre V : Charges diverses**

TOTAL DU CHAPITRE V  
TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : SERVICES DE COLLECTIVITES**

**Chapitre VI : Entretien des équipements économiques**

TOTAL DU CHAPITRE VI

**Chapitre VII : Jeunesse, Sport et Culture**

TOTAL DU CHAPITRE VII

**Chapitre VIII : Préservation et protection de l'environnement,  
des forêts et de la faune**

TOTAL DU CHAPITRE VIII  
TOTAL DE LA SECTION 3



#### **SECTION 4 : SERVICES SOCIAUX**

##### **Chapitre IX : Etablissements scolaires**

TOTAL DU CHAPITRE IX

##### **Chapitre X : Formations médicales**

TOTAL DU CHAPITRE X

TOTAL DE LA SECTION 4

#### **SECTION 5 : CONTRIBUTIONS – SUBVENTIONS**

##### **Chapitre XI : Contributions – Subventions**

TOTAL DU CHAPITRE XI

TOTAL DE LA SECTION 5

#### **SECTION 6 : APPROVISIONNEMENT DES RESERVES**

##### **Chapitre XII : Versement au fonds d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE XII

##### **Chapitre XIII : Versement au fonds de réserve**

TOTAL DU CHAPITRE XIII

TOTAL DE LA SECTION 6

TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL

**BUDGET D'INVESTISSEMENT  
RECETTES**

**SECTION 1 : LES RESSOURCES NON FISCALES**

**Chapitre XX: Les produits par nature : les produits  
d'aliénation des biens du domaine et du patrimoine**

TOTAL DU CHAPITRE XX

**Chapitre XXI : Les produits divers**

TOTAL DU CHAPITRE XXI

TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES**

**Chapitre XXII : les ressources exceptionnelles**

TOTAL DU CHAPITRE XXII

TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : LA DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT**

**Chapitre XXI11: Dotation d'équipement**

TOTAL DU CHAPITRE XXI11

TOTAL DE LA SECTION 3

**SECTION 4 : LES OPERATIONS FINANCIERES**

**Chapitre XX1V : Prélèvement sur fonds d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE XX1V

TOTAL DE LA SECTION 4

TOTAL RECETTES DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

**BUDGET D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES**

**SECTION 1 : TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES**

**Chapitre XX : Infrastructures économiques**

TOTAL DU CHAPITRE XX

**Chapitre XXI : Infrastructures sociales**

TOTAL DU CHAPITRE XXI

**Chapitre XXII : Infrastructures administratives**

TOTAL DU CHAPITRE XXII

TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION**

**Chapitre XXIII : Agriculture**

TOTAL DU CHAPITRE XXIII

**Chapitre XXIV : Ressources animales**

TOTAL DU CHAPITRE XXIV

**Chapitre XXV : Environnement**

TOTAL DU CHAPITRE XXV

TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : OPERATIONS FINANCIERES**

**Chapitre XXVI : Patrimoine financier**

TOTAL DU CHAPITRE XXVI

**Chapitre XXVII : Versement au fonds d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE XXVII

TOTAL DE LA SECTION 3

TOTAL DEPENSES DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

## COMPTES HORS BUDGET

### SECTION 1 : FONDS PROPRES DE LA COLLECTIVITE

#### Chapitre XXX : Fonds propres de la région

TOTAL DU CHAPITRE XXX

TOTAL DE LA SECTION 1

### SECTION 2 : FONDS DE TIERS

#### Chapitre XXXI : Retenues d'office sur les rémunérations et versements correspondants

TOTAL DU CHAPITRE XXXI

#### Chapitre XXXII : Retenues des délégations souscrites et versements correspondants

TOTAL DU CHAPITRE XXXII

#### Chapitre XXXIII : Fonds transitant par la caisse de la collectivité

TOTAL DU CHAPITRE XXXIII

TOTAL DE LA SECTION 2

TOTAL DES COMPTES HORS BUDGET

**Annexe II** au décret 2011-364/PRN/MISPD/AR du 24 août 2011 fixant la nomenclature et les modalités de présentation et d'exécution du budget des collectivités territoriales.

**NOMENCLATURE DU BUDGET DE LA COMMUNE OU DE LA VILLE**

**BUDGET ORDINAIRE  
RECETTES**

**SECTION 1: LES RESSOURCES FISCALES**

**Chapitre I: La fiscalité d'Etat concédée à la commune ou la ville**

TOTAL DU CHAPITRE I

**Chapitre II: Impôts et taxes propres à la ville ou la commune**

TOTAL DU CHAPITRE II

**Chapitre III : Taxes indirectes**

TOTAL DU CHAPITRE III

**Chapitre IV : Taxes rémunératoires**

TOTAL DU CHAPITRE IV

TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : LES RESSOURCES NON FISCALES**

**Chapitre V : Les produits par nature**

TOTAL DU CHAPITRE V

**Chapitre VI : Les produits divers**

TOTAL DU CHAPITRE VI

**Chapitre VII : Les ressources exceptionnelles**

TOTAL DU CHAPITRE VII

TOTAL DE LA SECTION 2

TOTAL DES RECETTES DU BUDGET ORDINAIRE



**BUDGET ORDINAIRE  
DEPENSES**

**SECTION 1: DETTE**

**Chapitre I : Remboursement des emprunts d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE I  
TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : SERVICES GENERAUX**

**Chapitre II : Conseil et commissions**

TOTAL DU CHAPITRE II

**Chapitre III : Personnel**

TOTAL DU CHAPITRE III

**Chapitre IV : Fonctionnement**

TOTAL DU CHAPITRE IV

**Chapitre V : Charges diverses**

TOTAL DU CHAPITRE V  
TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : SERVICES DE COLLECTIVITES**

**Chapitre VI : Entretien des équipements économiques**

TOTAL DU CHAPITRE VI

**Chapitre VII : Jeunesse, sport et culture**

TOTAL DU CHAPITRE VII

**Chapitre VIII : Voirie, hygiène, salubrité publique et la protection civile**

TOTAL DU CHAPITRE VIII  
TOTAL DE LA SECTION 3

#### **SECTION 4 : SERVICES SOCIAUX**

##### **Chapitre IX : Etablissements scolaires**

TOTAL DU CHAPITRE IX

##### **Chapitre X : Formations médicales**

TOTAL DU CHAPITRE X

TOTAL DE LA SECTION 4

#### **SECTION 5 : CONTRIBUTIONS – SUBVENTIONS**

##### **Chapitre XI : Contributions – Subventions**

TOTAL DU CHAPITRE XI

TOTAL DE LA SECTION 5

#### **SECTION 6 : APPROVISIONNEMENT DES RESERVES**

##### **Chapitre XII : Versement au fonds d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE XII

##### **Chapitre XIII : Versement au fonds de réserve**

TOTAL DU CHAPITRE XIII

TOTAL DE LA SECTION 6

TOTAL DEPENSES DU BUDGET ORDINAIRE

**BUDGET D'INVESTISSEMENT  
RECETTES**

**Chapitre XX : Produits par nature (produits d'aliénation des biens,  
du domaine et patrimoine)**

TOTAL DU CHAPITRE XX

**Chapitre XXI : Produits divers**

TOTAL DU CHAPITRE XXI

**Chapitre XXII : Ressources exceptionnelles**

TOTAL DU CHAPITRE XXII

**Chapitre XXIII : Prélèvement sur fonds d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE XXIII

**Chapitre XXIV : Prélèvement sur fonds d'édilité**

TOTAL DU CHAPITRE XXIV

TOTAL RECETTES DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

**BUDGET D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES**

**SECTION 1 : REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS D'EDILITE**

**Chapitre XX : Remboursement des emprunts d'édilité**

TOTAL DU CHAPITRE I

TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES**

**Chapitre XXI : Infrastructures économiques**

TOTAL DU CHAPITRE XXI

**Chapitre XXII : Infrastructures sociales**

TOTAL DU CHAPITRE XXII

**Chapitre XXIII : Infrastructures administratives**

TOTAL DU CHAPITRE XXIII

TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION**

**Chapitre XXIV : Agriculture**

TOTAL DU CHAPITRE XXIV

**Chapitre XXV : Ressources animales**

TOTAL DU CHAPITRE XXV

**Chapitre XXVI : forêt, faune, pêche**

TOTAL DU CHAPITRE XXVI

TOTAL DE LA SECTION 3

**SECTION 4 : OPERATIONS FINANCIERES**

**Chapitre XXVII : Patrimoine financier**

TOTAL DU CHAPITRE XXVII

**Chapitre XXVIII : Versement au fonds d'investissement**

TOTAL DU CHAPITRE XXVIII

**Chapitre XXIX : Versement au fonds d'édilité**

TOTAL DU CHAPITRE XXIX

TOTAL DE LA SECTION 4

TOTAL DEPENSES DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

**EXTRAIT CONCERNANT L'EDILITE**

<b>RECETTES D'EDILITE</b>		<b>EX.</b>
CHAPITRE XX Article 2 : Vente de terrains urbains.....		
CHAPITRE XXI Article 4 : Subvention pour travaux d'édilité.....		
Article 5 : Taxes spécifiques d'édilité.....		
CHAPITRE XXII Article 3 : Emprunts pour travaux d'édilité.....		
CHAPITRE XXIV Article 1 : Prélèvement sur fonds d'édilité.....		
<b>TOTAL DES RECETTES D'EDILITE</b>		
<b>DEPENSES D'EDILITE</b>		
CHAPITRE XX Article 1 : Remboursement des emprunts d'édilité.....		
CHAPITRE XXII Article 4 : Urbanisme- Edilité.....		
CHAPITRE XXIV Article 1 : Versement au fonds d'édilité.....		
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EDILITE</b>		



## **COMPTES HORS BUDGET**

### **SECTION 1 : FONDS PROPRES DE LA COLLECTIVITE**

#### **Chapitre XXX : Fonds propres de la commune ou de la ville**

TOTAL DU CHAPITRE XXX

TOTAL DE LA SECTION 1

### **SECTION 2 : FONDS DE TIERS**

#### **Chapitre XXXI : Retenues d'office sur les rémunérations et versements correspondants**

TOTAL DU CHAPITRE XXXI

#### **Chapitre XXXII : Retenues des délégations souscrites et versements correspondants**

TOTAL DU CHAPITRE XXXII

#### **Chapitre XXXIII : Fonds transitant par la caisse de la collectivité**

TOTAL DU CHAPITRE XXXIII

TOTAL DE LA SECTION 2

TOTAL DES COMPTES HORS BUDGET

**NOMENCLATURE DU BUDGET DE L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL**

**BUDGET GENERAL  
RECETTES**

**SECTION 1: DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT**

**Chapitre I: Dotation globale de fonctionnement**

TOTAL DU CHAPITRE I  
TOTAL DE LA SECTION 1  
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL

**BUDGET GENERAL  
DEPENSES**

**SECTION 1 : SERVICES GENERAUX**

**Chapitre I : Conseil et commissions**

TOTAL DU CHAPITRE I

**Chapitre II : Fonctionnement**

TOTAL DU CHAPITRE II

**Chapitre III : Charges diverses**

TOTAL DU CHAPITRE III  
TOTAL DE LA SECTION 1

**SECTION 2 : SERVICES DE L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL**

**Chapitre IV : Entretien des infrastructures et équipements économiques**

TOTAL DU CHAPITRE IV

**Chapitre V : Jeunesse, Sport et Culture**

TOTAL DU CHAPITRE V

**Chapitre VI : Voirie, Hygiène Publique, Lutte contre l'Incendie**

TOTAL DU CHAPITRE VI

TOTAL DE LA SECTION 2

**SECTION 3 : SERVICES SOCIAUX**

**Chapitre VII : Etablissements scolaires**

TOTAL DU CHAPITRE VII

**Chapitre VIII : Formations médicales et centres sociaux**

TOTAL DU CHAPITRE VIII

TOTAL DE LA SECTION 3

**SECTION 4 : CONTRIBUTIONS ET SUBVENTIONS**

**Chapitre IX : Contributions et subventions**

TOTAL DU CHAPITRE IX

TOTAL DE LA SECTION 4

## **RAPPORT DE PRESENTATION** **du décret fixant les règles de la déconcentration au Niger**

La Constitution dispose en son article 164 que, « l'administration territoriale repose sur les principes de la décentralisation et de la déconcentration » et fait l'option d'une libre administration des collectivités territoriales dont elle laisse le soin au législateur de déterminer les principes fondamentaux.

Avec la communalisation intégrale et l'installation des communes en 2004 et la mise en place des régions en 2011, l'organisation administrative et territoriale du pays connaît aujourd'hui l'évolution la plus importante de son histoire. .

Cependant, cette évolution serait déséquilibrée et perdrait de sa pertinence et de sa cohérence, si l'Etat lui-même à travers son appareil administratif, ne se réorganisait pas en amorçant un mouvement de déconcentration qui le rapprocherait des collectivités territoriales et des citoyens..

C'est donc pour apporter une réponse à cette préoccupation et créer les conditions d'une harmonie d'ensemble de la nouvelle architecture administrative qu'intervient à titre complémentaire avec le code général des collectivités territoriales, le présent projet de décret portant charte de la déconcentration au Niger.

Dans ses dispositions générales, ce projet de décret définit la déconcentration comme règle générale de répartition des attributions et des moyens entre les différents échelons des administrations civiles de l'Etat, fixe les compétences respectives des administrations centrales d'une part, et de chaque échelon de l'administration déconcentrée de l'Etat (région et département) d'autre part.

Les administrations centrales se voient ainsi reconnaître à l'échelon national, un rôle de conception, d'orientation, d'évaluation et de contrôle, laissant les fonctions de mise en œuvre, d'animation et de coordination opérationnelle aux administrations déconcentrées de l'Etat.

Toutefois, afin d'assurer la cohérence et l'unité des interventions de l'Etat, il est apparu nécessaire de renforcer les pouvoirs des représentants territoriaux de l'Etat (gouverneur et préfet) et des services techniques déconcentrés.

C'est pourquoi, le projet de décret introduit d'importantes innovations tant du point de vue de la délégation des attributions que de la répartition des moyens entre les administrations centrales et les services déconcentrés de l'Etat.

Au nombre de ces innovations, il faut retenir du point de vue des attributions, la clarification des missions et des rôles des différents acteurs (centraux et déconcentrés) dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. En ce qui concerne la répartition des moyens, on retiendra notamment l'option pour une déconcentration conséquente de la gestion budgétaire. En effet, ce projet de décret prévoit que désormais, les crédits de fonctionnement et d'investissement des administrations déconcentrées de l'Etat seront intégralement délégués en début de chaque année budgétaire.

Il s'agit à travers cette option, de faire droit à l'article 165 de la Constitution dont la mise en œuvre a besoin d'un Etat présent et efficace sur l'ensemble du territoire national afin de veiller au développement harmonieux de toutes les collectivités territoriales. De même, cette option pour une déconcentration de la gestion budgétaire permettra de créer les conditions à partir desquelles pourrait se nouer sur le terrain un dialogue responsable et équilibré entre l'Etat, soucieux de la mise en œuvre des politiques nationales, les collectivités territoriales responsabilisées dans la promotion du développement local et les différents acteurs porteurs de projets locaux de développement.

Afin de promouvoir la concertation, la coordination, l'harmonisation et le suivi des interventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs partenaires d'une part, et d'autre part, dans le souci d'accompagner les représentants territoriaux de l'Etat dans leurs fonctions, ce projet de décret institue aux niveaux régional et départemental des organes consultatifs et des organes d'appui technique à la coordination. Il s'agit pour les organes consultatifs, de la Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale (COCORAT) et de la Commission Consultative Départementale de l'Administration Territoriale (COCODAT). Les organes d'appui technique à la coordination sont le Comité Technique Régional (COTER) et le Comité Technique Départemental (COTEDEP).

Aussi, dans un souci de rétablissement et de renforcement du système d'information et de communication interne de l'administration territoriale, ce projet de décret soumet les gouverneurs et les préfets à l'obligation de production et de transmission à l'autorité centrale, d'un rapport d'activités trimestriel faisant ressortir l'état général de leurs circonscriptions administratives.



Enfin, pour une mise en œuvre cohérente de la politique de déconcentration, il est institué au niveau national, un organe de supervision et d'impulsion dénommé « Comité inter – ministériel de l'administration territoriale (CIAT) présidé par le Premier Ministre ou son représentant et un organe de suivi technique dénommé Comité Technique Consultatif de l'Administration Territoriale (CTCAT) présidé par le Secrétaire Général du ministère en charge de l'administration territoriale.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

**Niamey le**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de  
la Sécurité Publique, de la Décentralisation  
et des Affaires Religieuses

**ABDOU LABO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;  
Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger, modifiée par ordonnance n°2010- 53 du 17 septembre 2010 ;  
Vu la loi n° 2011-20 du 08 août 2011 déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;  
Vu la loi n° 2011-21 du 8 août 2011 déterminant la classification des emplois supérieurs de l'Etat et fixant les conditions de nomination de leurs titulaires modifiée par la loi n° 2012 - 23 du 17 avril 2012 ;  
Vu le décret n° 2011-001/PRN du 7 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;  
Vu le décret n° 2011-015/PRN du 21 du 21 avril 2011 portant nomination des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;  
Vu le décret n° 2011-169/PRN/MI/SP/D/AR du 9 juillet 2011 déterminant les attributions du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;  
Vu le décret n° 2011-170/PRN/MI/SP/D/AR du 9 juillet 2011, portant organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;  
Vu le décret n° 2002-196/PRN/MF/E du 26 juillet 2002, portant règlement général de la Comptabilité Publique ;  
Surrapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses ;

**LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU ;**

**DECRETE :**

**Article premier :** Le présent décret fixe les règles de la déconcentration au Niger et précise les attributions de l'administration centrale et de l'administration déconcentrée de l'Etat.

## **CHAPITRE PREMIER: DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 2 :** La déconcentration est un mode de répartition des compétences au sein de l'Etat consistant à déléguer certaines attributions du pouvoir central aux échelons locaux dépourvus de personnalité juridique.

La déconcentration est la règle générale de répartition des attributions et des moyens entre les différents échelons de l'administration civile de l'Etat.

La répartition des moyens entre les différents échelons de l'administration civile de l'Etat est fonction des attributions, de la taille de la population et de l'étendue du territoire de la circonscription administrative.

**Article 3 :** L'administration centrale s'entend de l'ensemble des services relevant des ministères et dont la compétence s'étend à l'ensemble du territoire national.

**Article 4 :** L'administration déconcentrée s'entend de l'ensemble des services de l'Etat constituant la représentation territoriale de l'administration centrale.

**Article 5 :** Les dispositions du présent décret s'appliquent à toutes les administrations civiles de l'Etat, à l'exception de l'Assemblée Nationale, des Cours et Tribunaux, des Forces Armées Nigériennes et de la Gendarmerie Nationale.

## **CHAPITRE II : DES MISSIONS ET DES ATTRIBUTIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

### **Section première : Des missions et des attributions de l'administration centrale**

**Article 6 :** L'administration centrale exerce à l'échelon national un rôle de conception, d'orientation, de coordination, d'animation, de suivi, d'évaluation et de contrôle.

A ce titre, elle participe à l'élaboration des projets de lois et règlements, prépare et met en œuvre les décisions du gouvernement et de chacun des ministres notamment en ce qui concerne :

- la définition et le financement des politiques nationales, le contrôle de leur application, l'évaluation de leurs effets ;
- l'organisation générale des services de l'Etat ;
- la définition des règles applicables en matière de gestion de ressources humaines, matérielles et financières ;
- la détermination des objectifs de l'action des services centraux et des services déconcentrés de l'Etat, l'appréciation des besoins de ces services et la répartition

des moyens alloués pour leur fonctionnement, les concours techniques qui leur sont nécessaires, l'évaluation des résultats obtenus ;

- l'application des lois et règlements ;
- la tutelle des collectivités territoriales, des établissements et organismes publics ;
- la qualité des prestations des services publics et des rapports entre l'administration et les usagers ;
- la réalisation de toute étude générale ou spécifique d'envergure nationale concourant à l'accomplissement des missions des ministres ;
- la mise en place d'instruments d'information, d'évaluation et de contrôle nécessaires à la réalisation des objectifs assignés aux ministres.

Sont confiées aux administrations centrales des ministères, les missions qui présentent un caractère national ou dont l'exécution, en vertu de la loi, ne peut être déléguée à un échelon territorial.

## **Section 2 : Des missions et des attributions de l'Administration déconcentrée de l'Etat**

**Article 7 :** L'Administration déconcentrée de l'Etat assure au niveau territorial, la mise en œuvre des politiques et stratégies définies par les administrations centrales, leur adaptation aux exigences locales et les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'exécution des directives des administrations centrales des ministères dont elle relève techniquement ;
- l'application des lois et règlements de la République;
- l'animation et la coordination des actions de développement territorial;
- la mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement économique, social, culturel et d'aménagement du territoire ;
- l'animation et la coordination des activités des services publics territoriaux ;
- le soutien de l'action des collectivités territoriales en leur apportant l'assistance technique nécessaire à la préparation et à la réalisation de leurs plans, programmes et projets de développement;
- le suivi et l'évaluation des actions de développement territorial.

### **CHAPITRE III : DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

#### **Section première : Des structures de l'administration déconcentrée de l'Etat**

**Article 8 :** Les structures de l'administration déconcentrée de l'Etat comprennent les circonscriptions administratives et les services techniques déconcentrés des ministères.

**Article 9 :** Les circonscriptions administratives sont des divisions du territoire national dépourvues de personnalité morale. Elles constituent des sphères d'intervention des services déconcentrés de l'Etat et des niveaux de mise en œuvre des politiques de l'Etat à l'échelon territorial.

Les circonscriptions administratives sont la région et le département.

**Article 10 :** La région est une division directe du territoire national. Elle est le premier niveau de déconcentration des services et de représentation territoriale de l'Etat. A ce titre, elle est le cadre territorial de :

- la mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement économique, social, culturel et d'aménagement du territoire ;
- la coordination des actions de toute nature intéressant plusieurs départements de la région ;
- l'organisation et la coordination du développement régional;
- la programmation et la répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement de l'Etat ainsi que la contractualisation des programmes pluriannuels entre l'Etat, les collectivités territoriales et les autres acteurs locaux ;
- l'organisation des appuis conseils aux collectivités territoriales du ressort de leur compétence.

**Article 11 :** Le département est une division territoriale de la région. Il est le deuxième niveau de déconcentration des services et de représentation territoriale de l'Etat.

A ce titre, il est l'échelon opérationnel de mise en œuvre des politiques nationales et d'encadrement des communes.

Le département constitue également un espace de coopération intercommunale à la base.

**Article 12 :** Les services techniques déconcentrés des ministères sont des représentations de l'administration centrale implantées sur le territoire des circonscriptions administratives.



Ils assurent auprès des populations, la mise en œuvre, le suivi et le contrôle des politiques et actions de développement définies par l'Etat.

Les services techniques déconcentrés concourent également, par leur appui, à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans, programmes et projets de développement des collectivités territoriales et / ou de leurs groupements.

## **Section 2 : Des représentants de l'Etat dans les circonscriptions administratives**

### **Sous section 1 : Du représentant de l'Etat dans la région**

**Article 13 :** Le représentant de l'Etat dans la région est le Gouverneur. Il est le dépositaire de l'autorité de l'Etat dans la région. Il est le représentant du Président de la République, du Premier Ministre et de chacun des ministres.

Il a la charge des intérêts nationaux et veille à l'exécution des lois, des règlements et des décisions du pouvoir exécutif.

Le gouverneur prend par voie réglementaire, les mesures propres à assurer la police, le maintien de l'ordre public et la protection civile.

La Garde Nationale, la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale sont placées sous l'autorité du gouverneur dans leur mission de sécurité et de maintien de l'ordre ainsi que les unités concourant aux secours dans leur mission de protection civile.

Le gouverneur est tenu informé par l'autorité militaire de toutes les affaires qui peuvent avoir une importance particulière dans la région.

Il est le garant de la cohérence de l'action des services déconcentrés de l'Etat dans la région. A ce titre, il fixe des orientations générales qu'il élabore avec les Préfets des départements.

Il dirige, coordonne et contrôle l'action des préfets.

**Article 14 :** Sous l'autorité des ministres, le gouverneur dirige et coordonne les services déconcentrés de l'Etat dans la région. Il a autorité directe sur les responsables des services et l'ensemble des agents des administrations déconcentrées, quelle que soit la nature des fonctions qu'ils exercent dans la région.

**Article 15 :** Le gouverneur exerce les attributions de gestion des ressources humaines relativement au personnel en service dans la région.

**Article 16 :** Le gouverneur reçoit copie pour action ou à titre d'information de toutes les correspondances quelle qu'en soit la forme, émanant des administrations centrales, des

programmes et projets ou des services régionaux de l'Etat et adressées aux collectivités territoriales et/ ou à leurs établissements publics.

**Article 17 :** Les chefs des services déconcentrés ainsi que les responsables des organismes et agents relevant de l'Etat adressent sous couvert du gouverneur leurs correspondances aux administrations centrales et aux services déconcentrés de l'Etat dans les départements.

**Article 18 :** Le gouverneur est tenu informé de toutes les affaires qui peuvent avoir une importance particulière dans la région par les responsables des entreprises et autres organismes publics, ainsi que ceux des projets et programmes de développement intervenant dans la région.

**Article 19 :** Le gouverneur est ordonnateur secondaire des crédits délégués aux services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au niveau de la région.

Il signe au nom de l'Etat, les marchés publics de l'Etat passés et exécutés dans la région dans les conditions définies par la législation et la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de services publics.

**Article 20 :** Sous l'autorité du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales, le gouverneur négocie, conclut et signe au nom de l'Etat toute convention avec la région collectivité territoriale, la commune à statut particulier ou ville, ainsi que les établissements publics qui en dépendent.

**Article 21 :** Par délégation du ministre en charge du patrimoine de l'Etat et de chacun des Ministres, le gouverneur est responsable de la gestion du patrimoine immobilier et mobilier des services déconcentrés de l'Etat au niveau de la région.

**Article 22 :** Le gouverneur assure, dans la région, le contrôle de légalité sur les organes et les actes des collectivités territoriales.

Il assure la tutelle des établissements publics régionaux.

Il est seul habilité à se prononcer au nom de l'Etat devant le conseil régional et/ou le conseil de ville.

Il assure l'appui conseil à la région collectivité territoriale et à la ville.

**Article 23 :** Le gouverneur préside de droit toutes les commissions administratives intéressant les services déconcentrés de l'Etat dans la région, à l'exception de celles dont la présidence est confiée expressément à une autre personne.

**Article 24 :** Dans le domaine du développement de la région, le gouverneur assure au nom de l'Etat, l'animation et la coordination de la mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement économique, social, culturel et d'aménagement du territoire.

A cet effet, il conseille, encourage, soutient, contrôle et coordonne les actions des collectivités territoriales et celles des autres acteurs intervenant dans la région.

En appui aux collectivités territoriales, le gouverneur met tout en œuvre pour encourager et soutenir l'initiative des populations ainsi que leur participation citoyenne au développement.

**Article 25 :** Dans l'exercice de ses fonctions, le gouverneur a la responsabilité de susciter, favoriser, soutenir, encourager et impulser les initiatives et les activités des communautés coutumières dans leur rôle d'agents et acteurs de développement, conformément aux dispositions de leur statut.

**Article 26 :** Le gouverneur s'assure de la prise en compte par les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat des objectifs prévus à l'article 7 du présent décret. Il est garant de l'atteinte des résultats.

**Article 27 :** Le gouverneur prend les décisions dans les matières relevant des attributions des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat dans la région.

**Article 28 :** Le gouverneur adresse trimestriellement, au ministre en charge de l'administration territoriale, un rapport d'activités présentant l'état général de la région.

Un arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale fixe le canevas de ce rapport.

**Article 29 :** Le gouverneur est assisté d'un secrétaire général et d'un secrétaire général adjoint dont les attributions sont déterminées par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale.

En outre, le gouverneur est assisté d'un cabinet comprenant :

- un chef de cabinet ;
- un secrétaire particulier ;
- trois (3) conseillers techniques, à savoir un conseiller juridique, un conseiller économique et un conseiller en sécurité.

**Article 30 :** Le secrétaire général de région peut recevoir délégation de signature du gouverneur pour certains actes dont la nature et la liste sont déterminées par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale.

En cas d'absence ou d'empêchement, le gouverneur est remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le secrétaire général de région.

**Article 31 :** Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint de région sont nommés parmi les fonctionnaires de la Catégorie A du Cadre de l'Administration Générale et / ou les fonctionnaires spécialisés dans les domaines de l'économie, du droit, de la planification, de l'aménagement du territoire, des finances ou tout autre domaine assimilé.

**Article 32 :** Le chef de cabinet est nommé par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale sur proposition du gouverneur.

Les conseillers techniques du gouverneur sont nommés par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale parmi les fonctionnaires en activité de la catégorie A ou d'un niveau équivalent.

**Article 33 :** Les services administratifs du gouverneur prennent la dénomination de « Gouvernorat » et ont leur siège au chef-lieu de la région.

#### **Sous section 2 : Du représentant de l'Etat dans le département**

**Article 34 :** Le représentant de l'Etat dans le département est le préfet. Il est dépositaire de l'autorité de l'Etat dans le département. Sous l'autorité du gouverneur de région, il est le représentant du Président de la République, du Premier Ministre et de chacun des ministres.

Il a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et des règlements ainsi que du maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la protection des populations et de leurs biens.

Il veille à l'exécution des lois, des règlements et des décisions du pouvoir exécutif dans sa circonscription administrative.

Le préfet prend par voie réglementaire, les mesures propres à assurer la police, le maintien de l'ordre public et la protection civile.

La Garde Nationale, la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale sont placées sous l'autorité du préfet dans leur mission de sécurité et de maintien de l'ordre ainsi que les unités concourant aux secours dans leur mission de protection civile au niveau du département.



est chargé de la mise en œuvre opérationnelle des politiques de l'Etat dans le département.

**Article 35 :** Le préfet dirige et coordonne, sous l'autorité du gouverneur, les services déconcentrés de l'Etat dans le département. Il a autorité directe sur les responsables des services et l'ensemble des agents des administrations déconcentrées, quelle que soit la nature des fonctions qu'ils exercent dans le département.

**Article 36 :** Le préfet exerce les attributions de gestion des ressources humaines relativement au personnel en service dans le département.

**Article 37 :** Le préfet reçoit copie pour action ou à titre d'information, de toutes les correspondances, quelle qu'en soit la forme, émanant des administrations centrales, régionales, des programmes et projets ou des services départementaux de l'Etat, adressées aux collectivités territoriales et/ ou à leurs établissements publics.

**Article 38 :** Les chefs de services déconcentrés de l'Etat ainsi que les organismes et agents relevant de l'Etat adressent sous le couvert du Préfet leurs correspondances aux administrations centrales, aux programmes et projets et aux services régionaux de l'Etat.

**Article 39 :** Le préfet est tenu informé de toutes les affaires qui peuvent avoir une importance particulière dans le département par les responsables des entreprises et autres organismes publics, ainsi que ceux des projets et programmes de développement intervenant dans le département.

**Article 40 :** Le préfet est ordonnateur secondaire des crédits délégués des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au niveau du département.

**Article 41 :** Sous l'autorité du gouverneur, le préfet est responsable de la gestion du patrimoine immobilier et mobilier des services déconcentrés de l'Etat dans le département.

**Article 42 :** Le préfet assure, dans le département, le contrôle de légalité sur les organes et les actes des communes.

Il assure la tutelle des établissements publics communaux.

Il est seul habilité à se prononcer au nom de l'Etat devant le conseil municipal.

Il assure l'appui conseil aux communes.

**Article 43 :** Au niveau du département, le préfet négocie, conclut et signe au nom de l'Etat, toute convention avec une ou plusieurs communes de son ressort territorial ainsi que leurs établissements publics.



**Article 44 :** Le préfet préside de droit toutes les commissions administratives qui intéressent les services déconcentrés de l'Etat dans le département, à l'exception de celles dont la présidence est confiée expressément à une autre personne.

**Article 45 :** Dans le domaine du développement, le préfet anime et coordonne l'action des services déconcentrés de l'Etat pour la mise en œuvre des politiques nationales notamment en matière de développement local et d'aménagement du territoire.

Il assure au nom de l'Etat, le soutien à l'action des communes et de leurs groupements en leur apportant l'assistance technique nécessaire à la préparation et à la réalisation de leurs programmes et plans de développement.

A cet effet, il conseille, encourage, soutient, contrôle et coordonne les actions des communes et celles des autres acteurs locaux intervenant dans le département.

En appui aux communes du département, le préfet met tout en œuvre pour encourager et soutenir l'initiative des populations ainsi que leur participation citoyenne au développement.

**Article 46 :** Dans l'exercice de ses fonctions, le préfet a la responsabilité de susciter, favoriser, soutenir, encourager et impulser les initiatives et les activités des communautés coutumières, dans leur rôle d'agents et acteurs de développement, conformément aux dispositions de leur statut.

**Article 47 :** Le préfet s'assure de la prise en compte par les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat des objectifs prévus à l'article 7 du présent décret. Il est garant de l'atteinte des résultats.

**Article 48 :** Le préfet prend les décisions dans les matières relevant des attributions des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat dans le département.

**Article 49 :** Le préfet adresse trimestriellement, au ministre en charge de l'administration territoriale, un rapport d'activités présentant l'état général du département.

Un arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale fixe le canevas de ce rapport.

**Article 50 :** Le préfet est assisté d'un secrétaire général dont les attributions sont définies par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale.

En outre le préfet est assisté de trois (3) conseillers techniques suivants :

- un conseiller juridique ;
- un conseiller économique ;
- un conseiller en sécurité.

**Article 51 :** Le secrétaire général de préfecture peut recevoir délégation de signature du préfet de département pour certains actes dont la nature et la liste sont déterminées par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale.

En cas d'absence ou d'empêchement, le préfet de département est remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le secrétaire général de préfecture.

**Article 52 :** Le secrétaire général de préfecture est nommé par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale parmi les fonctionnaires de la catégorie A du Cadre de l'Administration Générale et / ou les fonctionnaires spécialisés dans les domaines de l'économie, du droit, de la planification, de l'aménagement du territoire, des finances ou tout autre domaine assimilé.

**Article 53 :** Les conseillers techniques du préfet sont nommés par arrêté du ministre en charge de l'administration territoriale parmi les fonctionnaires en activité de la catégorie A ou d'un niveau équivalent.

**Article 54 :** Les services administratifs du préfet prennent la dénomination de « Préfecture » et ont leur siège au chef-lieu du département.

### **Section 3 : Des organes d'appui à l'administration territoriale**

**Article 55 :** Dans l'exercice de leurs fonctions, les représentants territoriaux de l'Etat sont assistés d'un organe consultatif et d'un organe d'appui technique à la coordination tels que définis par les dispositions du présent décret.

#### **Sous section 1 : De l'organe consultatif dans la région**

**Article 56 :** Il est institué dans chaque région, une commission consultative régionale de l'administration territoriale en abrégé (COCORAT) présidée par le gouverneur et composée :

- du président du conseil régional et des présidents des commissions du conseil régional ;
- des préfets des départements de la région ;
- des responsables régionaux des services déconcentrés ;
- des maires de la région à raison de deux par département désignés par leurs pairs ;
- des chefs traditionnels de la région à raison d'un par département désigné par ses pairs ;
- de deux (2) représentants des ONG et Associations de la région désignés par leurs pairs ;

- d'un (1) représentant des organisations syndicales des travailleurs de la région désigné par ses pairs ;
- d'un (1) représentant de la chambre régionale de commerce et d'industrie désigné par ses pairs ;
- d'un (1) représentant de la chambre régionale des métiers et d'artisanat ;
- d'un (1) représentant de la chambre régionale d'agriculture.

Les députés et les membres du Conseil Economique Social et Culturel (CESOC) résidant dans la région peuvent participer aux réunions de la commission.

Le secrétariat de la commission est assuré par le directeur régional du Plan.

**Article 57 :** La commission consultative régionale de l'administration territoriale est un cadre de consultation, de concertation et d'échange d'informations. Elle donne son avis sur toute question à elle soumise par le gouverneur relativement au développement de la région. Elle est informée des programmes et plans régionaux de développement et est tenue au courant de l'état d'avancement des actions de développement dans la région. Elle émet des avis et/ou formule des recommandations sur les orientations de l'action de l'Etat et des collectivités territoriales dans la région, notamment en matière de développement économique et social et d'aménagement du territoire.

Elle donne son avis sur le bilan de l'exécution de la programmation de l'année précédente, propose les ajustements éventuels de la programmation de l'exercice en cours en fonction des ressources effectivement mobilisées et des décisions d'utilisation ou de répartition prises.

**Article 58 :** La commission consultative régionale de l'administration territoriale se réunit en session ordinaire deux (02) fois par an. Elle se réunit en cas de besoin en session extraordinaire à l'initiative de son président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

#### **Sous section 2 : De l'organe d'appui technique dans la région**

**Article 59 :** Il est institué au niveau de chaque région un Comité Technique Régional en abrégé (COTER) placé sous la présidence du gouverneur et composé :

- des secrétaires généraux du gouvernorat ;
- des préfets des départements de la région ;
- des responsables des services techniques régionaux ;
- des responsables des projets et programmes de développement intervenant dans la région.

Le secrétariat du COTER est assuré par le directeur régional du Plan.

**Article 60 :** Le Comité technique régional est un organe d'appui technique à la coordination placé auprès du gouverneur. Il examine les conditions de mise en œuvre des politiques de l'Etat dans la région et veille à la cohérence des interventions des services techniques déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales et celles des projets et programmes de développement dans la région.

Il assure la coordination et la concertation entre les différents services techniques et les organismes intervenant dans la région, suit l'exécution des projets et programmes de développement au niveau de la région et donne les avis techniques au gouverneur.

Le COTER assure au niveau de la région, l'organisation, la coordination et l'harmonisation des actions en matière d'appui technique aux collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation.

**Article 61 :** Le COTER se réunit obligatoirement une fois tous les deux (2) mois. En cas de nécessité, il peut être convoqué, dans l'intervalle des deux mois, une réunion extraordinaire, soit à l'initiative du gouverneur, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Les réunions ordinaires et extraordinaires du COTER ne peuvent excéder une journée.

### **Sous section 3 : De l'organe consultatif dans le département**

**Article 62 :** Il est institué dans chaque département, une commission consultative départementale de l'administration territoriale en abrégé (COCODAT) présidée par le préfet et composée :

- des maires des communes ;
- des responsables départementaux des services techniques déconcentrés ;
- des chefs des cantons et des groupements du département ;
- de deux (2) représentants des ONG et associations désignés par leurs pairs ;
- d'un (1) représentant des organisations syndicales des travailleurs du département désigné par ses pairs.

Le secrétariat de la commission est assuré par le chef de service départemental du Plan.

**Article 63 :** La commission consultative départementale de l'administration territoriale est un cadre de consultation, de concertation et d'échange d'informations. Elle donne son avis sur toute question à elle soumise par le préfet relativement au développement du département. Elle est informée des programmes et plans départementaux de développement et est tenue au courant de l'état d'avancement des actions de développement dans le département. Elle émet des avis et/ou formule des recommandations sur les orientations de l'action de l'Etat et des communes dans le département, notamment en matière de développement économique et social et d'aménagement du territoire.



Elle donne son avis sur le bilan de l'exécution de la programmation de l'année précédente, propose les ajustements éventuels de la programmation de l'exercice en cours en fonction des ressources effectivement mobilisées et des décisions d'utilisation ou de répartition prises.

**Article 64 :** La commission consultative départementale se réunit en session ordinaire deux (02) fois par an. Elle se réunit en cas de besoin en session extraordinaire à l'initiative de son Président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

#### **Sous section 4 : De l'organe d'appui technique dans le département**

**Article 65 :** Il est institué au niveau de chaque département un Comité Technique Départemental en abrégé (COTEDEP) placé sous la présidence du préfet et composé :

- du secrétaire général de la préfecture ;
- des chefs des services techniques départementaux ;
- des responsables des projets et programmes de développement intervenant dans le département.

Le secrétariat du COTEDEP est assuré par le chef de service départemental du Plan.

**Article 66 :** Le Comité technique départemental est un organe d'appui technique à la coordination placé auprès du préfet. Il examine les conditions de mise en œuvre des politiques de l'Etat dans le département et veille à la cohérence des interventions des services techniques déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales et celles des projets et programmes de développement au niveau du département.

Il assure la coordination et la concertation entre les différents services techniques et les organismes intervenant dans le département, suit l'exécution des plans de développement communaux (PDC) ainsi que la mise en œuvre des projets et programmes de développement financés par l'Etat au niveau du département. Il donne des avis techniques au préfet et aux maires des communes du département.

Le COTEDEP assure au niveau du département, l'organisation, la coordination et l'harmonisation des actions en matière d'appui technique aux communes, à leurs groupements ainsi qu'à leurs établissements publics, dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation.

**Article 67 :** Le COTEDEP se réunit obligatoirement une fois par mois. En cas de nécessité, il peut être convoqué en réunion extraordinaire, soit à l'initiative du préfet, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Les réunions ordinaires et extraordinaires du COTEDEP ne peuvent excéder une journée.



**Article 68 :** Les activités des organes d'appui technique à la coordination font l'objet de rapports trimestriels pour les COTEDP et semestriels pour les COTER adressés par les préfets et les gouverneurs au ministre en charge de l'administration territoriale.

**Article 69 :** Les frais de fonctionnement des organes consultatifs et des organes d'appui technique à la coordination sont à la charge du budget de l'Etat et font l'objet de délégation de crédits aux gouverneurs et aux préfets.

**Article 70 :** Dans l'accomplissement de leurs missions, les organes consultatifs et les organes d'appui techniques aux représentants territoriaux de l'Etat peuvent faire appel à toute personne dont la contribution leur paraît nécessaire.

#### **Section 4 : De l'organisation des services techniques déconcentrés de l'Etat dans les circonscriptions administratives**

**Article 71 :** Les services déconcentrés de l'Etat sont organisés en directions régionales, directions départementales et en services communaux rattachés techniquement à leurs ministères respectifs.

**Article 72 :** Les directions régionales et départementales sont dirigées par des directeurs nommés par arrêté des ministres dont ils relèvent. Les services communaux de l'Etat sont dirigés par des chefs de services nommés par arrêté des ministres dont ils relèvent.

**Article 73 :** Sous réserve des dispositions des articles 11, 12 et 13 du présent décret, les attributions des directeurs régionaux, des directeurs départementaux et des chefs des services communaux sont déterminées selon leur secteur et leur niveau d'exécution par arrêté du ministre dont ils relèvent.

**Article 74 :** Les services techniques déconcentrés de l'Etat concourent à l'appui conseil aux collectivités territoriales relevant de leur zone d'intervention dans les conditions fixées par décret pris en conseil des ministres.

**Article 75 :** Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de mise à disposition des services techniques aux collectivités territoriales, lorsque des problèmes de moyens subsistent à l'échelon territorial du représentant de l'Etat ayant signé lesdites conventions, il est fait appel aux appuis des échelons supérieurs.

Lorsqu'ils interviennent en appui aux collectivités territoriales, les frais de déplacement des agents des services techniques déconcentrés sont à la charge de l'Etat.

**Article 76 :** Les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat auprès de la région ou du département peuvent faire l'objet de regroupements fonctionnels dénommés « pôles de compétences » pour la réalisation d'actions communes.

Lorsque tous les services concernés relèvent d'un même échelon territorial, le représentant de l'Etat désigne le responsable du pôle de compétence et fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement de celui-ci.

**Article 77 :** Lorsque plusieurs services déconcentrés de l'Etat relevant d'un même échelon territorial concourent à la mise en œuvre d'une même politique, d'un même programme ou projet, le représentant de l'Etat désigne un chef de projet chargé d'animer et de coordonner l'action de ces services.

Le chef de projet, choisi parmi les responsables des services déconcentrés concernés, reçoit une lettre de mission du représentant de l'Etat, lui indiquant les objectifs qui lui sont assignés, la durée de la mission, les services auxquels il peut faire appel et les moyens mis à sa disposition.

#### **CHAPITRE IV : DES MOYENS DE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

**Article 78 :** Les crédits de fonctionnement et d'investissement de l'administration déconcentrée de l'Etat sont mis à la disposition des services déconcentrés conformément aux règles d'exécution des dépenses du budget de l'Etat.

**Article 79 :** Les prévisions budgétaires des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat sont portées à la connaissance de la Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale, pour information, avant leur transmission à l'administration centrale.

#### **CHAPITRE V : DE L'ORGANE DE SUPERVISION ET D'IMPULSION DE LA POLITIQUE DE DECONCENTRATION**

**Article 80 :** Il est créé un organe de supervision et d'impulsion de la politique de déconcentration dénommé «Comité Interministériel de l'Administration Territoriale» (CIAT).

Il est présidé par le Premier Ministre ou son représentant.

Les attributions, l'organisation, la composition et les règles de fonctionnement du CIAT sont déterminées par arrêté du Premier Ministre.

#### **CHAPITRE VI : DE L'ORGANE DE SUIVI TECHNIQUE DE LA POLITIQUE DE DECONCENTRATION**

**Article 81 :** Il est créé un organe de suivi technique de la politique de déconcentration dénommé Comité Technique Consultatif de l'Administration Territoriale (CTCAT).

Le CTCAT est présidé par le secrétaire général du ministère en charge de l'administration territoriale. Les attributions, l'organisation, la composition et les règles de fonctionnement du CTCAT sont déterminées par arrêté du Premier Ministre.

## **CHAPITRE VII : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 82** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

**Article 83** : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses, le Ministre de la Fonction Publique et du Travail, le Ministre des Finances et le Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 1<sup>er</sup> février 2013

**Signé** : Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre

**BRIGI RAFINI**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses

**ABDOU LABO**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général du Gouvernement

**GANDOU ZAKARA**

**Décret n° 2015-244/ PRN/MISP/D/**  
**ACR** du 08 mai 2015, fixant les modalités  
de répartition des recettes pétrolières  
et de raffinage concédées par l'Etat aux  
Communes et Régions concernées.

**Le Président de la République,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 2007-01 du 31 janvier 2007 portant Code Pétrolier, modifiée et complétée par la loi n° 2014-06 du 16 avril 2014 ;
- Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et à l'administration du Territoire de la République du Niger et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code général des collectivités territoriales et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu la loi n° 2014-11 du 16 avril 2014, réglant le raffinage, l'importation, l'exportation, le stockage, le transport massif, la distribution et la commercialisation des hydrocarbures et les produits dérivés ;
- Vu le décret n° 2011-01/PRN du 07 avril 2011, portant nomination du Premier ministre ;
- Vu le décret n° 2013-327/PRN du 13 août 2013, portant nomination des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n° 2013-424/PRN du 08 octobre 2013, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des ministres d'Etat, des ministres et ministres délégués ;
- Vu le décret n° 2013-427/PM du 09 octobre 2013, précisant les attributions des membres du Gouvernement modifié et complété par le décret n° 2013-560/PM du 19 décembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2013-464/PRN/MI/SP/D/ACR du 15 novembre 2013, portant organisation du ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses, modifié et complété par le décret n° 2014-446/PRN/MI/SP/D/ACR du 04 juillet 2014 ;
- Sur rapport du ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses ;

**Le Conseil des ministres entendu ;**

## Décrète :

**Article premier** - En application de l'article 146 ( nouveau) de la loi n° 2007-01 du 31 janvier 2007 portant Code pétrolier, et de l'article 32 de la loi 2014-11 du 16 avril 2014 réglementant le raffinage, l'importation, l'exportation, le stockage, le transport massif, la distribution et la commercialisation des hydrocarbures et les produits dérivés, les parts respectives des recettes pétrolières constituées par la redevance ad valorem, les droits fixes et la redevance superficielle, déduction faite des ristournes concédées aux agents du ministère en charge des hydrocarbures, attribuées par l'Etat aux collectivités territoriales des régions pétrolières d'une part, et d'autre part des recettes provenant des activités du raffinage constituées par la taxe intérieure sur les produits pétroliers perçues par l'Etat dans le cadre du raffinage sont affectées au financement des actions de développement comme suit :

- 85 % des fonds sont destinés au financement d'actions d'investissement des budgets des collectivités territoriales des régions d'exploitations pétrolières et de raffinage ;
- 10 % des fonds sont destinés à l'appui au fonctionnement des collectivités territoriales des régions d'exploitations pétrolières et de raffinage ;
- 5 % des fonds constituent une dotation dans le cadre de l'appui technique aux collectivités territoriales et du suivi des actions de développement par les services techniques de l'Etat.

**Art. 2** - Dans les deux (2) cas les fonds destinés au profit des collectivités territoriales sont répartis pour 85% au profit des communes et 15% au profit de la région collectivité territoriale.

**Art. 3** - Les fonds affectés aux investissements et au fonctionnement des collectivités bénéficiaires sont répartis selon les critères ci-dessous affectés des coefficients de pondération :

- le poids démographique 25 % ;
- l'impact environnemental 25 % ;
- l'effort de mobilisation de ressources internes 15 % ;
- le niveau de sous-équipement 25 % ;
- la superficie 10%.

**Art. 4** - Les fonds affectés à chaque collectivité territoriale sont déterminés proportionnellement à la note chiffrée qui lui est attribuée conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.



**Art. 5** - Les fonds affectés au fonctionnement des communes sont destinés principalement à financer la prise en charge de leur police municipale.

**Art. 6** - Sont bénéficiaires des parts de recettes pétrolières et des recettes provenant des activités de raffinage concédées par l'Etat, toutes les communes et toutes les régions sur la sphère desquelles la ressource pétrolière est exploitée pour le premier cas et pour le second cas les communes et les régions où les activités de raffinage sont réalisées.

**Art. 7** - Un arrêté conjoint du Ministre chargé de la Décentralisation, du Ministre chargé du Pétrole et du Ministre chargé des Finances détermine les modalités d'application du présent décret.

**Art. 8** - Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses, le ministre de l'énergie et du pétrole et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 08 mai 2015

Le Président de la République

**Issoufou Mahamadou**

Le Premier ministre

**Brigi Rafini**

Le ministre de l'intérieur Le ministre des  
finances de la sécurité publique, de la  
décentralisation et des affaires coutumières  
et religieuses

**Massoudou Hassoumi**

Le ministre des finances

**Gilles Baillet**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;  
Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales du Niger et les textes modificatifs subséquents ;  
Vu le décret n° 2011-001/PRN du 7 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;  
Vu le décret n° 2013-327/PRN du 13 août 2013, portant nomination des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;  
Vu le décret n° 2013-427/PRN du 09 octobre 2013, précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2013-560/PM du 19 décembre 2013 ;  
Vu le décret n° 2013-464/PRN/MISP/D/ACR du 15 novembre 2013, portant organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses, modifié et complété par le décret n° 2014-446/PRN/MISP/D/ACR du 04 juillet 2014 ;  
Vu le décret n° 2015-506/PRN du 21 septembre 2015, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;  
Sur rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**DECRETE :**

**Article premier :** Le nombre de sièges par conseil municipal est fixé comme suit :

Régions	Départements	Circonscriptions Electorales	Population 2012	Nouveaux Elus
AGADEZ	IFEROUANE	C.R. Iférouane	13.655	11
		CR Timia	19.076	11
		Sous-total 1	32.731	22
	TCHIROZERINE	C.U. Agadez	118.240	25
		C.R. Tabelot	38.994	13
		C.R. Dabaga	23.969	11
		C.U. Tchirozerine	63.503	18
		Sous-total 2	244.706	67
	ARLIT	C.U. Arlit	79.725	21
		C.R. Gougaram	10.336	11
		C.R. Dannet	14.964	11
		Sous-total 3	105.025	43
	ADERBISSINAT	C.R. Aderbissinat	35.320	14
		Sous-total 4	35.320	14
	INGALL	C.R. Ingall	51.903	16
		Sous-total 5	51.903	16
	BILMA	C.U. Bilma	4.409	11
		C.R. Fachi	2.215	11
		C.R. Djado	876	11
		C.R. Dirkou	10.435	11
		Sous-total 6	17.935	44
		TOTAUX 1	487.620	206

DIFFA	DIFFA	C.U de Diffa	56437	16
		C.R. Chétimari	65449	18
		C.R. Gueskéro	37836	13
		Sous-total 7	159.722	47
	BOSSO	C.R. Bosso	65022	18
		C.R. Toumour	11713	11
		Sous-total 8	76.735	29
	MAINE SOROA	C.U. Mainé Soroa	78735	20
		C.R. Foulatari	30953	12
		C.R. N'Guelbeyly	21976	11
		Sous-total 9	131.664	43
	GOUDOUMARIA	C.R. Goudoumaria	100559	24
		Sous-total 10	100.559	24
	N'GOURTI	C.R. N'Gourti	51767	16
		Sous-total 11	51.767	16
	N'GUIGMI	C.U. N'Guigmi	47198	15
		C.R. Kabaléwa	26176	11
		Sous-total 12	73.374	26
		TOTAUX 2	593.821	185

DOSSO	BOBOYE	C.U Birni N'Gaouré	52566	16
		C.R. Kiota	25282	11
		C.R. Koygolo	48218	15
		C.R. Harikanassou	23567	11
		C.R. Fakara	19077	11
		C.R.Kankandi	16565	11
		C.R.Fabidji	39713	14
		C.R. N'Gonga	27609	12
		Sous-total 13	252.597	100
	DOSSO	C.U. Dosso	89.132	22
		C.R. Garankédey	35009	13
		C.R. Mokko	52132	16
		C.R. Tombokoirey I	29.024	12
		C.R Tombokoirey II (Sakadamna)	63184	18
		C.R. Goroubankassam	33125	13
		C.R. Karquibangou	45304	15
		C.R. Gollé	27860	12
		C.R. Farey	40302	14
		C.R. Tessa	26668	11
		C.R. Sambéra	50820	15
		Sous-total 14	492.560	161
	DOGONDOUTCHI	C.U. Dogondoutchi	71672	19
		C.R. Kiéché	48980	15
		C.R. Dan Kassari	78132	20
		C.R. Soucoucoutane	38700	13
		C.R. Dogonkiri	65990	18
		C.R. Matankari	68979	18
		Sous-total 15	372.473	103
	GAYA	C.U. Gaya	63.815	18
		C.R. Tounouga	42849	14
		C.R. Bana	18.128	11
		C.R. Bengou	18469	11
		C.R. Yélou	68404	18
		C.R. Tanda	49973	15
	DIOUNDIOU	Sous-total 16	261.618	87
		C.R. Dioundiou	54.157	16
		C.R. Karakara	44333	14
		C.R. Zabori	11125	11
	FALMEY	Sous-total 17	109.615	41
		C.R. Falmey	75115	20
		C.R. Guillaqué	28156	12
	TIBIRI	Sous-total 18	103.271	32
		C.R. Tibiri	77558	20
		C.R. Douméga	29429	12
		C.R. Guéchémé	108778	25
		C.R. Koré Mairoua	54251	16
	LOGA	Sous-total 19	270.016	73
		C.U. Loga	82400	21
		C.R. Falwel	57564	17
		C.R. Sokorbé	35579	13
		Sous-total 20	175.543	51
	TOTAUX 3		2.037.713	648



MARADI	AGUIE	C.U. Aguié	152788	25
		C.R. Tchadoua	93208	23
		Sous-total 21	245.996	48
	BERMO	C.R. Bermo	30761	12
		C.R. Gadabédji	21513	11
		Sous-total 22	52.274	23
	GAZAOUA	C.R. Gazaoua	108606	25
		C.R. Gangara	51930	16
		Sous-total 23		41
	MAYAH	C.U. Mayahi	90540	22
		C.R. Sarkin Haoussa	76312	20
		C.R. Guidan Amoumoune	88199	22
		C.R. Tchaké	40502	14
		C.R. Attantané	71928	19
		C.R. Kanan Bakaché	85367	21
		C.R. El Alassan Maïreyrey	64.183	18
		C.R. Issawane	40155	14
		Sous-total 24		153
	TESSAOUA	C.U. Tessaoua	172796	25
		C.R. Korgom	68057	18
		C.R. Hawandawaki	39739	14
		C.R. Maïjirqui	70655	19
		C.R. Baoudetta	11867	11
		C.R. Ourafane	137850	25
		C.R. Koona	14888	11
		Sous-total 25		123
	DAKORO	C.U. Dakoro	71201	19
		C.R. Sabon Machi	35988	13
		C.R. Kornaka	140009	25
		C.R. Maïyara	62441	17
		C.R. Dan Goulbi	57228	17
		C.R. Korahane	12577	11
		C.R. Adjékoria	79108	20
		C.R. Birni Lallé	30846	12
		C.R. Azagor	5565	11
		C.R. Bader Goula	68203	18
		C.R. Roumbou I	13330	11
		C.R. Soli Tagriss	53925	16
		Sous-total 26	630.421	190
	MADAROUNFA	C.U. Madarounfa	71832	19
		C.R. Safo	76454	20
		C.R. Gabi	83203	21
		C.R. Sarkin Yamma	36.557	13
		C.R. Dan Issa	94841	23
		C.R. Djirataoua	85976	21
		Sous-total 26		117
	GUIDAN ROUMDJI	C.U. Guidan-Roundji	95791	23
		C.R. Saé Saboua	99638	24
		C.R. Chadakori	108.711	25
		C.R. Guidan Sori	93771	23
		C.R. Tibiri	125806	25
		Sous-total 27		119
	TOTAUX 4		3.402.094	814

TAHOUA	MALBAZA	C.R. Malbaza	114432	25
		C.R. Doquéraoua	117975	25
		Sous-total 28		50
	BIRNI N'KONNI	C.U. Birni N'Konni	149414	25
		C.R. Alléla	52196	16
		C.R. Bazaqa	37571	13
		C.R. Tsernaoua	73705	19
		Sous-total 29		73
	ABALAK	C.R. Abalak	74719	19
		C.R. Azèye	60145	17
		C.R. Akoubounou	47961	15
		C.R. Tabalak	42520	14
		C.R. Tamaya	30956	12
	BOUZA	Sous-total 30		77
		C.U. Bouza	101445	24
		C.R. Babankatami	65906	18
		C.R. Déoullé	21009	11
		C.R. Korafane	77796	20
		C.R. Tabotaki	46266	15
		C.R. Tama	52661	16
	BAGAROUA	C.R. Allakaye	80280	20
		Sous-total 31		124
		C.R. Bagaroua	72293	19
	ILLELA	Sous-total 32	72293	19
		C.U. Illéla	142214	25
		C.R. Badaguichiri	115491	25
		C.R. Tajaé	78080	20
	KEITA	Sous-total 33		70
		C.U. Keita	67304	18
		C.R. Garhanga	69712	19
		C.R. Ibohamane	88724	22
		C.R. Tamaské	111358	25
	MADAOUA	Sous-total 34		84
		C.U. Madaoua	127254	25
		C.R. Azarori	18582	11
		C.R. Bangui	140446	25
		C.R. Galma Koudawatché	57255	17
		C.R. Ourno	98769	23
	TAHOUA	C.R. Sabon Guida	103232	24
		Sous-total 35		125
		C.R. Affala	68225	18
		C.R. Bambèye	112962	25
		C.R. Barmou	43856	14
		C.R. Kalfou	111274	25
		C.R. Takanamatt	44049	14
	TCHINTABARADEN	C.R. Tébaram	52293	16
		Sous-total 36		112
		C.U. Tchintabaraden	79889	20
	TASSARA	C.R. Kao	65197	18
		Sous-total 37	65197	38
		C.R. Tassara	24457	11
	TILLIA	Sous-total 38	24457	11
		C.R. Tillia	38994	13
		Sous-total 39	36994	13
		TOTAUX 5	3.328.365	796

TILLABERI	ABALA	C.R. Abala	75821	20
		C.R. Sanam	68466	18
		Sous-total 40	144287	38
	BALLEYARA	C.R. Tagazar	107134	25
		Sous-total 41	1072134	25
	BANIBANGOU	C.R. Banibangou	66949	18
		Sous-total 42	66949	18
	BANKILARE	C.R. Bankilaré	84893	21
		Sous-total 43	84893	21
	TORODI	C.R. Torodi	109342	25
		C.R. Makalondi	73271	19
		Sous-total 44	182613	44
	GOTHEYE	C.R. Gothèye	93264	23
		C.R. Dargol	147779	25
		Sous-total 45		48
	FILINGUE	C.U. Filingué	92097	22
		C.R. Imanan	38783	13
		C.R. Kourfey-Centre	66855	18
		C.R. Tondikandia	108991	25
		Sous-total 46		78
	KOLLO	C.U. Kollo	32829	12
		C.R. Bitinkodji (Saga Fondo)	29067	12
		C.R. Dantchandou	37059	13
		C.R. Hamdallaye	57002	17
		C.R. Karma	88224	22
		C.R. Kirtachi	39693	13
		C.R. Kouré	46249	15
		C.R. Liboré	26243	11
		C.R. N'Dounga	22341	11
		C.R. Namaro	55094	16
		C.R. Youri (Kourtéré)	31598	12
		Sous-total 47		154
	OUALLAM	C.U. Ouallam	68191	18
		C.R. Dingazi	44486	15
		C.R. Simiri	103057	24
		C.R. Tondikiwindi	111490	25
	SAY	Sous-total		82
		C.U. Say	58290	17
		C.R. Ouro Guéladjo	27553	12
		C.R. Tamou	89782	22
	TERA	Sous-total		51
		C.U. Téra	71648	19
		C.R. Diagourou	61472	17
		C.R. Gorouol	66276	18
		C.R. Kokorou	96218	23
	AYOROU	C.R. Méhana	40593	14
		Sous-total		90
		C.R. Ayorou	33527	13
		C.R. Inates	23503	11
	TILLABERI	Sous-total		24
		C.U. Tillabéri	47678	15
		C.R. Anzourou	28878	12
		C.R. Bibiyergou	1853	11
		C.R. Dessa	32332	12
		C.R. Kourtey	61.670	17
		C.R. Sakoira	26776	11
		C.R. Sinder	28165	12
		Sous-total		90
		TOTAUX 6	2.722.482	763

ZINDER	BELBEDJI	C.R. Tarka	96452	23
		Sous-total		23
	GOURE	C.R. Alakoss	19199	11
		C.U. Gouré	73732	19
		C.R. Bouné	74513	19
		C.R. Gamou	23218	11
		C.R. Guidiquir	62731	17
		C.R. Kellé	74425	19
		Sous-total		104
	TESKER	C.R. Tesker	37132	13
		Sous-total		13
	KANTCHE	C.U. Matamèye	64988	18
		C.R. Dan Barto	40900	14
		C.R. Daouché	37754	13
		C.R. DOUNGOU	39031	14
		C.R. Ichirnawa	42582	14
		C.R. Kantché	56468	16
		C.R. Kourni	28872	12
		C.R. Tsaouni	37854	13
		C.R. Yaouri	50732	15
		Sous-total		129
	MAGARIA	C.U. Magaria	130707	25
		C.R. Bandé	114242	25
		C.R. Dantchiao	71018	19
		C.R. Kwaya	32510	12
		C.R. Sassoumbroum	78163	20
		C.R. Wacha	93492	23
		C.R. Yékoua	57611	17
		Sous-total		141
	DUNGASS	C.R. DUNGASS	127757	25
		C.R. Dogo-Dogo	65544	18
		C.R. Malawa	88954	22
		C.R. Gouchi	71612	19
		Sous-total		84
	MIRRIAH	C.U. Mirriah	80126	20
		C.R. Dogo	113447	25
		C.R. Gaffati	46379	15
		C.R. Gouna	63598	18
		C.R. Hamdara	39574	14
		C.R. Droum	102.306	24
		C.R. Koléram	29583	12
		C.R. Zermou	32486	12
		Sous-total		140
	DAMAGARAM TAKAYA	C.R. Damagaram Takaya	61580	17
		C.R. Albarkaram	17619	11
		C.R. Moa	26632	11
		C.R. Guidimouni	69587	19
		C.R. Kagna Wamé	43568	14
		C.R. Mazamni	22183	11
		Sous-total		83
	TAKIETA	C.R. Garagoumsa	69028	19
		C.R. Dakoussa	61779	17
		C.R. Tirmini	116011	25
		Sous-total		61
	TANOUT	C.U. Tanout	154238	25
		C.R. Falenko	13993	11
		C.R. Gangara	112967	25
		C.R. Olléléwa	116895	25
		C.R. Tenhya	31057	12
		Sous-total		98
	TOTAUX 7		3.539.764	876

**Article 2** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Article 3** : Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 26 janvier 2016

**Signé** : Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre

**BRIGI RAFINI**

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses

**MASSOUDOU HASSOUMI**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement

**YAHAYA CHAIBOU**



**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 98-31 du 14 septembre 1998, portant création de régions et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux ;
- Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 2010-53 du 17 septembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales du Niger et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n° 2010-678/PCSRD/MISD/AR du 07 octobre 2010, fixant le nombre de sièges par Conseil Régional ;
- Vu le décret n° 2011-001/PRN du 07 avril 2011, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 2013-327/PRN du 13 août 2013, portant nomination des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n° 2013-427/PM du 09 octobre 2013, précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2013-560/PM du 19 décembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2013-464/PRN/MISP/D/ACR du 15 novembre 2013, portant organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses, modifié et complété par le décret n° 2014-446/PRN/MISP/D/ACR du 04 juillet 2014 ;
- Vu le décret n° 2015-506/PRN du 21 septembre 2015, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Sur rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**DECRETE :**

**Article premier :** Le nombre de sièges par conseil Régional est fixé comme suit :

Région	Population en 2012	Nombre de sièges
Conseil Régional d'Agadez	487.620	35
Conseil Régional de Diffa	593.821	40
Conseil Régional de Dosso	2.037.713	41
Conseil Régional de Maradi	3.402.094	41
Conseil Régional de Tahoua	3.328.365	41
Conseil Régional de Tillabéri	2.722.482	41
Conseil Régional de Zinder	3.539.764	41
Total	16.111.859	280

**Article 2 :** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Article 3 :** Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 26 janvier 2016

**Signé :** Le Président de la République  
**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre  
**BRIGI RAFINI**

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité  
Publique, de la Décentralisation et des  
Affaires Coutumières et Religieuses  
**MASSOUDOU HASSOUMI**

**Pour ampliation :**  
Le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement  
**YAHAYA CHAIBOU**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales du Niger et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-55 du 17 septembre 2010, portant statut des communes à statut particulier ou villes ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-56 du 17 septembre 2010, portant érection des communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en communes à statut particulier ou villes et les communes les composant en arrondissements ;
- Vu le décret n° 2010 679/PCSRD/MISD/AR du 07 octobre 2010, fixant le nombre de sièges par Conseil de ville et d'arrondissement communal ;
- Vu le décret n° 2011-001/PRN du 07 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 2013-327/PRN du 13 août 2013, portant nomination des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu décret n° 2013-427/PM du 09 octobre 2013, précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié et complété par le .décret n° 2013-560/PM du 19 décembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2013-464/PRN/MISP/D/ACR du 15 novembre 2013, portant organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses, modifié et complété par le décret n° 2014-446/PRN/MISP/D/ACR du 04 juillet 2014 ;
- Vu le décret n° 2015-506/PRN du 21 septembre 2015, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Sur rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses ;

**Le Conseil des Ministres entendu ;**

**DECRETE :**

**Article premier :** Le nombre de sièges par conseil de ville est fixé comme suit :

Villes	Population 2012	Nombre de sièges
<b>MARADI</b>	<b>267.249</b>	25
<b>NIAMEY</b>	<b>1.026.848</b>	45
<b>TAHOUA</b>	<b>149498</b>	19
<b>ZINDER</b>	<b>322.935</b>	28
<b>TOTAL</b>	<b>2.301.028</b>	117

**Article 2 :** Le nombre de sièges au conseil de ville à pourvoir par arrondissement communal est reparti comme suit :

Villes	Arrondissements	Population	Nombre de sièges
<b>MARADI</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>114.307</i>	11
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>66.728</i>	06
	<b>3<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>86.214</i>	08
Total	<b>01</b>	267.249	25 sièges
<b>TAHOUA</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>53569</i>	07
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>95929</i>	12
Total	<b>02</b>	149498	19 sièges
<b>ZINDER</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>84.610</i>	07
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>68.984</i>	06
	<b>3<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>55.995</i>	05
	<b>4<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>80.923</i>	07
	<b>5<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>32.423</i>	03
Total	<b>03</b>	322.935	28 sièges
<b>NIAMEY</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>210.020</i>	09
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>246.898</i>	11
	<b>3<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>163.175</i>	07
	<b>4<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>274.484</i>	12
	<b>5<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>132271</i>	06
Total	<b>04</b>	1.026.848	45 sièges



**Article 3** : Le nombre de sièges à pouvoir par conseil d'arrondissement est fixé comme suit :

Villes	Arrondissements	Population	Conseillers de Ville	Nbre de Conseillers d'Arrondis	Total sièges
<b>MARADI</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>114.307</i>	11	14	25
	<b>2<sup>ème</sup>ARR</b>	<i>66.728</i>	06	13	19
	<b>3<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>86.214</i>	08	14	22
<b>Total</b>	<b>01</b>	<b>267.249</b>	<b>25 sièges</b>	<b>41</b>	<b>66</b>
<b>TAHOUA</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>53569</i>	07	12	19
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>95929</i>	12	14	26
<b>Total</b>	<b>02</b>	<b>149.498</b>	<b>19 sièges</b>	<b>26</b>	<b>45</b>
<b>ZINDER</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>84.610</i>	07	14	21
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>68.984</i>	06	13	19
	<b>3<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>55.995</i>	05	12	17
	<b>4<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>80.923</i>	07	14	21
	<b>5<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>32.423</i>	03	10	13
<b>Total</b>	<b>03</b>	<b>322.935</b>	<b>28 sièges</b>	<b>63</b>	<b>91</b>
<b>NIAMEY</b>	<b>1<sup>er</sup> ARR</b>	<i>210.020</i>	09	14	23
	<b>2<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>246.898</i>	11	14	25
	<b>3<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>163.175</i>	07	14	21
	<b>4<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>274.484</i>	12	14	26
	<b>5<sup>ème</sup> ARR</b>	<i>132271</i>	06	14	20
<b>Total</b>	<b>04</b>	<b>1.026.848</b>	<b>45 sièges</b>	<b>70</b>	<b>115</b>



**Article 4** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Article 5** : Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 26 janvier 2016

**Signé** : Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre

**BRIGI RAFINI**

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses

**MASSOUDOU HASSOUMI**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement

**YAHAYA CHAIBOU**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 98-31 du 14 septembre 1998, portant création des régions et fixant les limites et le nom de leurs chefs-lieux ;
- Vu la loi n° 2002-014 du 11 Juin 2002, portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 2009-002/PRN du 18 août 2009 ;
- Vu la loi n° 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-55 du 17 septembre 2010, portant statut des communes à statut particulier ou villes ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-56 du 17 septembre 2010, portant érection des communautés urbaines de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder en communes à statut particulier ou Villes et les communes les composant en arrondissements communaux ;
- Vu le décret n° 99-033/PRN/MI/AT du 05 mars 1999, fixant les modalités d'exercice du contrôle de tutelle sur les actes des Autorités décentralisées ;
- Vu le décret n° 2008-305/MISPDAR du 11 septembre 2008, portant réglementation de la coopération décentralisée au Niger ;
- Vu le décret n° 2008-306/MISPDAR du 11 septembre 2008, portant organisation et fonctionnement des comités de jumelage au Niger ;
- Vu le décret n° 2016-161/PRN du 02 avril 2016, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2016-164/PRN du 11 avril 2016, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n°2016-206/PRN du 11 mai 2016 et complété par le décret n° 2016-210/PRN du 17 mai 2016 ;
- Vu le décret n° 2016-207/PRN du 11 mai 2016, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres délégués, modifié et complété par le décret n° 2016-291/PRN du 09 juin 2016 ;

Vu le décret n° 2016-208/PM du 11 mai 2016, précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2016-296/PM du 17 juin 2016 ;

Sur rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses ;

## **LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU ;**

### **DECRETE :**

**Article premier :** Le présent décret détermine le régime juridique applicable aux relations de coopération entre les collectivités territoriales telles que définies par les articles 325 à 329 de l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010 portant code général des collectivités territoriales de la République du Niger.

## **TITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES**

### **CHAPITRE PREMIER : DES DEFINITIONS DES CONCEPTS**

**Article 2 :** Au sens du présent décret, on entend par :

**Coopération intercommunale ou intercommunalité :** forme de coopération entre les collectivités communales, fondées sur leur libre volonté de coopérer entre elles, dans un ou plusieurs domaines en vue d'élaborer des projets de développement.

**Coopération interrégionale ou interrégionalité :** forme de coopération entre deux ou plusieurs régions, fondées sur leur propre initiative, en vue notamment de faciliter ou de coordonner l'exercice de leurs compétences ou pour la création d'institutions d'utilité publique.

**Établissements publics de coopération :** organismes ayant pour mission de gérer pour le compte des collectivités territoriales créatrices, un ou des services publics d'intérêt commun.

**Coopération décentralisée :** forme de relation qui englobe l'ensemble des actions de coopération internationale menées par les collectivités territoriales nigériennes et leurs groupements, sur la base de conventions, avec des collectivités territoriales étrangères.

**Coopération transfrontalière :** expression des relations de voisinage entre collectivités frontalières. Elle vise à renforcer et à développer les rapports de voisinage entre collectivités ou autorités territoriales frontalières.

## **TITRE II : DE LA COOPERATION INTERCOLLECTIVITE TERRITORIALE**

**Article 3** : Les organismes publics de coopération visés à l'article 325 de l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010 citée ci-dessus peuvent être dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière

**Article 4** : Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences, en créant les établissements publics de coopération dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur.

Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale, la communauté de communes, l'entente intercommunale, les ententes interrégionales et la coopération entre communes et régions.

**Article 5** : Les collectivités territoriales peuvent engager des relations de partenariat avec l'Etat et les associations internationales des pouvoirs locaux.

### **CHAPITRE PREMIER : DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE**

**Article 6** : Les établissements publics de coopération intercommunale sont classés en deux (2) catégories :

- la communauté de communes ;
- et l'entente.

**Article 7** : La communauté de communes est un établissement public territorial ayant pour objet d'associer les communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de la réalisation d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

**Article 8** : L'entente est l'acte par lequel deux ou plusieurs communes nigériennes instituent entre elles des relations de coopération sur des objets d'utilité publique locale compris dans leurs attributions et les intéressant conjointement.

Elles peuvent conclure des conventions par lesquelles, l'une d'entre elles s'engage à mettre à la disposition d'une autre commune ses services et moyens afin de lui faciliter l'exercice de ses compétences.

## **SECTION PREMIERE : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Article 9 :** La communauté de communes est créée par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales. L'initiative de la création est décidée sur délibérations concordantes des conseils municipaux des communes concernées qui déterminent le siège de la communauté de communes. Les statuts de la communauté de communes sont élaborés par les conseils intéressés.

**Article 10 :** La communauté de communes peut s'étendre sur un ou plusieurs départements.

**Article 11 :** Les statuts de la communauté de communes comportent les mentions obligatoires ci-après :

- la liste des communes membres ;
- le siège ;
- la durée pour laquelle la communauté est constituée ;
- les modalités de répartition des sièges au sein du conseil de communauté ;
- le nombre de sièges attribués à chaque commune membre ;
- l'institution de la suppléance des conseillers communautaires ;
- les compétences transférées.

**Article 12 :** Les conseils municipaux concernés peuvent transférer à la communauté de communes, une partie de leurs biens meubles et immeubles et mettre à sa disposition le personnel nécessaire à son fonctionnement.

**Article 13 :** Les compétences transférées par les communes à la communauté de communes lors de sa constitution concernent, outre celles citées à l'alinéa 2 du présent article, toutes autres compétences qui concourent à un projet commun d'aménagement de l'espace et de développement qui entrent dans les compétences des collectivités membres.

Les compétences transférables à la communauté de communes peuvent concerner les domaines suivants :

- le développement local ;
- la protection de l'environnement ;
- l'aménagement et l'entretien de la voirie ;
- la politique de logement et du cadre de vie ;
- la construction et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs.



Les compétences transférées par les communes lors de la constitution de la communauté peuvent aller au-delà de cette liste, pour autant qu'elles concourent à un projet commun d'aménagement de l'espace et de développement, et qu'elles entrent dans les compétences des collectivités membres.

**Article 14 :** La communauté de communes est administrée par :

- un organe délibérant, le conseil de communauté ;
- un organe exécutif, le président.

**Article 15 :** Le conseil de communauté est composé de délégués titulaires élus au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne par les conseils municipaux des communes membres. Ils portent le titre de conseillers communautaires. Il est désigné autant des conseillers communautaires titulaires que des conseillers communautaires suppléants.

**Article 16 :** Le mandat des conseillers communautaires est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

L'élection de nouveaux conseillers communautaires intervient dans un délai maximum d'un mois après celle des maires.

**Article 17 :** En cas d'empêchement temporaire d'un conseiller communautaire, il est remplacé par son suppléant.

En cas d'empêchement définitif d'un conseiller communautaire, le conseil municipal de provenance procède à son remplacement dans les mêmes conditions prévues à l'article 15 du présent décret.

**Article 18 :** Le conseil définit les statuts de la communauté et arrête son règlement intérieur.

Il règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence de la communauté de communes.

A ce titre, il :

- vote le budget ;
- décide de toutes les actions impliquant des engagements budgétaires ;
- décide des délégations de décision confiées au président et au bureau ;
- vote toutes les modifications des conditions initiales de composition et de fonctionnement de la communauté (statuts et règlement intérieur) ;
- prend toutes les décisions relatives au fonctionnement de la communauté ;
- approuve le compte administratif de la communauté.

**Article 19 :** Le conseil de communauté élit en son sein un président et deux vice-présidents.

**Article 20 :** Le bureau est l'organe exécutif de la communauté de communes. Il est, en cette qualité, l'ordonnateur du budget de la communauté. Il est, en outre, chargé de :

- la préparation et l'exécution des délibérations du conseil de la communauté ;
- la direction et la gestion des services de la communauté ;
- la représentation en justice de la communauté.

**Article 21 :** Le président informe le conseil de la communauté et les maires des communes membres des activités de la communauté de communes.

Il élabore chaque année, un rapport auquel est joint le compte administratif approuvé par le conseil de la communauté qu'il transmet aux maires des communes membres.

**Article 22 :** Le président est assisté dans ses attributions par deux vice- présidents, élus au sein du conseil parmi les conseillers communautaires, selon les règles identiques à celles de l'élection du maire et des adjoints.

Le président peut déléguer, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, une partie de ses attributions aux vice-présidents.

**Article 23 :** Le président et les vice-présidents constituent le bureau de la communauté. Le bureau peut comporter un ou deux autres membres du conseil.

Le mandat des membres de bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le bureau se réunit sur convocation du président au moins une fois par mois. En cas de besoin, il tient des réunions extraordinaires.

**Article 24 :** Le président du conseil de la communauté est remplacé en cas d'absence ou d'empêchement par l'un des vice-président (s) dans l'ordre de préséance.

En cas d'empêchement du président ou des vice-présidents, le conseil est présidé par le doyen d'âge.

Au cas où l'empêchement est définitif, le conseil est convoqué par le préfet dans les trente (30) jours afin de procéder à de nouvelles élections du président.

**Article 25 :** Le président et les vice-présidents bénéficient d'une indemnité de fonction dont le montant est fixé par le conseil de communauté.

**Article 26 :** Le conseil de communauté se réunit en session ordinaire une fois par trimestre sur convocation de son président. Il peut, en outre, se réunir en session extraordinaire en cas de nécessité, sur convocation du président ou à la demande des deux tiers (2/3) des conseillers communautaires.

**Article 40 :** L'entente peut être constituée par accord entre les communes intéressées sur délibérations concordantes de leurs conseils municipaux en vue d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages et des institutions d'utilité publique.

Les ententes peuvent porter sur des opérations d'investissement (création d'ouvrages) ou d'entretien d'ouvrages (conservation) ou la gestion foncière et domaniale.

La création de l'entente requiert l'accord unanime des communes intéressées. Elle doit être approuvée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

**Article 41 :** La conférence est l'organe délibérant de l'entente. Les conseils municipaux des communes parties à l'entente y sont représentés, sur une base égalitaire, à raison de deux délégués par commune membre.

**Article 42 :** La conférence élit en son sein un président, organe exécutif, assisté de deux vice-présidents.

**Article 43 :** Les décisions prises par les conférences doivent, pour être exécutoires, être ratifiées par l'ensemble des organes délibérants intéressés.

**Article 44 :** Les représentants de l'Etat du ressort territorial des collectivités territoriales parties à l'entente peuvent assister aux conférences ou s'y faire représenter avec un statut d'observateur.

**Article 45 :** Le fonctionnement des ententes est soumis aux règles applicables à la tenue des séances d'un conseil municipal.

**Article 46 :** L'entente est dissoute de plein droit à l'expiration de la durée pour laquelle elle a été instituée ou à la fin de l'opération qu'elle avait pour objet de conduire. Il peut aussi être mis fin à l'entente par délibération des conseils municipaux des communes membres.

## **CHAPITRE II : DE L'ENTENTE INTERREGIONALE**

**Article 47 :** L'entente interrégionale est un établissement public de coopération qui associe deux ou plusieurs régions ayant un territoire contigu.

L'entente interrégionale est créée par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de la décentralisation. L'initiative de création est décidée sur délibérations concordantes des conseils régionaux et après avis des commissions économiques et sociales régionales. La décision qui institue l'entente en détermine le siège.

**Article 48 :** L'entente interrégionale est administrée par un conseil de délégués des conseils régionaux élus au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne.

La décision qui institue l'entente régionale détermine le nombre de membres et la répartition des délégués entre chaque conseil régional.

**Article 49 :** Le conseil règle, par ses délibérations, les affaires relevant de la compétence de l'entente interrégionale.

Le conseil élit au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne une commission administrative permanente renouvelée après chaque renouvellement du conseil. Il peut déléguer à la commission administrative une partie de ses attributions à l'exception de celles qui ont trait au budget et aux comptes.

Le conseil détermine son règlement intérieur à sa première réunion.

Les règles relatives au fonctionnement du conseil et de la commission administrative permanente ainsi que celles relatives à l'exécution de leurs délibérations sont celles fixées pour les régions.

**Article 50 :** Les commissions économiques et sociales des régions membres de l'entente interrégionale peuvent être saisies, à l'initiative du président de l'entente, de demandes d'avis et d'études sur tout projet à caractère économique, social ou culturel du domaine de compétence de l'entente. Ils peuvent en outre, donner des avis sur toute question entrant dans les compétences de l'entente interrégionale.

**Article 51 :** Le président de l'entente interrégionale est élu au scrutin majoritaire à deux tours parmi les membres du conseil. Il est l'organe exécutif de l'entente interrégionale. Il préside la commission administrative permanente.

**Article 52 :** L'entente interrégionale exerce les compétences énumérées dans la décision qui l'institue en lieu et place des régions membres. Elle assure la cohérence des programmes des régions membres. A ce titre, elle peut conclure avec l'Etat des contrats de plan au lieu et place des régions qui la composent, dans les limites des compétences qui lui sont transférées.

**Article 53 :** Tout acte qui procède à des transferts de compétences détermine les conditions financières et patrimoniales de ces transferts ainsi que l'affectation des personnels.

**Article 54 :** Les décisions prises par l'entente interrégionale ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les conseils régionaux intéressés.



**Article 55 :** Les gouverneurs des régions concernées peuvent assister ou se faire représenter aux réunions de l'entente interrégionale.

**Article 56 :** La tutelle administrative de l'entente interrégionale est exercée par le représentant de l'Etat dans la région où est fixé son siège.

**Article 57 :** Toute modification de la décision instituant l'entente interrégionale est prononcée par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la décentralisation. L'initiative de modification est prise par le conseil de l'entente après délibérations concordantes des conseils régionaux des régions membres.

Une région peut se retirer après décision prise à l'unanimité par le conseil.

**Article 58 :** L'entente peut être dissoute, à la demande du conseil régional d'une région membre, dans des conditions fixées par décret délibéré en conseil des ministres.

### **CHAPITRE III : DE LA COOPERATION ENTRE COMMUNES ET REGIONS**

**Article 59 :** Une entente peut être instituée entre une région et une ou plusieurs commune (s) en vue de la réalisation de certaines actions requises par les projets ou programmes de développement socio économique et culturel.

L'entente est gérée par une structure mise en place par les collectivités territoriales concernées dans la limite de leurs compétences et dans le respect de leurs statuts respectifs.

## **TITRE III : DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

### **CHAPITRE PREMIER : DE L'OBJET, DE LA DEFINITION ET DES PRINCIPES GENERAUX DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

**Article 60 :** La conclusion des accords de coopération décentralisée est soumise à une délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale concernée.

Le document final est adopté par l'organe délibérant qui mandate le président du conseil pour sa signature.

**Article 61 :** Plusieurs collectivités territoriales nigériennes peuvent conclure ensemble des accords de coopération décentralisée avec une ou plusieurs collectivité (s) décentralisées étrangères.

**Article 62 :** La convention constitue le fondement de la coopération décentralisée.



Avant sa conclusion, le projet de convention est soumis à l'approbation préalable de l'autorité de tutelle au Niger qui dispose d'un délai de trente (30) jours pour se prononcer. A l'expiration de ce délai, le projet de convention est réputé avoir reçu l'approbation de l'autorité compétente.

**Article 63 :** Aucune convention, de quelque nature que ce soit, ne peut être passée entre une collectivité territoriale ou un groupement et un Etat étranger.

**Article 64 :** Les conventions concernent tous les secteurs de la coopération décentralisée dont le jumelage et la coopération transfrontalière.

**Article 65 :** Les collectivités territoriales s'abstiennent de conclure ou de poursuivre des relations de coopération décentralisée avec des partenaires dont les pays d'origine n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec le Niger sur la base des informations fournies par le ministère en charge des affaires étrangères et de la coopération.

## **CHAPITRE II : DES OBJECTIFS ET DES DOMAINES D'INTERVENTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

**Article 66 :** La coopération décentralisée vise à :

- resserrer les liens d'amitiés entre les peuples ;
- promouvoir le développement économique, social et culturel ;
- consolider la démocratie, la décentralisation et la gouvernance locale.

**Article 67 :** Les principaux domaines d'intervention de la coopération décentralisée sont :

- l'appui institutionnel ;
- le développement local ;
- les échanges d'expertise et d'expérience ;
- les échanges à caractère social, culturel et sportif ;
- la protection de l'environnement ;
- l'amélioration du cadre de vie ;
- l'action d'aide d'urgence et de solidarité ;
- tout autre domaine de développement identifié par le gouvernement.

## **CHAPITRE III : DES MODALITES DE GESTION DES RESSOURCES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

**Article 68 :** Les ressources tirées de la coopération décentralisée sont affectées au financement des projets retenus d'accord parties dans le respect des principes du droit budgétaire et règles de comptabilité publique.

**Article 69** : Les ressources et les charges induites par les projets de coopération décentralisée sont inscrites au budget de la collectivité territoriale concernée.

Lorsque l'accord de coopération décentralisée entre en vigueur en cours d'exercice budgétaire, l'organe délibérant de la collectivité se réunit pour remanier le budget initial.

#### **CHAPITRE IV : DU ROLE DE L'ETAT**

**Article 70** : Les dispositions relatives au contrôle de légalité telles que décrites par l'ordonnance n°2010-54 du 17 septembre 2010 portant code général des collectivités territoriales sont applicables à la coopération décentralisée.

**Article 71** : L'Etat apporte un appui conseil aux collectivités territoriales pour l'aboutissement et le développement de leurs initiatives relatives à la coopération décentralisée.

L'activité d'appui conseil visée à l'alinéa ci-dessus s'entend notamment des actions de formation, d'information ou de recherche de partenariat.

**Article 72** : L'Etat peut également apporter son concours financier à la réalisation de certains projets ou programmes de coopération décentralisée en raison de leur taille.

#### **TITRE IV : DES FORMES DE COOPERATION DECENTRALISEE**

##### **CHAPITRE PREMIER : DU JUMELAGE**

**Article 73** : Le jumelage est l'acte par lequel deux ou plusieurs collectivités territoriales décident de coopérer avec des collectivités décentralisées étrangères en vue de la réalisation d'un idéal commun notamment dans le domaine économique, culturel et social.

**Article 74** : Au besoin, les communes associées peuvent mettre en place un comité de jumelage.

Les règles de l'organisation et du fonctionnement des comités de jumelages restent celles fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 75** : Les collectivités territoriales peuvent adhérer à des associations nationales ou internationales de jumelage ou de coopération inter-collectivités.

## **CHAPITRE 2 : DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE**

**Article 76 :** Pour mettre en œuvre et gérer ensemble pendant une durée déterminée les actions requises par les projets ou programmes de la coopération transfrontalière, les collectivités territoriales frontalières peuvent créer des groupements d'intérêt public (GIP).

**Article 77 :** Le groupement fait l'objet d'une convention constitutive conclue entre les collectivités partenaires. Cette convention précise notamment leurs droits et obligations ainsi que les règles de fonctionnement du groupement et de ses instances. Elle est soumise à l'approbation du ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

**Article 78 :** Le groupement d'intérêt public jouit de la personnalité morale à compter de la date de l'arrêté du ministre en charge de la tutelle des collectivités territoriales approuvant la convention constitutive.

**Article 79 :** La convention constitutive comporte les mentions suivantes :

- la dénomination et l'objet du groupement ;
- l'identité et la nationalité de ses membres ;
- l'adresse du siège social ;
- la durée du contrat ;
- la délimitation de la zone géographique couverte par le groupement.

**Article 80 :** Le gouverneur de la région du siège du groupement en est le représentant du gouvernement.

Dans ses fonctions de représentant du Gouvernement, le gouverneur peut se faire représenter.

Il assiste aux séances de toutes les instances de délibération et d'administration du groupement.

Il a communication de tous les documents relatifs au groupement, droit de visite dans les locaux appartenant au groupement ou mis à sa disposition et droit de veto suspensif de quinze (15) jours pour les décisions qui mettent en jeu l'existence ou le bon fonctionnement du groupement. Pendant ce délai, l'autorité qui a pris la décision procède à un nouvel examen.

**Article 81 :** La gestion et la comptabilité du groupement sont effectuées selon les règles du droit public.

L'agent comptable du groupement est nommé par arrêté du ministre chargé des finances.

**Article 82 :** Le recrutement de personnel par le groupement est soumis à l'approbation du représentant de l'Etat. Il ne peut avoir qu'un caractère subsidiaire par rapport aux effectifs de personnel mis à la disposition du groupement ou détaché auprès de lui, et ne peut concerner que des agents dont la qualification technique est indispensable aux activités spécifiques du groupement.

Les personnels ainsi recrutés, pour une durée au plus égale à celle du groupement, n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes et collectivités participant au groupement.

## **TITRE V : DU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

### **CHAPITRE PREMIER : DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

**Article 83 :** Il est créé auprès du ministre chargé de la Décentralisation une Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD).

**Article 84 :** La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est un cadre de concertation entre les acteurs de la coopération décentralisée.

**Article 85 :** La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée a pour mission d'aider à l'avènement d'une coopération décentralisée basée sur la concertation et la recherche d'une meilleure adéquation entre les interventions des partenaires au développement économique, social et culturel et environnemental et les objectifs de développement.

A ce titre, elle est chargée de :

- établir et tenir à jour un état de coopération décentralisée mené dans le cadre non gouvernemental ;
- favoriser l'émergence et le développement de la coopération décentralisée ;
- contribuer au développement de la politique de la décentralisation et de gouvernance locale ;
- formuler toute recommandation tendant à promouvoir la coopération décentralisée ;
- formuler toute recommandation tendant à coordonner les interventions des différents acteurs de la coopération décentralisée ;
- initier et/ou coordonner les rencontres des partenaires en vue d'échanges et de diffusion d'information sur la coopération décentralisée ;
- élaborer des programmes de formation des acteurs locaux de la coopération décentralisée ;

- contribuer à harmoniser les méthodes et/ou principes d'intervention ;
- apporter un appui conseil approprié en vue de l'amélioration générale des dossiers de demande de cofinancement ;
- s'assurer de l'éligibilité des demandes de cofinancement.

## **CHAPITRE II : DES ORGANES DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

**Article 86 :** La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée comprend une assemblée générale et un secrétariat permanent.

### **SECTION PREMIERE : DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

**Article 87 :** L'assemblée générale est l'instance suprême de la commission nationale de la coopération décentralisée. Elle est composée ainsi qu'il suit :

- **Président :** le ministre chargé de la Décentralisation ;
- **Premier Vice-président :** le ministre chargé de la Coopération ;
- **Deuxième Vice-président :** le ministre chargé du Développement Communautaire et de l'Aménagement du Territoire ;

#### **Membres :**

- un (1) représentant du ministère en charge des Finances ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Fonction Publique et de la Reforme Administrative ;
- un (1) représentant du ministère en charge des Enseignements Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Ville et de la Salubrité Urbaine ;
- un (1) représentant du ministère en charge de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique ;
- un (1) représentant du ministère en charge des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur ;
- un (1) représentant du ministère en charge du Développement Communautaire et de l'Aménagement du Territoire ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Renaissance Culturelle, des Arts et de la Modernisation Sociale ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Santé Publique ;
- un (1) représentant du ministère en charge de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes ;



- un (1) représentant du ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Population ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ;
- un (1) représentant du ministère en charge de l'Hydraulique et de l'Assainissement
- un (1) représentant du ministère en charge de l'Environnement et du Développement Durable;
- un (1) représentant du ministère en charge de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale ;
- un (1) représentant du ministère en charge de la Jeunesse et des Sports ;
- un (1) représentant du ministère en charge du Plan ;
- un (1) représentant du ministère en charge des Domaines et de l'Habitat ;
- un (1) représentant du Haut Commissariat à la Modernisation de l'Etat ;
- le Directeur de la Coopération Décentralisée et d'Appui au Développement Local ;
- un (1) représentant par région des conseils des collectivités territoriales ;
- deux (02) représentants de l'Association des Municipalités du Niger par région;
- deux (02) représentants de l'Association des Régions du Niger ;
- un (1) représentant de la chefferie traditionnelle ;
- deux (2) représentants des collectifs des Organisations Non Gouvernementales œuvrant dans le domaine de la décentralisation.

**Article 88 :** Dans le cadre de ses attributions, la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée peut faire appel à toute personne physique ou morale dont les compétences sont nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Article 89 :** L'Assemblée générale de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée définit les grandes orientations, adopte le programme et les rapports d'activités.

**Article 90 :** L'Assemblée générale de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée se réunit une fois par semestre. Elle peut également tenir des réunions extraordinaires en cas de besoin.

## **SECTION 2 : DU SECRETARIAT PERMANENT**

**Article 91 :** Le Secrétariat Permanent est un organe d'animation, d'exécution et de suivi de la commission nationale de la coopération décentralisée.

A cet effet, il assure, entre autres, le suivi de la mise en œuvre des décisions et recommandations de l'Assemblée générale. Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la Décentralisation.

**Article 92 :** Le Secrétariat Permanent est dirigé par un Secrétaire Permanent nommé par le Ministre chargé de la Décentralisation.

Le secrétariat permanent comprend des services. Le projet de règlement intérieur organisant le fonctionnement du secrétariat permanent est préparé par le Secrétaire permanent et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le secrétariat permanent assure le secrétariat de l'Assemblée générale de la commission nationale de la coopération décentralisée et en dresse procès-verbaux des réunions.

**Article 93 :** Le Secrétaire permanent est de droit le Directeur national chargé de la coopération décentralisée du ministère en charge de la décentralisation.

Le Secrétaire permanent est assisté par un secrétaire permanent adjoint désigné au sein de la Direction Générale des Collectivités Territoriales.

### **CHAPITRE III : DES RESSOURCES DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

**Article 94 :** Le financement des activités de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est assuré par :

- la contribution de l'Etat ;
- la contribution des partenaires de la décentralisation ;
- les subventions ;
- les dons et legs.

**Article 95 :** La contribution de l'Etat au fonctionnement de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est inscrite au budget du ministère en charge de la Décentralisation.

**Article 96 :** Le président de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est l'ordonnateur du budget. Il peut déléguer ses pouvoirs au Secrétaire permanent.

**Article 97 :** Le fonctionnement de la commission nationale de la coopération décentralisée est soumis aux dispositions du règlement intérieur élaboré par le Secrétaire Permanent et approuvé par l'Assemblée générale.

## **TITRE VI : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 98** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Article 99** : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses, le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur, la Ministre du Plan, le Ministre des Finances, la Ministre du Développement Communautaire et de l'Aménagement du Territoire et la Ministre Déléguée auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses, chargée de la Décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 29 juin 2016

**Signé** : Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre,

**BRIGI RAFINI**

La Ministre Déléguée auprès du Ministre d'Etat,  
Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique,  
de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et  
Religieuses, chargée de la Décentralisation

**MADAME ALFARI SALEY HADIZA**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de  
la Sécurité Publique, de la Décentralisation et  
des Affaires Coutumières et Religieuses

**BAZOUN MOHAMED**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général du Gouvernement

**GANDOU ZAKARA**

## **RAPPORT DE PRESENTATION**

**du Décret fixant le régime de rémunérations, indemnités et autres avantages accordés aux présidents et membres des délégations spéciales des collectivités territoriales.**

Le présent projet de décret est pris pour fixer le régime de rémunérations, indemnités et autres avantages accordés aux présidents et membres des délégations spéciales des communes et des régions résultant de l'application de l'article 178 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il s'agit de :

- Président de la délégation spéciale de région ;
- Président de la délégation spéciale de ville ;
- Président de la délégation spéciale de commune urbaine ou rurale ;
- Membres des délégations spéciales de région, ville et commune.

Ce projet de décret vise à combler un vide juridique. En effet, le Code Général des Collectivités Territoriales a prévu la mise en place des délégations spéciales en cas de dissolution du conseil municipal ou régional, de démission de tous ses membres, d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, lorsque le conseil municipal ou régional ne peut être constitué ou lorsque les élections n'ont pu se tenir après expiration de la période de prolongation du mandat du conseil municipal ou régional.

Bien qu'il fixe la taille de ces délégations spéciales par niveau de collectivités territoriales, il est cependant resté muet quant aux conditions de rémunérations et aux avantages dont doivent bénéficier les personnalités nommées pour exercer ces fonctions.

Il est ainsi apparu nécessaire de mettre ces responsables dans des conditions de travail acceptables, similaires à celles des autres fonctionnaires d'autorité, compte tenu de la nature et des exigences des charges qui leur incombent et du délai dans lequel ils doivent corriger les dysfonctionnements ayant entraîné la dissolution des organes délibérants et exécutifs qu'ils remplacent.

Les dispositions du présent décret tiennent compte du caractère composite des délégations spéciales dont les membres peuvent provenir d'horizons professionnels divers (Fonction Publique, secteur privé, milieu associatif et professions libérales), avec des niveaux de traitements souvent difficilement conciliables avec ceux du secteur public. Mais il est également tenu compte du prestige, de l'honneur et de la dignité attachés à l'exercice de ces fonctions, qui exigent surtout des citoyens à qui il est fait appel, une dose de patriotisme, d'engagement civique et de don de soi au profit la collectivité locale et nationale.

L'indice fonctionnel et les avantages proposés sont ainsi indexés au statut et à la taille démographique de la collectivité territoriale et sont déterminés sur la base du chiffre de population résultant des statistiques officielles les plus récentes. Pour l'essentiel, les propositions faites s'alignent aux situations des autres autorités occupant des responsabilités similaires à certains égards.

Les dépenses résultant de l'application du présent décret sont imputables aux budgets des collectivités territoriales.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Niamey, le

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de  
la Sécurité Publique, de la Décentralisation et  
des Affaires Coutumières et Religieuses.

**MOHAMED BAZOUM**



NATURE DES INDEMNITES ET AVANTAGES : MONTANTS MENSUELS											
Structure	Fonction	Indices fonctionnels	NATURE DES INDEMNITES ET AVANTAGES : MONTANTS MENSUELS								
			Représentation	Téléphone	Electricité	Eau	Logement	Roulage	Responsabilité	Gaz	Sujétion
Délégation spéciale des Villes dont la population est supérieure à 1.000.000 d'habitants	Président	Une fois et demie l'indice le plus élevé de la Fonction Publique de l'Etat	100.000	50.000	100.000	50.000	Fourni	Fourni	200.000	30.000	-
	Membres	1000	75.000	40.000	75.000	40.000	60.000	50.000	100.000	20.000	-
	Président	800	100.000	50.000	100.000	50.000	Fourni	Fourni	150.000	25.000	-
	Membres	700	75.000	40.000	75.000	40.000	50.000	40.000	-	20.000	100.000
Délégation spéciale de région	Président	1000	100.000	50.000	100.000	50.000	Fourni	Fourni	150.000	25.000	-
	Membres	700	-	40.000	75.000	40.000	50.000	40.000	-	20.000	80.000
	Président	750	50.000	40.000	75.000	40.000	Fourni	Fourni	80.000	20.000	-
	Membres	570	-	30.000	50.000	20.000	40.000	20.000	-	10.000	35.000
Délégation Spéciale de Commune rurale dont la pop. est sup. à 100.000 habitants	Président	570	40.000	30.000	20.000	10.000	Fourni	Fourni	80.000	5.000	-
	Membres	500	-	15.000	15.000	10.000	30.000	20.000	-	5.000	20.000
	Président	550	40.000	30.000	20.000	10.000	Fourni	Fourni	80.000	10.000	-
	Membres	400	-	15.000	20.000	10.000	30.000	15.000	-	10.000	20.000
Délégation Spéciale de commune rurale dont la pop. est comprise entre 50.000 et 100.000 habitants	Président	400	40.000	15.000	20.000	10.000	Fourni	Fourni	80.000	10.000	-
	Membres	315	-	10.000	15.000	10.000	30.000	15.000	-	5.000	20.000